

Angola : sortie à l'afghane ?

Rencontre secrète entre Sud-Africains et Angolais marxistes, visite-éclair du chef rebelle angolais Jonas Savimbi au Cap, conversations tripartites entre Américains, Cubains et Angolais à Luanda... Pas de doute, à en juger par ce quadrille diplomatique exécuté dans la discrétion la semaine dernière, le règlement négocié de l'explosion du dossier d'Afrique australe est à nouveau à l'ordre du jour. Une autre rencontre — la première depuis deux ans — entre Chester Crocker, spécialiste américain de l'Afrique australe, et M. « Pk » Botha, chef de la diplomatie sud-africaine, devait avoir lieu lundi à Genève.

Le médiateur américain devait présenter au Sud-Africain les propositions anglo-cubaines pour un accord de paix régional, qui prévoit notamment un calendrier de retrait pour les quarante mille soldats cubains basés en Angola. Pretoria, fermement soutenu sur ce point par Washington, a donc réussi à imposer sa théorie dite du « linkage », d'un lien entre la présence cubaine dans son environnement immédiat et l'accession à l'indépendance du large territoire namibien — une fois et demi la France et un seul million d'habitants.

La « sortie à l'afghane » récemment proposée à Moscou par Pretoria sur le dossier angolais ne relevait donc pas entièrement de la méthode Coué. Le pouvoir blanc qui soutient activement les rebelles antigouvernementaux angolais avait publiquement offert la semaine dernière de retirer ses troupes du sud de l'Angola à condition que l'URSS renonce à soutenir, par Cubains interposés, le régime de Luanda et accepte l'établissement dans cette capitale d'un gouvernement « neutre et non aligné ». Moscou avait rétorqué que « les situations qui prévalent en Afghanistan et en Angola sont bien différentes », ce que personne ne conteste. Restent d'authentiques similitudes.

L'Angola avait réussi depuis douze ans à valoriser sa position aux yeux de l'URSS et de ses alliés, dans un contexte de forte polarisation Est-Ouest. Le dégel soviéto-américain et l'effet Gorbatchev ont sans doute conduit Luanda à une révision stratégique. Sur le terrain, personne ne conteste que l'UNITA marque de plus en plus de points. Grâce à une aide sud-africaine, massive certes mais aussi, sans doute, à la livraison par Washington des fameux missiles Stinger qui — en Afghanistan — font le bonheur des moudjahidines, et le malheur de l'armée rouge.

On pourrait encore allonger la liste des analogies, évoquer, par exemple, le discret et sans précédent appel du pied fait la semaine dernière par Luanda aux rebelles anti-marxistes — en clair : « Débarrassez-vous de votre chef Savimbi, et on pourra discuter » — mais il faut raison garder.

L'une des différences capitales entre les deux situations, c'est que l'Afrique du Sud n'est pas le Pakistan. Pretoria, lui, est directement engagé dans les conflits internes de ses voisins immédiats, et n'a jamais envisagé avec le moindre sérieux d'accorder à son glacia namibien une indépendance réclamée par la communauté internationale depuis trente ans. Au contraire, toutes les négociations et discussions qui se sont succédées depuis des décennies ont été utilisées pour retarder l'inévitable. Rien n'indique que, sur ce point, les choses aient évolué.

M 0147 - 0315 0 - 4,50 F
379047004500 03150

La préparation de l'élection présidentielle

La crainte d'une nouvelle cohabitation domine la campagne de la majorité

La crainte d'une nouvelle cohabitation domine la campagne de la majorité. Invité, le dimanche 13 mars, du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Léotard s'est déclaré hostile à toute « collaboration avec M. Mitterrand ». Sur TF1, M. Méhaignerie a expliqué qu'il ne se voit pas « tra-

vailler avec les socialistes tant qu'ils n'auront pas fini leur mutation ». Samedi, dans les Alpes-Maritimes, M. Barre a déploré que ceux qui se disent aujourd'hui opposés à la cohabitation aient « attendu deux ans pour comprendre ».

(Lire page 8, l'article de J.-M. Colombani.)

Le feuilleton du septennat

1981, l'état de rêve

Année par année, voici le feuilleton du septennat de M. Mitterrand. Avec ses espérances et ses déceptions, ses drames et ses comédies. Une histoire et des histoires.

par Jean-Yves Lhousseau

Regarde
Quelque chose a changé
L'air semble plus léger
C'est indéfinissable [...]
Un homme, une rose à la main
A ouvert le chemin
Vers un autre demain...

Contaminée par cet « homme à la rose » qui, au mois de mai, était entré sans crier gare au Panthéon des socialistes, Barbara chantait, l'automne à Pantin, en 1981.

« Tiens, Barbara est de gauche ! » : Guy Bedos en rit encore.

Socialiste, Barbara ? Peu importe. Quand il a plu sur Nantes et crachouillé sur Brest depuis la nuit des temps, un rien dans l'histoire de Châteauneuf-Chinon, une fête orageuse à la Bastille, une lame perdue sous la paupière lisse de Pierre Mendès France, une rumeur tée en liesse vers le Panthéon feraient passer d'un coup d'importance quel oiseau noir de l'ombre à la lumière. On pouvait, pour y voir un peu mieux dans sa tête, se priver des services de Jack Lang, l'éclairagiste.

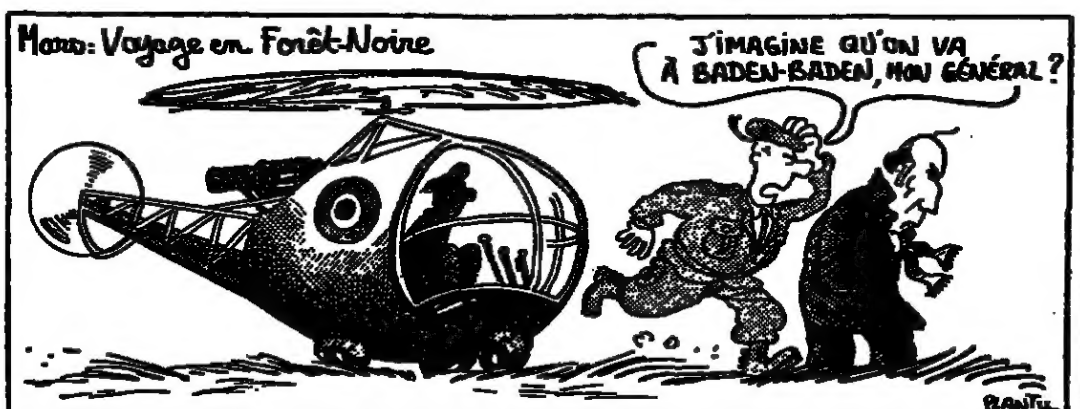
« Regarde, sous ce ciel déchiré, tout s'est envolé... » Barbara chantait donc l'indéfinissable sans que la politique s'en mêlât.

Tous les Fabrics de Stendhal qui piétinaient, sur la pointe des pieds,

le nez en l'air, les oreilles et les yeux ouverts à l'éclat, tout au long du boulevard Saint-Michel, aux alentours du Luxembourg, de la Sorbonne et du Panthéon, le 21 mai en fin de journée, n'ont rien vu et presque rien entendu.

Douchés par un gros nuage crevé, puis séchés d'un coup de vent, plus souriant que bavard, ils n'attendaient rien de précis. François Mitterrand, nouveau président, l'air indéfinissable, s'en était allé, au Panthéon, à la rencontre de leur histoire, une rose à la main, renouvelée par enchantement à chaque halte devant les tombeaux des héros de la libération des hommes, Victor Schoelcher l'antiesclavagiste, Jean Moulin et sa Résistance, Jean Jaurès et le socialisme.

(Lire la suite page 10.)



Importantes « primaires » dans l'Illinois

Les batailles cachées de Chicago

D'importantes élections « primaires » ont lieu mardi 15 mars dans l'Illinois. Si le vice-président Bush est toujours favori chez les républicains, trois démocrates semblent se détacher : le pasteur noir Jesse Jackson, qui a remporté samedi les « caucus » de Caroline du Sud, le sénateur Paul Simon, qui représente l'Illinois à Washington et le gouverneur du Massachusetts, M. Michael Dukakis.

CHICAGO
de notre envoyé spécial

Aurelia Pucinski a manqué de réflexe, et a gâché une occasion rêvée d'assurer sa victoire aux « primaires ». C'était vendredi dernier, dans la grande salle de bal du Hilton, où deux mille représentants de la bourgeoisie poire, costumes sombres, robes de lamé et coiffures audacieuses, attendaient Jesse Jackson, sous les lustres, les moulures dorées, et une grande banderole : « justice économique ».

Quand le pasteur a fini par arriver, qu'il a reconnu Aurelia et lui a passé le bras autour des épaules, elle est restée là, figée, au lieu de le suivre sur l'estrade et de participer à l'euphorie générale.

Aurelia n'est pas candidate à la présidence des Etats-Unis, mais au poste de greffier du tribunal du comté de Cook, qui englobe l'immense ville de Chicago et une bonne partie de ses faubourgs, et plus encore que Jesse a besoin du vote des Blancs, cette descendante d'immigrés polonais a besoin du vote des Noirs — elle plaide même pour une alliance, « une coalition polono-noire ».

Elle est la candidate de la « machine » du Parti démocrate de Chicago, ou plutôt de ce qu'il en reste, mais avant de pouvoir affronter, à l'automne, un républicain, il lui faut se mesurer, mardi 15 mars, à une autre femme, et pas n'importe laquelle : Jane Byrne, elle-même ancien maire de Chicago. Elle aussi est blanche, et elle aussi a besoin du vote noir (42 % de la population de la ville, 20 % de celle du comté), elle aussi doit batailler ferme — car ou

se souvient que du temps où elle dirigeait la municipalité, elle a « trahi » les habitants des quartiers noirs qui avaient permis son élection.

Aurelia Pucinski a un handicap du même ordre : son père, Roman Pucinski, cacique du parti, passe pour avoir été un opposant acharné du busing, le système imaginé pour lutter contre la ségrégation de fait dans les écoles. Cela non plus, on ne l'a pas oublié. Pour Aurelia, assister à la réception du Hilton, destinée à lever des fonds pour la campagne de Jesse, c'était une manière de remonter la pente, mais elle s'est arrêtée en chemin.

On n'en finirait pas d'évoquer ces batailles cachées ; il s'agit, en fait, et comme toujours à Chicago, d'une lutte de clans, de coalitions ethniques, pour le contrôle ou plutôt pour le redémarrage d'une « machine » qui ne s'est jamais remise de la mort de son patron de légende, « l'Irlandais » Richard Daley, qui a régné plus de vingt ans sur la ville.

JAN KRAJZE
(Lire la suite page 6.)

Pour éviter les opérations « sauvages »

M. Balladur veut obtenir la transparence des OPA

M. Balladur, inquiet de la multiplication des offres publiques d'achat (OPA) depuis le début de l'année à la suite du krach boursier, cherche à en éliminer les aspects « sauvages » et les conséquences parfois néfastes pour les entreprises attaquées.

Il a donc annoncé, lundi 14 mars, des dispositions qui vont rendre les OPA plus difficiles. Lorsqu'une entreprise aura acquis 10 % du capital d'une autre société, elle sera tenue de déclarer ses intentions aux autorités boursières. Cette mesure est destinée à assurer la « transparence » du marché.

D'autre part, le ministre de l'économie veut aider une entreprise « agressée » à se protéger en l'autorisant à convoquer ses actionnaires en assemblée générale extraordinaire afin qu'ils puissent décider d'une protection.

(Lire nos informations page 4) ainsi que l'analyse du rapport Deguen sur le développement des marchés financiers.)

Le Monde ÉCONOMIE

■ Les grands travaux au Japon. Un sanctuaire bien gardé. Un tunnel sous-marin de 53 kilomètres, reliant Hokkaido et Honshu, a été inauguré le 13 mars. Exemple, parmi d'autres, de la frénésie de bâtir qui a saisi le Japon. Mais les entreprises étrangères — ce que déplore la CEE — pénètrent peu l'énorme marché de la construction, très lié au monde politique et parfois proche de la pègre.

■ La chronique de Paul Fabra : « Le futur roi d'Amérique ».

Pages 37 à 40

La « guerre des villes »

La trêve entre l'Irak et l'Iran n'a duré que 48 heures.

PAGE 3

M. Shamir à Washington

Le plan Shultz divise profondément Israël.

PAGE 3

Catastrophe au Népal

Des dizaines de morts dans un stade à Katmandou.

PAGE 5

Le « rancard » de SOS-Racisme

Musique et paroles.

PAGE 14

Scandale financier

Le directeur de la Société d'aménagement de la région rouennaise et plusieurs chefs d'entreprise en correctionnelle.

PAGE 15

Hachette aux Etats-Unis

En lançant une OPA sur l'américain Grolier, l'éditeur français vise le troisième rang mondial.

PAGE 23

Le sommaire complet se trouve en page 48

ETIEMBLE

De l'Empire romain à Leibniz

Bibliothèque des Idées

GALLIMARD *nrf*

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Indonésie, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,450 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,80 sc. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكزا من الأصل

Communiqué par: European University of America • San Francisco • California

Le Monde

**7, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09**
Tél.: MONDPAR 650572 F
Télécopier : (1) 45-23-46-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *Le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuvery-Méry (1944-1969)
Jacques Foccart (1969-1982)
André Larusset (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuvery-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Cofédérateur en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue du Montaigne, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 et 45-55-91-71
Tél.: MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

**TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE**
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Citoyenneté d'adresse définitive ou provisoire : une demande sous timbre formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire sur les lettres propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composée 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimée
à « Le Monde »
7, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS PAR MINTEL
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

La visite de M. Shamir à Washington

Le plan Shultz divise profondément Israël

Le chef du gouvernement israélien, M. Itzhak Shamir, était attendu, lundi 14 mars, à Washington pour une visite de trois jours, au cours de laquelle il doit discuter des propositions de paix au Proche-Orient formulées par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, lors de sa récente tournée dans la région. Les propositions de M. Shamir à l'égard de la région, à l'exception de l'Esprit de la paix, ont été rejetées. A son départ, il a toutefois exprimé l'espoir de trouver, avec les Etats-Unis, « des voies communes pour faire avancer la paix ».

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le premier ministre, M. Itzhak Shamir se rend-il aux Etats-Unis en tant que chef de gouvernement ou comme chef de parti ? On peut difficilement contredire le ministre des affaires étrangères travailliste, M. Shimon Peres, lorsqu'il affirme que M. Shamir se représente, au cours de ses conversations à Washington, que la moitié de la coalition d'union nationale israélienne.

La dernière réunion du cabinet, quelques heures avant le départ de M. Shamir, a été, à l'exception de la plus illustre, une fois de plus, illustrée par la profonde division du gouvernement d'union nationale. Le clivage entre les adversaires et les partisans du plan Shultz a une fois de plus été mis en évidence. Des camps qui ne s'affrontent pas seulement autour de la table du gouvernement ou à la Knesset, mais également au sein de l'opinion publique, dans les rues.

Samedi soir, place des Rois d'Israël, à Tel-Aviv, quelques dizaines de milliers de sympathisants du mouvement Shalom Achikar (La paix maintenant) s'étaient rassemblés pour demander à M. Shamir de « préférer la paix au grand Israël » et de « dire oui au plan Shultz ». Vingt-quatre heures plus tard, des militants de mouvements de droite et des colonnes de Cisjordanie et de Gaza envahissent la même place de Tel-Aviv pour exhorter M. Shamir à ne pas céder aux pressions américaines.

Il est probable que, le premier ministre du Likoud s'est senti conforté dans ses positions par cette manifestation de soutien. En revanche, rien ne permet de croire qu'il fut sensible aux arguments du quotidien Maariv, souvent proche pourtant du Likoud, qui, dans une édition publiée exceptionnellement en première page, faisait valoir qu'« un dirigeant politique est jugé sur sa capacité à courir prendre des risques calculés en faveur de l'espoir de son pays » et que, par conséquent, M. Shamir devait « malgré les dangers, donner une chance au plan Shultz ».

De possibles contre-propositions

Or si M. Itzhak Shamir hésite, semble-t-il, entre deux attitudes, depuis que le plan américain lui a été transmis officiellement à Jérusalem vendredi 4 mars par le secrétaire d'Etat américain, ce n'est pas entre le oui et le non, mais entre différentes manières de dire oui. La première réaction du chef du Likoud, avait été d'exprimer un rejet catégorique, en expliquant que le plan américain devait faire l'objet d'un « débat sérieux ».

Ensuite, qu'il pouvait être remis sur la base des contre-

propositions que M. Shamir entend soumettre à ses interlocuteurs américains. Cette attitude avait été interprétée comme une manœuvre dilatoire du premier ministre dans l'espoir de voir la Jordanie repousser avant lui le plan Shultz. Mais, dans un second temps, lors de plusieurs prises de position publiques, et en particulier dans un entretien accordé au quotidien Haaretz (voir le Monde daté 13-14 mars), M. Shamir avait préféré dissiper toute équivoque en qualifiant le plan Shultz de « totalement inacceptable ».

Pourtant, quelques heures avant son départ pour Washington, dans une déclaration à la radio israélienne, M. Shamir avait à nouveau évoqué la possibilité que ses contre-propositions, persuadant les Américains de relancer leur initiative sur de nouvelles bases. Ces contre-propositions, si elles n'ont pas été publiées officiellement, sont connues.

Elles tournent autour de l'idée d'un « paravent » de l'ouverture de négociations par les deux grandes puissances et du strict respect du calendrier des accords de Camp David (cinq ans de régime transitoire d'autonomie). Ces idées ont déjà été rejetées à plusieurs reprises par le secrétaire d'Etat américain, et rien ne permet de croire qu'il présente, alors qu'il a fait savoir que son plan était un tout indissociable, M. Shamir puisse les accepter.

Cependant, les hésitations de M. Shamir entre le ton « dur » et le ton « conciliant » s'expliquent aisément. Le chef du Likoud ignore pas qu'il se trouve à Washington dans une situation extrêmement difficile, quasiment sans précédent pour un premier ministre israélien. Car, si par le passé les dirigeants israéliens ont souvent été confrontés à de profonds différends avec la Maison Blanche, il leur restait tou-

jours la possibilité de s'adresser au Congrès et à la communauté juive américaine pour faire contrepoids. Or, dans cet affrontement autour du plan Shultz, le Congrès et même la grande majorité de la communauté juive ont causé commune avec l'administration Reagan contre M. Shamir.

Une lettre adressée la semaine dernière à M. Shamir par trente sénateurs (amis d'Israël) dénonçant le refus de M. Shamir d'approuver le principe de « la paix contre les territoires » a été à cet égard considérée en Israël comme un véritable tournant. Certes, le chef du Likoud s'est peut-être réservé une certaine marge de manœuvre pour éviter une véritable épreuve de force à Washington. Toutefois, tout indique qu'il n'est toujours pas prêt à franchir ses « lignes rouges » que l'on pourrait résumer par un triple non : pas de conférence internationale, pas de camp David accéléré et pas de « territoires en échange de la paix ».

M. Shamir reste malgré tout confiant. Il s'est déclaré persuadé, avant son départ, qu'une crise avec les Etats-Unis pourrait être évitée. Et le premier ministre qui, depuis dix jours, refuse tout vote au gouvernement sur le plan Shultz, a promis, immédiatement après son retour de Washington, le 22 mars, que le cabinet serait enfin appelé à se prononcer sur le plan américain.

Tout porte à croire que ce vote sera décisif pour l'avenir du gouvernement d'union nationale Likoud-travailliste. Et la question des élections anticipées, qui, depuis plusieurs jours, met déjà en effervescence les partis politiques israéliens, sera alors plus que jamais d'actualité.

(Inédit.)

AUTRICHE : la commémoration de l'Anschluss

M. Kurt Waldheim, accoucheur involontaire de l'histoire

Un dernier jour des cérémonies commémoratives de l'Anschluss, le chancelier Franz Vranitzky s'est adressé dimanche 13 mars à la communauté juive de Vienne, réunie à l'ancien siège de la Gestapo dans la capitale autrichienne. De son côté, le cardinal Koenig, ancien chef de l'Eglise d'Autriche, a reproché à l'Eglise d'avoir « trop peu fait pour imposer la population contre le nazisme ». A l'appel du mouvement Nouvelle Autriche pris de dix mille personnes ont à nouveau manifesté pacifiquement dimanche pour réclamer la démission de M. Kurt Waldheim.

VIENNE
de notre envoyé spécial

L'Autriche a célébré pendant trois jours, du 11 au 13 mars, le cinquantième anniversaire de l'annexion du pays par l'Allemagne nazie. Au moment du bilan, un seul point fait aujourd'hui l'unanimité : sans la présence de M. Kurt Waldheim à la tête du pays, sans les deux années de politique internationale sur son comportement comme lieutenant dans la Wehrmacht, jamais l'Autriche n'aurait eu le courage de se regarder avec une telle insistance dans le miroir de son passé. « Nous vivons depuis quarante ans dans l'illusion mensongère de n'avoir été que les premières victimes de Hitler, aujourd'hui nous pouvons sortir de cette illusion grâce à l'attitude d'un président obstiné dans son refus de voir cette réalité en face, pour lui-même et pour son pays », résumait M. Georg Hoffmann Osterhof, l'un des animateurs du club républicain Nouvelle Autriche, une organisation qui milite, avec un succès grandissant ces derniers temps, pour faire entendre de plus en plus fort la voix de « l'autre Autriche », celle qui ne veut pas être entraînée dans le tourbillon provoqué par les trons de mémoire du président de la République.

M. Kurt Waldheim serait-il l'accoucheur involontaire de l'histoire ? Ce paradoxe n'est au fond que l'une de ces bizarreries de la tragédie autrichienne. Des très nombreux discours et du flot de commentaires qui ont marqué ces célébrations, on retiendra sans doute que l'Autriche officielle se présente aujourd'hui au monde consciente d'avoir été, en 1938, à la fois victime et actrice de l'avenue hitlérienne, alors qu'elle s'était jusqu'à présent, de la trop commode théorie de la « première victime » qui l'exonérait de toute responsabilité dans la perpétration des crimes nazis.

Evidences et découverte

Le chancelier Vranitzky, devant des jeunes rassemblés dans la célèbre salle de la Musikverein à Vienne, comme son prédécesseur, Bruno Kreisky, devant la foule réunie jeudi soir devant l'hôtel de ville, ont mis toute leur éloquence et leur poids politique et moral à faire admettre ces évidences qui étaient une découverte pour beaucoup d'Autrichiens. D'autres, comme le vice-chancelier Alois Mock, président du Parti populiste, et dans son sillage la presse populaire n'ont suivi qu'en maugrant ce changement de cap. Le Kronenzeitung, principal soutien du président de la Républi-

que et contempteur de la « conjuration internationale » dont ce dernier serait la victime, insiste plutôt sur l'image d'une Autriche abandonnée par les démocrates aux appétits de Hitler.

Les cérémonies passées, il faut se tourner vers l'avenir, comme l'ont conclu tous les orateurs. La situation intérieure et extérieure de l'Autriche reste sous l'emprise de la « causa prima », comme on appelle ici l'affaire Waldheim.

Ceux qui sont aujourd'hui aux commandes du pays doivent tenir compte de paramètres différents. Le rétablissement de la situation politique et morale d'un pays sinistré est l'objectif de tous ceux qui, à Vienne, tentent de s'élever au-dessus des passions. Défenseurs ou adversaires du président, conservateurs ou socialistes, sont tous persuadés que la situation n'est plus tenable. L'isolement international de l'Autriche est patent : les relations commerciales et touristiques du pays en souffrent ; la lassitude d'une grande partie de la population clouée, parfois injustement, au pilori : tout cela produit un climat très instable, typique de ces périodes où l'ancien ne finit pas de mourir et où le nouveau ne parvient pas à naître.

Les calculateurs

Dans le monde politique autrichien on peut aujourd'hui distinguer plusieurs tendances qui relèvent plutôt de la psychologie que de la science politique. Il y a tout d'abord les impatients, ceux pour qui il est grand temps que le président Kurt Waldheim tire sa révérence et cesse de faire peser sur le pays le poids de ses contradictions. On trouve ceux-là dans les manifestations régulières devant le palais présidentiel, bien sûr, mais aussi dans les bureaux directeurs d'entreprises autrichiennes le jour où des réflexes venus de partenaires étrangers — principalement américains — refusent des offres de service tant que M. Waldheim restera en fonctions.

Face à eux, on rencontre les jusqu'au-boutistes, les « Déroutés du nationalisme » alpin qui verbalement dans un retrait du président une capitulation de l'Autriche devant l'agression médiatique étrangère. Certains d'entre eux sont des patriotes sincères ; d'autres, comme le vice-chancelier Mock et une partie de la direction du Parti populiste voient dans cette attitude la seule manière d'assurer leur survie politique. Cette attitude, dont le bénéfice électoral est plutôt maigre pour le Parti populiste, est maintenant largement contestée dans les rangs de ce parti.

Il y a ensuite les calculateurs. Ceux-là plaident en faveur de la mise en place d'un scénario amenant Kurt Waldheim à démissionner sans que cela apparaisse comme une soumission à la pression de l'étranger. Les coups de boutoir, légers mais répétés, portés par le chancelier Vranitzky contre l'autorité présidentielle, dont il détache pierre après pierre pour se construire sa propre image d'homme de la réconciliation nationale, ont leur efficacité. Mais on trouve également dans cette catégorie quelques très proches conseillers du président lui-même qui rêvent pour lui d'une sortie honorable de l'histoire : M. Kurt Waldheim remettant, grandiose, son mandat au peuple pour le bien de l'Autriche. Ces derniers estiment qu'en l'espace d'un an le processus d'évolution psychologique de l'opinion autrichienne amènerait les choses à maturité.

LUC ROSENZWEIG

Bombardement israélien au Liban sud
Deux Palestiniens tués

L'aviation israélienne a bombardé, le samedi 12 mars, des positions de l'O.L.P. au Liban sud, tuant, selon des sources palestiniennes, deux militants du Front. Ce raid intervient une semaine après l'opération de commando menée dans le Néguev par trois Palestiniens (deux morts, dont trois Israéliens), a détruit cinq bases de l'O.L.P. dans la région de Saida. A la suite de ce bombardement — le deuxième effectué au Liban par l'aviation israélienne depuis le début de l'année — un dirigeant de la centrale palestinienne, M. Abou Jihad, a affirmé que l'O.L.P. ne se laisserait pas dissuader de mener d'autres opérations contre Israël.

Dans les territoires occupés, où des incidents se sont poursuivis ce week-end, la vague de démissions de policiers palestiniens s'est amplifiée : plus de quatre cent cinquante d'entre eux sur les mille en fonction en Cisjordanie et à Gaza ont démissionné au cours des derniers jours, selon des sources palestiniennes israéliennes. La mystérieuse « direction unifiée du soulèvement » avait, dans son dixième communiqué, demandé aux policiers palestiniens de mettre un terme à leurs fonctions. Mardi dernier, le corps d'un policier palestinien battu à mort avait été retrouvé dans un camp de réfugiés de Jéricho. Dans cette dernière ville, comme à Ramallah, tous les commissariats se sont vidés, tandis qu'à

Beitléem et à Hébron quelques policiers sont restés à leur poste.

Les autorités israéliennes ont, quant à elles, démenti les rumeurs de soulèvement massif des Palestiniens des territoires occupés, déclarant qu'il s'agit d'un mouvement de révolte en Cisjordanie, et non d'un mouvement de révolte en Cisjordanie. Cette mesure — qui ne touche pas les postes à essence des colonies juives — a été prise après que deux camions-citernes eurent été attaqués la semaine dernière. Le village de Qabatiya (nord de la Cisjordanie), où un Palestinien accusé de « collaboration » par les habitants avait été lynché le 24 février, a, d'autre part, fait l'objet de sanctions économiques. Les maisons de villageois impliqués dans ce lynchage avaient disparu sans être détruites.

Par ailleurs, la Syrie a rejeté, samedi, en bloc le plan Shultz, présenté à Damas — comme au Caire et à Amman — par le secrétaire d'Etat lors de sa récente tournée au Proche-Orient. Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Charrab, a jugé ce plan « inacceptable » et souhaité que les Etats-Unis présentent des propositions « plus claires », notamment « sur le retrait israélien des territoires occupés et la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien ». — (AFP, Reuters.)

Grave incident à Beyrouth-Est

Accrochage entre des Forces libanaises et la garde du fils de M. Gemayel

BEYROUTH
de notre correspondant

Un accrochage entre les Forces libanaises (milice chrétienne unifiée) et la garde personnelle du fils du président Amine Gemayel a fait, le samedi soir 12 mars, deux morts dans les rangs de la milice : deux officiers appartenant au « noyau dur » des fidèles de M. Samir Gemayel, chef de cette milice.

L'incident s'est produit à Zouk-Mikael, en secteur chrétien, à la suite d'une banale querelle à un arrêt que le convoi du fils du chef de l'Etat, M. Pierre Gemayel, entendait ignorer. Les gardes du jeune homme ont tiré pour dégager le passage, tuant les deux officiers de la patrouille des Forces libanaises. Un accrochage similaire, qui n'avait cependant pas fait de victimes, avait déjà eu lieu en été entre la milice et le convoi de la fille du président Gemayel.

De tels incidents traduisent l'état de nervosité régnant entre ces deux pôles du pouvoir dans le réduit chrétien que sont le président Gemayel

et les Forces libanaises. L'épreuve de force concerne également une troisième partie concurrente constituée par la fraction chrétienne de l'armée, fidèle à son commandant, le général Michel Aoun. Des affrontements ont déjà opposé la milice et l'armée.

Les querelles intestines, qui ne datent pas d'hier, s'exacerbent avec l'approche de l'élection présidentielle et la perspective de la rentrée dans le rang du président Gemayel. Jusqu'à présent, elles ont été circonscrites.

Des luttes de fractions continuent également à Beyrouth-Ouest entre arabistes et anti-arabistes, dans le camp palestinien de Borj-Barajneh. Un partisan du chef de l'O.L.P. a été tué et un autre blessé. Enfin, dans la Bekaa, Amal (milice chiite) et le PSP (milice druze), aujourd'hui en théorie « alliés », depuis l'entrée des troupes syriennes dans le secteur musulman de Beyrouth, se sont affrontés. Résultat : un mort dans les rangs du PSP, deux blessés dans ceux d'Amal.

LUCIEN GEORGE

La « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran

La trêve n'aura duré que quarante-huit heures

La trêve dans la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran n'aura duré que quarante-huit heures. Dès dimanche 13 mars, un porte-parole militaire irakien annonçait que son pays allait tirer un seul missile sur Téhéran en guise de mise en garde à l'Iran, qui aurait violé, selon lui, les conditions édictées par Bagdad pour arrêter les tirs de missiles (le Monde du 12 mars).

Le porte-parole ajoutait que « le régime iranien a commencé samedi une nouvelle agression contre l'Irak dans le secteur nord du front et a, d'autre part, bombardé tout le long de la nuit de samedi à dimanche et de la journée d'aujourd'hui la ville de Halabja dans le gouvernement de Souleimaniyeh, tuant treize civils dont cinq enfants et faisant soixante-dix blessés dont vingt-quatre enfants et douze femmes ».

Depuis, joignant l'acte à la parole, l'Irak a annoncé avoir tiré cinq missiles sol-sol sur Téhéran. « L'Irak », a affirmé un porte-parole militaire irakien, « n'a pas compris la leçon qui lui a été donnée. C'est pourquoi, conformément à notre avertissement précédent, nous allons anéantir ses villes ».

Téhéran n'avait pas encore — lundi en fin de matinée — riposté sur des tirs de missiles irakiens, mais le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, dans un message adressé au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a affirmé que « l'Irak n'avait pas d'autre choix que de

répliquer ». De son côté, M. Kamal Kharrad, directeur de l'information au quartier général militaire, a annoncé « une sévère punition » à l'Irak. Selon l'agence d'information iranienne, les missiles irakiens tombés sur des quartiers résidentiels de Téhéran dans la nuit de dimanche à lundi ont fait au moins seize morts et vingt-sept blessés.

Conditions
unilatérales

La trêve d'inspiration irakienne, entrée en vigueur dès vendredi, n'avait aucune chance de durer, car elle reposait sur des conditions unilatérales formulées par Bagdad qui souhaitait qu'elle s'applique non seulement aux tirs de missiles, mais également à toutes les actions militaires. L'Irak avait qualifié de « ridicules » les conditions irakiennes mais avait accepté un cessez-le-feu « sans conditions ».

En fait, Téhéran avait accepté la première condition irakienne, en s'abstenant de riposter au dernier bombardement irakien contre une ville iranienne quelques minutes avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, mais avait poursuivi ses activités militaires sur le front terrestre, en lançant notamment, dans la nuit de samedi à dimanche, une nouvelle offensive, nommée Zafar-7, dans la région de Souleimaniyeh en coopération avec les combattants kurdes irakiens.

STEPHEN JAY GOULD

Stephen Jay Gould
Le sourire du flamant rose
Réflexions sur l'histoire naturelle

Chacun des livres de Stephen Jay Gould provoque la même et très singulière jubilation. Il ouvre la boîte des merveilles.
Stéphane Deligeorges/Libération

Les délices du darwinisme racontés par un des maîtres de la théorie de l'évolution.
Frédéric Joignot/Actuel

Un livre brillant et passionnant de l'extraordinaire Stephen Gould.
Carl Sagan

Collection Science ouverte dirigée par Jean-Marc Lévy-Leblond, 145 F

Editions du Seuil

مقاومة الاحتلال

Europe

ESPAGNE

La mort de plus en plus mystérieuse de « Txomin », dirigeant de l'ETA

Domingo Irujo Abasolo, dit « Txomin », le dirigeant de l'organisation indépendantiste basque ETA, décédé le 25 février 1987 en Algérie, n'aurait pas été victime d'un accident de la route comme on l'avait prétendu jusqu'ici. Selon le quotidien espagnol *El País*, il serait mort en fait dans un camp d'entraînement pour des membres de l'ETA.

Le journal madrilène affirme dans ses éditions des 12 et 13 mars que la première version des événements avait été montée par les services secrets algériens pour la rendre plus vraisemblable, « la tête de turc aurait été écorchée ».

En fait, le leader basque serait mort des suites d'une explosion accidentelle survenue dans un camp. Plusieurs personnes, dont des membres de l'ETA résidant en Algérie, auraient été témoins de cet accident.

El País rappelle avoir appris en mars 1987, de sources proches des services antiterroristes espagnols, qu'une branche radicale de l'ETA aurait considéré « Txomin » comme trop enclin à la négociation avec le gouvernement de Madrid. C'est pour cette raison qu'un autre indépendantiste basque, Eduardo Moreno Bergegarache, dit « Pertur », aurait disparu en 1976 dans des circonstances mystérieuses. — (AFP, Reuters.)

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

IFAM. The management school in Paris for students ready to choose the shortest way to achieve an american MBA.*

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet en quatre années (dont une aux États-Unis) de déboucher sur le diplôme MBA (Master of Business Administration) de plusieurs universités américaines, et sur le diplôme IFAM. Outre ses partenaires associés, Harvard University, Northwestern University à Boston, Pace University à New York, Temple University à Philadelphie, chez qui les élèves effectuent leur troisième ou quatrième année, IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des élèves de l'IFAM ont terminé ou termineront actuellement leur MBA à l'université de Chicago, Indiana U., New York U., Purdue U., University of Wisconsin, Duke U., Mac Gill U. Les employeurs attendent

de pied ferme ces jeunes managers formés à l'américaine : les premiers IFAM ont été embauchés avant même qu'ils ne reviennent des États-Unis. Enfin, la réussite avérée de l'IFAM continue avec le développement du programme "MBA University". Ce dernier offre aux diplômés de l'enseignement supérieur la possibilité d'obtenir le MBA de Pace University en 11 mois, dont 4 à New York. Avec 300 élèves à Paris et 200 aux États-Unis dans les meilleures universités accréditées, l'IFAM, première école française à dispenser ses cours en américain, est bien l'établissement pionnier de la formation franco-américaine au management.

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT - 19 rue Copérn, 75015 Paris - France - Tél. 47 34 38 23

(* IFAM : L'école de management de Paris, la voie directe pour obtenir le MBA américain.

IRLANDE DU NORD

Belfast-Ouest se prépare à enterrer les trois membres de l'IRA tués à Gibraltar

BELFAST
de notre envoyé spécial

C'est l'heure de la messe dans le quartier catholique de Belfast-Ouest. Trois jeunes gens discutent tranquillement devant la maison de l'un d'entre eux, malgré la pluie incessante.

Donal a vingt-deux ans. Il étudie les sciences politiques à l'université d'Ulster. Il insiste sur l'orthographe exacte - sans « d » final - de son prénom irlandais, que ses professeurs, tous anglais, s'obstinent à confondre avec Donald. Ses deux copains sont policiers. Tous trois assisteront sans l'ombre d'une hésitation à l'enterrement prévu pour le mercredi 16 mars à Belfast-Ouest des trois militants de l'IRA tués le 6 mars à Gibraltar alors qu'ils préparaient un attentat contre la garnison britannique. Ils seront ensevelis non loin de Bobby Sands, un des grévistes de la faim de 1981.

Donal a une raison supplémentaire d'être présent aux obsèques. Il connaissait l'une des victimes, Sean Savage, son aîné de deux ans. « Nous avons fait toute notre scolarité ensemble à Saint-Mary, sur Glen Road, chez les frères des écoles chrétiennes. On était dans la même équipe de football. C'était un garçon costaud et tranquille », se souvient-il.

Donal dit ne plus l'avoir revu depuis la fin de ses études secondaires et avoir ignoré tout de son engagement dans l'IRA. « Il n'a pas dû se lancer là-dessus à la légère. Ce n'était pas son genre. La façon dont il a été tué ressemble à une exécution. C'est pour cela qu'on sera nombreux à l'enterrement. J'espère qu'on sera plus de dix mille », poursuit-il. Ses parents habitent près de ceux de Mairead Farrell, la jeune femme du trio abattu à Gibraltar. Elle était étudiante à l'université Queen's de Belfast. Ses camarades ont demandé qu'on mette en berne le drapeau de l'université. Le doyen a refusé.

Apparemment, dans ce quartier, tout le monde ou presque connaît les trois morts de l'IRA. A l'église Sainte-Thérèse, située un peu au-dessus du cimetière de Mill-

town, où ils seront enterrés dans le « carré républicain » réservé aux héros de l'IRA, un paroissien d'abord méfiant finit par confier qu'il a rendu visite aux parents de deux d'entre eux, « des gens très respectables ». Et il tend discrètement un tract. « Mairead Farrell, Sean Savage et Daniel McCann ont été abattus par les forces spéciales britanniques le dimanche 6 mars à Gibraltar. Mairead Farrell était la plus connue. Elle avait été emprisonnée et avait fait la grève de la faim en 1980. Elle avait obtenu 2 751 voix dans la circonscription de Cork du Nord aux élections générales de 1981. Tous ont vécu et sont morts pour une Irlande libre, unifiée et paisible », proclame ce texte. Les sympathisants de la cause républicaine sont invités à signer un registre de deuil. Ils peuvent appeler deux numéros de téléphone où seront données les informations pratiques concernant les funérailles.

Belfast-Ouest se prépare à cet enterrement... comme l'armée britannique et la police provinciale. Un encart est paru dans tous les journaux d'Irlande du Nord, où les forces de l'ordre s'adressent ainsi

aux familles des victimes : « Nous souhaitons que vous enterriez vos morts en paix. Nous vous demandons d'affirmer publiquement que les funérailles se dérouleront dans le respect de la loi. Si ce n'est pas le cas, la police fera son devoir, aussi désagréable soit-il en de telles circonstances. »

COURTES PARADES MILITAIRES

L'IRA célèbre traditionnellement ses morts par des salves d'arme automatique tirées autour des cercueils et de courtes parades militaires d'hommes masqués. C'est précisément ce que la police entend à tout prix éviter cette fois-ci. Des drapeaux noirs ont été accrochés aux poteaux électriques sur l'avenue qui longe le cimetière de Milltown, mais l'armée britannique, qui patrouille dans cette rue comme dans le reste du quartier catholique, se garde d'y toucher.

DOMINIQUE DHOMBRES.

YUGOSLAVIE : la visite du numéro un soviétique

M. Gorbatchev et l'œcuménisme socialiste

M. Gorbatchev était attendu, lundi 14 mars en fin de matinée, à Belgrade, pour sa première visite officielle en Yougoslavie. Le temps fort de son séjour sera l'allocution prononcée mercredi matin devant l'Assemblée nationale. Le secrétaire général du PC soviétique doit ensuite se rendre à Ljubljana, puis à Dubrovnik, d'où il regagnera directement Moscou vendredi.

BELGRADE
de notre envoyé spécial

Voici douze ans qu'un numéro un soviétique ne s'est pas rendu en visite officielle en Yougoslavie, et sans doute le temps était-il venu

d'une mise à jour dans les relations entre les deux pays. On fait à cet égard grand cas à Belgrade de la déclaration commune qui doit être adoptée à l'occasion de ce voyage. Elle sera, assure-t-on, dans la ligne des textes approuvés en 1955 par Krouchtchev à Belgrade sur les relations entre États et en 1956 à Moscou par Tito sur les relations entre partis.

Mais elle prendra aussi en compte tout ce qui s'est passé depuis trente ans - en particulier l'acte d'Helinski en 1975 - et devrait se présenter comme un modèle de « démocratisation » dans les relations internationales. C'est après la visite à Belgrade du chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze, en juin 1987, que la rédaction de ce texte a été mise en chantier avec, en tête, cette question : « Après trente ans, que pouvons-nous nous dire de neuf ? » On jugera sur pièces, mais tout indique qu'on s'est orienté vers l'œcuménisme le plus large.

On constate, d'autre part, que M. Gorbatchev va passer quatre grandes journées en Yougoslavie, ce qui est beaucoup par comparaison avec la plupart de ses déplacements officiels, y compris aux États-Unis. La liste des personnalités qui l'accompagneront laisse également un peu perplexité. Aucun des noms les plus connus de la diplomatie, de l'État ou du PC soviétique n'y figure. M. Vadim Medvedev, secrétaire du comité central, qui n'est pas vraiment une figure de proue du régime, occupe la deuxième place dans la délégation.

Il est vrai que les interlocuteurs yougoslaves de M. Gorbatchev ne brillent pas non plus par leur célébrité. Ainsi le veut le système de rotation qui fait changer chaque année le titulaire de la présidence de la Ligue des communistes. De là peut-être, dit-on, le détournement par Ljubljana, où le chef du PC de Slovanie, M. Milan Kucan, passe pour une des fortes personnalités du régime.

ALAIN JACOB.

● URSS : un nouveau ministre de l'éducation. — M. Guennadi Iegodine a été nommé à la tête du nouveau comité d'État pour l'éducation nationale, créé le 8 mars en remplacement des trois ministères jusqu'alors chargés du secteur de l'enseignement, a annoncé samedi 12 mars l'agence Tass. M. Iegodine, soixante ans, dirigeait depuis juillet 1985 le ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécialisé, qui a été fusionné avec le ministère de l'instruction et le comité d'État pour l'enseignement professionnel et technique. — (AFP.)

Diplomatie

En voyage officiel à Athènes

Le président de la République de Chypre réclame le retrait des troupes et colons turcs de l'île

Le président de la République de Chypre, M. Georges Vassiliou, en visite officielle à Athènes pour cinq jours, a réclamaré, dimanche 13 mars, le retrait des armées étrangères et des colons turcs, ainsi que des garanties internationales efficaces afin d'aboutir à une solution « viable » du problème de l'île.

Se prononçant en faveur de « procédures pacifiques », M. Vassiliou a mis l'accent sur la nécessité, pour les Chypriotes, de « coopérer, afin de créer un meilleur avenir, sans discriminations nationales, raciales, religieuses ou autres ». Il a évalué à 35 000 les effectifs des troupes turques à Chypre, à 65 000 le nombre de colons venus d'Anatolie, et a qualifié la Turquie d'« adversaire sans scrupules ».

La recherche d'une solution à ce que les Chypriotes appellent le « problème national » a été la première préoccupation de M. Vassiliou, après son élection. Au lendemain de son investiture, il avait convoqué le Conseil national, qui était tombé en désuétude depuis une dizaine d'années.

La détente entre la Grèce et la Turquie après les rencontres de Davos (Suisse) et de Bruxelles entre les premiers ministres Andreas Papandreu et Turgut Ozal aura certainement des répercussions positives sur le problème chypriote, dit-on à Nicosie. Mais on souligne que si Chypre est prête au dialogue avec les représentants chypriotes-turcs, on ne veut pas d'« un dialogue pour le plaisir de dialoguer ».

Du côté turc de l'île, on se déclare également disposé au dialogue « à condition qu'aucune des deux parties ne se considère supérieure à l'autre ». Dans une interview accordée à un quotidien turc, le dimanche 13 mars, M. Rauf Denktaş, président de la République turque de Chypre-Nord (TRNC, autoproclamée en 1983 et reconnue uniquement par Ankara), a déclaré que « la signature d'un pacte de non-agression entre les dirigeants des deux communautés de l'île permettrait le retrait d'une partie des troupes turques de l'île ». — (AFP, Reuters.)

Le suivi du sommet de Québec

Le Maroc se montre de plus en plus actif au sein du mouvement francophone

Le comité international du suivi du sommet francophone, animé notamment par le Canada, le Québec, le Sénégal et la France, s'est réuni début mars à Marrakech.

Le comité du suivi, au sein duquel Paris est représenté par un diplomate, M. Aubin de La Messuzière, est chargé de mettre en œuvre les décisions prises aux sommets des pays ayant en commun l'usage du français tenus à Versailles et Paris (1986) et à Québec (1987), et de préparer la troisième rencontre des chefs d'État ou de gouvernement francophones, prévue à Dakar au printemps 1989.

Les séances de travail de Marrakech ont permis de dégager des projets prioritaires portant sur les réseaux télévisés par satellite en Amérique du Nord et en Afrique; l'édition et les cinémas d'expression française; les échanges interuniversitaires; l'agriculture africaine. Le comité a également fait le point sur les fonds de solidarité créés au sommet de Québec pour la reconstruction du Liban et du Tchad, et sur l'avenir de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) qui, à terme, devrait devenir le « secrétariat permanent de la francophonie ». Le Maroc, qui est membre associé de l'ACCT, s'était toutefois, jusqu'à présent, contenté le plus souvent d'un rôle d'observateur au sein du mouvement francophone.

Depuis quelque temps, il se montre au contraire de plus en plus actif, d'autant qu'il se situe dans le domaine à d'autres États arabes comme le Liban et la Tunisie, traditionnellement très présents dans la francophonie. Le Maroc accueille en principe, cette année, le sommet franco-africain et, en juillet 1989, les premiers Jeux de la francophonie.

Des sources diplomatiques estiment d'autre part que Rabat abriterait volontiers le quatrième sommet des quarante pays francophones, prévu en 1991. Entre-temps, le poste de secrétaire général de l'ACCT, occupé successivement depuis sa création en 1970 par un Québécois et trois Africains noirs, pourrait, en vertu de la rotation géographique, revenir à un Arabe « qui pourrait être marocain ».

Si différentes actions mettent en évidence le rôle grandissant joué par les Marocains dans l'ensemble francophone, on relève toutefois deux ombres au tableau : la gestion financière difficile des lycées français du Maroc, dont certains ont dû être fermés ou sont menacés de l'être, et la persistance des auteurs marocains de graphie française à publier à Paris. Encore que ce dernier point vienne d'être relativisé par le mensuel indépendant *Sinbad* dans son numéro de février : « Après tout, nombre d'écrivains marocains arabophones publient encore à Damas, Bagdad, Tripoli, Beyrouth et même Tunis. »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

HAUT PARLEUR

EN AVANT-PREMIERE

TOUTES LES NOUVEAUTÉS DU PROCHAIN SALON SON et VIDEO

19 CAMÉSCOPES AU BANC D'ESSAIS

6 MONTAGES « FLASH » (Réalisations électroniques simples)

PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

Paris-Tokyo sans escale, JAL prend l'air 4 fois par semaine.

A partir d'avril 88, mardi, mercredi, vendredi, samedi, 4 vols sans escale par semaine pour apprécier le service unique de la JAL.



JAPAN AIR LINES
Téléphone Réservations 42.25.85.05

Asie

Confusion autour de l'envoi à Genève d'une délégation de la résistance afghane

هكذا من الاصل

Amériques

Importantes « primaires » dans l'Illinois

Les batailles cachées de Chicago

(Suite de la première page.)

La mort subite, à l'automne dernier, du premier maire noir de Chicago, Harold Washington, n'a fait qu'aggraver les choses. Là où, autrefois, tout était réglé comme du papier à musique, où les rousages tournaient admirablement dans un bain de corruption, aujourd'hui les électeurs sont presque livrés à eux-mêmes. Là où jadis, le maire organisait à son profit les alliances et les inimitiés ethniques, aujourd'hui les candidats improvisent d'incertaines coalitions avant d'affronter, à l'automne, des ennemis d'autant plus intimes qu'ils sont d'anciens démocrates devenus républicains.

Ce n'est pas simple : mardi, par exemple, les électeurs démocrates du 8^e district de la ville devront poinçonner pas moins de quarante-quatre petits trous : un petit trou, d'abord, pour désigner le candidat de leur choix pour l'élection présidentielle ; c'est ce qu'on appelle ici le « concours de beauté », pour faire comprendre qu'il n'a, en fait, guère d'importance.

Les choses sérieuses commencent avec les six petits trous suivants : pour désigner, sur une liste interminable, les délégués à la Convention, qui peuvent être soit « non engagés », soit, le plus souvent, avoir

annoncé à l'avance qu'ils soutiendraient tel ou tel candidat. Pour rendre les choses encore plus embrouillées, les délégués des ex-présidentiables qui ont déjà abandonné la course (Babitt, Hart, etc.) s'offrent toujours à la poinçonner.

Ensuite, il faut choisir leurs suppléants. Puis les candidats aux postes de représentant au Congrès, de sénateur de l'Etat et de représentant de l'Etat : par chance, ces trois-là n'ont pas d'adversaires, et des noms qui sonnent on ne peut plus familièrement ici : Rostenkowski, Lechowicz, Bogielski.

Suit une litane de postes juridiques ou administratifs, une succession de noms : irlandais, polonais, lituanais, italiens, espagnols, scandinaves — où l'on reconnaît, au passage, celui du fils de l'ancien « boss », Richard Daley, et celui, naturellement, d'Aurelia Pucinski. Et puis, si l'électeur a encore la force et l'envie de poinçonner, il lui faudra encore répondre à un référendum : les troupes de la garde nationale de l'Illinois doivent-elles continuer à s'entraîner en Amérique centrale ? Dans un autre district de la ville, il y a un second référendum, qui déclenche infiniment plus de passions que tout le reste : faut-il instal-

ler un éclairage au-dessus du stade de base-ball des Cubs, question de toute première importance pour l'avenir du quartier et la tranquillité de ses habitants, car si des matches devaient avoir lieu après la nuit tombée, on s'attend à une montée en flèche de la criminalité.

Reste tout de même à s'intéresser au résultat probable du « concours de beauté », et à l'un de ses enjeux majeurs : Jesse Jackson, enfant du pays parce qu'il y habite depuis plus de vingt ans, réussira-t-il à ajouter l'Illinois aux six Etats — tous situés dans le Sud — qu'il a déjà mis dans sa besace ? Selon les sondages (passablement contradictoires), ce n'est pas impossible : Jesse, cette année, est assuré de recueillir la quasi-totalité du vote des Noirs, ce qui n'était nullement le cas il y a quatre ans. Même ceux qui lui en veulent d'être si envahissant, de recueillir avec tant d'aisance le fruit du travail d'autres militants, plus obscurs, même ceux-là ne pourront lui refuser leur voix.

Mais pour ce qui est des Blancs, c'est une autre paire de manches : ici, explique brutalement le *Chicago Tribune*, principal journal local, les Blancs qui soutiennent Jackson sont soit des homosexuels (parce qu'il a souvent pris leurs défenses), soit « le genre de gens qui vont aux concerts de folk-song », ou plus précisément « des gentils qui vont aux concerts de folk-song » (parce que beaucoup de juifs détestent Jackson).

Le journal exagère peut-être un peu : mais il faudrait quand même un miracle pour que les habitants des faubourgs blancs votent en nombre significatif pour Jesse Jackson. Après tout, pour eux, l'arrivée des Noirs, non à la présidence des Etats-Unis, mais tout bonnement dans leur quartier, cela signifie un effondrement du prix des maisons, une hausse vertigineuse des assurances et même des prix chez l'épicier du coin, et donc la nécessité d'aller ailleurs.

Et puis, ces derniers jours, ils ont commencé à trouver un tract dans leur boîte aux lettres, qui fait allu-

sion à la montée de l'influence de Jackson au sein du Parti démocrate, avant de conclure par une question toute simple : « Ne vous sentiriez-vous pas mieux chez les républicains ? »

Mais il y a bien d'autres candidats démocrates, et qui ne ménagent pas leurs efforts, à commencer par l'autre vedette locale — le sénateur de l'Illinois, Paul Simon. L'homme

Aimé et apprécié ici, il était encore largement en tête dans les sondages il y a quelques jours, mais il est en train de se faire grignoter par Michael Dukakis, un candidat qui, lui, a de tout autres ambitions, puisqu'il caracole légèrement en tête du lot démocrate pour ce qui est du nombre de délégués. Le gouverneur du Massachusetts a infiniment plus d'argent que tous ses rivaux. Pour le reste, M. Dukakis fait comme

Il y a Albert Gore, tout auréolé de ses cinq victoires dans les primaires du « super mardi » : mais qui ici connaît ce Sudiste qui serre des mains à la chaîne, dans une station de métro, dans l'indifférence générale ? Et puis Richard Gephardt, dont le message populiste et protectionniste ne trouve plus guère d'écho depuis qu'il n'a plus d'argent pour le diffuser.

Et puis il y a, tout de même, les républicains. Même si, chez eux, la compétition manque désormais de sel et d'intérêt. Le conservateur Jack Kemp a abandonné la partie, l'ex-télévangéliste Pat Robertson n'est plus vraiment dans la course, et le sénateur Dole lance sans conviction ses dernières salves contre le vice-président Bush. Des salves qui parfois lui échappent à la figure : samedi soir, il a dépensé 100 000 dollars pour acheter une demi-heure de télévision, sur une chaîne locale. Hélas ! au bout de quelques minutes, un incident technique l'a fait disparaître de l'écran, puis réapparaître en image fixe, dépourvu du haut de sa tête : un fiasco à l'image de sa campagne, ont souligné tous les commentateurs, toujours sans pitié avec les perdants.

Pendant ce temps, M. Bush lui-même continue comme si de rien n'était : dimanche matin, il a tranquillement assisté à une messe dans une église polonaise, devant plusieurs milliers de personnes auxquelles il a évidemment rappelé son triomphal voyage à Varsovie, l'automne dernier. Savait-il que 70 % des habitants de ce quartier de Jackowo, où se concentrent les nouveaux immigrants, ne votent pas ? Aucune importance. Les quelques centaines de milliers d'Américains-Polonais de Chicago auront été sensibles au geste.

De plus en plus, ces fils ou petites-filles d'ouvriers ou de paysans déracinés habitent désormais les plaisants faubourgs du Nord, — signe de leur promotion sociale. Et ils se mettent, peu à peu, à voter républicain.

JAN KRAUZE.



un noué papillon et à la voix qui n'est finit plus de descendre dans les graves pour répéter inlassablement son credo de « libéral démodé », comme il le dit lui-même, ne peut plus nourrir aucun espoir sérieux depuis qu'il a renoncé à concourir dans le Sud. Mais il voudrait bien l'emporter sur son propre terrain, dans l'espoir que lui et ses amis auront leur mot à dire à la Convention, et aussi, peut-être, pour éviter qu'un échec trop voyant n'ébranle son siège de sénateur.

tous ses rivaux, mais avec la méthode et la ponctualité qui le caractérisent : il courtise, l'un après l'autre, tous les groupes ethniques, en prenant bien soin d'offrir des scènes photographiques : il danse dans un restaurant grec, pétrit de la farine dans une boulangerie italienne, défile avec du vert à la bon-tonnière, et aux côtés de sa femme, gantée de vert, pour le défilé de la saint Patrick, le patron des Irlandais.

LES 15-25 ANS
portrait de groupe d'une génération

Santé des jeunes, comportements à risques, choix professionnels et familiaux face à la crise, comportements dans la famille : statisticiens, sociologues, médecins, chercheurs mais aussi professionnels de l'accueil des jeunes apportent leurs analyses et leurs témoignages dans un numéro hors série de la

REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES

Prix du numéro : 60F. Abonnements et vente par correspondance : SPPF - B.P. 22 - 41353 VINEUIL - Téléphone : 54.78.77.41

Principaux points de vente à Paris : MASSON SERVICE, 64, bd St-Germain. FNAC, Montparnasse et Forum. GIBERT, 26, bd St-Michel. PUF, 49, bd Saint-Michel. Sciences Politiques, 30, rue St-Guillaume. DUNOD, 30, rue Saint-Sulpice. LGDJ, 20, rue Soufflot. DALLOZ, 11, rue Soufflot.

(Publicité)

PARIS - ILE DE FRANCE

TOUS ENSEMBLE
AU BOURGET

AVEC

RAYMOND
BARRE

MARDI 15 MARS - 20H

INTERVENTIONS

DE JEAN LECANUET, FRANÇOIS LEOTARD ET PIERRE MEHAIGNERIE.

DES 19h00, ANIMATIONS, STANDS, BUVETTES-RESTAURATION...

SERVICE DE CARS A VOTRE DISPOSITION.

NAVETTES AU DEPART DE LA PORTE DE LA CHAPELLE.

RER LIGNE B ARRET LE BOURGET.

PARKINGS SUR PLACE.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

TEL. 42 22 05 91 - (9H00 A 22H00)

Amériques

PANAMA : la crise financière

Le gouvernement reporte le versement des salaires des fonctionnaires

Alors que la crise du Centre financier international s'aggrave, le gouvernement panaméen a annoncé le report du versement des salaires à ses fonctionnaires. Pour tenter de bloquer la crise, deux pays, l'Espagne et le Paraguay, ont offert d'accueillir le général Noriega, homme fort du Panama, s'il décidait d'abandonner le pouvoir.

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

La dernière manche de la partie le bras de fer engagé depuis neuf mois entre les Etats-Unis et l'homme fort du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, se joue cette semaine, et la mise en jeu est impressionnante : c'est tout simplement l'avenir du Centre financier international de Panama qui est en jeu, et peut-être même davantage si le général Noriega décide de poursuivre le combat.

Le gouvernement a reconnu, dimanche 13 mars, à l'issue d'une réunion avec les dirigeants syndicaux, qu'il ne disposait pas des fonds nécessaires pour payer ses cent quarante-quatre mille employés, dont quinze mille militaires. La crise de liquidité est due à la décision des Etats-Unis de geler les fonds du gouvernement panaméen (environ 40 millions de dollars) dans les banques situées sur le territoire américain, à la suite de la destination, le 15 février, par le général Noriega, à Eric Delvalle, Washington, d'un avion chargé de trafic de drogue par deux tribunaux de Floride.

Les autorités panaméennes ont dû se rendre à l'évidence : pas un seul pays, pas une seule banque étrangère, n'a accepté de leur prêter de l'argent pour faire face à la crise. Les cent trente banques du Centre financier international, dont à peine un domaine de panaméens, sont entrées depuis le 4 mars à la suite d'une mesure gouvernementale visant à les protéger contre une ruée des épargnants. La Banque nationale du Panama, qui fait office de banque centrale, ne disposerait que d'une vingtaine de millions de dollars, alors que le gouvernement a besoin de 90 millions par mois pour payer ses employés et ses frais de fonctionnement.

Les banques panaméennes, plus rigides que les institutions étrangères, craignent que le gouvernement ne cède aux pressions des syndicats, qui exigent le paiement des salaires et l'ouverture des banques pour encaisser les chèques émis par l'Etat. Au total, les banques pri-

vent ne disposer pas de plus de 30 millions de dollars dans leurs coffres, ont affirmé plusieurs banquiers, alors que les autorités croient que nous avons 300 millions de dollars. On ne pourra pas ouvrir nos portes si le gouvernement ne décide pas des restrictions sur les retraits, en particulier le gel de certains dépôts ou le report des échéances.

L'épreuve de force a déjà commencé avec les supermarchés. Jeudi, le gouvernement a tenté d'exporter les grandes chaînes d'alimentation si elles refusaient les chèques des fonctionnaires. Des affrontements pourraient avoir lieu si les syndicats décident d'entrer dans les supermarchés. Déjà des incidents se sont produits samedi devant le supermarché réservé aux militaires : il a fallu envoyer des renforts pour empêcher les hommes de troupe de se servir (ils avaient été payés par chèque jeudi).

Au cours du week-end, la presse officielle - tous les médias d'opposition sont suspendus depuis plus de quinze jours - a invité les Panaméens à se préparer à une véritable économie de guerre. Les journaux ont publié des « consignes pour l'économie familiale », recommandant à la population de « manger deux fois par jour au lieu de trois », d'économiser les ressources du pays en prévision d'une aggravation de la situation.

Le système bancaire - paralysé

La radio et la télévision ont encore haussé le ton à l'égard des Etats-Unis et de l'opposition interne regroupée dans la Croisade civique nationale (plus d'une centaine d'organisations patronales, politiques et religieuses). Les médias diffusent des communiqués dénonçant la « campagne de désinformation » menée par les journalistes étrangers, qui ont « déformé » les événements, menés par des civils armés appartenant à des organisations paramilitaires proches du général Noriega. La télévision passe régulièrement des commentaires hostiles aux Etats-Unis sur des images des affrontements de janvier 1984, qui firent vingt-deux morts chez les Panaméens et quatre morts parmi les soldats américains. La chanson accompagnant ces images donne le ton : « Va-t'en gringo inhumain, rentre chez toi ». Il y a encore aujourd'hui près de dix mille soldats américains chargés de défendre le canal jusqu'à l'an 2000, date à laquelle la voie d'eau interocéanique est censée passer sous le contrôle exclusif du Panama.

Tout cela n'est évidemment pas fait pour rassurer les banquiers étrangers. Comme le rappelle l'un d'eux : « Il n'y a rien de plus pen-

reux que 1 million de dollars ». Malgré la paralysie du système bancaire, il semble que certaines institutions continuent de transférer leurs fonds vers des lieux plus tranquilles. Depuis le début de la crise en juin dernier, plusieurs milliards de dollars (sur des actifs totaux d'environ 35 milliards de dollars) auraient quitté le pays, et la plus importante banque étrangère, la First Chicago Bank, a cessé ses activités au Panama en décembre.

Les milieux financiers estiment en général que le Centre bancaire international devrait survivre à la crise politique est résolue à court terme. Mais ajoutent-ils, son importance diminuera inévitablement, et sa vocation changera pour devenir plus locale. Les dépôts étrangers, en particulier ceux d'Amérique latine, qui voulaient chercher ici la sécurité qu'ils ne pouvaient pas avoir chez eux, iront désormais ailleurs. Les pessimistes, et ils sont nombreux en ce moment, n'excluent pas le départ des grandes banques étrangères, américaines, européennes et japonaises.

« Nous ne savons pas jusqu'où veulent aller les Américains, dit un banquier, mais nous sommes prêts à payer le prix pour débarrasser le pays de Noriega. » Les patrons, réunis dans le cadre du Conseil national de l'entreprise privée (CONEP), tiennent le même langage. L'ensemble des milieux d'affaires appuie les nouvelles sanctions décrétées par le président Reagan (gel des sommes dues pour l'utilisation du canal, suspension des privilèges commerciaux qui accordaient des exonérations de taxes pour l'exportation de certains produits destinés aux Etats-Unis, etc.).

BERTRAND DE LA GRANGE.

● NICARAGUA : reprise des négociations avec la Contra le 21 mars. - Le gouvernement sandiniste a annoncé, samedi 12 mars, que les négociations directes avec la Contra reprendraient le 21 mars dans la ville de Sapoá, à la frontière du Costa Rica. Le communiqué des autorités ne fait aucune mention de la demande des rebelles concernant la participation de l'opposition interne aux pourparlers en tant qu'observateurs. (Reuters.)

● COLOMBIE : ambiance de fête lors des élections municipales. - Les premières élections municipales colombiennes au suffrage universel ont eu lieu, dimanche 13 mars, dans une ambiance de fête contrastant avec le cortège d'assassins qui les a précédées. Les Forces armées révolutionnaires (FARC, guérilla communiste) ont même annoncé samedi qu'elles respectaient une trêve et soutenaient le scrutin. Aucun résultat n'a, pour l'instant, été communiqué, le dépouillement dans les 1 009 communes qui compte le pays étant très long. (AFP.)

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Epreuve de force entre le pouvoir et les Eglises

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Cinq jours après la création du Comité de défense pour la démocratie, le 7 mars, le gouvernement lui a interdit « toutes activités » samedi 12 mars (le Monde daté 13-14 mars). Une mesure équivalente à celle qui avait été prise, le 24 février, contre dix-sept organisations anti-apartheid. Ce comité avait justement été créé pour combler le vide laissé par le musellement de l'opposition extraparlamentaire. L'initiative avait été prise par des personnalités telles que l'archevêque Desmond Tutu et le pasteur Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées.

Pour justifier la réduction au silence de ce comité, M. Adriaan Vlok, ministre de la loi et de l'ordre, a expliqué qu'il s'agissait d'« une nouvelle tentative de l'ANC (Congrès national africain) d'étendre l'assaut révolutionnaire en direction des Blancs et des Eglises ». M. Vlok s'est appuyé sur un appel de Radio-Freedom (la radio de l'ANC) demandant aux Eglises d'Afrique du Sud de devenir « le fer de lance » de la lutte contre les autorités. « Plutôt que de faire entendre le vrai message chrétien », a déclaré M. Vlok, « certains ecclésiastiques prêchent de plus en plus la révolution ». Il a précisé que le gouvernement n'a pas l'intention de prendre des mesures contre les Eglises mais qu'il le

fera « si c'est nécessaire ». Le meeting prévu pour dimanche à l'université Western Cape, du Cap, a été interdit par le gouvernement. Un service religieux a eu lieu à la cathédrale Saint-Georges pour le remplacer, les Eglises étant désormais les seuls endroits où les rassemblements de l'opposition sont possibles. Celui-ci s'est déroulé en présence de nombreux policiers. Quatre autres offices ont eu lieu dans les principales villes du pays à l'occasion de la Journée nationale des détenus à l'appel du Conseil sud-africain des Eglises et de la Conférence épiscopale catholique d'Afrique australe. Environ mille cinq cents personnes sont encore détenues en vertu de l'état d'urgence, dont deux cent trente sont âgées de moins de dix-huit ans.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ETHIOPIE

Un appel de la Commission européenne aux belligérants

Bruxelles. - M. Lorenzo Natali, vice-président de la Commission européenne, a lancé, vendredi 11 mars, un appel à l'armée éthiopienne et aux maquisards d'Erythrée et du Tigré pour que soit garanti le libre passage des camions de l'aide internationale contre la famine et que cessent les enlèvements de médecins et d'infirmiers.

Entre six et sept millions de personnes, dont la moitié en Erythrée et au Tigré, ont besoin de secours au moins jusqu'aux récoltes de novembre. Grâce à la mobilisation efficace de l'aide internationale, la situation a été jusqu'ici tenue sous contrôle. Les vivres et autres produits indispensables arrivent en

quantités suffisantes. Mais cette situation reste précaire.

La Communauté finance le pont aérien qui met en œuvre, avec le soutien, en particulier, de la Belgique, de la RFA et de l'Italie, cinq avions Hercules. « Il est devenu l'épine dorsale des secours, mais il est arrivé à sa limite de capacité. Il ne peut répondre seul aux besoins », indique M. Natali.

La Commission vient de décider d'accorder un nouveau crédit de 42 millions d'ECU soit 300 millions de francs pour lutter contre la famine en Ethiopie. Les aides d'urgence consenties par la CEE depuis novembre atteignent ainsi 117 millions d'ECU, soit 820 millions de francs. (Corresp.)

● ALGERIE : prochaine contribution de l'UNESCO à la restauration de la Casbah d'Alger. - Le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, en visite officielle en Algérie, a annoncé, samedi 12 mars, que son organisation va contribuer à la restauration de la Casbah d'Alger. Cette contribution, a déclaré M. Mayor en visitant ce vieux quartier populaire sur les hauteurs de la capitale, pourrait consister en une aide matérielle. (AFP.)

COURS DE LANGUES
PORTUGAIS -
BRÉSILIEN
ESPAGNOL
QUECHUA
ANGLAIS
TEL 45 41 39 60
21 bis, rue des Plantes
75014 Paris

U.S.A. VIA TORONTO. N'ATTENDEZ PLUS A NEW YORK VOUS ETES AU DESSUS DE ÇA.



Vous savez sûrement que Toronto est une porte ouverte sur les plus grandes destinations canadiennes. Mais ce que vous ignorez peut-être, c'est que Toronto c'est déjà l'Amérique.

Alors, si les attentes interminables à la douane et les formalités à n'en plus finir ne sont pas votre tasse de thé, faites un crochet par Air Canada, vous ne le regretterez pas.

Toronto est une véritable plaque tournante vers les Etats-Unis : San Francisco, Los Angeles, Chicago, Boston, Miami, Tampa.

Avec Air Canada, vous voyagez tranquille en bénéficiant du service et de la qualité d'une compagnie francophone.

En 1^{re} classe, ou en classe affaires, vous arriverez détendu, reposé et à l'heure pour vos rendez-vous. Avec Air Canada, les Etats-Unis via Toronto, ça vous change un voyage.

AIR CANADA
UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

Aller en Finlande, c'est renaître

IL y aura le soleil presque sans arrêt dans le ciel. Juste devant vous l'un des 180 000 lacs de Finlande, ourlé de sable. Au-dessus passeront les grands oiseaux du Nord et à perte de vue, tout autour, ce sera la forêt. Vous serez comme un Robinson, attentif aux bruits silencieux de l'air, de l'eau et du feu que vous allumerez le soir.

Vous ne vivrez plus hors de la nature, mais en elle, vous y ressourcez chaque jour davantage.



Au grand Nord, en Laponie, vous aurez le sentiment de posséder le monde à vous tout seul, tellement l'espace y est grand et vierge : les rennes y sont toujours plus nombreux que les hommes.

Venez : nos « paquebots-ferries » ont le luxe et le raffinement des transatlantiques. D'Allemagne de l'Ouest en Finlande ou de Suède en Finlande :

Finnjet - Silja Line (Scanditours) ;
de Suède en Finlande : Viking Line (Bennett Voyages).

Office du Tourisme de Finlande, 13 rue Anber, 75009 PARIS
Tél. : 42 66 40 13 Minitel 36 16 Finlande

Nom
Adresse

Finlande
naturellement votre

قلا من الاموال



Politique

La primaire au sein de la majorité

Barre-Chirac : la valse à quatre temps

« Le dernier qui a gagné gouverne » (Gérard Longuet). « En 1988, nous aurons un mandat pour résister » (François Léotard). « Regardez-les ils pédalent dans la choucroute ! » (Pierre Mauroy).

Ludique, guerrier ou gastronomique, le vocabulaire politique témoigne, ce week-end, d'un nouveau grand bond en arrière : la campagne de 1988, c'est vivement hier ! Vivement que l'on puisse replonger dans cette bonne vieille guerre civile froide qui évite de répondre à la question des frontières de la vie politique, et de l'utilité de les déplacer, qui devrait être au centre de l'après-élection présidentielle.

Les priorités de l'heure sont tactiques. Elles expliquent le regain d'intérêt pour la cohabitation et la soudaine sortie du bois, sur ce terrain, de M. Raymond Barre. La cohabitation, croyait-on, était une

affaire classée, une parenthèse refermée. Elle redevient un thème important de la campagne et avant d'occuper les esprits le 8 mai au soir, elle gêne la coexistence entre MM. Chirac et Barre.

En fait, la cohabitation orchestre, entre les deux rivaux de la majorité, une valse à quatre temps. Le premier temps a été celui de M. Barre, pour qui cette expérience n'était autre que le péché originel, porteur de trois perversions décisives à ses yeux : celle des institutions, bien sûr, brouillées par un système de confusion politique et de recul du pouvoir présidentiel ; celle de la politique, elle-même, privée du délai nécessaire à toute action en profondeur, et donc vouée à la préparation des élections, et au clientélisme ; celle enfin de la majorité, qui acceptait ainsi de renflouer le navire Mitterrand alors

qu'il eût été si simple de s'en débarrasser au moment où il était encore impopulaire.

Cette analyse aurait dû conduire l'ancien premier ministre à faire du procès de la cohabitation une pièce maîtresse de sa campagne. Premier temps, première surprise : il n'en fut rien ! C'est que M. Barre avait, contrairement à sa propre logique, commencé par voter la confiance au gouvernement de la cohabitation, avant de soutenir constamment, par ses votes à l'Assemblée, son action : sur cette base-là, comme on le soulignait à l'Elysée, il devenait difficile d'instruire un procès. Cela devient impossible lorsque M. Léotard (fort il est vrai, du soutien de l'opinion en général et de l'électorat de la majorité en particulier) fixe lui-même comme condition de son ralliement la promesse d'une non-campagne sur le sujet. M. Raymond Barre aurait certes pu passer outre s'il n'avait imprudemment fait l'impasse sur le premier tour, considérant — trop tôt — que son seul adversaire était M. Mitterrand.

Passe-moi la rhubarbe

M. Chirac, au contraire — c'est le deuxième temps de la valse, — avait pour objectif premier de « tuer » M. Barre, pour parler comme les

politiques. L'entente — tacite — fut nouée avec M. Mitterrand dès la fin de l'année 1985 et le début de 1986 :

« Passe-moi la rhubarbe... Je te passe le sénat ! », comme dit M. Chirac. En échange du leadership de la droite, que le poste de premier ministre lui permettait de reconquérir en 1985, M. Chirac était très nettement distancé dans les sondages par M. Barre, le maire de Paris offrait au président de terminer son septennat. Cette « convention » n'a jamais été vraiment entamée ; elle a produit ses derniers effets aux sommets européen et atlantique de Bruxelles.

Aujourd'hui, en effet, c'est M. Chirac, c'est-à-dire l'un des deux artisans de la cohabitation, qui la condamne et qui poursuit, par d'autres moyens, le même objectif : ôter à M. Barre la légitimité de sa présence dans la compétition présidentielle. Celle-ci tient au fait que l'ancien premier ministre est réputé être le meilleur adversaire de M. Mitterrand. Pour l'en priver, il suffit donc d'être plus brutal... D'où une probable escalade dans l'anti-mitterrandisme.

Mais il faut aussi faire éclater le système bariste, et donc obliger dirigeants centristes et républicains à choisir en posant, dès aujourd'hui, le problème d'une seconde cohabitation avec le chef de l'Etat. Au pas-

sage, cette attitude permet de bloquer le jeu de M. Mitterrand lui-même, en tentant de vider de sa substance son image de « rassembleur » et de désigner tous les autres candidats comme porteurs de crise, car eux, à l'inverse de M. Chirac, seraient obligés de dissoudre l'Assemblée.

Vient alors le troisième temps de la valse, qui est de nouveau celui de M. Barre : il déplore que ceux-là mêmes qui ont pratiqué la cohabitation aient « attendu deux ans pour comprendre » sa nocivité. L'ancien premier ministre a beau jeu de relever l'incohérence d'une telle démarche. Ce qui était bon en 1986, c'est-à-dire le refus de la crise politique, ne le serait plus en 1988, du seul fait que l'actuelle majorité serait dans une position moins avantageuse.

Un argument redoutable

Mais si, intellectuellement, M. Barre a raison, il a peut-être tort politiquement. En effet, en attaquant M. Chirac sur ce terrain, il se heurte à l'opinion qui voit d'un bon œil un retour à la cohérence des majorités présidentielle et parlementaire ; il fait davantage le procès de son allié Chirac que celui de son adversaire Mitterrand, et il se coupe d'une partie de ses soutiens,

puisqu'il enfreint la règle du « carré magique » édictée par François Léotard (1). Chacun sait, en outre, que le terrain économique lui est plus favorable et qu'il offre de plus l'avantage d'être plus proche des préoccupations des Français.

Pourtant, l'ancien premier ministre rode pour le quatrième temps de la valse, — celui de l'après-élection présidentielle, — un argument redoutable : M. Chirac serait coupable d'avoir fait battre par la « trahison » M. Giscard d'Estaing en 1981, avant de faire réélire M. Mitterrand en 1988 par la cohabitation.

L'efficacité immédiate, pour l'heure, va à M. Chirac qui oblige un Bernard Stasi à jurer ses grands dieux qu'au grand jamais il ne se prêterait à une seconde cohabitation avec M. Mitterrand.

Plus que jamais, la France aspire à être gouvernée au centre. Cela paraît moins possible que jamais.

(1) Le 21 janvier dernier, à « Questions à domicile » sur TF1, M. Léotard avait présenté les quatre exigences de son « carré magique » : ne pas mettre en cause le choix de cohabiter de mars 1986, le bilan des deux années de gouvernement, le règlement des investitures aux législatives avant l'élection présidentielle, et enfin la mise en valeur des projets libéraux.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Rumeurs vénéneuses

Enfin du spectacle... dans les coulisses !

Bravo à M. Pasqua qui a fait un tabac avec son « sondage » secret des Renseignements généraux relayé par quelques médias complaisants. Nous sommes en mesure de préciser qu'il suffit de savoir utiliser un minitel pour « pirater », avec une facilité déconcertante, tels qu'ils sont donnés par un ordinateur du ministère de l'intérieur, les résultats complets de cette enquête, la première à faire savoir que M. Chirac a de bonnes chances de l'emporter au second tour sur M. Mitterrand.

Pourquoi, diable, les baristes s'en amusent-ils ? Où sont les « manipulations, déformations, désinformations » dont a parlé M. Barre, samedi, à Nice ? Où est la « tentative de d'intoxication » que dénonçait le président de ses comités de soutien, M. Millon, dans le Journal du dimanche ?

Certes, les sondages effectués par les policiers des RG ne sont pas soumis aux mêmes contrôles que ceux des instituts agréés et sont

donc sujets, par nature, à toutes les tentations de distorsion partisane. Certes, les chiraquistes n'en sont pas à leur coup d'essai. Avant le premier tour de l'élection présidentielle de 1974, M. Chirac lui-même, alors ministre de l'intérieur, s'était fait sermonner par M. Messmer en personne, alors premier ministre, pour avoir favorisé la diffusion, avec le concours des mêmes médias qu'aujourd'hui, d'une étude des Renseignements généraux très défavorable à M. Chaban-Delmas, rival de M. Giscard d'Estaing.

L'émotion est donc légitime, mais qui est dupe, puleuse la manœuvre est signée ?

Vrais-faux « scoops »

Bravo aussi aux vrais manipulateurs souterrains qui se répandent actuellement en rumeurs en tout genre contre M. Barre en laissant entendre, par exemple, dans les départements de l'Ouest, que

l'ancien premier ministre aurait une dent contre les défenseurs de l'enseignement privé. Les mêmes « sources » pas très claires assuraient récemment que M. Giscard d'Estaing refuserait de recevoir M. Barre pour ne pas donner l'impression de le privilégier. Or les deux hommes ont rendez-vous le 7 avril.

La palme du vrai-faux « scoop » de campagne revient incontestablement à M. Patrick Devedjian, le maire RPR d'Antony, qui assurait dimanche, *urbi et orbi*, qu'il avait vu, de ses yeux vu, les premières affiches confirmant la candidature de M. Mitterrand sous le slogan « Mitterrand président, évidemment » ! Un « scoop » vite défranchi : on apprendait dans la soirée que les affiches en question résultaient d'une « initiative personnelle » du député socialiste de l'Essonne, M. Claude Germon, qui a « fait le pari » que le président de la République solliciterait le renouvellement de son mandat.

Il n'en demeure pas moins que lorsque M. Mitterrand confirmera


sa candidature, vraisemblablement la semaine prochaine, il aura du mal à convaincre qu'il ne se sera décidé qu'au dernier moment...

Finalement, dans ce tourbillon, le citoyen français qui pèsera le mieux armé pour brigue la charge suprême ne s'appelle ni Barre, ni Chirac, ni Le Pen ni Mitterrand mais Pierre Bastien, qui vient de lancer un appel à « cinq cents élus politiques de bonne volonté » pour qu'ils cautionnent sa candidature à l'Elysée.

Ce nom ne vous dit rien ? Ce médecin des Vosges n'est pourtant pas un inconnu. Il avait même tenu la vedette, en septembre 1981, quand il avait consommé, devant les caméras de télévision, 120 grammes d'amanites phalloïdes fraîches, pour prouver l'efficacité de ses recherches contre les empoisonnements. Lui, au moins, a déjà prouvé sa capacité de résistance aux toxiques. Sans doute résisterait-il aussi aux venins de la politique hallucinogène...

ALAIN ROLLAT.

Votre 405 Diesel en livraison immédiate c'est possible* chez NEUBAUER



Plus vite, moins cher!

NEUBAUER PEUGEOT

*sous réserve de la motorisation et des options choisies

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

PRINTEMPS - BHV MARKS and SPENCER FRANCK et FILS - C&A GO SPORT-TRUFFAUT PIER IMPORT

Parly 2, toutes griffes dehors...

PARLY 2, un nouveau monde: 200 magasins 4700 places.

EPSCI
Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

L'ÉCOLE DES PRATICIENS DU COMMERCE INTERNATIONAL



Les locaux du Groupe Essec à Cergy.

vous invite à sa journée « PORTES OUVERTES »

samedi 19 mars de 10 à 16 heures

Pour ouvrir les portes d'une carrière internationale EPSCI - avenue de la Grande-École, BP 105, 95021 Cergy-Pontoise Cedex - ☎ (1) 30.38.38.00

M. _____

Adresse : _____

souhaite recevoir une documentation sur l'EPSCI

Allo Raymond
Tel: (16) 1 45 4 4 4 4

Philips Pocket
cette Bloc-Notes

Politique



et le poids de l'extrême droite

« L'inspirateur et l'aspirateur »

La cohabitation passée ou à venir, ainsi que les relations entre MM. Barre et Chirac continuent de nourrir les commentaires les plus divers dans les rangs de la majorité.

■ M. RAYMOND BARRE, en visite, le samedi 12 mars, dans les Alpes-Maritimes, s'est une nouvelle fois demandé pourquoi ceux qui n'ont pas voulu plus aujourd'hui ne l'ont pas refusé en mars 1986. « Nous savons, a-t-il déclaré, que M. Mitterrand sera candidat. Cela ne m'étonne pas, comme ne m'étonne pas du tout ses scores de popularité et d'intentions de vote. Il y a une occasion exceptionnelle de pouvoir se refaire une virginité. C'est malheureux d'avoir attendu deux ans pour le comprendre car cela nous aurait évité de lui redonner une chance. »

Puis, faisant allusion à la fois à M. François Mitterrand et à M. Chirac, le député du Rhône a ajouté : « On parle beaucoup de rassemblement aujourd'hui. Mais il ne faut pas rassembler derrière un homme pour le plaisir de se rassembler ou parce que cela fait bien dans les discours. Nous sommes un très grand pays rassembleur, disait le général de Gaulle. Lui pouvait le dire, mais il n'y a plus de général de Gaulle aujourd'hui. »

■ M. FRANÇOIS LÉOTARD a reconnu, le dimanche 13 mars, au « Grand Jury RTL-Le Monde », que pendant ces deux années de cohabitation, M. Mitterrand avait pu « se promener vêtu de probité candidate et de fin blanc », se présenter « en permanence dans la société française comme une sorte de grand donneur de leçons (...) une sorte de père la-que qui passe son temps à dire ce qui est bien, ce qui n'est pas bien. »

« Mitterrand, a-t-il encore relevé, est apprécié par les Français quand il ne gère pas. Alors qu'on s'élève jusqu'au bout du raisonnement et qu'il ne gère plus du tout. En conséquence, le secrétaire général du PR a indiqué qu'en cas de réélection de M. Mitterrand et de non-dissolution de l'Assemblée nationale, il voterait « toute procédure de censure qui serait exercée contre le gouvernement que désignerait M. Mitterrand. »

Le devoir de la majorité élue en mars 1986 est, selon lui, « de résister à M. Mitterrand et non de se complaire avec lui ». Dans l'hypothèse inverse selon laquelle la majorité actuelle resterait, après dissolution, majoritaire avec M. Mitterrand à l'Elysée, M. Léotard considère que « cette hypothèse serait complètement et exactement homothétique de celle de 1986 » et que dès lors il

ne voyait pas « pourquoi il aurait une attitude différente. »

Même s'il estime qu'entre les deux candidats de la majorité le code de bonne conduite est « globalement respecté », M. Léotard n'a pas manqué de faire la distinction entre la compétition et l'affrontement : « La primauté, a-t-il dit, ce n'est pas un match de boxe, c'est une course de relais. Si on a gagné au premier tour au prix d'une amertume, on n'a gagné que la moitié, c'est-à-dire rien du tout. »

Relevant que le bilan du gouvernement de M. Chirac était « le patrimoine commun de toute la majorité », M. Léotard a notamment jugé que les récentes critiques de M. Barre sur la politique économique et sociale de M. Chirac n'étaient pas fondées. « Comment, a-t-il conclu, peut-on avoir pendant deux ans apporté ses voix à la majorité, contribué à son succès et à quarante jours du bus final changer de bateau ? Comment peut-on imaginer que l'on va gagner le 8 mai si l'on a rendu impossible l'auton de matin du second tour ? »

■ M. PIERRE MÉHAÏGNE, invité de « 7 sur 7 » sur TF 1, le dimanche 13 mars, a affirmé que les communistes étaient « décidés à devenir l'axe de la majorité actuelle ou d'une majorité élargie ». Confiant dans les capacités de rassemblement de M. Barre, le président du CDS a précisé qu'il fallait « rassembler sur un projet alors que François Mitterrand n'a pas de projet. »

Notant qu'il y a aujourd'hui « plus de différence entre un Jacques Delors et un Jean-Pierre Chevènement qu'entre Jacques Delors et certains membres de la majorité actuelle », M. Méhaïgne a expliqué : « On ne voit pas aujourd'hui comment on pourrait travailler avec les socialistes (...) tant qu'ils n'auront pas fini leur mutation, mais qu'ils ne peuvent exclure « à jamais » une telle éventualité. »

■ M. PHILIPPE MESTRE, directeur de campagne de M. Barre à l'Assemblée nationale, le dimanche 13 mars, au « Forum RMC-FR 3 », a fait des critiques sur la façon de faire de M. Chirac, l'accusant ni plus ni moins de plagiat. « Il faut que les Français sachent, a-t-il insisté, que Raymond Barre est le véritable inspirateur dans la majorité. (...) Dans une classe quand il y a un très bon élève, ceux qui ont envie de briller à bon compte ne manquent pas de lui demander des tuyaux, surtout s'ils ont envie de passer un concours. » Mais, a-t-il ajouté, il veut mieux être l'inspirateur que l'aspirateur. »

M. Le Pen accuse les candidats de la majorité de lui « emprunter » son programme

M. Jean-Marie Le Pen, qui était, le dimanche soir 13 mars, l'invité du « Club de la presse d'Europe 1 », a reproché à MM. Chirac et Barre de lui « emprunter des pans entiers » de son programme. « Dans le camp du déclin, a ajouté le président du Front national, il y a deux vitesses, la DGV, le déclin à grande vitesse, c'est-à-dire la gauche, et le DPV, le déclin à petite vitesse, c'est-à-dire Raymond Barre et Jacques Chirac. Je préfère le DPV car il laisse peut-être un répit pour la prise de conscience et le sursaut national. Le chef de file de l'extrême droite a estimé, d'autre part, que l'immigration constituerait la « question-clé de l'élection présidentielle. »

M. Le Pen a refusé, toutefois, de préciser quelle serait son attitude pour le second tour de scrutin. Il s'est borné à dire que son choix « serait plus clair et direct que celui de M. Chirac quand par ses hésitations, il a permis l'élection de M. Mitterrand contre le candidat de la majorité en 1981. »

Jour de marché rue Belgrand

Samedi, jour de marché rue Belgrand. Ce paisible marché du 20^e arrondissement de Paris va rapidement rassembler à celui de Brive-la-Gaillarde un jour de grande castagne. Autour de M. Michel Charzat, député socialiste de Paris, une trentaine de militants socialistes et du MRAP scandent des slogans hostiles à la tournée électorale de M. Jean-Marie Le Pen : « Le fascisme ne passera pas ! »

Le président du Front national, qui vient de descendre la rue entre les deux haies d'étoiles, arrive avec son groupe fasc aux militants socialistes. « Le Pen nazi ! » « Le Pen président ! », hurle-t-on de part et d'autre.

Une houle de violence secoue les deux groupes. M. Charzat étend les deux bras et se renverse en arrière pour tenter de maîtriser ses troupes. Pains perdus. Aux ailes les orléans commencent à pleuvoir. Un membre du service d'ordre du Front national tente alors de passer en force. Les deux groupes se jettent l'un sur l'autre, échangeant force coups de poing. Le photographe du Front national prend des photos d'une main et assène des coups de poing de l'autre.

« Soyez gentils, soyez gentils ! », implore un marchand de chaussures dont l'étal commence à chavirer. La bagarre est vive mais très brève. Un militant socialiste sort une bombe lacrymogène et en asperge copieusement M. Le Pen et ses amis. Les journalistes et tout particulièrement les photographes de presse qui sont au plus près en prennent également plein les yeux. Un militant FN sort à son tour une bombe lacrymogène. L'air est irrespirable. Le groupe d'extrême droite fait retraite. « Bande de voyous ! », crie M. Le Pen. Les militants socialistes, qui restent maîtres du terrain hurlent : « Le Pen nazi ! », « A bas Le Pen, à bas Le Pen ! ».

« Tu es vu comme je l'ai emporté le social avec un coup de poing sur le nez », raconte, ravi, le photographe du Front national à un journaliste du quotidien intégriste pro-Le Pen Présent.

M. Le Pen s'est réfugié avec quelques proches au bar « Edith Piaf », il pleure abondamment. « Si c'était les gens du Front national qui faisaient cela, qu'est-ce qu'on n'entendrait pas », se plaint-il. Soudain, rouge brique, il se met à chanter d'une voix de cap-hornier : « C'est le conseil qui tient la barre, oh hâte et oh, Pavillon noir (...) ». « C'est une chanson d'Edith Piaf », explique-t-il aux journalistes un peu interloqués. Dehors, les slogans anti-Le Pen continuent de fusiller. Le candidat du Front national décide de rejoindre sa voiture. Un passant l'interpelle : « Qu'est-ce que vous venez faire ici ? Vous sentez la violence ? De quel côté est la violence ? Ici, c'est celle des socialistes », réplique-t-il avant de s'engouffrer dans sa voiture pour poursuivre son programme de visites des quartiers populaires de Paris.

Je n'ai pas le SIDA

Avant de se heurter aux militants socialistes, M. Le Pen avait tenu symboliquement à évoquer, dans le hall de la mairie du vingtième arrondissement, son élection comme conseiller d'arrondissement en 1983 : « Cette élection a marqué le signal de la renaissance française. » Les jeunes futurs mariés qui attendent dans le hall avant de passer devant le maire n'en reviennent pas. Ils se seraient bien passés de cette promiscuité. « J'ai envie de vomir, c'est scandaleux », entend-on. Les enfants sont prestement enlevés du passage pour que M. Le Pen ne leur serre pas les mains. En sortant, le candidat du Front national rencontre un supporter. « Vous comptez poursuivre le nettoyage ? », demande celui-ci. « Il faudrait avant tout pouvoir le commencer », répond-il.

Sur le passage de M. Le Pen, les vitrines se ferment. « Peur de l'idiot, va ! », rigole une vieille femme qui fonce droit dans le groupe en tirant son caddie. Quelques marchands

serrent les mains de M. Le Pen. « C'est bien beau de défilé, mais il faut acheter ». En passant devant un mendiant, M. Le Pen y va de sa pièce. Quelques sifflets fusent.

« Il y avait un enculé de « bolcho », tu l'as pris ? », demande le journaliste de Présent à sa photographie. Des personnes âgées serrent la main du candidat avec effusion. « Il est beau en vrai ». « Oui, à la télé, ils l'enlaidissent exprès ». Une voiture s'arrête, un jeune homme en sort : « Jean-Marie, on est avec toi ».

Après l'échauffourée, le chef de la « droite nationale et populaire » poursuit sa tournée dans le 14^e arrondissement, marché Edgar-Quinet. Aucune main d'homme de couleur ou de Maghrébin ne lui échappe. « Je ne veux pas le toucher », s'indigne une femme en se frayant son chemin. « Je n'ai pas le SIDA, on ne peut pas en dire autant de tout le monde » réplique M. Le Pen. Il prend un enfant, le garde dans les bras et pose longuement devant les caméras. Un marchand de fruits et légumes n'en revient pas : « Ah ! Le Pen, quelle horreur ! » Son voisin maghrébin rigole : « J'adore Le Pen, mais il faut qu'il foute les Français à la porte ! ».

De son côté, M. Jean-Pierre Stébois accroche au passage trois militantes socialistes qui distribuent des tracts : « Vous êtes des gazons, vos amis nous ont gazés tout à l'heure, et ils ont gazé les journalistes », crie-t-il, ravi de sa formule.

« Je vais porter plainte contre M. Charzat, explique M. Le Pen. C'est une embuscade débridée du Parti socialiste. Cela a été fait avec l'accord de Tonton. Sous le masque tiré du président se cache peut-être celui de la violence et de la dictature. »

Pour se remettre, M. Le Pen ira déposer à la Coupole. « Si je perdais l'œil qui me reste, ce serait dramatique », explique-t-il à table pour ce déjeuner avec la presse.

Le président du Front national éludera les questions posées sur son éventuel contact avec M. Charles Pasqua en vue du second tour de l'élection présidentielle et celles concernant le financement de sa campagne par des fonds collectés auprès de la secte Moon. « Quand je reçois de l'argent, je dis toujours à la personne qui me le donne que j'estime qu'elle le fait pour soutenir mes idées, mais qu'en toute hypothèse cela ne m'engage à rien envers elle », se contente-t-il de dire.

Tout sourire, M. Le Pen accepte même de répondre à des questions sur sa succession à la tête du Front national au cas où... « Je n'ai que cinquante-neuf ans. J'ai eu une vie sentimentale et amicale très forte. Aussi, je pense que le jour de mon enterrement il y aura beaucoup de monde. J'y pense parfois. Au Front national, ils me pleuraient quarante-huit heures », ajoute-t-il en souriant, tandis que le docteur Bachelot, à ses côtés, s'empresse de l'assurer de l'affection éternelle dans laquelle le plongerait sa disparition. M. Le Pen a l'air sceptique. « Un congrès se réunirait et choisirait mon successeur », explique-t-il en se refusant à donner le nom d'un dauphin.

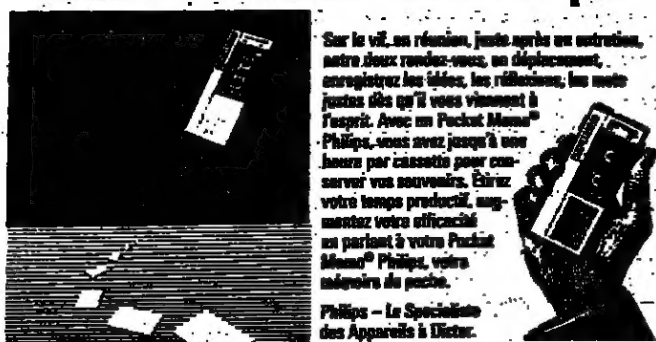
Entre M. Stébois et M. Megret, le président du Front national tient à l'évidence à garder pour l'instant la balance égale. Une vieille dame s'approche de lui pour lui demander un autographe. Un peu plus tard, ce sera une femme, la cinquantaine bourgeoise, qui lui serrera la main : « Au premier tour, je suis avec vous, mais RPR au second ! », lance-t-elle.

La présence du candidat du Front national dans ce restaurant très parisien est loin de faire l'unanimité. Il se fera siffler et huer à sa sortie : « Aux chortas ! », « Guignol ! ». M. Le Pen se consolera le soir en allant voir au théâtre une pièce au titre, espère-t-il, prémonitoire : « Raviens dormir à l'Elysée »...

PIERRE SERVANT.

Allo Raymond Barre
Tél : (16) 1 45 49 45 49
Service Accueil Comité Barre 88
195 Bd. Saint Germain 75007 Paris

Philips Pocket Mémo®
Votre Bloc-Notes Electronique



Sur la vif, en réunion, juste après un entretien, entre deux rendez-vous, au téléphone, pour noter les idées, les réflexions, les notes justes dès qu'il vous viennent à l'esprit. Avec un Pocket Memo® Philips, vous avez jusqu'à une heure par cassette pour conserver vos souvenirs. Grâce votre temps précieux, augmentez votre efficacité en parlant à votre Pocket Memo® Philips, votre secrétaire de poche.

Philips - Le Spécialiste des Appareils à Batteries.
Pour de plus amples informations, appelez notre service technique ou consultez la carte-étoile.

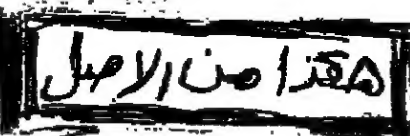
Modèle : 3000
Sélecteur : 1000
Cassette : 1000
Tél. 01 45 49 45 49 - 75741, Paris Cedex 15. LAM2

PHILIPS

**LANCEL-KENZO-BALLY
CERRUTI - MAX MARA
A. FIGARET - E. KHANH
G. RECH - CH. JOURDAN
MANOUKIAN - JACADI
CHANTAL THOMASS**

Parly 2, toutes griffes dehors...

PARLY 2, un nouveau monde: 200 magasins 4700 places.





Politique

Le feuillet du septennat
1981, l'état de rêve

(Suite de la première page.)

Nul n'avait songé à exhumier les vieux rubes de la dernière en date des révolutions, celle des Sixties et singulièrement la plus douce des menaces : « Soyons réalistes, demandons l'impossible ». Ils étaient dans les crânes et n'y faisaient point tempête. Une marée d'équinoxe. Comme si l'on avait prolongé, ce jour-là, le boulevard Saint-Michel jusqu'à la mer, pour faire plaisir à Ferdinand Llop et exprimer une sorte de banalité de l'incongru. Nul ne s'en serait aperçu.

Claude Sarraute regardait le spectacle à la télévision. C'était, à l'époque, son métier. La marée montait au galop. Depuis le 10 mai, l'encier à vinaigre était sec. Elle trempa sa plume dans la confiture de roses et écrivit ceci : « Sous l'énorme voûte, cet homme seul marchant à la rencontre de ceux qui l'ont précédé pour tenter d'ouvrir à grands battants les portes de l'histoire au peuple de France, c'était plus qu'un acte de respect, un acte de foi. Jean Moulin, Victor Schœlcher, Jean Jaurès enfin l'ont accompagné jusque sur le parvis de cette cathédrale laïque. Le passé se montrait garant de l'avenir ».

Aujourd'hui, Claude Sarraute a honte de ce qu'elle a écrit. Ce papier, incongru sous sa plume, mais pas banal, c'est, dit-elle, « un chardon dans ma culotte ». Excusez les faits et le commentaire. Disons que son réveil fut calamiteux. Entre-temps, l'histoire est devenue, sans histoires, son « Mimi », elle a mis du tranxène dans son café.

« C'était assez marrant »

Sarraute reçut, par retour du Courrier des lecteurs, plusieurs dizaines de lettres exprimant la surprise, la peine, l'injure. Car la France, ce n'était pas seulement Barbara, la Sarraute « sous influence », le mitterrandolâtre du 10 au 21 mai, la Bastille, le boulevard Saint-Michel et les jardins du Luxembourg. François Mitterrand parlait, dans son discours d'investiture, de la coïncidence entre une « majorité politique » et une « majorité sociale ». Il restait une sacrée minorité qui n'attendait pas longtemps pour récupérer sa place. « C'est convaincre qui m'importe et non vaincre. Il n'y a qu'un vainqueur, le 10 mai 1981, c'est l'espérance », ajoutait-il. C'est dire si les désespérés se sentaient vaincus et n'espéraient qu'une revanche prochaine.

L'air était pourtant plus léger. S'installait une joyeuse pagaille. Le chef de cabinet du président de la République arpentait les couloirs du comité directeur du PS en jeans et

sans cravate. Louis Mexandeau, ministre tout neuf, continuait à prendre le métro, en deuxième classe. Les ministres papotaient en conseil. Pierre Mauroy, le premier d'entre eux s'extasiait sans qu'on le moque, bras ouverts : « Le socialisme, quoi ! ».

François Mitterrand s'installait dans le bureau du général de Gaulle, déserté depuis Georges Pompidou : « C'était assez marrant. Il n'y avait rien, pas de téléphone pour communiquer. Les techniciens sont venus l'installer ici et pendant quarante-huit heures, on n'a pas pu téléphoner dans tout le palais. Ils avaient tout cassé. Après, le téléphone sonna. C'était une dame de Puteaux qui demandait : « Où est-ce que

responsabilité historique », affirma François Mitterrand au conseil des ministres qui suivit le second tour des élections législatives.

La France venait de se doter, le 21 juin, d'une chambre incroyable. Le rêve y déteignait la majorité absolue : deux cent quatre-vingt-cinq députés socialistes et apparentés. La France se donna d'abord un gouvernement socialiste homogène puis, les législatives passées, admit quatre ministres communistes sans crier au Goulag ou, comme Michel Poniatowski, naguère, à l'arrivée imminente des chars soviétiques place de la Concorde.

« L'immense espérance du peuple » devait être comblée. Les engagements du candidat Mitterrand

régulariser leur situation. On pourrait citer aussi, mais à charge, tous ceux qui s'inquiétaient de la nouvelle fiscalité : ils n'en témoignèrent pas moins du changement.

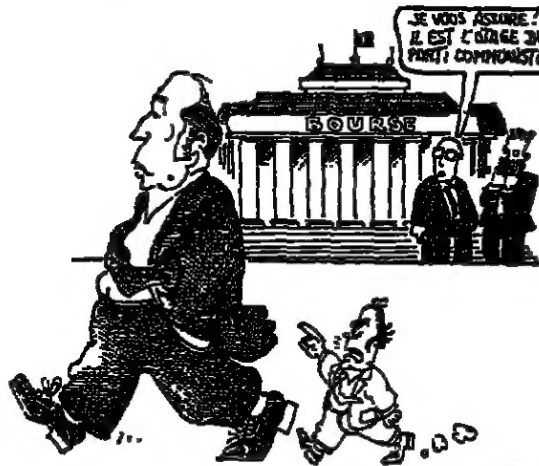
Les témoins à charge hantaient un air plus lourd. Ils discernaient, pour une dose d'oxygène, cinq volumes de germes malins et miasmes divers en suspension. Ce Mitterrand élu au hasard et cette gauche confirmée par la logique souvenaient imbuë de la V^e République — on donne au président les moyens de gouverner — ne duraient que ce que dure le sang des roses. L'espace d'un accident. Car ce n'était qu'un incident de l'histoire, une erreur, une saute d'humeur dans l'organisation des chromosomes de la société française, le gène de trop qui serait vite avalé par les normaux.

La gauche est une maladie chronique, par bonheur peu contagieuse. Sympathiques, les médecins du camp adverse lui abandonnaient le choix du diagnostic entre l'indigestion guérissable à la purge et la fièvre qui tue. Ou bien les socialistes, éclairés par les réalités — car ils ne sont pas les plus bêtes du monde, — se laisseraient aller aux délices du capitalisme en y mettant tout leur poids, habituel, de remèments. Ce serait 37,2 degrés le matin passé le fièvre du samedi soir. Ou bien ils persisteraient les thermomètres et s'en braient rejoindre Léon Blum dans les étoiles pour y tirer de nouveaux plans sur la comète jusqu'à 2001, au moins. L'embellie ou l'embolie.

François Mitterrand, bon prince, paya de sa personne afin d'illustrer cette théorie. Le 5 juin, il inaugura le Salon aéronautique du Bourget. C'est-à-dire qu'il passa en revue les matériels civils ou spatiaux ainsi que les appareils militaires de défense. Il ne voulait pas voir un missile qui dépassait. On avait désarmé les avions. Le directeur des affaires internationales de Marcel Dassault — lequel s'appropriait à une deuxième nationalisation — ne s'en faisait pas pour autant et jugeait Pierre Mauroy plutôt « gentil ». Il dit ce jour-là, ayant tout compris : « La France doit désormais se mettre à fabriquer des avions écologiques, des appareils de cirque ou d'aéroclub ».

L'industrie de l'armement serait en faillite, ses emplois liquidés et le commerce extérieur en chute libre. Le bonheur ! A moins que la gauche ne change d'avis, la fantasmagorie, au Tchad ou ailleurs, des missiles antipistes et autres bienfaits du progrès militaire. Quelle horreur !

Pour tous ceux-là, la gauche est malade de l'idéologie. Michel Jobert n'a-t-il pas invoqué cet argument pour mettre en garde ses nouveaux



(29 avril 1981.)

L'espace d'un accident

Fin 1981, « an I du changement », André Laurens écrivait :

« Comme réminiscence, il faudrait citer les smicards, les bénéficiaires des prestations sociales ; les six mille deux cents détenus libérés après les mesures d'amnistie ; les condamnés à mort qu'on n'exécutera pas et les criminels qui ne seront plus passibles de la peine capitale car elle n'existe plus ; les étrangers qui ne seront plus menacés d'expulsion, les travailleurs immigrés qui peuvent

tenaient lieu de « charte de l'action gouvernementale ». Décentralisation, nationalisation, grands mots dont on n'apercevait pas encore toute la réalité, suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, abolition de la peine de mort et modestes symboles aujourd'hui oubliés, arrêt de l'extension du camp militaire de Larzac, classement sans suite du dossier de construction d'une centrale nucléaire à Plogoff.



amis contre les nationalisations ? A moins que les socialistes ne réveillent en eux leur virus favori, celui de la trahison. Quelle énergie François Mitterrand devra-t-il dépenser pour obtenir l'année suivante le respect de sa parole donnée lorsqu'il a fallu, la rage au ventre, accorder l'amnistie aux généraux factieux d'Alger ? Ils s'épuisent en débats dangereux pour le pays, avant même que Pierre Mauroy n'ait élaboré, en avril 1982, sa théorie catastrophique du « gouvernement autrement » qui encourage les ministres à « alimenter » le débat politique.

Débats dangereux, débats publics. Pierre Mauroy présidera dix comités interministériels en trois mois pour mettre au point le dossier des nationalisations. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, Michel Rocard, ministre du Plan, Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, menèrent bataille contre les nationalisations à 100 %.

Tous ces gens-là, petits bonheurs et hauts fonctionnaires, sont nos adversaires, disait le premier ministre Pierre Mauroy. Il faut les priver d'espoir. Après, cela ira mieux. Jacques Delors répondait : « Vous allez vous casser la gueule. Je vous donne rendez-vous en 1982 » (1). En décembre, alors que Jacques Delors réclamait une « pause » dans les réformes, à la manière du Léon Blum de 1937, le Figaro titrait : « On ne s'ennuiera pas en 1982 ».

« Ne vous laissez pas griser »

« On ne s'était pas ennuyé en 1981. Ne vous laissez pas griser par le succès que vous n'avez eu ébranlé et ne le seriez par tel ou tel revers », avait dit François Mitterrand aux militants socialistes. Le président de la République émaillait ses propos d'appels enthousiastes, mais aussi de recommandations prudentes. A Montélimar, début juin, à l'occasion de son premier déplacement officiel, il proclamait : « Nous avons engagé la bataille de l'emploi. Il n'est aucune des mesures arrêtées jusqu'à présent qui ne soit inspirée par l'engagement majeur que j'ai pris devant les Français : d'abord l'emploi ! ».

François Mitterrand puise ses forces, pour ce combat, dans la relance de la consommation des ménages, le déblocage des commandes publiques, les emplois d'utilité sociale, l'abaissement du temps de travail, la reconquête du marché intérieur, l'allègement des charges des PME. Mais il prévient que la politique américaine (taux d'intérêts trop élevés, progression « excessive » du dollar) risque, si elle se perpétue, d'aggraver le chômage.

« Nos idées sont contagieuses », dit-il en octobre à Caracas — où il vient d'affirmer que la France, parce qu'elle a « une vision à long terme », de ses propres intérêts, entend contribuer au développement du tiers-monde — elles feront le tour du monde ». La phrase qu'il avait prononcée le mois précédent au conseil des ministres allait en tout cas, peu à peu, faire le tour de France : « Tout ne peut pas être réalisé en même temps ». Il pensait au service militaire à six mois, au vote des immigrés (encartés), aux radicaux libres, à la politique énergétique (partie remise).

Tout ne peut pas être réalisé en même temps. « Ne vous laissez pas griser ». La belle prudence dont la plupart des socialistes ne voulaient pas. On entendit un M. Berson, député à barbe de l'Essonne, emporté par les fièvres exotiques du socialisme ayatollah, refaire à la droite le coup des « deux cents familles » et dénoncer, à la tribune de l'Assemblée, les collusions d'argent entre quelques hauts dignitaires de l'opposition, la finance et l'industrie. Une ride inconnue apparut au front de Maurice Couve de Murville. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, Jacques Toubon imprima à son bras droit le mouvement du moulinet et menaça, en l'absence de l'intéressé, de mettre son poing « dans la gueule » de Lionel Jospin.

Moniteur le directeur de cabinet, la situation est comme votre cravate », dit Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, à son collaborateur préféré. Ladite cravate était vermillon.

Quelques jours plus tard, à Valence, où les socialistes étaient réunis en congrès, elle prit une teinte rouge sang. L'adversaire y trouva confirmation de son diagnostic : les socialistes étaient devenus complètement malades. Nul n'entendit Jean Poperen exposer ce qui aurait dû être la proclamation de ce congrès : « Nous ne chercherons pas la guerre. Nous souhaitons l'accord, le compromis ». Nul n'écoula Pierre Mauroy : « N'oublions jamais que nous sommes le gouvernement de la force tranquille », — qui annonça la construction d'une ligne Maginot sur la « crête des deux millions de chômeurs ». On ne retint que cette apostrophe de Paul Quilès : « Il ne faut pas se contenter de dire, de façon évasive, comme Robespierre à la Convention le 8 thermidor : des têtes vont tomber ! Il faut dire les guillemets, et le dire rapidement. C'est ce que nous attendons du gouvernement. Il en va de la réussite de notre politique ».

Ayant entendu « Robespierre », l'arquis Louis Mermaz leva le petit doigt au-dessus de l'anne de sa masse de thé pour bien montrer qu'il fréquentait les bonnes manières : « Nous ne sortons pas du fond des égouts. On est aussi bien élevés que vous, on sait s'habiller comme vous, on sait manger avec des couteaux et des fourchettes à poisson. Ce ne sont pas des barbares qui entrent dans la ville ». Hélas ! Même une pelle à terre à portée de main de cet homme de culture aurait fait courir sur l'échine des marquis un frisson.

Malades. Tous complètement malades. François Mitterrand lui-même est atteint. Ce ne sont plus la tête et les plombs qui sautent. Non, une vraie-fausse bonne vieille maladie, une tumeur, un cancer, une tumeur. Paris-Match du 27 novembre consacre trois pages à l'événement. Après des semaines et des semaines de mort annoncée, la preuve enfin, irréfutable : François Mitterrand est allé à l'hôpital militaire du Val de Grâce, le samedi 7 novembre au petit matin, dans le plus grand secret. Des témoins qui le reconnaissent diront qu'il a le teint « jaune citron », marche avec difficulté, mais qu'il n'est pas nécessaire — à moins qu'il n'ait lui-même refusé — de le placer sur un brancard ou dans une chaise roulante.

Panorama du médecin daté, lui aussi, du 27 novembre, en rajoute une louche : « Des amis médecins plus ou moins bien placés nous font savoir que le président souffrirait d'un cancer de la prostate ou d'un cancer des testicules ». France Soir, le 19 novembre, avait versé à la « une » la première pelote dans la fosse commune : depuis plusieurs années, François Mitterrand était traité mystérieusement à l'hôpital de Villejuif, qui ne fait pas mystère d'être spécialisé dans le cancer.

François Mitterrand ne cachait pas sa douleur, depuis le début de l'autisme, mais avait sans doute le tort de qualifier l'origine incroyable du mal : un lumbago des plus vulgaires contracté sur un terrain de golf et consécutif à un back swing mal ficelé. « Bon sang, qu'est-ce que ça fait mal », avait-il dit, retour d'une séance imprévue de massage, en se tenant le dos, à deux journalistes au bas d'un escalier de préfecture.

Bref, les fourchettes à poisson s'allongeaient en lames de guillotine : les tumeurs de rein viraient au cancer. Les socialistes ne passaient pas l'hiver. On leur jouait le grand air de la maladie fatale. Et Barbara, qui ne se doutait de rien, chantait :

Regarde, on pourrait encore y croire il suffit de vouloir. Avant qu'il ne soit trop tard.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) La Vie quotidienne de Maitignon au temps de l'union de la gauche, Thierry Pélissier, Hachette.

DEMAIN

1982 : l'air des sommets... et de l'austérité

HABITAT - FNAC
DARTY - DESCAMPS
ETOFFE et MAISON
BHV - BOUCHARA
B&O - NUGGET'S

Parly 2, toutes griffes dehors...

PARLY 2, un nouveau monde: 200 magasins 4700 places.

Tout s'agit de BOI

Minitel: 36.1

AFP

INDISPENSABLE DE L'ELECTION PRES

Politique

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Chirac

Les femmes libres

M. Chirac, devant l'association J'aime la famille, le samedi 12 mars à Paris, a affirmé qu'il n'avait pas « l'idéologie de la femme au travail ou de la femme au foyer », mais souhaité que celle-ci « devrait être libre d'exercer son choix sans être contrainte par des raisons financières ». Il a souligné que l'élévation du taux de l'allocation parentale « était financièrement parfaitement inscrite dans ses projets », ajoutant : « Il s'agit d'une évolution vers un vrai salaire parental s'adressant d'abord aux mères de trois enfants ou plus. Mais on peut imaginer que, le temps passant, cette évolution puisse s'étendre ».

M. Delebarre

Parrains

« Giscard et Chaban sont devenus quasiment les parrains du chiraquisme », a déclaré, le samedi 12 mars près de Bordeaux, M. Michel Delebarre, l'ancien ministre socialiste a ajouté : « Après sa visite à Giscard, jeudi, Chirac est devenu européen. Samedi, découverte. Et, vendredi, à Bordeaux, on l'a vu se convertir à la nouvelle société et se précipiter pour embrasser Chaban ».

M. Jospin

Séduction

Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, a dénoncé, le samedi 12 mars, à Châteauroux, « l'incompréhension et l'indifférence » sur le racisme de M. Chirac à Marseille. « Le racisme et la xénophobie, si-t-il dit, ce ne se comprennent pas, ce se combat ». Le premier ministre avait déclaré, le jeudi précédent, à propos du racisme : « L'évolution que nous avons connue récemment a conduit un certain nombre de nos concitoyens à des sentiments de cette nature. Et si je ne peux pas l'admettre, je peux le comprendre ».

Pour M. Jospin, « il est clair que, depuis plusieurs jours, le grand jeu de la séduction et des pressions réciproques a commencé entre la droite et l'extrême-droite entre M. Chirac et M. Le Pen ».

M. Lajoie

Facès...

M. André Lajoie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a tué, le dimanche 13 mars à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), « la classe au faciès », en s'adressant à des jeunes issus de l'immigration. Devenu un millier de sympathisants, a proximité de la cité des 4 000, M. Lajoie a dit : « Aujourd'hui, quand tu es jeune, tu es coupable et tu l'es deux fois plus si tu es le peu bronzé ». Le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale a accusé « les gouvernements socialistes et de droite » d'avoir fait « la promotion de Jean-Marie Le Pen ». Le lundi 14 mars, lors de l'émission « Les quatre vérités » sur A 2, M. Lajoie a dénoncé la censure dont il serait la victime dans les médias et s'en est pris à SOS-Racisme, qui avait organisé un rassemblement, samedi à Paris. « Ils ont fait de Bernard pour parler de Mitterrand », c'était gros comme une maison », a-t-il déclaré.

M. Pasqua

L'ombre

M. Charles Pasqua a dénoncé le samedi 12 mars, à Nantes-la-Jolie (Vendée), « l'attitude hésitante et inquiète du président de la République », qui est une marque de « dévotion envers les Français », ajoutant : « Je ne sais pas si M. Mitterrand se représente. On a l'impression d'assister à l'un de ces spectacles que produisent jadis le cirque Pinder ou Marcel Thill, l'ancien champion boxeur contre son ombre. Cette ombre, soit-elle chinoise, devra bien disparaître. Nous verrons alors les traits de l'adversaire se dessiner enfin ».

Le financement de l'ex-ARC

Quatre mandats d'amener délivrés en Guadeloupe

POINTE-À-PITRE
de notre correspondant

Le juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière, spécialisé dans les affaires de terrorisme et chargé depuis le 30 novembre 1986 des vingt attentats à l'explosif de novembre et de décembre 1986, a finalement délivré, le samedi 12 mars, quatre mandats d'amener contre des militants indépendantistes.

Le procureur général près la cour d'appel de Basse-Terre, M. Jerry Sainte-Rose, a précisé que les interpellations de la semaine dernière (le dimanche 14-15 mars) « ont porté sur l'infrastructure de cette organisation [l'ARC-Alliance révolutionnaire caribbe, dissoute en 1984] subversive » et que, pour quatre des neuf personnes interpellées, « ont été retenues des charges suffisamment graves pour justifier la délivrance d'un mandat d'amener et leur transfert en métropole ».

Les quatre militants indépendantistes qui devaient être transférés à Paris lundi ou mardi sont : MM. Gabriel Bourguignon, animateur d'une radio indépendantiste, membre du Mouvement populaire pour une Guadeloupe indépendante (MPGI) ; Hugues Razan, entrepreneur ; Casimir Sorlingue-Trebor, commerçant, et Georges Lussaint, dont la profession n'a pas été précisée.

Le procureur général a en outre indiqué (sans révéler leur identité) que deux autres personnes étaient « soupçonnées d'avoir apporté une aide financière à l'ARC dans des conditions que l'enquête s'attache à déterminer ». Il s'agit, indique-t-on de source proche des milieux policiers, de M. Jean-Pierre Sarkis, un commerçant d'origine libanaise dont le magasin de meubles situé à Pointe-à-Pitre avait été la cible d'un attentat à l'explosif en 1986 et de M. Claude Camenen, membre de l'une des plus anciennes familles créoles et copropriétaire de l'une des plus importantes études notariales de l'archipel.

De source proche du MPGI, considéré par la police comme la couverture officielle de l'ex-ARC, le financement de cette dernière ayant transité par des notables ou commerçants de Pointe-à-Pitre, avoisinerait 1 million de francs, une somme considérée comme « plausible » par les enquêteurs.

Enfin, le procureur général a lancé une sévère mise en garde à l'encontre de ceux qui « seraient tentés d'apporter sous une forme

quelconque une aide à toute organisation terroriste ». La veille, déjà, M. Bruguière avait annoncé qu'il détenait « la preuve que des journalistes avaient des contacts avec des activistes guadeloupéens », il « n'hésiterait pas à les faire arrêter ».

Depuis le week-end, une quinzaine de mandats d'amener ont été délivrés dans l'ensemble de cette procédure. Deux personnes ont été remises en liberté : M^{me} Marie-Georges Michel, en mai 1987, qui depuis est placée sous contrôle judiciaire en banlieue parisienne, et M^{lle} Jocelyne Bourgaud, libérée en janvier dernier et placée sous contrôle judiciaire en Guadeloupe.

ANDRÉ LÉGER.

CIRCUIT ARCHEOLOGIQUE

Pour découvrir en 10 jours les merveilleux vestiges de la Tunisie Punique et Romaine

5.400 F

Paris/Paris tout compris

TUNISIE CONTACT

SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

42 96 02 25

documentation gratuite

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu
75001 PARIS
Lic. 4681

SPÉCIAL INGÉNIEURS

ENTRÉE
GRATUITE



1^{ER}
SALON
DE LA
FONCTION
INGÉNIEUR

18 et 19 mars 1988 - Hôtel EXPO HOLIDAY INN

Porte de Versailles - 69, Bd Victor - 75015 Paris

Vendredi 18 mars : de 10 h à 20 h - Samedi 19 mars : de 10 h à 18 h.

Venez faire le point sur la fonction ingénieur aujourd'hui : développement de carrière, évolution des responsabilités, secteurs porteurs, carrières internationales...

Vous rencontrerez des ingénieurs de tous secteurs et vous échangerez vos expériences. A travers conférences et tables rondes, vous saurez comment vous situer et bouger dans l'environnement technologique et économique actuel.

TOP INGENIEURS
est organisé par
LUSINE NOUVELLE

ACCÈS FACILE
PARKING
RESTAURATION
SUR PLACE

Pour toute information : EXPOSITION - CONFÉRENCES

Tél. : 43.8737.88 (postes 323-423-436) MINITEL : 36.15 code CTL TOP

Maurice Bouteau & Associés

Tout sur Barre

Minitel: 36.14 BARRE
(tarif réduit)



PRÉSIDENTIELLE 1988
LE NOUVEAU
GRAND DOSSIER
ÉLECTORAL DE L'AFP

Pour connaître les candidats à cette élection et disposer d'un document complet sur le septennat écoulé :

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL EN 2 VOLUMES INDISSOCIABLES

Ce vade-mecum de l'élection présidentielle, illustré de cartes, de graphiques et de photos AFP paraîtra le 10 mars, un mois et demi avant le premier tour de scrutin.

TOME I : LES DONNÉES HISTORIQUES CONSTITUTIONNELLES ET PRATIQUES

TOME II : LE SEPTENNAT ÉCOULÉ

(Politique intérieure et internationale)

PRÉSENTATION DES CANDIDATS

(Biographie, organigramme de leur état-major, projet de campagne et les grandes lignes du programme)

De plus, dès le 20 mai, vous recevrez les résultats complets circonscription par circonscription.

L'INDISPENSABLE DOCUMENT
DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 1988

Prix : 1765,50 F TTC (500 pages)
AFP, 11/15, place de la Bourse, 75002 PARIS
Tél. : (1) 42.33.44.66 - Poste 4402

**PRISUNIC - NICOLAS
SUMA - FRAMBOISIER
LA FERME ST. HUBERT
HEDIARD - LENÔTRE
COMTESSE DU BARRY**

Parly 2, toutes griffes dehors...

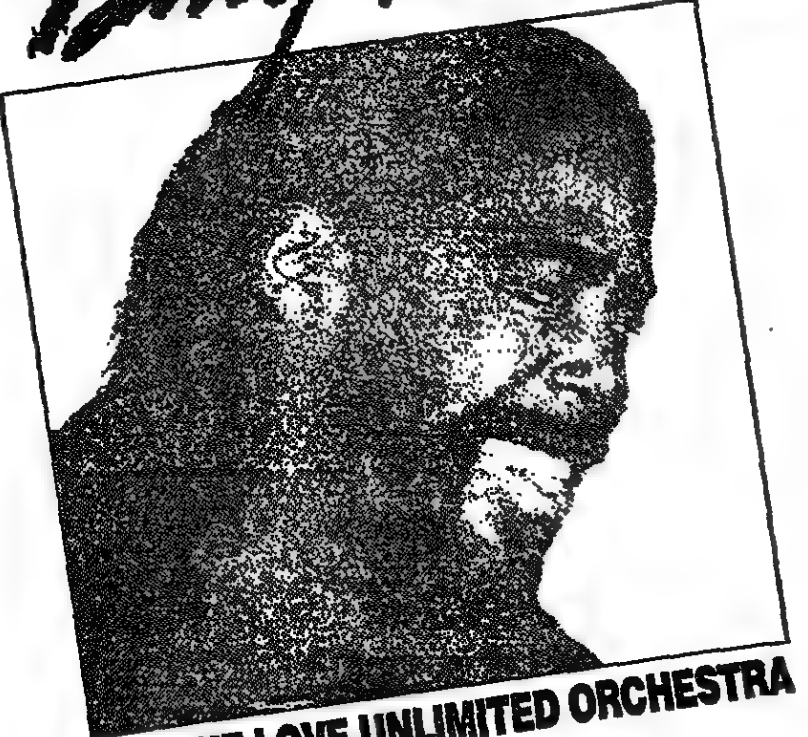
PARLY 2, un nouveau monde: 200 magasins 4700 places.

Aertman

مكتبة الامم المتحدة

LESLEY ET GARANCE PRÉSENTENT

Barry White avec NRJ



and THE LOVE UNLIMITED ORCHESTRA



"THE RIGHT NIGHT TOUR"

PARIS/BERCY - 19 AVRIL
BORDEAUX/PATINOIRE - 20 AVRIL
TOULOUSE/PALAI DES SPORTS - 21 AVRIL
MONTPELLIER/ZENITH - 25 AVRIL
NICE/ACROPOLES - 28 AVRIL
GRENOBLE/SUMMUM - 29 AVRIL
MULHOUSE/PHENIX - 3 MAI



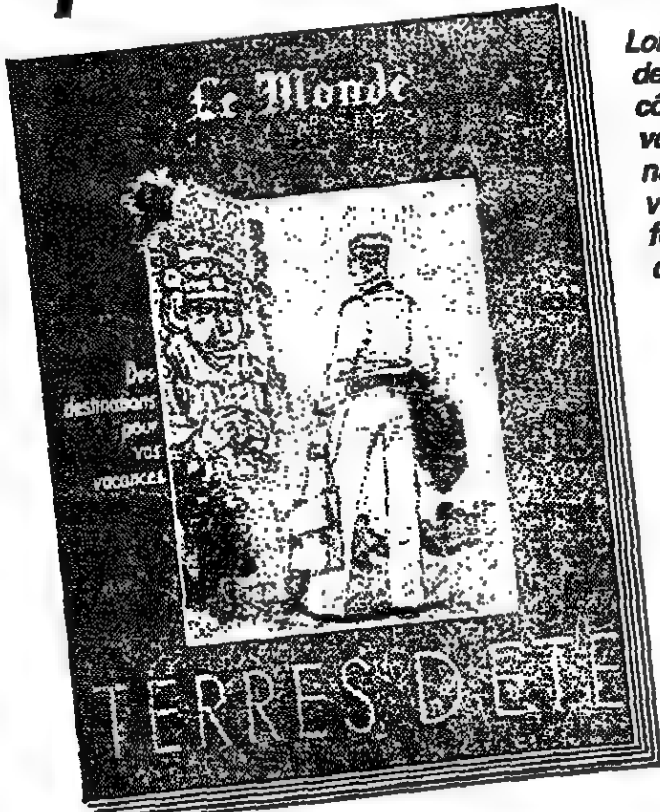
Points de location habituels/MINTEL 3615 CODE NRJ
Infos concert sur MINTEL 36.15 CODE NRJ



Le Monde

TERRES D'ÉTÉ

Des destinations pour vos vacances



Loin des palmiers normalisés, des plages à la chaîne et des côtes bétonnées, le Monde vous entraîne vers des destinations de rêve. Pour que vos voyages deviennent fête ou désir. Mais fête et désir accessibles.

DÉCOUVRIR

Des reportages pour flâner à Lisbonne, s'enivrer au Yémen ou descendre le Colorado...

CHOISIR

Une sélection de 80 destinations sur les 5 continents et la liste des voyageurs qui les proposent.

Un supplément magazine tout en couleur, 80 pages.

Gratuit avec

Le Monde

JEUDI 17 MARS daté VENDREDI 18 MARS 1988

Politique

Cinq élections cantonales partielles

- M^{me} Delfosse garde Lille-Ouest au CDS
- Le PCF enlève au RPR le canton de Valenciennes-Est

Pour M^{me} Jeannine Delfosse, le vrai combat était celui du premier tour, quand il s'agissait pour elle de prendre l'avantage sur le secrétaire d'Etat chargé du tourisme, M. Jean-Jacques Descamps (PR), investi par l'UDF et le RPR. Au second tour, soutenu par les socialistes, député et conseiller général délégué, a vu s'élancer, au second tour, ceux de l'UDF et du RPR, et c'est sans difficulté qu'elle l'a emporté. Toutefois, ce succès n'est pas total puisqu'elle n'a pu faire le « plein » des voix de la majorité. Le manque de certains suffrages s'explique sans doute par le retour dans leur camp des électeurs sympathisants du PS et, une certaine désaffection des électeurs de M. Descamps.

M. Pierre Méhaignerie, invité de « 7 sur 7 » au soir du scrutin, s'est félicité du « remarquable score » de sa candidate. Le président du CDS n'a retenu que son pourcentage (plus de 62 %) pour en tirer la conclusion un peu rapide que « cela montre que les candidats du centre peuvent mourir sur les socialistes et élargir la majorité ».

Cela était vrai au premier tour, pas au second. Reste que cette primaire CDS-PR laissera des traces. M. Méhaignerie juge qu'il s'est agi là d'un « débat politique que l'on aurait pu s'imaginer ». De son côté, M. François Léotard, devant le « Grand Jury RTL-Le Monde », qui n'y voit pas « une petite histoire », a mis en garde son « voisin de palier » CDS : « Le mieux, c'est de respecter le droit de copropriété ».

A Valenciennes-Est, où avait lieu également un second tour, le RPR n'a pas pu conserver un siège qu'il avait enlevé au PCF en 1985. Si dimanche prochain la gauche fait le « plein » de ses voix aussi bien qu'à Valenciennes, le RPR pourrait bien perdre, à Laon, un deuxième siège, mais cette fois au profit du PS. Un tel succès compenserait alors la perte prévisible d'un canton dans le Lot-et-Garonne, gagné par le PS sur le PCF en 1982.

ANNE CHAUSSEBOURG.

AIGNE : canton de Laon-Nord (1^{er} tour).

Inscr., 9 906 ; vot., 6 095 ; suffr. expr., 5 954. M^{me} Madeleine, PS, cons. mun., 1 831 voix ; M. Philippe Douchain, RPR, cons. mun., 1 444 ; M^{me} France Mathieu, UDF, cons. rég., 1 001 ; MM. Michel Leblond, PCF, cons. mun., 967 ; Gilbert Devaux, FN, parl. eur., anc. sén., 391 ; M^{me} Catherine Auvray, Verts, 320. Il y a ballottage.

[Pour succéder à Georges Lemoine (RPR), conseiller général depuis 1985, décédé le 19 janvier dernier, six candidats étaient en lice, dont quatre membres du conseil municipal. La représentante du PS, adjointe à l'enseignement et à la jeunesse, que les militants avaient préféré investir plutôt que le maire, M. René Doulière, arrive en tête au scrutin du vote de deux points (30,75 % au lieu de 28,93 %) le score obtenu il y a trois ans par son prédécesseur, M. Daniel Poulain, alors conseiller général sortant.

Comme en 1985, le RPR emporte la victoire à droite. Son candidat, même s'il enregistre un léger recul (24,25 % contre 25,34 %), creuse l'écart sur la candidate UDF qui perd plus de cinq points (16,81 % contre 21,95 %).

De son côté, l'ancien secrétaire de l'Aigle, aujourd'hui membre de l'Assemblée des Communistes européens, M. Devaux, maintient les positions du Front national. Il avait pris pour thème de campagne une « classe sans écologistes locaux » ; le refus du stockage de déchets nucléaires sur le site de Sizanne. Il devance la candidate des Verts de 71 suffrages.

En 1985, les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr., 9 857 ; vot., 6 613 ; suffr. expr., 6 376. M. Daniel Poulain, PS, 1 845 voix ; Georges Lemoine, 1 616 ; M^{me} Mathieu, UDF, 1 400 ; M. Bernard Fey, FN, 444.

Le second tour, Georges Lemoine avait emporté avec 3 273 voix contre 3 163 à M. Poulain sur 6 436 suffrages exprimés, 6 726 votants et 9 887 inscrits.]

LOT-ET-GARONNE : canton du Mes-d'Agenais (1^{er} tour).

Inscr., 4 189 ; vot., 3 303 ; suffr. expr., 3 212. MM. Jean-Louis Confolent, div. maj., 1 286 voix ; Roland Destieu, PCF, 1 045 ; Jean Dall'Agnol, PS, 881. Il y a ballottage.

[Le Parti communiste est en passe de reprendre un canton qu'il détenait depuis la Libération et qu'il avait perdu en 1982. Le siège qu'avait obtenu depuis Raymond Jean et Hubert Ruffa, anciens députés communistes, était revenu à un socialiste, Daniel Castaing, décédé le 26 janvier dernier.

Une querelle entre la veuve du conseiller général décédé, qui souhaitait succéder à son mari et le PS n'est sans doute pas étrangère à une perte de plus de dix points (27,42 % au lieu de 37,73 %) et, le représentant du PCF recule de plus de deux points (32,53 % au lieu de 35,71 %). Du coup, le candidat unique de la majorité enregistre un bon score : 40,83 %, soit près de sept points de mieux que le représentant de l'opposition d'aujourd'hui, au second tour de 1982, avait totalisé 31,66 % des voix.

En 1982, les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr., 4 017 ; vot., 3 343 ; suffr. expr., 3 265 ; Daniel Castaing, 1 232 voix ; MM. Hubert Ruffa, 1 166 ; Jacques Mérian, UDF, 771 ; Lucien Chevrel, div. d., 36. Au second tour, Daniel Castaing avait emporté avec 2 167 voix contre 1 004 à M. Mérian sur 3 171 suffrages exprimés, 3 354 votants et 4 017 inscrits.]

NORD : canton de Lille-Ouest (2^e tour).

Inscr., 41 841 ; vot., 23 424 ; suffr. expr., 22 411. M^{me} Jeannine Delfosse, CDS, 13 958 voix, ELU ; M. Claude Reynaert, PS, 8 453.

[M^{me} Jeannine Delfosse (CDS) va succéder à son mari, décédé le 25 janvier dernier, comme conseiller général du canton de Lille-Ouest. Elle a été élue avec une confortable avance sur le candidat socialiste, M. Claude Reynaert, obtenant 62,28 % des suffrages exprimés. Un résultat qui était largement prévisible après le premier tour.

Cette partielle avait soulevé les passions et divisé la majorité, suite à la tentative d'OPA - qu'avait lancée sur ce canton le secrétaire d'Etat chargé de

tourisme, M. Jean-Jacques Descamps (PR). Ce dernier avait cru à tort pouvoir s'imposer comme le candidat unique de la majorité. Mais que l'avait officiellement par l'UDF et le RPR. Il s'était heurté à une vive réaction de CDS, qui, sur le terrain, lui opposait la veuve de Georges Delfosse. Au soir du premier tour, M. Descamps devait reconnaître son échec, n'arrivant qu'en troisième position avec 20,85 % des suffrages, loin derrière la candidate du CDS qui obtenait 37,17 % des voix. M. Descamps s'était alors désisté en faveur de M^{me} Delfosse.

La candidature de M. Descamps avait non seulement suscité un « vote de barrage » à droite mais également à gauche, de la part d'un électoral sympathisant socialiste. En témoignait, au premier tour, la chute de six points enregistrée par le candidat du PS par rapport au scrutin de 1982.

Le second tour, on assiste au retour des différents électeurs à l'intérieur de leurs frontières habituelles. M. Reynaert réalise un score plus conforme au poids traditionnel de la gauche dans ce secteur. Par ailleurs, il est en progression aussi bien en pourcentage qu'en chiffres absolus par rapport au total PS + PC du premier tour (29,40 %). Avec 37,71 % des suffrages, la gauche progresse de huit points, dont vraisemblablement les six ou sept points qui faisaient défaut au candidat socialiste le 6 mars. En chiffres absolus, cette progression se traduit par un gain de 1 325 voix.

M^{me} Delfosse en subit le contre-coup. Si elle progresse de plus de 4 points par rapport au total des voix recueillies par les deux représentants de la majorité, elle ne fait pas le plein de leurs suffrages.

C'est d'ailleurs à Lambert qu'il lui manque le plus (380), là où M. Descamps avait - en dehors des trois barons illusoires (2 625 inscrits) - réalisé son meilleur score (22,78 % des suffrages contre 20,85 % sur l'ensemble du canton). Certains partisans du secrétaire d'Etat ont préféré s'abstenir ou voter nul (les abstentionnistes progressent de plus de 3 points au second tour). (Corresp.)

En 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 41 841 ; vot., 24 715 ; suffr. expr., 24 240. M^{me} Delfosse, CDS, 9 011 voix ; MM. Reynaert, PS, 5 172 ; Descamps, secrétaire PCF en mars 1985, 2 642 suffrages exprimés, 27 096 votants et 39 876 inscrits.]

En 1982, Georges Delfosse, CDS, avait été réélu au premier tour avec 15 257 voix contre 7 305 à M. Christian Barle, PS, 2 301 à M. Yves Le Meur, PCF, et 1 579 à M. Christian Laporte, écol., sur 26 442 suffrages exprimés, 27 096 votants et 39 876 inscrits.]

NORD : canton de Valenciennes-Est (2^e tour).

Inscr., 34 625 ; vot., 22 138 ; suffr. expr., 20 948. MM. Fabien Thiéna, PCF, 11 072 voix, ELU ; Jean-Claude Prud'homme, RPR, 9 876.

[Le candidat du Parti communiste, M. Fabien Thiéna, reconquiert, avec 52,85 % des voix, le siège perdu par le PCF en mars 1985, lorsque M. Olivier Marbère, RPR, avait battu M. Gaston Poulain, conseiller général sortant. Député du Nord depuis mars 1986, maire de Valenciennes depuis le 11 jan-

vier dernier, en remplacement de M. Pierre Caron, sénateur RPR, démissionnaire, M. Marbère, touché par la loi relative au cumul des mandats, s'est démis de celui de conseiller général.

M. Jean-Claude Prud'homme, RPR, candidat unique de la majorité, n'a pu réussir à conserver ce siège. Arrivé, certes, en tête au premier tour avec 33,23 % des suffrages, il ne devançait le candidat communiste que d'un peu plus de 500 voix, alors que les représentants de la gauche apparaissent nettement majoritaires dès le premier tour avec 51,95 % des suffrages.

Dimanche, les électeurs se sont davantage mobilisés que le 6 mars (36,06 % d'abstentionnistes au lieu de 41,12 % dimanche dernier). Cette meilleure participation a considérablement bénéficié au candidat de la majorité, qui, avec 47,14 % des voix, progresse de près de 14 points par rapport à son score du premier tour. Mais cela n'a pas été suffisant pour combler son handicap face au candidat communiste, qui a fait largement plus que le plein des voix de gauche au premier tour.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr., 34 625 ; vot., 20 947 ; suffr. expr., 19 828 ; MM. Prud'homme, 6 589 voix ; Thiéna, 6 057 ; Jaspard, PS, 4 245 ; Flaboullet, FN, 1 851 ; Rizzo, Verts, 1 086.

Au second tour de mars 1985, M. Marbère avait emporté avec 12 494 voix contre 10 129 à M. Gaston Poulain sur 22 623 suffrages exprimés, 23 916 votants et 34 286 inscrits.]

TARN-ET-GARONNE : canton de Bourg-de-Vias (1^{er} tour).

Inscr., 1 841 ; vot., 1 410 ; suffr. expr., 1 381. MM. Jean-Claude Lacoste, sout. PS, 368 voix ; Etienne Millet, CNI, 310 ; Jean-Pierre Latapie, MRG, 308 ; Lucien Lacombe, UDF-CDS, 172 ; Emile Girou, RPR, m., 116 ; André Jacquet, PCF, 107. Il y a ballottage.

[Avec trois candidats, la droite fait mieux qu'en 1982 avec deux : 43,30 % au lieu de 39,76 %. Reste que le maire RPR du chef-lieu, qui avait obtenu 24,51 % des voix il y a six ans, enregistre une nette érosion de son électoral puisque, avec 8,39 %, il arrive en avant-dernière position de ce scrutin organisé à la suite du décès, survenu le 31 janvier dernier, d'André Richard (PS), conseiller général depuis 1970.

Le vainqueur de la primaire à droite, M. Millet, est devancé de quelque cinquante-huit suffrages par M. Lacoste qui, candidat sous l'égide d'un « regroupement centriste », bénéficie du soutien du PS. Ce dernier, alors divers gauche, avait obtenu 21,71 % des voix au premier tour de 1982 (contre 26,64 % cette fois) et s'était maintenu au second tour face au conseiller sortant.

En mars 1982, les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr., 4 872 ; vot., 1 430 ; suffr. expr., 1 391. André Richard : 376 voix ; MM. Girou : 341 ; Lacombe : 302 ; Jean Carrière, MRG : 206 ; Jaspard, PS : 172 ; Alain Couderc, div. d., 73.

Au second tour, André Richard avait été réélu avec 588 voix, contre 447 à M. Lacoste et 441 à M. Girou sur 1 476 suffrages exprimés, 1 502 votants et 1 872 inscrits.]

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en boutiques, bureaux, locaux commerciaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 43 ans
En vente partout 5,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 48-05-30-30

Le Monde sur minitel
TOUS LES SONDAGES
IPSOS 36.15 TAPÉZ LEMONDE

1er janvier 1988 - Fiatagri et Fiatallis ensemble au sein d'une nouvelle société.



Pour être compétitif, il faut effectuer dans **FiatGeotech.** tous les domaines des choix mûrement réfléchis et projeter **La terre** très loin dans l'avenir. FiatGeotech constitue la réponse **pour horizon.** immédiate à ce défi. Elle unit les forces de deux grands partenaires, Fiatagri et Fiatallis, spécialistes dans leur domaine d'activité respectif: mécanisation agricole et engins de travaux publics. FiatGeotech garantit l'optimisation des synergies au profit de Fiatagri et Fiatallis, qui bénéficient d'ores et déjà d'une solide réputation. Avec des ressources renouvelées, elles continueront à offrir des produits, des réseaux et des services d'excellente qualité. Maintenant, FiatGeotech marque de son empreinte toutes les terres: celles que l'on cultive et celles que l'on transforme. FiatGeotech dispose de nombreux atouts: 10 usines, 14.000 salariés, un chiffre d'affaires prévisionnel d'environ 2.395 millions de dollars pour 1988, et 265 millions de dollars d'investissements programmés pour la période 1988-1990. Ce sont là des bases solides pour apporter de nouvelles énergies et un dynamisme renforcé, et pour consolider une position dominante parmi les principaux groupes mondiaux. FiatGeotech reflète la volonté du Groupe Fiat de rationaliser la production et d'introduire de nouvelles technologies dans ces domaines d'activité, pour offrir à la clientèle des produits toujours plus avancés et un service efficace. A partir de maintenant, de nouveaux horizons s'ouvrent à la terre: FiatGeotech.

FIATGEOTECH
TECHNOLOGIES DES TRAVAUX DE LA TERRE

مقداد من الاصل

Le « grand rancard » de SOS-Racisme à Paris

Paroles et musique

Les fêtes sont comme les hommes. Même jeunes, elles ont déjà leur histoire. En conviant « les potes » à un « grand rancard », sous le chapiteau, samedi 12 mars, sur la pelouse de Reuilly, à Vincennes, SOS-Racisme avait voulu lui-même se souvenir à la figure en forme de comparaison. Des chiffres surtout. Les 200 000 jeunes à la Concorde en 1985; les 100 000 à la Bastille l'année suivante. Et autant l'an dernier sur l'esplanade de Vincennes.

Alors, ce samedi, combien étaient-ils ? De quoi remplir 20 000 chaises ? A ironisé le fanatisme Jean Benguigui. Sous le chapiteau de 15 000 places et aux abords, au pied d'un gigantesque écran, il y en avait peut-être deux fois plus.

Et le programme ? « A la Bastille, c'était mieux. Il y avait Higel, il y avait Higel... » Non, Higel n'était pas là, sourit Harlem Désir. Fin des comparaisons.

D'emblée, le « grand rancard », c'était autre chose. Comme une première. Une meeting politique de jeunes. A leur manière, en musique, en allégresse, en coups de cœur, en enlacements.

La musique, c'était inévitable. Mais avec une majorité d'artistes et de groupes beurs ou africains. Entre potes, en somme. On n'était pas d'abord venu pour le super-concert gratuit avec les grosses vedettes de la télé. On était venu comme on va à un rancard, parce qu'on avait envie et parce qu'il le fallait. « Jusqu'à présent, c'est exalté Harlem Désir, le président de SOS-Racisme, on ne voyait dans notre fête qu'un concert. C'était oublier que, dans les concerts, il y a paroles et musique. Aujourd'hui, il s'agit surtout de rappeler les paroles. »

Elles le furent. A six semaines de l'échéance présidentielle, les militants de SOS-Racisme estiment qu'il n'est plus possible d'attendre. « Toutes les politiques ne se valent pas », déclare Harlem Désir. « Nous avons toujours pensé qu'un jour viendrait où il faudrait choisir. Nous y sommes. » Pour préciser un

peu, le président du mouvement prend un exemple : « L'Université avec deux millions d'étudiants en l'an 2000, que tout le monde réclame, c'est le prochain président qui devra en prendre les moyens. »

Aussi, la main emblématique et son slogan « Touche pas à mon pote » servaient-ils encore de ralliement. La lutte contre le racisme garde toute la solidité du ciment de la première heure. Mais d'autres pancartes ornaient les murs de chapiteau : « Egalité, je t'aime », Kaïssa Titous, membre du bureau du mouvement, qui travaille actuel-

lement à la campagne du candidat Pierre Juquin, a évoqué la « révolution des pierres » dans les territoires occupés et réclame : « Justice pour le peuple palestinien et pour le peuple kanak ». Une délégation de SOS-Racisme doit d'ailleurs se rendre en Israël et dans les territoires occupés pour soutenir « tous ceux israéliens et palestiniens, qui œuvrent pour la paix ». Avec Isabelle Thomas, c'est l'exclusion scolaire, « l'exclusion la plus perfide », qui recevait les coups : « L'échec scolaire, c'est l'exclusion à perpétuité ».

Les responsables du mouvement n'ont pas laissé à Guy Bedos le soin

Un message de M. Mitterrand

Samedi, en début d'après-midi, le président de la République avait reçu trois dirigeants de SOS-Racisme, dont M. Harlem Désir. Il devait leur confier un message diffusé dans la soirée — image et son — au rassemblement de Reuilly, déclarant notamment :

« Un rassemblement comme le vôtre mérite d'être salué. Pourquoi ? Parce qu'il contribue à faire passer nos grands principes abstraits de la morale des discours à la morale de la vie, du ciel sur la terre, je veux dire des normes du droit aux rues de nos villes, à nos bureaux, nos ateliers, nos écoles, nos tribunaux, nos hôpitaux. »

« Hier, vous disiez : « SOS racisme », et vous avez fait reculer avec d'autres l'ombre sinistre des discriminations raciales. Vous l'avez dit, demain SOS égalité ? SOS fraternité ? SOS solidarité ? »

« J'ai assez de confiance, et je ne suis pas le seul, dans l'avenir de la République et l'esprit de tolérance des Français pour penser que ce jour n'est pas très éloigné. »

« Et pourtant, vous avez raison d'être là aujourd'hui comme hier. Ce sont l'imaginaire et la vigilance qui maintenant en vie

les valeurs les plus profondes de notre identité nationale. L'égalité n'est jamais acquise ; c'est toujours un combat. Que ce soit l'égalité entre les hommes et les femmes, entre les Français venus d'ailleurs et les Français de souche, entre les étrangers et nos concitoyens, entre les enfants eux-mêmes qui vivent sur notre sol. Il y a là une femme à rendre sans cesse, avec soin, avec amour, car il suffirait de laisser se réveiller un court moment la loi de la jungle qui dort au fond de toute société pour qu'elle s'éteigne, et pour longtemps. »

« Ce laisser-aller, qu'on appelle parfois à tort du libéralisme, n'est pas la liberté. C'est l'incroyable asservissement des jeunes, des différents, des démunis, des exploités, des déshérités ou des minoritaires, bref des plus faibles à la loi du plus fort. C'est la multiplication à terme des ghettos, des exclus, des foyers d'insécurité et de haine. »

« C'est ce que les Français ne veulent pas, j'en suis sûr, ni pour eux-mêmes ni pour la France. »

« Votre présence à Reuilly en cette fin d'hiver 1988 représente pour le président de la République française non seulement un réconfort mais aussi une promesse. »

La convention socialiste sur les droits des femmes

La deuxième convention nationale du Parti socialiste sur les droits des femmes organisée samedi 12 et dimanche 13 décembre à Châtelleraul, la ville de M^{me} Edith Cresson, s'est prononcée massivement en faveur d'un relèvement du quota des femmes de 20 % à 25 % au sein du Parti socialiste et sur les listes de candidatures aux élections. Les secrétaires fédéraux, le plus souvent représentés par des femmes, et les secrétaires fédérales aux droits des femmes accompagnés des anciens ministres (M^{me} Edwige Avice, Edith Cresson et Yvette Roudy) ainsi que de nombreuses élues ont demandé la création d'une structure nouvelle et statutaire, qui serait notamment chargée de veiller au respect du quota. Ces

propositions devraient être soumises au prochain congrès du Parti.

Le texte soumis à la convention et approuvé à 94,10 % souligne l'attachement des femmes socialistes à l'égalité des droits dans la justice sociale, à l'autonomie et à la solidarité. Il se situe dans le droit fil de la politique menée en direction des femmes de 1981 à 1986 qui « a fait de la France l'avant-garde des pays européens ». Il dénonce le recul provoqué par la droite dans les domaines de l'emploi et de la famille. Pour les femmes socialistes, leur parti doit faire « progresser de pair les droits des femmes et la mise en œuvre d'une politique familiale ambitieuse, moderne, intégrant le droit au travail des femmes ».

Un féminisme prudent

CHATELLERAULT de notre envoyée spéciale

Dure épreuve qu'une convention nationale sur les droits des femmes pour les ténors du Parti socialiste ! Tous ceux qui n'ont pas saisi immédiatement le mot d'ordre implicite — « Langues de bois s'abstenir » — l'ont appris à leurs dépens. Venues à Châtelleraul, pendant le week-end pour tracer ensemble — avant le prochain congrès — les lignes de la politique socialiste en direction des femmes, les premiers secrétaires fédéraux (le plus souvent représentés par des femmes), les secrétaires fédérales aux droits des femmes, accompagnées d'anciennes ministres et de nombreuses élues, n'ont pas voulu que la tribune soit accaparée par des discours trop généraux. Elles n'entendaient pas sacrifier sur l'autel de la présidentialité et de la succession à la tête du Parti le débat qu'elles estiment essentiel pour les femmes françaises.

Il n'était pas question pour ces femmes de rallumer la guerre des sexes. Comme le souligne le texte de la convention approuvé par la grande majorité des fédérations, les conflits ne passent plus par les différences de sexe mais entre la vie privée et la vie professionnelle ou publique, entre l'affectif et le productif, entre la disponibilité du temps libre et le temps social organisé et contraignant. « Le féminisme jeune n'est plus un féminisme dur », a reconnu M^{me} Geneviève Domenach. Pour la plupart d'affirmer que « les problèmes des femmes traitent, les réalités qu'elles affrontent ne sont pas mineurs. Ils concernent toute la vie sociale, et il est important d'en montrer la politique globale ».

Leur démarche, ont expliqué plusieurs oratrices et avec elles M^{me} Yvette Roudy, dont l'action au ministère des Droits de la femme a été applaudie, s'inscrit dans le mouvement des femmes vers l'émancipation qui lui-même rejoint le mouvement pour le droit au travail.

« Spontanées, diversifiées, directes »,

« Spontanées dans leurs réactions, diversifiées dans leur approche et toujours directes », comme l'a constaté M. Jospin, ces femmes ont montré leur crainte que leur convention ne soit pas forcément prise avec tout le sérieux nécessaire au sommet du parti. Quelques-unes, dont M^{me} Françoise Gaspard, n'ont pas manqué de souligner le caractère humiliant d'une circulaire envoyée juste avant la convention par le secrétariat national aux secrétaires fédéraux demandant aux représentants du parti de ne pas oublier, au cours des débats, l'enjeu de la campagne présidentielle. « Serions-nous donc des mineures ? », s'interrogeaient plusieurs militantes.

Mais c'est avec beaucoup de satisfaction qu'elles ont entendu les leaders venir avec une grande prudence sur leur terrain et reconnaître qu'une politique en direction des femmes prenait toute sa place dans la politique du parti.

Cette convention fut pour tous l'occasion de dénoncer la politique familiale de la droite — tout particulièrement le « salaire maternel » — qualifiée tour à tour de « paternalisme », « rétrograde », « démagogie » et « régressive sur le plan social ».

« La droite veut mettre les femmes à la maison, nous voulons les laisser choisir », a souligné M. Jospin. Une véritable politique

familiale pour ces femmes socialistes s'appuie sur une reconnaissance du partage des tâches, des responsabilités, et sur des prestations sociales qui compensent les inégalités (congé parental d'éducation pour tous, aménagement des modalités de la garde conjointe, accueil de la petite enfance...).

Bien qu'attachées à une politique familiale, ces femmes réunies à Châtelleraul ont également souligné leur attachement à l'accès à l'emploi et au travail « espace, disent-elles, d'autonomie ». Elles ont exprimé unanimement leur désir de voir mieux appliquée la loi sur l'égalité professionnelle.

Mais ce sont certainement les discussions sur la représentation des femmes en politique et bien sûr au sein du parti qui ont occupé l'essentiel des débats. Tel un leitmotiv ces femmes ont rappelé leur désir de voir élever les quotas à l'intérieur du parti, comme sur les listes aux élections, de 20 % à 25 %. Une revendication qu'elles ont présentée comme « un mal nécessaire ». A M. Jospin qui considérait ce phénomène comme un phénomène de société, elles demandaient que le parti montre l'exemple. « N'oublions pas que les femmes votent aujourd'hui plus à gauche que les hommes », « Nous nous devons de ne pas décevoir les femmes », a expliqué M^{me} Véronique Neiertz.

Seule la fédération du Pas-de-Calais était contre l'augmentation de ce quota dont l'enjeu dans le contexte de crise économique ne lui paraissait pas capital.

Bien qu'apparemment peu enthousiaste, M. Jospin a promis à ces femmes de soutenir le quota des 25 %, tout en soulignant les difficultés à faire respecter le quota actuel.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

d'avancer plus nettement dans l'arène politique. Certes, l'artiste s'en est donné à cœur joie aux dépens de Jean-Marie Le Pen et de Jacques Chirac : « Tapez Jacques 3613 et vous aurez courage, ardeur et volonté. » Mais il n'a pas résisté au plaisir d'ironiser — plus gentiment — sur François Mitterrand : « Il est très fort, il réussit à faire sa campagne par les autres. Je me prononcerais pour lui quand il se sera lui-même déclaré : le plus tôt sera le mieux ! » Kaïssa Titous avait déjà mis le point sur quelques « i » : « Le Pen, Chirac, le code de la nationalité, c'est eux. Il s'agit de les battre aux présidentielles. » François Mitterrand pouvait alors dériver son message. Écoulé en silence, ce « clip » était acclamé sur le slogan « Mitterrand avec nous ».

Pour Harlem Désir, c'était gagné. Il avait fallu « déclarer les choix ». Pas de consignes de vote. « Elles ne sautent que ceux qui les donnent, l'électeur fait ce qu'il veut. » SOS-Racisme, sait, dit-il, qu'avec la droite « ce n'est pas possible ; on s'est aperçu qu'on n'arrivera à rien [...] ». L'intégration n'est pas un gadget [...]. Nous refusons une société à deux vitesses, nous voulons une société solidaire qui ne laisse personne sur le bord du chemin [...]. Nous voulons exclure l'exclusion. »

« L'exil intérieur »

Le président de SOS-Racisme a présenté six questions qui seront posées aux candidats et « appuyées désormais par toute la force de milliers de jeunes ». Elles demandent le droit de vote pour les étrangers aux municipales de 1989, la réforme du code de nationalité donnant à tous les enfants nés en France la nationalité française, l'abrogation de la loi de septembre 1986, dite « loi Pasqua », sur les expulsions, le recours à une instance indépendante de la police pour enquêter sur les bavures, une loi antiterroriste pour éviter « l'exil intérieur » dans des logements insalubres et enfin une loi de programmation scolaire, « plus argente que la loi de programmation militaire », qui ferait du budget de l'éducation le premier budget de la nation.

Harlem Désir ne cache pas que « quel que soit le vote de mai 1988, il faudra un mouvement pour faire évoluer les mentalités, pour forcer et soutenir la volonté politique ». SOS-Racisme aura encore à oser et à déborder.

Et on refait la fête, en juin, c'est promis. La vraie grande fête. Celle où les personnalités arrivent en début de soirée parce qu'elles ont vu au journal télévisé qu'il se passe quelque chose et qu'il faut se montrer. Samedi, elles étaient rares. Jack Lang, « l'un des inoubliables parvenus de SOS-Racisme », n'avait pu refuser l'invitation. Il se fit discret. Comme Olivier Stirn. Pierre Juquin et Jean-Marie Tjibaou aussi sont restés dans l'ombre, mais leur message a été lu.

Bref, samedi, on était entre jeunes, sans les aînés, à qui cependant il a été jugé bon de rafraîchir la mémoire. La Déclaration des droits de l'homme de 1789 a été lue par une douzaine d'artistes : Guy Bedos, Jean Benguigui, Jean-Hugues Anglade, Zabu, Manu di Bongio, Sana Y. Simon. Ce fut un vrai succès avec applaudissements, acclamations et tout. L'article « Tout homme a droit à l'éducation » a fait un malheur.

CHARLES VIAL.

ARCHÉOLOGIE

Le trésor de lord Carnarvon

Les objets rapportés d'Égypte par le comte Carnarvon, qui, en compagnie de Howard Carter, participa avant et après la première guerre mondiale à de nombreuses fouilles, dont celle du tombeau de Toutankhamon sont aujourd'hui réclamées par les Égyptiens.

Les trésors qui accompagnaient Toutankhamon dans l'au-delà sont restés cachés dans la tombe royale pendant environ 3 250 ans jusqu'à ce que le cinquième comte Carnarvon et l'égyptologue Howard Carter les découvrent en 1922. Les quelques trois cents objets rapportés d'Égypte par le cinquième comte sont restés cachés pendant une bonne douzaine d'années dans des cabinets et des armoires dissimulés dans le château anglais de Highclere jusqu'à ce que le septième comte, guidé par un

JUSTICE

Dans le Haut-Rhin

Réouverture dix ans après les faits de l'information sur la mort d'une jeune fille

M. Jean Volff, procureur de la République au tribunal de Mulhouse (Haut-Rhin), vient d'ordonner la réouverture, dix ans après les faits, de l'information sur le meurtre d'Isabelle Fisch, une jeune fille de dix-neuf ans, retrouvée étranglée et violée en janvier 1978 à Reiningue (Haut-Rhin).

Lors d'une conférence de presse, le magistrat a expliqué que « les investigations méthodiques menées par le SRPJ dans le cadre d'une enquête préliminaire, ainsi que les examens techniques et scientifiques, ont débouché, ces dernières semaines, sur la découverte et la réunion de quelques éléments significatifs ». « Ce n'est si ténus et fragile qu'ils soient, n'en paraissent pas moins constituer des charges nouvelles », a ajouté M. Volff, qui n'a cependant pas voulu révéler la nature de ces « éléments ». Il a néanmoins indiqué que « plusieurs témoins ont été réentendus et ont fourni des informations, de sorte

qu'un meurtre à plusieurs n'est plus à exclure absolument ». Le magistrat a enfin dit que « ses réquisitions seront prises pour meurtre et viol ».

Isabelle Fisch, membre des Jeunesses communistes, avait été retrouvée étranglée et violée dans une forêt, six semaines après avoir quitté le domicile familial, à Staffelfelden (Haut-Rhin). Depuis, le ou les meurtriers étaient demeurés introuvables. Fondée sur l'hypothèse d'un crime de rumeur, l'enquête avait abouti à une ordonnance de non-lieu, en juin 1982. Convincre de la thèse du crime collectif, la famille d'Isabelle n'avait, depuis, cessé de réclamer une réouverture de l'information.

Un comité national « Pour la vérité sur l'affaire Fisch » avait, de son côté, recueilli plus de onze mille signatures en Alsace et dans les autres régions. Il avait été reçu, en novembre, à l'Élysée et à la chancellerie.

L'instruction de l'affaire Papon

M^{re} Klarsfeld publie la liste des juifs déportés de Bordeaux entre 1942 et 1944

BORDEAUX de notre correspondante

M^{re} Serge Klarsfeld vient de présenter à Bordeaux un document de quatre pages recensant, convoi après convoi, les noms, dates, lieux de naissance et domiciles de 1 590 juifs arrêtés dans la ville entre le 8 juillet 1942 et le 13 mai 1944. Ce document, qui tire de l'anonymat les déportés de Bordeaux, est complété par la reproduction de « pièces brutes » (circulaires et courriers signés Maurice Papon), destinées, selon M^{re} Klarsfeld, à montrer « l'implication de Maurice Papon dans le processus d'arrestation et de livraison des familles juives ».

« Édité à quelques milliers d'exemplaires par l'Association des fils et filles de déportés juifs de France, ce document va être diffusé dans tous les milieux politiques et dans toutes les communautés juives », a indiqué M^{re} Klarsfeld. Dans l'esprit de l'avocat, il constitue une réponse aux « Mémoires » relatifs à une autre période de sa vie que Maurice Papon a l'outrecuidance de publier (1). Il devrait aussi entraîner de nouvelles et nombreuses constitutions de partie civile. Beaucoup de familles ignorent, en effet, encore que certains de leurs parents ont été arrêtés à Bordeaux où ils s'étaient réfugiés.

Le 7 mars 1988, M. François Braud, conseiller à la cour d'appel de Bordeaux, chargé de l'instruction de l'affaire Papon, a entendu les trois dernières personnes, actuellement constituées parties civiles. Ces auditions devaient, selon M^{re} Klarsfeld, être « logiquement suivies de la convocation de Maurice Papon, Maurice Sabatier et Jean Legay », respectivement secrétaire général de la préfecture de la Gironde entre 1942 et 1944, préfet régional et délégué au préfet, occupé du secrétaire général de la police de gouvernement de Vichy.

De son côté, M. Braud indique prudemment qu'« il entend se réserver une totale liberté » dans l'appréciation de son calendrier d'instruction.

« Il est inadmissible, a en outre déclaré M^{re} Klarsfeld, que des familles qui ont porté plainte contre

Maurice Papon, au cours de la première instruction, soient toujours incapables de réclamation ultérieure. » Ces trente et une personnes ont déposé une demande de non-lieu, par l'intermédiaire de leur avocat, M^{re} Gérard Boulanger, du barreau de Bordeaux. Selon le parquet, cette demande a nécessité de longues recherches juridiques et le juge qui en est chargé devrait communiquer son dossier au procureur de la République dans les huit jours.

GINETTE DE MATHA.

(1) Il s'agit de Mémoires dans lequel M. Papon raconte notamment sous le titre Les chemins du pouvoir ses souvenirs de préfet de police de 1958 à 1966.

Pouvoir en cassation de quatre membres d'Action directe

Les quatre membres d'Action directe, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, renvoyés devant la cour d'assises sans jury pour y répondre de l'assassinat de Georges Besse, ont formé un pourvoi en cassation contre cet arrêt de la chambre d'accusation de Paris. C'est ce qu'a annoncé, le mercredi 9 mars, leur défenseur, M^{re} Bernard Ripert. L'avocat a précisé que cette décision avait été prise en raison de l'état physique des accusés, qui en sont au cinquième jour d'une grève de la faim.

De leur côté, six des signataires de l'appel publié dans Le Monde du 24 février pour attirer l'attention sur l'isolement carcéral et la situation des membres d'Action directe, ont rendu public une lettre par laquelle ils demandent une audience à M. Alain Chalandon, dont ils estiment « insuffisante » la réponse donnée sur ce sujet à la Ligue des droits de l'homme. Cette lettre est signée de Marguerite Duras, Françoise Sagan, Guy Gaillet, évêque d'Evreux, M^{re} Guy Aurenche et Antoine Comte et le docteur Antoine Lazarus.

D'après les spécialistes, les trois cents objets retrouvés à Highclere proviennent d'autres sites de fouilles. Notre correspondant au Caire, Alexandre Succiant, nous signale pourtant que M. Zahi Hawass, conseiller du ministre égyptien de la culture, estime qu'il s'agit de « pièces volées que l'Égypte a le droit de réclamer, vu qu'elles sont illégalement sorties de la vallée du Nil ».

Y. R.

Société

JUSTICE

Scandale financier en Seine-Maritime

Le directeur de la Société d'aménagement de la région de Rouen et plusieurs chefs d'entreprise vont comparaître devant le tribunal correctionnel

ROUEN
de notre correspondant

Les huit personnes impliquées et inculpées dans l'affaire de la Société d'aménagement de la région rouennaise (SARR) vont comparaître, vendredi 18 mars, devant le tribunal correctionnel de Rouen pour y répondre de diverses escroqueries. Parmi elles, M. Jean-Claude Petit, cinquante-quatre ans, directeur de la SARR, inculpé de « fausses factures de commerce, usage de faux et abus de biens sociaux ».

M. Petit avait été interpellé par le SRPJ de Rouen et placé en garde à vue le 6 octobre 1987 à la suite d'une dénonciation d'anciens collaborateurs. Le lendemain, le président de la SARR, M. Jean Lecannet, sénateur (Union centriste) et maire de Rouen, le démettait de ses fonctions, décision annoncée à la presse avant même l'interpellation de M. Petit. « Je ne veux pas que le directeur de la SARR puisse être simplement suspect », avait solennellement déclaré M. Lecannet. Le 8 octobre, M. Petit était inculpé et écroué.

L'un après l'autre, les « associés » du directeur de la SARR dans cette affaire étaient à leur tour inculpés. Tout d'abord un noyau rouennais de cinq chefs d'entreprise : M^{me} Colombe Bucaille, quarante-deux ans, M. Roger Gibet, quarante-trois ans, M. Didier Gourmeaux, cinquante et un ans, M. Marc Van Ghelder, trente-trois ans, M. Marius Leroux, quarante ans, puis deux cadres supérieurs de la société Promodès, maison mère à 99 % de Continent, et de la société d'immobilier commercial EMA : M. Jean Audouin, cinquante ans, présenté comme directeur à Continent et PDG de EMA, et M. Jean Pingeon, cinquante-huit ans, directeur général du service de développement de Promodès.

En centre de l'affaire, l'implantation d'un hypermarché de la chaîne Continent, réalisée dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) de Mont-Saint-Aignan, celle de la Vairie, gérée par la SARR, qui multiplie ses interventions bien au-delà de la région rouennaise.

Fondée en 1956, la SARR compte à son actif le campus de Mont-Saint-Aignan, le centre tertiaire Saint-Sever à Rouen, le marché régional aux bestiaux à Tourville-la-Rivière, un autre hypermarché à l'emplacement Mamouth et la réhabilitation d'un quartier de Dieppe, une multitude de piscines, gymnases, groupes scolaires... Le consensus politique est complet à la SARR avec un axe UDF-PCF au sein du conseil d'administration, marque de l'histoire communale de la région de Rouen, partagée entre M. Lecannet

et les toutes-puissantes municipalités communistes.

L'implantation de l'hypermarché Continent ne s'est pas faite sans difficulté à Mont-Saint-Aignan, où la municipalité est dirigée par M. Pierre Albertini, enseignant à la faculté de droit, bariste. Le projet Continent fit éclater la majorité communale. Il provoqua le départ d'un adjoint au maire, M. Gérard Simon, conseiller général RPR. Pendant deux ans, une vive bataille a opposé les « pour » et les « contre » jusqu'à l'inauguration le 26 octobre 1987, deux semaines après la révélation du scandale. Quelques mois avant, M. Simon avait publiquement déclaré que « le bilan financier de la SARR avait dû être déclaré » et n'avait pas eu de mots assez durs pour M. Albertini, s'interrogeant sur « l'acharnement du maire à voir aboutir le dossier Continent ». A la lumière des inculpations prononcées par le juge d'instruction, M. Jean-Louis Samat, contre M. Petit, les regards se tournent donc vers Mont-Saint-Aignan.

Un dossier contesté

A la veille du procès, M. Jean-Claude Petit est au centre de toutes les inculpations prononcées. Les deux cadres, M^{me} Andet et Pingeon, liés au groupe Promodès, y jouent un rôle-clé, sans que les modalités d'installation de l'hypermarché à Mont-Saint-Aignan (cessions en placements commerciaux) ne soient suspectées.

L'affaire commence, en fait, en 1983, lorsque Promodès jette son dévolu sur Mont-Saint-Aignan dans un contexte très défavorable au sein de la commission départementale d'urbanisme et de commerce. La SARR, ayant en charge l'aménagement de la ZAC de la Vairie, où elle a déjà conçu un parc d'activités technologiques, son directeur se fait fort d'« arranger les choses » pour Promodès, moyennant quelques gratifications occultes. Pour y parvenir, il utilise un ami, paysagiste à Paris, qui a ouvert un compte dans une caisse de Crédit mutuel de Rouen, en lui proposant la tenue de sa comptabilité par la SARR. Il obtient ainsi du paysagiste un lot de papiers à en-tête et la procuration pour le compte courant. Par ce procédé il adresse à Promodès deux fausses factures de 213 480 F et 23 720 F au début de 1985 pour « analyse du site de Tourville-la-Rivière » et la recherche d'un terrain à Angers. La somme est réglée par Promodès.

Fausse factures

En janvier 1987, M. Petit invite M^{me} Colombe Bucaille, gérante d'une société d'aménagement de bureaux à Rouen, à éditer deux factures de 237 000 F et 355 800 F à l'ordre de Continent « pour assistance à l'expertise des coûts de construction de centres commerciaux » dans deux communes. Pour récupérer les fonds, il établit une facture au nom de sa famille à l'ordre de M^{me} Bucaille « pour travaux d'étude et de prospection ».

A Promodès, ce sont M^{me} Jean Audouin et Jean Pingeon qui interviennent. D'après M. Petit, les fonds ainsi récoltés devaient servir à financer les « comités Barre », affirmation d'autant plus contestée que le train de vie du directeur de société

Deux attentats en Corse. — Un engin de faible puissance a été lancé, samedi 12 mars, par les occupants d'une voiture contre le domicile du responsable d'une organisation agricole, M. Gérard Vincent, à Saint-André-de-Cotone (Haute-Corse), à une quarantaine de kilomètres au sud de Bastia.

L'engin explosif a brisé les vitres de la voiture et de la villa de M. Vincent, porte-parole de l'association Horizon 92, qui groupe des agriculteurs opposés aux thèses de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FUSEA). Le 18 février, la frère de M. Vincent, Michel, lui aussi militant de cette association, avait déjà été victime d'un attentat.

D'importants dégâts ont également été provoqués, samedi, dans la soirée, par l'explosion d'une bouteille de gaz, reliée à une chaudière, dans une villa inoccupée du nord de Bastia, propriété de l'épouse de M. Alain Griotteray, député UDF-PR du Val-de-Marne et éditorialiste du Figaro-Magazine.

DÉFENSE

M. Mitterrand assistera à un exercice aérien national

Toutes les forces aériennes françaises, et plus spécialement la défense aérienne, la force aérienne tactique, les forces de bombardement nucléaire et le transport, sont mobilisées, du lundi 14 au mercredi 23 mars, pour un exercice national destiné à tester l'aptitude de l'armée de l'air française à faire face à des situations de crise. Le chef de l'Etat a prévu d'assister, le mardi 15 mars, à une partie de l'exercice sur la base de Creil (Oise).

Au cours de ces dix jours d'exercice, auront lieu plusieurs milliers de sorties d'avions de combat français, auxquelles s'ajouteront celles de forces aériennes alliées, dans le respect du trafic civil national et international.

L'armée de terre et la marine coopéreront à l'exercice qui tiendra compte de contraintes fictives, relatives à l'usage d'armes nucléaires ou chimiques et à l'organisation de raids de commandos adverses contre les installations militaires. De même seront expérimentés les moyens de lutte contre la neutralisation et le brouillage des transmissions. Enfin, des réservistes de l'armée de l'air seront convoqués, notamment sur la base de Creil où, pour l'occasion, sera réactivé un escadron de chasse en liaison avec des personnels d'active de l'armée de l'air française.

Le Venezuela envisage d'acheter douze Mirage-50

La société Dassault-Breguet se refuse à commenter une information, de source américaine, selon laquelle le Venezuela est en négociations avancées pour l'achat à la France de douze avions de combat Mirage-50.

Selon la revue Aviation Week and Space Technology, qui publie cette information, le Venezuela souhaite acheter douze Mirage-50 et veut demander à son constructeur de moderniser six des Mirage-III anciens, qui servent dans l'armée de l'air de ce pays, en les transformant, eux aussi, en Mirage-50. Le Mirage-50 est la version la plus perfectionnée du Mirage-III, sur laquelle on a modifié la propulsion en installant le réacteur Atar 9 K-50 du Mirage F-1, qui confère à l'avion une vitesse largement bisonique.

La revue américaine croit savoir que le Venezuela aurait souhaité, à l'origine, acheter des F-16 américains.

CATASTROPHE

Sept morts sous une avalanche en Autriche

L'hiver n'est pas fini. Des chutes de neige d'une abondance et d'une lourdeur exceptionnelles ont provoqué une véritable catastrophe dans le Tyrol autrichien. Dans la célèbre station de Saint-Anton, une avalanche survenant, dimanche 13 mars, à l'aube, a frappé une zone d'hôtels et de pensions de famille où venaient d'arriver des touristes. Dans les décombres d'une auberge, les sauveteurs ont retrouvé sept morts et une vingtaine de blessés. De plus, les routes et les chemins de fer étant coupés, 30 000 vacanciers, dont un certain nombre de Français, sont bloqués dans cette région de l'Artberg. Aux Etats-Unis, les tempêtes de neige qui se sont abattues sur les plaines du Nord ont interrompu toute circulation depuis vendredi 11 mars.



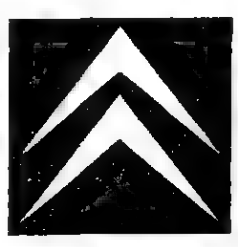
Sur toute la gamme BX.

Jusqu'au 21 mars 1988, Citroën vous offre tous modèles de sa gamme BX, véhicules particuliers, pour 0 F (zéro franc) par mois pendant 12 mois. Vous possédez une voiture ? Laissez-la chez Citroën et si elle couvre l'apport initial de votre location avec option d'achat, vous pourrez repartir au volant de la BX neuve de votre choix sans rien payer de plus, pendant 12 mois.

Location avec option d'achat (LOA) sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar. Exemple de LOA pour 10 000 FTTC hors assurance : à la livraison, apport initial de 3 000 F couvert par la reprise de votre véhicule, (dépot de garantie de 700 F et 1^{er} loyer de 2 300 F), suivi de 12 loyers de 0 F (zéro franc), puis de 47 loyers à 248 F, option d'achat en fin de location : 700 F couvert par le dépot de garantie, coût total en cas d'acquisition : 14 642 F.

* après versement de votre apport initial - Modèle présenté : BX GTI 16 SOUPAPES.

CITROËN présente TOTAL



Dans la banlieue de Lille

Un jeune homme est tué par un policier en tentant d'échapper à un contrôle

La famille d'un jeune homme de vingt et un ans, José Lecorne, décédé samedi 12 mars, à Lille, victime de coups de feu tirés par des policiers qui s'estimaient en état de légitime défense, a annoncé son intention de porter plainte avec constitution de partie civile.

Les faits se sont déroulés à Lomme (Nord) dans la banlieue de Lille au moment où des policiers en uniforme s'apprêtaient à contrôler un véhicule R 25 à bord duquel se trouvaient quatre jeunes gens. A ce moment, la voiture, qui s'était d'abord arrêtée et que pilotait José Lecorne, a brusquement démarré et, selon les premiers éléments de l'enquête, foncé sur l'un des policiers, un sous-brigadier du commissariat de Lomme, qui tira trois coups de feu dont l'un atteignit le jeune homme au thorax, le blessant mortellement.

Selon la préfecture de police de Lille, il s'agit d'un cas de légitime défense. On ajoute que José Lecorne, sans profession, était connu de la police, que la R 25 interceptée avait été volée une semaine auparavant et que les trois compagnons de la victime ont pris la fuite.

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

قناة من الإرسال

Education

Une journée nationale à Créteil

Le CNAL ne veut plus réduire la laïcité à la seule question scolaire

Un message : « Liberté, égalité, solidarité » : un mot d'ordre : « Ne pas rallier la querelle scolaire ». A deux mois de l'élection présidentielle, le Comité national d'action laïque (CNAL) (1) affiche un profil bas mais ratifie large. Réunis, samedi 12 mars à Créteil, pour leur journée nationale, quatre cents militants ont débattu du sens de la laïcité dans plusieurs domaines ou problèmes de la vie sociale.

information et communication, racisme, police, justice, culture, — en évitant soigneusement celui qui les soude habituellement : l'école.

Quatre ans après sa défaite dans la querelle scolaire, le CNAL s'efforce, en effet, d'épouser ses certitudes et tente de se définir autrement que comme une simple ligue de défense contre l'école privée.

« La laïcité doit être considérée sur toute la surface de la société », proclame M. Emile Gracia, secrétaire général du CNAL. Nous sommes prêts à ajuster notre discours en le confrontant avec des organisations qui mènent le même combat que nous. De fait, les associations de jeunes issus de l'immigration, la Fédération autonome des syndicats de police de M. Bernard Deleplace et le Syndicat de la magistrature étaient conviés samedi à faire entendre leur voix en démontrant toutes sortes d'attentes à la laïcité : discriminations sociales ou raciales, excès policiers, ingérence gouvernementale dans le fonctionnement de la justice.

Cet éventuel élargissement des champs d'action de l'organisation laïque est-il compatible avec son maintien en tant que fédération d'organisations agissant toutes au cœur ou à la périphérie du système scolaire ? « Nous reprenons notre réflexion à partir des valeurs fondatrices de la laïcité et non plus à partir des institutions. Peut-être découvrirons-nous que nos revendications institutionnelles n'étaient pas les bonnes », lance M. Pierre Deleplace, président du CNAL, qui, au titre de président de la Ligue de l'enseignement, avance quelques éléments de réponse précis.

Pour le « statu quo »

Il a ainsi suggéré la fondation d'une haute autorité pour la police comme pour l'école, conçue sur le modèle de l'ancienne Haute Autorité de l'audiovisuel. Dans le domaine scolaire, les réformes pourraient alors être examinées par une instance indépendante et non soumise aux exigences électorales. Le président de la Ligue de l'enseignement se montre même plus audacieux en suggérant qu'il « veut peut-être mieux accepter que des crédits publics subventionnent l'école privée sur la base de l'exigence confessionnelle plutôt que sur celle d'une exigence sociale ». Autrement dit, pourquoi pas des écoles privées subventionnées si elles sont confessionnelles et pas seulement réservées à une élite ? Cette démarche n'est pas adoptée par l'ensemble des organisations réunies dans le CNAL, loin de là, comme l'a montré le récent congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

Mais les laïques ont avalé tant de couleuvres au cours du septennat qu'ils semblent presque prêts à tout entendre. D'ailleurs, l'heure n'est plus aux proclamations sur l'unification du système scolaire et la disparition du « dualisme ». « Nous préférons le statu quo à une mauvaise solution », répètent les dirigeants du CNAL, qui ne semblent même pas s'émouvoir du fait que le programme électoral du Parti socialiste ne dise pas un seul mot de la question.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Le CNAL regroupe la FEN, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC), la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE), la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente et la Fédération nationale des délégués départementaux de l'éducation nationale.

MERcredi 16 MARS
DE 10 H A 13 H
Journée
PORTES OUVERTES
Avec ENTRETIEN INDIVIDUEL ORIENTATION
ESSEC
15, rue de la Courbe, 75014 Paris (Métro : Courbe)
21, rue de la Courbe, 75014 Paris (Métro : Courbe)

M.S.
GESTION MARKETING

• PROGRAMME INTENSIF de 13 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, de GRANDE ÉCOLE, de second cycle universitaire.
• SPÉCIALISATION PROFESSIONNELLE en Communication, Gestion de Produit, Vente et Distribution.

Informations : Claire DELORME - Tél. : (1) 30-38-38-00
M.S. GESTION MARKETING de l'ESSEC B.P. 105-95021 Cergy-Pontoise
ESSEC - Établissement d'Enseignement supérieur privé

Le Carnet du Monde

Décès

- Constance Talencas.

M^{me} Madeleine Bencharif, son épouse.
Le docteur et M^{me} Nadir Bencharif, Camille et Antoine, M^{me} et M. Hafiz-Khodja, Issam et Yasmine, M. Adnan Akkouch, ses enfants et petits-enfants.
Et sa très nombreuse famille d'Algérie et de France.
Parents, alliés et amis, ont le chagrin de faire part du décès du

docteur A.-E. BENCHARIF, neuropathologiste,

survenu le 24 février 1988, à son domicile, à l'âge de soixante-douze ans.

19, rue Boudelane, 13000 Constantine, 2, rue de la Lande, 35160 Talencas.

On nous prie d'annoncer à tous ceux qui ont eu la joie de le connaître, le décès de

Harry BRAUNER,

survenu le jeudi 10 mars 1988, à Béziers.

- Aix-en-Provence.

M^{me} Thérèse Chervel-Berdesaux, son épouse.
Ses enfants.
Ses petits-enfants.
Ses arrière-petits-enfants.
ont la tristesse de faire part de la mort de

M. Henri CHERVEL, professeur honoraire au lycée Mignet d'Aix-en-Provence,

survenu le 11 mars 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu au temple de l'Eglise réformée de France d'Aix-en-Provence.

« Aimez-vous les uns les autres comme vous aimez vous-même » (Jean, XIV-12).
5, cours des Alpes, 13100 Aix-en-Provence.

M. et M^{me} Gilbert Ecalé et leur fille.
M. et M^{me} André Grandjean et leurs enfants.
ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} Alice GRANDJEAN,

survenue à Tours, le 9 mars 1988.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 12 mars, en l'église Sainte-Thérèse à Tours (rue du Plat-d'Étain).

Cet avis tient lieu de faire-part.

52, rue de la Chaumette, 37300 Joué-les-Tours.
184, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Nanterre-sur-Seine.

- Saint-Julien-en-Genevois. Dublin. Lyon.

M^{me} Bernard Miguet, son épouse.
Joëlle, Roger O'Keefe-Miguet et leurs filles.
Pascale, Barry Gilbert-Miguet et leurs fils.
Christophe, Mercedes Mignet-Vais et leurs filles.
M^{me} Germaine Miguet, sa maman,
M^{me} veuve Jacques Miguet et ses enfants,
M. et M^{me} Tichon-Miguet et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Philippe Miguet et leurs enfants,
ses frères et sœurs,
Ses familles parentes et alliées,
Ses fidèles amis,
ont la grande douleur de faire part du décès du

docteur Bernard MIGUET,

survenu à Saint-Julien-en-Genevois, le 12 mars 1988, à l'âge de soixante-trois ans.

Ses obsèques auront lieu le mardi 15 mars, en l'église de Saint-Julien-en-Genevois, où l'on se réunira à 10 heures.

Selon la volonté du défunt, vos témoignages de sympathie pourront se concrétiser par des dons pour la recherche sur le cancer, CCF Lyon 5.400-46 E.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Bernard Miguet, 9, rue du Puy, 74160 Saint-Julien-en-Genevois.

M. et M^{me} Alain Salmon, M. et M^{me} Georges Koller, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et belle-mère,

M^{me} Suzanne SALMON, née Mayer,

survenue le 9 mars 1988, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu le 11 mars 1988, au cimetière du Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

M. et M^{me} Marc Schoeller, son fils et sa belle-fille,
M^{me} Jeanne Raccand, sa fille,
François et Frédéric Schoeller, ses petits-enfants,
M. André Schoeller, son frère,
Ses belles-sœurs,
Nouveaux et petits-neveux,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri SCHOELLER, professeur honoraire à l'université de Bordeaux-I,

survenu le 11 mars 1988, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 16 mars, à 14 h 30, au temple du Ha, rue du Ha, à Bordeaux (Gironde).

M. Michel Thieffry, son époux,
Florence, Olivier et Eric, ses enfants,
M. et M^{me} Charles Dubin, ses parents,
Le professeur et M^{me} Stéphane Thieffry, ses beaux-parents,
Les familles Droin, Dubin, Dubreuil, Hervé et Thieffry, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Michel THIEFFRY, née Bernadette Dubin,

survenue à Paris, le 11 mars 1988, dans sa quarante-neuvième année.

Ses obsèques auront lieu le mardi 15 mars, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, Paris-8, suivies de l'inhumation à Thonery (Seine-et-Marne).

1, rue Hippolyte-Lobas, 75009 Paris.
11, rue Rougemine, 75008 Paris.
21, rue Soufflot, 75005 Paris.

Remerciements

- Toute la famille de

M. Meyer (Miro) BERREBI,

très sensible aux très nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées, remercie sincèrement toutes celles et tous ceux qui se sont associés à son deuil.

Les prières du mois seront dites à Ashkelon, 303, Rahov Abanin, le jeudi 17 mars 1988.

- Montpellier.

Toute la famille de

professeur Max MOUSSERON,

membre correspondant de l'Académie des sciences,

profondément touché par les très nombreux témoignages d'affection qu'elle a reçus, remercie tout ceux qui se sont associés à sa peine.

Anniversaires

- Pour le dix-septième anniversaire du décès de

M^{me} Jean AURIBAUT,

née Henriette Nizon,

une pensée toute particulière est demandée à ceux et celles qui l'ont connue et aimée et en gardent le souvenir.

- Pour le premier anniversaire du décès de

Jean-Claude LANGEILLIER,

une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

- Il y a un an, le 15 mars 1987, disparaissait.

Yves LOYER.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent de lui.

JACQUES GAUTIER

Collier or et argent
Boucles d'oreilles 1.350 F
36, rue Jacob PARIS (6^e) - 42-50-84-83

Le 15 mars 1988, le poète

Claude SERNET

nous quittait.

Souvenirs.

- Le 15 mars 1981,

Maxime VIBERT-GUIGUE, épouse André Wahl,

quittait ses amis.

En ce septième anniversaire, nous souvenons lui reste fidèle.

Communications diverses

- Le jeudi 17 mars, à 20 heures, au centre Chailot-Gallien, 23, avenue George-V, 75008 Paris (métro : Alma-Marceau ou George-V), l'ARAJEJ organise une soirée-débat sur le thème : « L'abolitionnisme en matière de justice pénale ». Cette soirée sera animée par M. Louis Hulsmas, auteur du livre *Peines perdues*. M. François Colombari, magistrat, participera également au débat.

- Une conférence de l'Amitié judéo-chrétienne de France : « Charles Péguy et les juifs », tel est le thème d'une conférence-débat de l'Amitié judéo-chrétienne, animée par le pasteur Michel Lepay, de l'Eglise réformée, qui aura lieu, le mardi 15 mars, à 18 h 30, dans la salle de la paroisse Saint-Augustin, 46, boulevard Malesherbes, Paris-8.

Soutenances de thèses

- Université de Reims-Champagne-Ardenne à Reims : vendredi 18 mars, à 14 heures, M. André Georges : « Fœtisme et développement régional des montagnes septentrionales d'Aragon et de Navarre (Pyrénées et massifs catalans) ».

- Université Paris-IV : lundi 21 mars, à 14 heures, salle des actes, centre administratif, M^{me} Sylvie Mesure : « Dilthey et la fondation des sciences historiques ».

- Université Paris-I : lundi 21 mars, à 10 heures, salle Octave-Grand (centre Sorbonne), M^{me} Anne Penneau : « Règles de l'art et normes techniques ».

- Université Paris-VII : mercredi 23 mars, à 9 h 15, salle des thèses, tour 25, r.-de-ch., 2, place Jussieu, 75005 Paris, M^{me} Jacqueline Lanouzière épouse Perivier : « Le schisme psychanalytique, clinique et psychosomatique ».

- Université Paris-I : mercredi 23 mars, à 18 heures, salle des commissions (centre Panthéon), M. Roman Girre : « Le financement de la production cinématographique et audiovisuelle ».

- Université Paris-VII : vendredi 25 mars, à 13 heures, salle B 14, 10, rue Ch.-V., 75004 Paris, M. Seiji Masuda : « Antropologie juridique des Lawa : étude intensive et étude extensive ».

- Université Paris-IV : samedi 23 avril, à 14 heures, salle des actes, centre administratif, M. Jean Bouffartigue : « Culture et image de la culture dans l'œuvre de l'empereur Julien ».

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

s'ils nous parviennent avant 10 h

au siège du journal.

7, r. de la Harpe, 75007 Paris Cedex 05.

Tél. : 46-22-06-61.

Renseignements : Tél. 42-47-88-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 78 F

Abonnés (avec justificatif) 88 F

Communications diverses 82 F

Insertion minimum 10 lignes (dont

4 lignes de blanc). Les lignes en

capitales grasset sont facturées sur

la base de deux lignes.

BENNETON

FAIRE PART

DE MARIAGE

PAPIER À LETTRE

EN LIBRIS.

CHEVALIERS

GRAVURES

75 bd Malesherbes

Paris 8 - Tél. (1) 43-87-57-39

SOLDES

Lundi 14 mars.

Mardi 15 mars.

Mercredi 16 mars.

Jeudi 17 mars.

Vendredi 18 mars.

9 h à 12 h / 14 h à 18 h.

HERMÈS

PARIS

24, FAUBOURG ST-HONORÉ PARIS 8^e

PRÊT-À-PORTER MAROQUINERIE

CARRES, CRAVATES,

CHAUSSEURES, TISSUS, CANTIS.

CAMPUS



Oxford et le cerveau

L'UNIVERSITÉ d'Oxford a signé un contrat de 20 millions de livres avec la société pharmaceutique américaine Squibb. C'est l'un des contrats les plus importants jamais passés entre l'industrie et une institution universitaire. Le groupe pharmaceutique américain financera la construction de nouveaux laboratoires d'ici à 1991 et la recherche fondamentale dans la chimie du cerveau. Selon l'accord, d'une durée de sept ans, Squibb jouira de droits préférentiels exclusifs sur les résultats obtenus dans les programmes de recherches définies.

Squibb financera les recherches dans cinq domaines de la neurologie : démence sénile, épilepsie, psychose, contrôle de la tension artérielle par le système nerveux, système nerveux périphérique.

Les résultats des recherches qui intéresseront Squibb ne feront l'objet d'aucune publication, tant que la société n'aura pas déposé les demandes de brevets.

Le département de pharmacologie d'Oxford, qui compte cent soixante chercheurs, est à l'avant-garde dans le domaine de la recherche sur les composants chimiques qui commandent et modulent l'activité des cellules du cerveau.

J. J.

Arts de la table

ESSEC entreprendra internationalisation, du 28 mars au 10 avril, une mission d'étude dans les pays scandinaves à propos des arts de la table.

(Groupe ESSEC, BP 105, 98021 Cergy-Pontoise. Tél. : 30-73-16-46.)

Labos du CNRS

Le CNRS publie un répertoire de sept cents centres d'études et de recherches dans les domaines de l'écologie de la France et de l'archéologie, complété d'un index des périodiques et collections.

Des étudiants d'HEC organisent du 25 mars au 8 avril un raid en Islande.

(HEC, bâtiment K, avenue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas.)

(Centres de recherche en sciences sociales et humaines, administration, secteur privé (1987). CNRS, centre de documentation sciences humaines, 172 pages, 60 F.)

Faits divers

Un extraordinaire procès en Suède
Bébé accuse...

STOCKHOLM

de notre correspondante

De mémoire de juriste, on n'avait encore jamais vu ça en Suède : deux accusés, un médecin légiste et un généraliste, reconnus coupables de meurtre, sans preuves, et sur le seul récit d'une enfant de deux ans ; des jurés, encore sous serment, qui font part de leurs doutes à la presse à la sortie de la salle d'audience, alors que le jugement n'a pas encore été prononcé ; et, pour finir, la démission de la présidente du tribunal. La sinistre affaire qui depuis 1984 a déjà fait couler beaucoup d'encre est loin d'être classée, et la justice n'est pas au bout de ses peines.

Le cas à traiter, il est vrai, sort de l'ordinaire. Les quatre semaines du procès, qui s'est tenu jusqu'au 6 mars devant une salle comble, ont été épuisantes pour ceux qui devaient juger en leur âme et conscience. Les meins secoués par les longs débats, apparemment, ont été les accusés eux-mêmes, qui venaient pourtant de passer cinq mois isolés, chacun dans leur cellule, à la maison d'arrêt de Stockholm et qui n'ont jamais reconnu quoi que ce soit, jamais flanché.

Il y avait pourtant de quoi être remué : en juillet 1984, on découvrait, dans la banquette de Stockholm, plusieurs sacs de plastique contenant le corps savamment découpé d'une jeune prostituée toxicomane, Catrin Da Costa, identifiée par ses empreintes digitales, sa tête n'ayant jamais été retrouvée. Quelques mois plus tard, un

médecin légiste d'une « remarquable compétence », spécialiste des strangulations et pendaisons, est arrêté, soupçonné du meurtre de Catrin Da Costa, mais aussi de celui de sa propre femme, trois ans auparavant. Il était relâché quelques jours plus tard.

A la même époque, une petite fille âgée de deux ans, dont le père est généraliste, est examinée par des médecins qui soupçonnent un cas d'inceste. Le père nie mais le mère divorce et la petite commence alors à raconter d'étranges histoires de boucherie macabre et de dardes dans lesquelles ont fait des trous — pas papa, mais son copain dont elle donnera un jour le prénom (celui du médecin légiste) — de suite qu'on jette dans une corbeille, de photos qui sont prises par le copain, des choses qu'on lui fait, à elle, et autres détails insupportables. Et puis, un jour elle voit dans un journal une photo de la victime et dit : « Regarde, maman, Catrin ! ».

Après des mois d'analyse de ce diptyque pour la justice, le procureur acceptait la validité du témoignage de la petite fille qui n'avait cependant assisté qu'à l'autopsie et pas au meurtre en soi. Mais il reste encore l'examen psychiatrique (contesté par la défense) auquel doivent être soumis les deux hommes avant que le jugement définitif puisse être rendu. S'il est, par ailleurs, constaté que les jurés ont péché par excès de sincérité devant les micros de la presse, un nouveau procès pourrait être ordonné.

FRANÇOISE NIÉTO.

● SIDA : les Français opposés à l'exclusion sociale. — Selon un sondage IPSOS publié dans le Journal du dimanche du 13 mars, 88 % des Français affirment que « ils étaient employeurs, ils ne cherchaient pas à licencier un salarié atteint du SIDA (9 % pensent la

contraire). L'opinion des Français est plus nuancée à propos du respect du secret médical : si 54 % affirment qu'ils n'informeront pas les autres collaborateurs de l'entreprise du fait que l'un des leurs est atteint du SIDA, 39 % estiment au contraire qu'ils le feraient savoir.

LETTRE OUVERTE

DES INGENIEURS ET DE LA MAITRISE MERLIN GERIN AU PERSONNEL DE TELEMECANIQUE

L'ALLIANCE TELEMECANIQUE - MERLIN GERIN
NOUS APPARAÎT COMME UNE IMPERIEUSE NECESSITE

Nous sommes profondément convaincus que :

1. TELEMECANIQUE et MERLIN GERIN ont des complémentarités techniques et commerciales à exploiter.
2. La compétition internationale et la taille des grands concurrents nous contraindront l'UN et l'AUTRE à ne pas demeurer seuls.
3. Vous n'avez pas à redouter une mise en cause de votre personnalité et de votre culture d'entreprise car nous avons conservé les nôtres.

Alors, pourquoi ne pas constituer ensemble une force française qui pèserait de façon déterminante sur les marchés nationaux et internationaux.

Les Ingénieurs et la Maîtrise Merlin Gerin

مقتدا من الاميل

Le « Ring », mis en scène par Daniel Mesguich
Dieux avec valises



MERCREDI PROCHAIN
BIENVENUE AU PARADIS
MADE IN
HEAVEN
LE NOUVEAU FILM DE ALAN RUDOLPH
TIMOTHY HUTTON - KELLY MACILLUS

PRODUCE RECOMMENDÉ

RACINES LA HAINE

Crème d'entretien

PARADISO

L'OR

437-9018

PARAC

Culture

DANSE

Le Ballet national de Géorgie

La Géorgie est un pays de montagnes et de chevelus, virils, ardents à la danse et, dit-on, au plaisir. La Géorgienne a quatre nattes, le nez fin et la démarche glissante. Cinquante-cinq danseuses et vingt-cinq danseurs du Ballet national de Géorgie nous arrivent de Tbilissi la douce, capitale de la Géorgie, l'Union soviétique.

La troupe a été fondée en 1945 pour rassembler les danseuses et danseurs de toutes les régions du pays, riches de traditions depuis quinze siècles. Les danses masculines sont extrêmement virtuoses : il s'agit de montrer son adresse et sa force à la femme, trésor de beauté à conquérir, dont la danse plus lyrique met surtout l'accent sur les ondulations des bras et des mains.

C'est l'homme qui danse sur pointes (sans nul renfort au bout de ses bottes souples), parce que, de la tradition, les guerriers du Caucase sont trop effrétés pour y poser le pied entier. Une courtisane raffinée veut qu'il ne touche jamais la femme : s'il doit, dans certaines danses, la prendre par le bras ou par le bras, l'un et l'autre portent de longues manches dépassant largement la main, ainsi il n'y a ni contact d'épidermes.

Il y a des danses de séduction, les signes noirs tournent autour des blancs agneaux ; des danses guerrières avec grande claquante de sabres ; des danses de bergers fendant leurs poignards dans le sol ; de très belles danses de cour, majestueuses, héritées des princes de Géorgie. Et Lelo, d'après un jeu national situé entre le rugby et le football, qui oppose des équipes de villages différents : une sorte d'« intervalles » très drôle. Exceptionnellement, des enfants de l'école du ballet participent à la tournée parisienne.

S. de N.
★ Palais des congrès, de 16 à 18 h 30.

THÉÂTRE

« Anacaona », de Metellus à Chaillot

La réparation d'un Soulier

En contrepoint au Soulier de satin, un poète haïtien raconte l'histoire inconnue de son pays.

Dans son livre *La Tradition théâtrale*, Jean Vilar dit pourquoi il n'a pas joué Claudel, ni à Arles, ni à Chaillot : parce que « le seul poète dramatique français... est un poète catholique, enfermé dans un monde confessionnel contre lequel toutes les autres religions, philosophies et croyances des hommes s'insurgent ».

Après avoir monté *Le Soulier de satin*, Antoine Vitez a choisi de lui apporter un correctif (nous n'osons pas dire un contrepoint) en la personne de Jean Metellus, poète natif d'Haïti, qui rappelle que Christophe Colomb n'a pas fait que « réunir la Terre catholique » : « En 1492, l'île d'Haïti comportait environ un million d'habitants ; dix ans plus tard, il en restait quelques centaines », écrit Metellus.

Le premier poète de son temps

Colomb écrivait au roi d'Espagne : « Ils n'ont pas d'armes, sont tout nus, n'ont pas le moindre génie pour le combat et sont si peureux qu'à mille lieues n'attendraient pas trois des nôtres. Ils sont donc prêts à être commandés et à ce qu'on les fasse travailler, semer et mener tous autres travaux qui seraient nécessaires ».

Colomb s'avancait beaucoup. Lorsqu'il tint en Haïti, lors de son second voyage, il ne retrouva plus un seul des Espagnols qu'il avait laissés sur place. Les Indiens Arawaks les avaient tués, tous sans exception, dès qu'ils avaient vu que ces hôtes s'emparaient par la force, de leurs femmes et de leurs filles, après leur avoir arraché les petits fragments d'or qu'elles se mettaient à l'oreille.

La pièce de Jean Metellus, *Anacaona*, raconte la lutte et le meurtre de la reine Anacaona, qui était l'un des cinq souverains de l'île d'Haïti lorsque débarqua Colomb. Elle était aussi, là-bas, le premier poète de son temps. Et aussi, sans doute, un peu sculpteur ou ébéniste, car les témoignages ont ramassés sa collection de très beaux sièges en bois sculptés. Jannis Kokkos, à Chaillot, a d'ailleurs placé l'un de ces sièges au centre du décor.

Anacaona fut assassinée au cours d'un massacre collectif de chefs de l'île, que le successeur de Colomb, Ovando, et son lieutenant Diego Velasquez avaient attirés dans un piège. Dans sa pièce, qui suit de près les sources historiques, Metellus a d'ailleurs inséré le texte d'une lettre que Colomb écrivait au roi d'Espagne, où il donne le détail des subtilités par lesquelles il attirait un chef arawak dans un guet-apens.

Ce n'est pas être raciste, pensons-nous, que de le reconnaître : Jean Metellus ne partage pas le génie de poète dramatique de Paul Claudel. Mais il n'en partage pas non plus les partis pris. Sa pièce est belle, et nous apprend beaucoup de choses. Dans un grand décor de végétations tropicales de Kokkos, traité un peu comme une illustration de contes, Vitez donne une présentation sobre, style oratorio de concert. Laurence Roy (Anacaona), Grégoire Ingold (son époux), Pascaline Pointillart (sa confidente), Jean-Claude Durand, Frédéric Merlo, Pascal Tardieu (Indiens Arawaks), jouent les habitants d'Haïti avec art. Le fait qu'ils soient blancs ne contrarie pas l'écoute de la pièce. — Colomb avait d'ailleurs noté que les Arawaks de l'île avaient un teint clair, et même, parfois, aussi blanc qu'en Galicie. Il échota à Pierre Romans, Patrice Kerbrat, Murray Gröwall, de figurer, vigoureusement, les méchants espagnols.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre national de Chaillot, 20 h 30.

La XIII^e Nuit des césars du cinéma français

Le triomphe de Louis Malle et la surprise d'Anémone

Et de sept ! Louis Malle a rafé un tiers des césars décernés aux professionnels du grand écran par l'Académie des arts et techniques du cinéma, lors de la cérémonie rituelle qui s'est déroulée samedi soir au Palais des congrès, en direct devant les caméras d'Antenne 2. Au revoir les enfants a non seulement été sacré le meilleur film, réalisé par le meilleur metteur en scène, il a également été primé pour le scénario, la photo, le montage, le son et le décor.

Un triomphe qui n'était pas vraiment une surprise. Avec un Lion d'or à Venise, en attendant un oscar à Hollywood, le film de Malle avait eu neuf nominations, contre sept pour *Sous le soleil de Satou*, de Maurice Pialat (couronné par le Festival de Cannes, mais boudé par les césars) et six pour *Le Grand Chemin*, de Jean-Loup Hubert (dont les vedettes, Anémone et Richard Bohringer, ont été quand même reconnus comme meilleure actrice et meilleur acteur).

Sans surprise, pour ne pas être ennuyeux. Comme une distribution de prix en fin d'année, où l'élève modèle est récompensé pour sa sagesse et son sérieux, et où on regrette qu'il n'y ait pas de prix pour le cancre génial. À chaque discours de remerciement, Louis Malle avait une nouvelle leçon à donner : sur le racisme, l'intolérance et, enfin, un conseil aux cinéastes français de « cultiver leur différence et ne pas succomber à la tentation des coproductions internationales », ce qui sonnait étrangement dans la bouche de quelqu'un qui a travaillé depuis treize ans aux États-Unis.

La soirée des césars paraît d'ailleurs de plus en plus sous influence américaine. Non seulement la cérémonie est calquée exactement sur celle de Hollywood, mais la participation de stars venues d'outre-Atlantique était importante (Faye Dunaway, Candice Bergen, Cher, qui chanta sur scène) sans oublier l'hommage à Charlie Chaplin et la rétrospective des grands moments des césars.

Plus professionnelle que les années précédentes, cette grande messe d'autocongratulation, menée rondement par un Michel Drucker qui semblait s'impatience des digressions de Jane Birkin, manquait en moments de véritable émotion.

Heureusement, il y en a quelques notes d'humour, fournies notamment par un étonnant imitateur noir au nom improbable d'Eric Blanc, et même un grain de sable qui grippa cette machine trop bien huilée, en la personne d'Anémone. N'ayant jamais caché son mépris pour ce qu'elle appelle « le cirque des césars », la « meilleure actrice » a bondi sur scène habillée en soldat de la Révolution française — car, dit-elle, « les césars, c'est comme les aristos, il faudra leur couper la tête » — puis, après avoir fait de la pub pour sa maison de couture, elle a disparu, en oubliant d'emporter son trophée. Une surprise enfin !

ALAIN WOODROW.

Le palmarès

Meilleur film : *Au revoir les enfants*, de Louis Malle ; meilleur acteur : Richard Bohringer, dans *Le Grand Chemin* ; meilleure actrice : Anémone, dans *Le Grand Chemin* ; meilleur réalisateur : Louis Malle, pour *Au revoir les enfants* ; meilleur film étranger : *Le Dernier Empereur*, de Bernardo Bertolucci ; meilleur second rôle féminin : Dominique Lavanant dans *Agent trouble* ; meilleur second rôle masculin : Jean-Claude Brialy, dans *Les Innocents* ; meilleur jeune espoir masculin : Thierry Frémont, dans *Travailleur* ; meilleur jeune espoir féminin : Mathilde May, dans *Le Cri du hibou* ; meilleur premier œuvre : *L'Él au beau noir*, de Serge Meynard ; meilleur montage : Emmanuelle Castro, pour *Au revoir les enfants* ; meilleur son : Jean-

Claude Laureux, Bernard Leroux, Claude Villand, pour *Au revoir les enfants* ; meilleure photo : Renato Berta, pour *Au revoir les enfants* ; meilleure musique : Michel Portal, pour *Champ d'honneur* ; meilleurs costumes : Jacqueline Moreau, pour *La Passion Béatrice* ; meilleur décor : Willy Holt, pour *Au revoir les enfants* ; meilleur scénario original ou adaptation : Louis Malle, pour *Au revoir les enfants* ; meilleure affiche : Stéphane Biehlhoff et Sadi Nouri, pour *Tandem* ; meilleur court métrage d'animation : *Le Petit Cirque de toutes les couleurs*, de Jacques-Rémy Gierd ; meilleur court documentaire : *L'Est perdu*, de Dominique Théron ; meilleur court métrage de fiction : *Présence féminine*, d'Eric Rochant.

DERNIÈRES IRREVOCABLES
THÉÂTRE ARTISTIQUE ATHEVAINS
LES RACINES DE LA HAINE
ou l'enfance d'Hitler
de Niklas RÅDSTRÖM
Mise en scène :
Stephanie LOIK
Réservation, de 14h à 18h
48063602 • 43790618
Location : 3 FNAC


Centre dramatique de La Courbevoie
Grandes de Bourgogne
LE BOUC
de FASSBINDER
mise en scène de Jean-Marc
3 au 17 mars
Lun, jeu, ven 20 h 45 - dim 14 h 30
La Courbevoie Loc. 48.36.11.44 ou 3 FNAC
Centre culturel Jean-Houdry

PETIT MONTPARNAISE
FIORETTI
D'APRÈS LA VIE DE
ST FRANÇOIS D'ASSISE
par
SERGE MAGGIANI
OFFICIELLE COLLABORATION
DU THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

Sublime!

L'EXPRESS
PREMIERE
NEW YORK TIMES
NEW YORK MAGAZINE

Extraordinaire sens de la mise en scène.
Spielberg donne une telle splendeur visuelle à "Empire du Soleil" qu'il le rend inoubliable.
Une épopée extraordinaire. Un énorme film. Une histoire exceptionnelle. "Empire du Soleil" est l'œuvre la plus ambitieuse de Steven Spielberg.



Un Film de STEVEN SPIELBERG

EMPIRE DU SOLEIL

Pour survivre dans un monde en guerre, il lui faut une force supérieure à celle du feu qui l'entoure.

6 NOMINATIONS OSCARS 88

WARNER BROS. présente un film de STEVEN SPIELBERG "EMPIRE DU SOLEIL" (EMPIRE OF THE SUN)
JOHN MALKOVICH • MIRANDA RICHARDSON • NIGEL HAVERS et pour la première fois à l'écran CHRISTIAN BALE
Musique de JOHN WILLIAMS Directeur de la photographie ALLEN DAVIAU, A.S.C. Producteur Executive ROBERT SHAPIRO
Montage STEVEN SPIELBERG • KATHLEEN KENNEDY • FRANK MARSHALL Scénario de TOM STOPPARD
D'après le roman de J.G. BALLARD Réalisé par STEVEN SPIELBERG

LE 16 MARS

قرا من القرآن

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ
Comédie-Française (40-15-00-15).
Salle Richelieu, 20 h 30.

LA TRAVERSÉE DE L'EMPIRE
Théâtre national de la Colline (43-64-43-60). 20 h 30.

LE CROCODILE Théâtre de la Ville d'Alain (46-64-89-09). 21 h.

Les autres salles

ARCANE (43-98-19-70). Com. d'Elmer : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAIN (48-06-36-02). Les Racines de la haine l'enfance d'Hitler : 20 h 30.

ATLANTIDE (46-06-11-90). Le Hibou : 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). Match d'improvisation : 21 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-25-34). Op. l'opéra : 19 h 30.

COMÉDIE CAUDAMARTIN (47-42-43-61). Revue d'actualité : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Songe d'une nuit d'été : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE - AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). Op. La Vierge à la mode, le deuil : 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

EDGAR (43-98-19-70). Les Babas Cadres : 20 h 15. Nous on fait ça on vous dit de faire : 22 h.

HUCHETTE (43-26-36-99). La Camaraderie : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-15). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Veuve mariée cherche chère catholique : 20 h 15. La Rédemption : 21 h 30.

MAISON HEINRICH HEINE-FONDATION DE L'ALLEMAGNE (45-89-53-93). O. Kleist ou lettres après ma mort : 20 h 30.

MATHURINS (45-45-00-00). O. Rabelais, maître de Douce : 20 h 30.

OPERA - PALAIS GARNIER (43-57-71). O. Boris Godounov : 19 h 30.

OPERA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-56-06-11). O. De la maison des morts : 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeline Proust à Paris : 21 h. Petite salle. Show Chiclé : les blancs jouent et gagnent : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (43-97-59-81). O. Femmes, si je vous le disais (Rencontres du Palais royal) : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLA-ALBANA (46-64-89-09). O. Le Crocodile : 21 h.

THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES (47-20-36-37). Monty Python : 20 h 30.

THÉÂTRE DES CINQUANTE (43-55-33-99). Comment est le printemps : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-61-15). Grand Foyer. O. Giacomo Leopardi : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-64-43-60). Grande salle. O. La Traversée de l'Empire : 20 h 30. Petite salle. Une visite inopportune : 21 h.

TOURTOUR (48-67-82-48). O. Le Dé-tour : 21 h 30.

ZINGARO (CHATEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-39-28). Zingaro : 20 h 15.

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.). Saint-André-des-Arts 1, 43-26-48-18 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08.

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.). Lacaze, 45-44-57-34.

L'ARRETE DU DESIR (Sov., v.o.). Epée de Bois, 43-37-57-47.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Au Revoir les Enfants (Fr.-Al.). 14 Juillet Odéon, 43-25-59-83 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Le Galaxie, 13-45-80-18-03 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13-45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.). Utopia Champollion, 43-26-48-18.

L'AVENTURE INTERIEURE (A. v.o.). Le Galaxie, 13-45-80-18-03.

LES AVENTURES DE CHATRAIN (Jap., v.o.). Publicis Champs-Élysées, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BABY BOOM (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 14-40-26-12-12 ; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

BARLEY (A. v.o.). Cinépolis, 46-33-10-82.

BENJI LA MALICE (A. v.o.). Rex, 43-26-48-18 ; UGC Ermitage, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BERNARDETTE (Fr.). George V, 43-62-41-46 ; Saint-Lazare-Pasquier, 43-57-33-93 ; Sept Parassiens, 14-43-20-32-20 ; v.f. : Paramount Opéra, 43-47-42-56-31.

BRADDOCK (A. v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 14-40-26-12-12 ; George V, 43-62-41-46 ; v.f. : Rex, 43-26-48-18 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

EDGAR III (43-98-19-70). Le Cabaret des chausseurs en exil : 20 h 15. Le Chronomètre catastrophe : 21 h 30.

MON PETIT CAFE-THÉÂTRE (43-22-78-70). Quarante ans de show-biz : 21 h 30.

PETIT CASINO (43-78-67-03). Les Oies sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h 30.

POINT-VIRGULE (43-78-67-03). La Genèse de Poulton : 20 h. Nos déurs font décade : 21 h 30. Accusé d'obscénité : 22 h 45.

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.). Saint-André-des-Arts 1, 43-26-48-18 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08.

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.). Lacaze, 45-44-57-34.

L'ARRETE DU DESIR (Sov., v.o.). Epée de Bois, 43-37-57-47.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Au Revoir les Enfants (Fr.-Al.). 14 Juillet Odéon, 43-25-59-83 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Le Galaxie, 13-45-80-18-03 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13-45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.). Utopia Champollion, 43-26-48-18.

L'AVENTURE INTERIEURE (A. v.o.). Le Galaxie, 13-45-80-18-03.

LES AVENTURES DE CHATRAIN (Jap., v.o.). Publicis Champs-Élysées, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BABY BOOM (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 14-40-26-12-12 ; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

BARLEY (A. v.o.). Cinépolis, 46-33-10-82.

BENJI LA MALICE (A. v.o.). Rex, 43-26-48-18 ; UGC Ermitage, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BERNARDETTE (Fr.). George V, 43-62-41-46 ; Saint-Lazare-Pasquier, 43-57-33-93 ; Sept Parassiens, 14-43-20-32-20 ; v.f. : Paramount Opéra, 43-47-42-56-31.

BRADDOCK (A. v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 14-40-26-12-12 ; George V, 43-62-41-46 ; v.f. : Rex, 43-26-48-18 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

EDGAR III (43-98-19-70). Le Cabaret des chausseurs en exil : 20 h 15. Le Chronomètre catastrophe : 21 h 30.

MON PETIT CAFE-THÉÂTRE (43-22-78-70). Quarante ans de show-biz : 21 h 30.

PETIT CASINO (43-78-67-03). Les Oies sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h 30.

POINT-VIRGULE (43-78-67-03). La Genèse de Poulton : 20 h. Nos déurs font décade : 21 h 30. Accusé d'obscénité : 22 h 45.

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.). Saint-André-des-Arts 1, 43-26-48-18 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08.

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.). Lacaze, 45-44-57-34.

L'ARRETE DU DESIR (Sov., v.o.). Epée de Bois, 43-37-57-47.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Au Revoir les Enfants (Fr.-Al.). 14 Juillet Odéon, 43-25-59-83 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Le Galaxie, 13-45-80-18-03 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13-45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.). Utopia Champollion, 43-26-48-18.

L'AVENTURE INTERIEURE (A. v.o.). Le Galaxie, 13-45-80-18-03.

LES AVENTURES DE CHATRAIN (Jap., v.o.). Publicis Champs-Élysées, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BABY BOOM (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 14-40-26-12-12 ; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

BARLEY (A. v.o.). Cinépolis, 46-33-10-82.

BENJI LA MALICE (A. v.o.). Rex, 43-26-48-18 ; UGC Ermitage, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BERNARDETTE (Fr.). George V, 43-62-41-46 ; Saint-Lazare-Pasquier, 43-57-33-93 ; Sept Parassiens, 14-43-20-32-20 ; v.f. : Paramount Opéra, 43-47-42-56-31.

BRADDOCK (A. v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 14-40-26-12-12 ; George V, 43-62-41-46 ; v.f. : Rex, 43-26-48-18 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

EDGAR III (43-98-19-70). Le Cabaret des chausseurs en exil : 20 h 15. Le Chronomètre catastrophe : 21 h 30.

MON PETIT CAFE-THÉÂTRE (43-22-78-70). Quarante ans de show-biz : 21 h 30.

PETIT CASINO (43-78-67-03). Les Oies sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h 30.

POINT-VIRGULE (43-78-67-03). La Genèse de Poulton : 20 h. Nos déurs font décade : 21 h 30. Accusé d'obscénité : 22 h 45.

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.). Saint-André-des-Arts 1, 43-26-48-18 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08.

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.). Lacaze, 45-44-57-34.

L'ARRETE DU DESIR (Sov., v.o.). Epée de Bois, 43-37-57-47.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Au Revoir les Enfants (Fr.-Al.). 14 Juillet Odéon, 43-25-59-83 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Le Galaxie, 13-45-80-18-03 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13-45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.). Utopia Champollion, 43-26-48-18.

L'AVENTURE INTERIEURE (A. v.o.). Le Galaxie, 13-45-80-18-03.

LES AVENTURES DE CHATRAIN (Jap., v.o.). Publicis Champs-Élysées, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BABY BOOM (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 14-40-26-12-12 ; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

BARLEY (A. v.o.). Cinépolis, 46-33-10-82.

BENJI LA MALICE (A. v.o.). Rex, 43-26-48-18 ; UGC Ermitage, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BERNARDETTE (Fr.). George V, 43-62-41-46 ; Saint-Lazare-Pasquier, 43-57-33-93 ; Sept Parassiens, 14-43-20-32-20 ; v.f. : Paramount Opéra, 43-47-42-56-31.

BRADDOCK (A. v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 14-40-26-12-12 ; George V, 43-62-41-46 ; v.f. : Rex, 43-26-48-18 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

EDGAR III (43-98-19-70). Le Cabaret des chausseurs en exil : 20 h 15. Le Chronomètre catastrophe : 21 h 30.

MON PETIT CAFE-THÉÂTRE (43-22-78-70). Quarante ans de show-biz : 21 h 30.

PETIT CASINO (43-78-67-03). Les Oies sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h 30.

POINT-VIRGULE (43-78-67-03). La Genèse de Poulton : 20 h. Nos déurs font décade : 21 h 30. Accusé d'obscénité : 22 h 45.

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.). Saint-André-des-Arts 1, 43-26-48-18 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08.

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.). Lacaze, 45-44-57-34.

L'ARRETE DU DESIR (Sov., v.o.). Epée de Bois, 43-37-57-47.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Au Revoir les Enfants (Fr.-Al.). 14 Juillet Odéon, 43-25-59-83 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Le Galaxie, 13-45-80-18-03 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13-45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.). Utopia Champollion, 43-26-48-18.

L'AVENTURE INTERIEURE (A. v.o.). Le Galaxie, 13-45-80-18-03.

LES AVENTURES DE CHATRAIN (Jap., v.o.). Publicis Champs-Élysées, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BABY BOOM (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 14-40-26-12-12 ; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

BARLEY (A. v.o.). Cinépolis, 46-33-10-82.

BENJI LA MALICE (A. v.o.). Rex, 43-26-48-18 ; UGC Ermitage, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BERNARDETTE (Fr.). George V, 43-62-41-46 ; Saint-Lazare-Pasquier, 43-57-33-93 ; Sept Parassiens, 14-43-20-32-20 ; v.f. : Paramount Opéra, 43-47-42-56-31.

BRADDOCK (A. v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 14-40-26-12-12 ; George V, 43-62-41-46 ; v.f. : Rex, 43-26-48-18 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

EDGAR III (43-98-19-70). Le Cabaret des chausseurs en exil : 20 h 15. Le Chronomètre catastrophe : 21 h 30.

MON PETIT CAFE-THÉÂTRE (43-22-78-70). Quarante ans de show-biz : 21 h 30.

PETIT CASINO (43-78-67-03). Les Oies sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h 30.

POINT-VIRGULE (43-78-67-03). La Genèse de Poulton : 20 h. Nos déurs font décade : 21 h 30. Accusé d'obscénité : 22 h 45.

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.). Saint-André-des-Arts 1, 43-26-48-18 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08.

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.). Lacaze, 45-44-57-34.

L'ARRETE DU DESIR (Sov., v.o.). Epée de Bois, 43-37-57-47.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Au Revoir les Enfants (Fr.-Al.). 14 Juillet Odéon, 43-25-59-83 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Le Galaxie, 13-45-80-18-03 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13-45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.). Utopia Champollion, 43-26-48-18.

L'AVENTURE INTERIEURE (A. v.o.). Le Galaxie, 13-45-80-18-03.

LES AVENTURES DE CHATRAIN (Jap., v.o.). Publicis Champs-Élysées, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BABY BOOM (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 14-40-26-12-12 ; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

BARLEY (A. v.o.). Cinépolis, 46-33-10-82.

BENJI LA MALICE (A. v.o.). Rex, 43-26-48-18 ; UGC Ermitage, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BERNARDETTE (Fr.). George V, 43-62-41-46 ; Saint-Lazare-Pasquier, 43-57-33-93 ; Sept Parassiens, 14-43-20-32-20 ; v.f. : Paramount Opéra, 43-47-42-56-31.

BRADDOCK (A. v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 14-40-26-12-12 ; George V, 43-62-41-46 ; v.f. : Rex, 43-26-48-18 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

EDGAR III (43-98-19-70). Le Cabaret des chausseurs en exil : 20 h 15. Le Chronomètre catastrophe : 21 h 30.

MON PETIT CAFE-THÉÂTRE (43-22-78-70). Quarante ans de show-biz : 21 h 30.

PETIT CASINO (43-78-67-03). Les Oies sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h 30.

POINT-VIRGULE (43-78-67-03). La Genèse de Poulton : 20 h. Nos déurs font décade : 21 h 30. Accusé d'obscénité : 22 h 45.

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.). Saint-André-des-Arts 1, 43-26-48-18 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08.

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.). Lacaze, 45-44-57-34.

L'ARRETE DU DESIR (Sov., v.o.). Epée de Bois, 43-37-57-47.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Au Revoir les Enfants (Fr.-Al.). 14 Juillet Odéon, 43-25-59-83 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Le Galaxie, 13-45-80-18-03 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13-45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.). Utopia Champollion, 43-26-48-18.

L'AVENTURE INTERIEURE (A. v.o.). Le Galaxie, 13-45-80-18-03.

LES AVENTURES DE CHATRAIN (Jap., v.o.). Publicis Champs-Élysées, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BABY BOOM (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 14-40-26-12-12 ; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

BARLEY (A. v.o.). Cinépolis, 46-33-10-82.

BENJI LA MALICE (A. v.o.). Rex, 43-26-48-18 ; UGC Ermitage, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BERNARDETTE (Fr.). George V, 43-62-41-46 ; Saint-Lazare-Pasquier, 43-57-33-93 ; Sept Parassiens, 14-43-20-32-20 ; v.f. : Paramount Opéra, 43-47-42-56-31.

BRADDOCK (A. v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 14-40-26-12-12 ; George V, 43-62-41-46 ; v.f. : Rex, 43-26-48-18 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

EDGAR III (43-98-19-70). Le Cabaret des chausseurs en exil : 20 h 15. Le Chronomètre catastrophe : 21 h 30.

MON PETIT CAFE-THÉÂTRE (43-22-78-70). Quarante ans de show-biz : 21 h 30.

PETIT CASINO (43-78-67-03). Les Oies sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h 30.

POINT-VIRGULE (43-78-67-03). La Genèse de Poulton : 20 h. Nos déurs font décade : 21 h 30. Accusé d'obscénité : 22 h 45.

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.). Saint-André-des-Arts 1, 43-26-48-18 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08.

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.). Lacaze, 45-44-57-34.

L'ARRETE DU DESIR (Sov., v.o.). Epée de Bois, 43-37-57-47.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Au Revoir les Enfants (Fr.-Al.). 14 Juillet Odéon, 43-25-59-83 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Le Galaxie, 13-45-80-18-03 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13-45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.). Utopia Champollion, 43-26-48-18.

L'AVENTURE INTERIEURE (A. v.o.). Le Galaxie, 13-45-80-18-03.

LES AVENTURES DE CHATRAIN (Jap., v.o.). Publicis Champs-Élysées, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BABY BOOM (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 14-40-26-12-12 ; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

BARLEY (A. v.o.). Cinépolis, 46-33-10-82.

BENJI LA MALICE (A. v.o.). Rex, 43-26-48-18 ; UGC Ermitage, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BERNARDETTE (Fr.). George V, 43-62-41-46 ; Saint-Lazare-Pasquier, 43-57-33-93 ; Sept Parassiens, 14-43-20-32-20 ; v.f. : Paramount Opéra, 43-47-42-56-31.

BRADDOCK (A. v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 14-40-26-12-12 ; George V, 43-62-41-46 ; v.f. : Rex, 43-26-48-18 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

EDGAR III (43-98-19-70). Le Cabaret des chausseurs en exil : 20 h 15. Le Chronomètre catastrophe : 21 h 30.

MON PETIT CAFE-THÉÂTRE (43-22-78-70). Quarante ans de show-biz : 21 h 30.

PETIT CASINO (43-78-67-03). Les Oies sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h 30.

POINT-VIRGULE (43-78-67-03). La Genèse de Poulton : 20 h. Nos déurs font décade : 21 h 30. Accusé d'obscénité : 22 h 45.

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.). Saint-André-des-Arts 1, 43-26-48-18 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08.

L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.). Lacaze, 45-44-57-34.

L'ARRETE DU DESIR (Sov., v.o.). Epée de Bois, 43-37-57-47.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Au Revoir les Enfants (Fr.-Al.). 14 Juillet Odéon, 43-25-59-83 : Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Le Galaxie, 13-45-80-18-03 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13-45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27.

AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.). Utopia Champollion, 43-26-48-18.

L'AVENTURE INTERIEURE (A. v.o.). Le Galaxie, 13-45-80-18-03.

LES AVENTURES DE CHATRAIN (Jap., v.o.). Publicis Champs-Élysées, 43-59-19-08 ; UGC Lyon Bastille, 13-43-26-48-18 ; UGC Gobelin, 13-43-76-23-44 ; Images, 13-45-22-47-94.

BABY BOOM (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 14-40-26-12-12 ; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08 ; Les Montparnasse, 14-43-27-52-37 ; Gaumont Convention

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-jour. Signification des symboles : * Signifié dans le Magazine radio-télévision • Film à éviter • On peut voir • Ne pas manquer • a a Chef d'œuvre ou classique.

Lundi 14 mars

TF 1

20.40 Châtaigniers : La situation est grave... mais pas désespérée. 19.00 Les Français de Jacques Bonnard (1975). Avec Michel Serrault, Jean Laffont, Maria Padellaro, Daniel Prévost. Dans le château d'une comtesse, un groupe de personnes aux intérêts très différents se trouvent réunies : mariages et querelles à gogo. C'était l'époque où les comédiens de la France 1 affaiblissaient de titres longs : *Audrey avait lancé le mouvement. Mais la situation, en fait, est désespérée*. On est bien au degré zéro de la ripaille française. *Nul et bête*. 22.25 Magazine : L'enjeu. De François de Charette, Emmanuel de La Taille et Alain Weller. Thème : « Ces entreprises qui se détruisent ». 23.50 Journal de Bourne. 0.00 Lignes en tête. Présentation par Joseph Poir et Jacques Daquin. 0.15 Magazine : Météo après.

A 2

20.30 Série : *Sentiments*. Peut-être l'amour, de Lax Marinos. Avec Anne Grig, Francis Duway, John Sherrin. *Vingt ans après*, un homme et une femme qui se sont aimés se retrouvent. 21.55 Documentaire : *Mind* ou le monde de l'esprit. Deux comédiens pour un personnage. Sean Connery et Roger Moore. 22.45 Documentaire : *Qui a peur de la génétique ?* Avec Jean-Claude Cherman, qui a isolé le premier gène du SIDA en 1983, Dominique Stehelin, qui a découvert les gènes responsables du cancer, Charles Babinet, spécialiste des greffes génétiques, François Rongier, président de la commission autorisant les expériences génétiques, Agnès Ullman, Jean-Louis Guenet, Pierre Tiliat, David Pons, Philippe Kowalski, Chantal Crenni, chercheurs de l'Institut Pasteur. François Jacob, prix Nobel de biologie. 23.35 Magazine : *Strophes*. 23.50 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

20.30 Châtaigniers : La route est sale. Film français de Gilles Grangier (1957). Avec Jean Gabin, Annie Girardot, Paul Frankeur, Lino Ventura, Marcel Bozzuffi. *Double jeu* et *raison* chez des gangsters qui viennent de réaliser plusieurs meurtres. Le rouge est mis sur le type de la série noire à la française (ici adapté d'Auguste Le Breton). Le genre a ses lois, mots d'auteur et morale d'homme, et la chance d'être servi par d'excellentes interprètes : Gabin, Ventura et Bozzuffi, auquel on rendra un dernier hommage. *Gangster* est un bon acteur, mais il a été évincé de la série noire à la française. 22.00 Journal. 22.20 Magazine : *Châtaigniers*. Lire Proust, de Pierre-André Boutang. Cette émission était initialement prévue pour le 9 mars. 23.15 Musique : *musiques*. Officiers de la messe des paroisses, de Couperin, par François Hubard, orgue.

CANAL PLUS

20.30 Châtaigniers : *L'homme sans frontière*. Film américain de Peter Fonda (1971). Avec Peter Fonda, Warren Oates, Vera

Bloom, Megan Denver. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Canal Foot. 22.50 Les 80 de Canal Plus. 23.30 *Les professionnels américains*. 0.35 Châtaigniers : *Les pas*. 100 balles ? Film de montage anglais de Philippe Mora (1974). Avec James Cagney, Loretta Young, Ginger Rogers (v.a.). 2.30 Série : *Flic à tout faire*.

LA 5

20.35 Les accords du diable : *The thing*. Film américain de John Carpenter (1982). Avec Kurt Russell, A. Wilford Brimley, T.K. Carter. 22.35 Les accords du diable (suite). 22.50 Série : *Arbuste*. 23.40 *Mission impossible* (rediff.). 0.30 Série : *Kojak* (rediff.). 1.40 La grande valise (rediff.). 2.50 Arta de rêve.

M 6

20.30 Châtaigniers : *Le Vampyre de ces dames*. Film américain de Stan Dragoti (1979). Avec George Hamilton, Susan Saint-James, Richard Benjamin, Dick Shawn. *Châtaigniers* par les communistes, le conte *Dracula* vient à l'appel (et répète le vampire) à New-York. Il est très difficile de moderniser et de parodier le mythe vampirique : cette pesante comédie en donne une nouvelle preuve. Malgré quelques bonnes idées - dont le prologue - le film s'enlise dans du comique de café-théâtre, lourd et maladroite. On préfère les vrais films de vampires. 22.30 Série : *Hawaii* (v.a.). 23.50 Six minutes d'informations. 23.30 Magazine : *Club 6*. De Pierre Bouteiller. 0.15 Magazine : *Châtaigniers* (rediff.). 0.45 Musique : *Boulevard des clips*.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. 13 février 1960 : la première bombe atomique française. 21.30 *Deuxième*. Le conte d'Alfred, de Shakespeare, au Théâtre des Amateurs de Nanterre. 0.05 Du jour au lendemain. Cinéma, avec Michel Bouquet et Laure Adler. 0.50 Musique : *Code*. Rock à l'ail.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Remue-ménages sur Apollon. Concert (en direct du Grand Muséum de la Ville de Paris). Les sept dernières paroles de Christ en croix (version oratorio), de Haydn ; Concerto pour violon et orchestre - A la mémoire d'un ange - de Berg ; Capriccio, op. 2, d'Eisenstein, par le Chœur et l'Orchestre symphoniques de la Radio autrichienne, dir. Milan Kramar ; sol : Maria Venuti, soprano, Margherita Hiltner, mezzo-soprano, Petros Evangelides, ténor, Peter Winberger, basse, Thomas Christian, violon ; à 22.30, feuilleton : *De l'opéra à l'opéra* (v.a.). 23.15 *Châtaigniers* : *La loi et de la belle* (rediff.). à 23.07, *Psyché*, de Franck ; La messe approchée (acte III), de Gœtz. 0.00 Musique de chambre.

Mardi 15 mars

TF 1

18.45 Série : *Agence tous risques*. Promenade dans les bois. 18.55 *Châtaigniers* : *Santa Barbara*. 19.30 *Les 80 de Canal Plus*. 19.50 *Bébés* show. 20.00 Journal et météo. 20.35 *Tapie* voit. 20.40 Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. Match retour à Marseille : Marseille-Roumânien. 22.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 22.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 23.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 23.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 23.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 23.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 17.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 17.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 17.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 17.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 17.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 18.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 18.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 18.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 18.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 18.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 19.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 19.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 19.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 19.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 19.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 20.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 20.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 20.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 20.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 20.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 21.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 21.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 21.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 21.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 21.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 22.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 22.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 22.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 22.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 22.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 23.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 23.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 23.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 23.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 23.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 0.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 1.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 2.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 3.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 4.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 5.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 6.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 7.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 8.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 9.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 10.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 11.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 12.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 13.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 14.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 15.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.20 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.25 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.30 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.35 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.40 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.45 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.50 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 16.55 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 17.00 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 17.05 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 17.10 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 17.15 *Châtaigniers* : *Châtaigniers*. 17.20 *Ch*

Publication faite au nom de l'ensemble des laboratoires,

Arrêt de la cour d'appel de Paris (1^{re} chambre, section A) en date du 28 janvier 1988 relatif au recours formé par le conseil de l'ordre des pharmaciens, les sociétés Lachartre, Pierre Fabre Cosmétiques, Ducray, Expanscience, Goupil, Ruby d'Anglais, Vichy, Pharmygiene, Lutsia, « O.C.P. » Réparation, Monot, Biopha, Roc et le Groupement de répartition pharmaceutique (G.R.P.), contre une décision du Conseil de la concurrence (1).

Entre :

1^{re} Le Conseil de l'ordre des pharmaciens, 4, avenue Ruysdahl, 75008 Paris, ayant M^e Menard pour avocat et M^e Vattier pour avocat, demandeur au recours ;

2^{re} La société des laboratoires Lachartre, 3, rue Kieffer, 75116 Paris, ayant pour avocat M^e S.C.P. Trolly Jobin et pour avocat M^e Lucas de Laysac, demanderesse au recours ;

3^{re} La société anonyme Pierre Fabre Cosmétiques dont le siège social est 125, rue de la Faisanderie, Paris (16^e), ayant pour avocat M^e Kieffer Joly et pour avocat M^e Collin, demanderesse au recours ;

4^{re} La société anonyme Ducray dont le siège social est à Castres (81100), avenue de Sidiou, agissant pour et par ses soins et par l'intermédiaire de ses représentants légaux, domiciliés de droit audit siège, ayant pour avocat M^e Kieffer-Joly et pour avocat M^e Collin, demanderesse au recours ;

5^{re} La société Expanscience, 73, boulevard de la Mission-Marchand, 93402 Courbevoie, ayant pour avocat M^e Valdelvire et pour avocat M^e Voillemont, demanderesse au recours ;

6^{re} La société Goupil, 30, avenue du Président-Wilson, 94250 Cachan, ayant pour avocat la S.C.P. Paul Boncompagni-Faure et pour avocat M^e Hermant, demanderesse au recours ;

7^{re} La société Ruby d'Anglais, 168, rue de Gravelle, 75007 Paris, ayant pour avocat M^e Bolling et pour avocat M^e Henriot, demanderesse au recours ;

8^{re} La société Laboratoires d'Applications dermatologiques Vichy, 28, rue du Président-Wilson, 03200 Vichy, ayant pour avocat M^e Bolling et pour avocat M^e Henriot, demanderesse au recours ;

9^{re} La société Pharmygiene, zone industrielle, rue André-Durocheux, 80003 AMIENS CEDEX, ayant pour avocat M^e Kieffer-Joly et pour avocat M^e Collin, demanderesse au recours ;

10^{re} Le Groupement de répartition pharmaceutique (G.R.P.), 111, rue Mollière, 94200 Ivry-sur-Seine, ayant pour avocat la S.C.P. Gauthier Laguerre et pour avocat M^e Meffre, demanderesse au recours ;

11^{re} La société Lutsia CD, 205, rue de Chacé, 49400 Saumur, ayant pour avocat M^e Blin et pour avocat M^e Epstein, demanderesse au recours ;

12^{re} La société « O.C.P. » Réparation, 24, rue des Ardennes, 75940 Paris, ayant pour avocat la S.C.P. Gauthier Kistner et pour avocat M^e Fourgoux, demanderesse au recours ;

13^{re} La société Laboratoires Monot, zone industrielle, 21001 QUETIN CEDEX, ayant pour avocat la S.C.P. Teytaud et pour avocat M^e Berthod (Dijon), demanderesse au recours ;

14^{re} La société Biopha, 46, chemin du Vieux-Moulin, 69160 Tassin-la-Demi-Lune, ayant pour avocat la S.C.P. Teytaud et pour avocat M^e Fourgoux, demanderesse au recours ;

15^{re} La société Roc, 48-50, rue de Seine, 92704 Colombes, ayant pour avocat M^e Valdelvire et pour avocat M^e Voillemont, demanderesse au recours ;

Et :

16^{re} Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, représenté aux débats par M. de La Laurencie, chef de service à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, ainsi d'un mandat régulier, défendeur au recours.

Composition de la cour :

M. Drai, premier président ;

M. Aveneg, président de chambre ;

M. Edin, président de chambre ;

M. Barra, conseiller ;

M. Canivet, conseiller ;

Greffier : M^e Renouf ;

Ministre public représenté par M. Jobard, substitut général.

Après avoir, à l'audience publique du 26 novembre 1987, entendu les conseils des demandeurs au recours et reçu les observations des représentants du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et du ministre public, et encore après avoir pris connaissance des observations écrites du Conseil de la concurrence :

Vo les motifs, pièces et documents au greffe à l'appui des recours ;

Les sociétés Biopha, Expanscience, Goupil, Pierre Fabre Cosmétiques, Lachartre, Lutsia, Monot, Pharmygiene, Ruby d'Anglais et Vichy ont formé des recours contre la décision rendue le 9 juin 1987 par le Conseil de la concurrence en ce qu'elle leur a enjoint de cesser de subordonner l'agrément de leurs distributeurs à la qualité de pharmaciens d'officine.

La société Vichy critique, en outre, la décision en ce qu'elle lui a donné injonction de modifier ses contrats de distribution en supprimant la clause qui interdit aux revendeurs de rétrocéder des produits à un autre revendeur agréé.

Les sociétés Expanscience, Lachartre, Monot, Roc, « O.C.P. » Réparation et G.R.P. visent également en leur recours la disposition leur enjoignant de cesser de diffuser auprès des pharmaciens des indications directes ou indirectes de prix conseillés.

L'ordre national des pharmaciens a formé un recours contre les chefs de la décision, d'une part, lui donnant injonction, dans l'exercice de ses compétences autres que juridictionnelles, de s'abstenir à l'avenir de toute ingérence dans le comportement des fabricants et des pharmaciens en matière de prix et d'agrément des distributeurs, d'autre part, lui enjoignant une sanction pécuniaire de 100 000 F.

La société Roc a déclaré « intervenir volontairement » à l'instance pour demander la réformation de la décision du Conseil de la concurrence, celle à rendre par la cour devant avoir une influence déterminante sur ses structures de distribution. Cette société, partie devant le Conseil, se joint ainsi à l'instance conformément aux dispositions de l'article 7 du décret n° 87-849 du 19 octobre 1987.

La société Ducray a, en même temps que sa société mère, la société Pierre Fabre Cosmétiques, formé contre la décision du Conseil de la concurrence un recours tendant à la réformation de celle-ci en son article 1^{er}, et subsidiairement à l'octroi d'un délai pour lui permettre la mise en conformité de son système de distribution sélective. Cette société, non visée par la décision entreprise, et non partie devant le Conseil de la concurrence, doit être regardée comme formant une intervention volontaire principale, recevable au vu des articles 325 et 329 du nouveau code de procédure civile.

La société Guigoz, la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, le syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne, le syndicat national de la dermatologie et la société C.E.R.P. Roan visés par la décision entreprise n'ont pas formé de recours.

Sur quoi la cour,

Considérant qu'il est de l'intérêt d'une bonne administration de la justice de joindre les recours, dirigés contre une même décision ;

En la forme :

Considérant que, pour solliciter l'annulation de la décision attaquée, la société Biopha, dans ses dernières conclusions, soulevait trois moyens différents :

Considérant, sur le premier moyen, que la société invoque une violation des droits de la défense, en ce qu'elle n'a pas obtenu un délai de deux mois pour répondre aux conclusions écrites du commissaire du Gouvernement, lesquelles « après une véritable énumération de griefs » relevaient (pages 40 et 41) la nécessité d'adresser aux fabricants des injonctions relatives à une modification des contrats de distribution sélective et à une suspension de la pratique des prix conseillés de vente, alors que, selon Biopha, le rapport ne formulait pas de reproches précis la concernant, de sorte qu'elle n'avait pas jusqu'à présent estimé nécessaire de produire un mémoire ;

Mais considérant qu'il résulte de l'article 21, alinéa 2, de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986, que le commissaire du gouvernement n'a pas la qualité de partie ; que s'il peut, comme elle, présenter des observations après la notification du rapport, selon le même texte, et lors des séances du Conseil, selon l'article 25, il n'a pas pour autant le pouvoir d'entreprendre des griefs ; que, dans le cas présent, ceux-ci, en vertu de l'article 59, alinéa 2, de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986, ne trouvent limite au rapport qui a été effectivement notifié aux parties intéressées avant l'entrée en vigueur de ce texte ;

Considérant que, contrairement à l'affirmation de Biopha, le rapport reproche expressément à celle-ci, sur la base de l'article 50 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, d'avoir participé, d'une part, à la concertation entre certains fabricants pour refuser la vente de leurs produits aux centres Leclerc (p. 65) ; et, d'autre part, à la concertation entre les fabricants au sein du Syndicat national de la dermatologie sur les prix conseillés (p. 66) ; qu'il nomme enfin Biopha parmi les sociétés à l'égard desquelles la preuve des contrats de distribution a pu être apportée par l'instruction (p. 75) ;

Considérant qu'au demeurant il était loisible au conseil de Biopha, entendu par le Conseil de la concurrence en formation plénière, le 9 juin 1987, de répondre alors aux observations du commissaire du gouvernement, déposées le 25 mai précédent ;

Considérant, sur le deuxième moyen, que Biopha reproche au rapport et à la décision attaquée d'avoir restreint l'autonomie relative au « problème de

la distribution exclusive - en pharmacie de produits ne relevant pas du monopole légal des officines - en limitant leurs recherches aux seuls produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, à l'exclusion des autres marchandises qui, sans entrer dans le monopole pharmaceutique, figurent sur la liste, portée à l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 décembre 1943, de celles dont les pharmaciens peuvent faire le commerce ; que Biopha se prévaut, à ce même égard, des observations du Conseil de la concurrence suivant lesquelles « la notion de marché et de substitution est, dans la pratique, nécessairement relative », et, « les produits distribués exclusivement en pharmacie définissent des contours d'un marché distinct des autres marchés ».

Mais, considérant qu'ainsi le moyen, contestant en définitive la pertinence du marché de référence, concerne le fond du litige et ne peut donc aboutir à l'annulation de la décision ;

Considérant, sur le troisième moyen, que le procès-verbal de la séance du Conseil de la concurrence du 9 juin 1987 fait ressortir que deux membres, MM. Bon et Fries, n'ont pas participé au délibéré ; que, pour s'attacher à cette circonstance, Biopha se fonde sur les dispositions de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, d'après lesquelles « toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement (...) par un tribunal indépendant et impartial (...) » ; Le jugement doit être rendu publiquement (...) ; qu'elle soutient qu'en procédure civile, la composition de la juridiction doit rester identique lors des débats et du délibéré ;

Mais considérant que le procès-verbal précité, signé du secrétaire et du président, établit, de même que les mentions de la décision, que onze membres ont siégé et participé au délibéré ; qu'ainsi le quorum de huit membres requis, pour la formation plénière, par l'article 6 du décret du 29 décembre 1986 était atteint ; qu'en l'absence de toute fraude, dans la composition définitive de la formation, démontrée ou seulement invoquée, la circonstance mise en avant par Biopha n'a pas constitué une atteinte aux droits de la défense et au déroulement régulier de la procédure ;

Considérant enfin que le Conseil de la concurrence a tenu les débats en présence des parties ou elles dûment représentées (art. 18 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986) et prononcé ses décisions en présence de ces mêmes parties ; que ces décisions sont publiées au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; qu'il s'ensuit que les prescriptions impératives de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ont été normalement respectées ;

Considérant qu'il n'y a lieu, sur aucun des trois moyens, d'annuler la décision attaquée ;

An fond :

Considérant qu'il appartient à la cour d'abord de délimiter le marché en cause, puis d'examiner celui-ci au regard des textes régissant les ententes et actions concertées, d'apprécier les comportements des diverses parties en cause, enfin de décider des mesures que commandent les constatations et qualifications retenues ;

I - DÉFINITION DU MARCHÉ

Considérant que les produits cosmétiques et d'hygiène corporelle sont définis par l'article L. 658-1 du code de la santé publique comme étant les substances ou préparations, autres que les médicaments, destinées à être mises en contact avec les diverses parties superficielles du corps humain ou avec les dents et les muqueuses, en vue de les nettoyer, de les protéger, de les maintenir en bon état, d'en modifier l'apparence ou le parfum ou d'en corriger l'odeur ;

Considérant que la liste indicative des catégories de produits cosmétiques et d'hygiène corporelle dont, en vertu des articles L. 569 du code de la santé publique et L. 569-1 de l'arrêté du 8 décembre 1943, les pharmaciens d'officine sont autorisés à faire le commerce, bien qu'il ne s'agisse pas de médicaments, comprend les familles de produits énumérées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 7 mars 1977 ; que celles-ci sont essentiellement constituées par les crèmes, lotions, gels, huiles et poudres pour le visage, les produits de maquillage et de beauté, les savons et eaux de toilette, les préparations pour le bain, les produits solaires, les dentifrices, les déodorants, les parfums et les produits capillaires ; que leur mise sur le marché n'est pas soumise à autorisation, mais fait l'objet de la réglementation édictée par les articles L. 658-1 à L. 658-10 du code de la santé publique, résultant de la loi du 10 juillet 1975.

Considérant que ces produits sont, par leur nature et par l'usage auquel ils sont destinés, entièrement différents des autres produits, objets, préparations et accessoires énumérés par l'arrêté du 8 décembre 1943 et constituant des marchés distincts ; que la société Biopha n'est pas fondée à faire grief au rapporteur et au conseil, alors que la Commis-

sion de la concurrence s'était saisie d'office, le 14 décembre 1984, « du problème de la distribution exclusive en pharmacie de produits ne relevant pas du monopole légal des officines », de n'avoir examiné que le marché des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle ;

Considérant qu'il est constant que la distribution des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle se répartit en quatre circuits, dont les parts respectives restent stables depuis plusieurs années, à savoir :

- la distribution en grandes surfaces et magasins ordinaires (56,5 %) ;
- la diffusion sélective en magasins spécialisés (21 %) ;
- la pharmacie d'officine (11,3 %) ;
- la vente directe, notamment par correspondance (10,6 %).

que cependant ces chiffres globaux couvrent de grandes disparités selon les catégories de produits ; qu'ainsi la part de la pharmacie est importante, tout en ayant diminué, pour les produits plus spécialement destinés aux enfants du premier âge (47 %) et reste faible pour certains autres comme les déodorants (4 %) en 1986 ;

Considérant que les sociétés Biopha, Expanscience, Pierre Fabre Cosmétiques (par ses filiales Klorane, Galenic et Ducray), Goupil, Lachartre, Lutsia, Monot, Pharmygiene, Ruby d'Anglais et Vichy, distributeurs, depuis de nombreuses années, leurs produits cosmétiques et d'hygiène corporelle exclusivement en officines pharmaceutiques, dont le nombre total en France est d'environ 22 000 ; que la société Roc ne livre qu'à des points de vente placés sous la responsabilité directe d'un pharmacien d'officine ;

Considérant que les fabricants, recourant à la vente exclusive en pharmacie, tout en mettant l'accent sur la spécificité et la technicité de leurs produits, invoquent en leur majorité la substitutivité à ceux-ci des produits vendus dans les autres secteurs de distribution, pour prétendre que l'ensemble constitue un marché unique sur lequel s'exerce la concurrence ; que cependant, lors de l'instruction de l'affaire, la société Lachartre a indiqué que ses produits (gamme capillaire Heger), très spécialisés, étaient peu concurrents par ceux distribués en grandes surfaces, mais l'étaient par ceux vendus en pharmacie ; que, selon la société Lutsia, ses produits pour le peau (Lutsine et Onagrine) ne sont pas similaires aux autres cosmétiques distribués par les circuits non officinaux (rapport, annexe 23) ; que tous les fabricants font valoir que leurs productions sont conçues, fabriquées et contrôlées selon les mêmes méthodes que celles utilisées pour les médicaments ; qu'ils appuient, pour certains, leurs affirmations de consultations et attestations délivrées par des universitaires et des praticiens dermatologues ;

Considérant qu'il ressort des auditions et renseignements recueillis par le rapporteur du Conseil de la concurrence (annexe 12), et émanant notamment des professeurs Escande et Pourrat, ainsi que du Laboratoire national de la santé, que les cosmétiques contiennent parfois des matières actives, les différences de dosage constituant l'un des éléments qui les différencient des médicaments ; que certains produits destinés particulièrement aux peaux sensibles sont mieux testés que d'autres, mais que les contrôles réglementaires assurent que, vendus dans un circuit ou dans un autre, ils sont de bonne qualité ; qu'il n'y a pas de preuve scientifique décisive de la supériorité technique des produits vendus en pharmacie ;

Considérant que, s'il n'existe pas de réelle spécificité technique tenant à la nature des produits, le circuit officiel a été créé, au regard des consommateurs, une image propre, liée à celle du pharmacien dispensateur de médicaments ; qu'il résulte en particulier d'une étude de la Sofres produite devant le Conseil de la concurrence, que les acheteurs en pharmacie recherchent la satisfaction d'un besoin de sécurité et de conseil ; que ce circuit de distribution, qui comprend l'ensemble d'une profession strictement réglementée par la puissance publique et organisée autour du monopole du médicament, a ainsi pour conséquence aux yeux des utilisateurs une insubstituabilité des produits, dont la distribution en pharmacie constitue une justification de marchés isolés des autres secteurs vendant des produits similaires ; que le niveau moyen des prix, inférieur à celui de la parfumerie de luxe, mais supérieur à celui de la grande distribution, constitue un élément objectif, confortant la spécificité de ce marché ;

Considérant qu'il convient donc d'examiner sur ledit marché le jeu de la concurrence sans englober dans cette appréciation l'ensemble des circuits de vente des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle ;

II - LES ENTENTES ET ACTIONS CONCERTÉES

Considérant qu'aux termes de l'article 85 (1) du Traité de Rome, sont incompatibles avec le Marché commun

et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre Etats membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du Marché commun ;

Considérant d'autre part que, selon l'article 50 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, applicable aux faits retenus de l'espèce, sont prohibées les ententes expressément ou tacitement conclues sous quelque forme et pour quel que cause que ce soit, ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en faisant obstacle à l'abaissement des prix de vente ou de revente, ou en limitant l'assiette de la libre concurrence par d'autres entreprises ;

Considérant que les sociétés Biopha, Pierre Fabre Cosmétiques, Goupil, Monot et Vichy ont conclu des contrats écrits de distribution sélective avec de nombreux pharmaciens ;

Considérant que les sociétés Expanscience et Lachartre, qui n'ont pas conclu de tels contrats, soutiennent que leur politique de distribution exclusive résulte d'un choix unilatéral et ne constitue pas une entente au sens des textes précités ;

Mais considérant que l'agrément par les fabricants des distributeurs pharmaciens d'officine se fonde sur l'acceptation, expresse ou tacite, de la part des contractants, de la politique poursuivie par les fabricants exigeant l'exclusion de tous distributeurs n'ayant pas la qualité de pharmacien d'officine ; que cet agrément est donc de nature contractuelle, tant au sens de l'article 85 du Traité de Rome, ainsi qu'il résulte de la jurisprudence de la cour de justice des Communautés européennes (arrêt du 25 octobre 1983, AEG Telefunken), qu'au sens de l'article 50 de l'ordonnance précitée ;

Considérant qu'une entente s'étendait à l'ensemble du territoire d'un Etat membre, par sa nature même, pour effet de constituer des cloisonnements de caractère national, entravant ainsi l'interpénétration économique voulue par le Traité, et assurant une protection à la production nationale (Cour de justice des Communautés européennes : Verenging Van Cement, 17 octobre 1972, Salonia, 16 juin 1981) ; qu'en l'espèce les systèmes de distribution exclusive en pharmacie couvrent en France plus de 11 % des ventes totales de cosmétiques et d'hygiène corporelle et ont un effet sensible, au moins potentiel sur le commerce intracommunautaire ; qu'ils empêchent toute firme d'un autre Etat membre n'ayant pas la qualité de pharmacien d'officine en France de vendre dans ce pays les produits concernés par l'entente ; que ces systèmes entrent donc dans le champ d'application de l'article 85 du Traité ; que, par leur généralité, organisant un ensemble de relations verticales entre deux professions, ils affectent le jeu de la concurrence au sens de l'article 50 de l'ordonnance du 30 juin 1945, quelle que soit la part du marché détenue par chacun des fabricants ;

Considérant qu'il y a lieu en conséquence d'apprécier, au regard des textes précités, d'une part, la validité des ententes de distribution sélective, d'autre part, l'existence et la licéité de pratiques concertées ;

A - Les systèmes de distribution sélective.

Considérant que, si ces systèmes entraînent par eux-mêmes une certaine restriction de la concurrence, ils sont néanmoins admissibles à condition que le choix des revendeurs s'opère en fonction de critères objectifs de caractère qualitatif relatifs à la qualification professionnelle du revendeur, de son personnel et de ses installations ; que ces critères doivent être justifiés par la nécessité d'une distribution adéquate des produits et ne pas avoir pour objet ou pour effet d'exclure par nature ou de fait des formes déterminées de commerce qui seraient aptes à cette distribution ; qu'ils doivent être appliqués de manière non discriminatoire ;

Considérant que toutes les sociétés en cause - à l'exception de la société Roc qui, formellement, exige seulement que le point de vente soit placé sous la responsabilité directe d'un titulaire de diplôme de pharmacien - réservent leurs ventes aux pharmaciens d'officine et excluent délibérément toute autre forme de distribution ; qu'elles font valoir que cette politique correspond à un choix d'image de marque et de stratégie commerciale pour des laboratoires fabricant, par ailleurs, des médicaments ; que, notamment, les sociétés Biopha, Expanscience, Pierre Fabre Cosmétiques, Goupil, Lachartre, Lutsia, Pharmygiene insistent sur la technicité et la finalité de leurs fabrications, dont certaines peuvent être assimilées à des produits traitants pour le peau ou le cuir chevelu, et sont prescrites par les dermatologues ou utilisées dans les maternités ; que toutes les sociétés mentionnées en avant le rôle primordial du pharmacien, en raison de sa formation, dans le conseil au client, le lancement de pro-

duits nouveaux et la remontée de l'information, de l'utilisateur au fabricant ; qu'elles soulignent les avantages de l'organisation de la profession pharmaceutique relativement à la rapidité des fournitures, au retrait des produits dangereux, à la conservation des stocks et aux horaires d'ouverture des officines ; que, toutefois, les sociétés Ruby d'Anglais (annexe 23 du rapport, p. 45) et Vichy (annexe 23, p. 206) ont reconnu lors de l'instruction par le rapporteur que la commercialisation de leurs produits n'exigeait pas de précautions supplémentaires par rapport à celles prescrites par les textes législatifs et réglementaires relatifs aux produits cosmétiques et d'hygiène corporelle ;

Considérant que, certes, les fabricants peuvent légitimement, pour ceux de leurs produits contenant une certaine proportion d'éléments actifs, pour ceux destinés à des peaux fragiles ou accompagnant un traitement, exiger de leurs distributeurs la présence sur le point de vente de personnes spécialement qualifiées par leur formation pour les fonctions de conseil au client et de liaison avec le fabricant, notamment celle d'un titulaire du diplôme de pharmacien, cette présence n'étant pas exigée par les textes en vigueur ; qu'il leur est aussi loisible de subordonner leur agrément à des conditions adéquates de présentation, de stockage, d'assortiment et d'information du fabricant ; que, cependant, l'exclusion *a priori* de toute forme de commercialisation, même répondant à ces critères, autre que la pharmacie d'officine constitue une restriction discriminatoire et non proportionnée aux nécessités de la distribution des produits en cause ; qu'il est, en effet, constant que les exigences précitées pourraient être satisfaites ailleurs que dans les officines pharmaceutiques ; que la législation sur la protection des consommateurs est applicable à tous les revendeurs ; que la capacité limitée de production de certains fabricants, ni l'organisation de la profession commerciale par des visiteurs médicaux et de la distribution par des grossistes répartiteurs, ni la simple hypothèse de pression sur les prix par de grands distributeurs, ne sont des justifications suffisantes de l'entente actuellement portée à la concurrence entre distributeurs de mêmes marques, et de l'exclusion d'autres formes de distribution ;

Considérant que cette restriction s'est manifestée par une rigidité dans la fixation des prix de revente, la réglementation déontologique de la profession de pharmacien d'officine, dans l'application de laquelle en est faite, d'opposition à une véritable concurrence par les prix ; que, selon l'article R. 5015-26 du code de la santé publique, les pharmaciens doivent s'interdire de solliciter la clientèle par des procédés et moyens contraires à la dignité de leur profession, même lorsque ces procédés et moyens ne sont pas expressément prohibés par la législation en vigueur ; qu'aux termes de l'article R. 5053, la publicité en faveur des officines et celle qui est faite dans les vitrines de pharmacie ne peuvent être réalisées par des procédés contraires à la dignité de la profession ; que l'article R. 5015-60 dispose qu'en toutes circonstances les pharmaciens inscrits à l'ordre doivent faire preuve de loyauté les uns envers les autres et de solidarité ; que, sur le fondement de ces textes, les instances disciplinaires (conseil national de l'ordre, 17 janvier 1985 et 29 mai 1986 - conseil régional de l'ordre, 13 mai 1985, annexe 16 du rapport) ont sanctionné des pharmaciens ayant annoncé des rabais sur la « parapharmacie » par affiche dans leur officine ; que, jusqu'en 1985, les pharmaciens appliquaient pour chaque produit cosmétique ou d'hygiène corporelle le prix national unique conseillé par le fabricant ; qu'à partir du milieu de l'année 1985 certains fabricants (Pierre Fabre Cosmétiques, Vichy, Lutsia, Roc, Expanscience) ont diffusé des tableaux de prix calculés en fonction du taux de marge choisi par chaque pharmacien ; que, toutefois, les pièces versées aux débats (annexe 50, 50 et 107 du rapport) font apparaître qu'en 1986 Biopha, Expanscience, Guigoz, Pharmygiene, Monot, les répartiteurs GRP et OCP diffusaient toujours des prix publics « indicatifs » ; qu'ainsi que l'ont déclaré M. Cassier, président du conseil central de l'ordre (section A. Pharmaciens d'officine), et M. Parente, président du Syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne, les pharmaciens, tout en étant libres de fixer leurs prix, ont l'habitude de voir ceux-ci calculés par les fabricants (annexes 63 et 96 du rapport) ; que, selon une enquête réalisée en juin 1986 à la demande du rapporteur (rapport p. 94), si le pourcentage de cas dans lesquels le prix constaté est égal au prix conseillé est de 66 %, ce pourcentage s'élève à 85 % si l'on prend en compte le nombre de cas où le prix constaté est supérieur ou égal au prix conseillé, celui-ci jouant alors le rôle de prix minimum ; que, si, selon une enquête réalisée par la Sofres du 28 au 31 juillet 1987 dans 160 pharmacies de la région parisienne, une proportion assez élevée d'officines présentent des réductions de prix sur au moins une catégorie de produits (27 %) et des offres promotionnelles (48 %), il ne résulte pas de ce sondage limité dans

Communication

Les partis politiques préparent le paysage de l'après-mai

L'audiovisuel et l'échéance électorale

Que va devenir la CNCL ? Qui contrôlera les chaînes privées ? Comment financer le service public ? Une fois de plus, l'audiovisuel français doit affronter une éventuelle alternance politique. Dans chaque camp, les projets de réforme sont déjà prêts.

Le sort de la CNCL

Pas de loi ? Les membres de la CNCL auraient-ils réussi à sauver leur tête et la pérennité de l'institution ? Officiellement, M. Jacques Chirac veut assurer l'avenir des « sages ». Officiellement, M. Raymond Barre adopte la même position. Mais dans la majorité, nombreux sont ceux qui estiment que la CNCL a essuyé trop de revers pour ne pas poser problème. « Elle n'est sortie ni vierge ni grande des épreuves qu'elle a subies », reconnaît un responsable RPR. « On ne peut pas faire comme s'il ne s'était rien passé ».

Consensus

on majorité élargie

Un conseiller UDF concède que « les socialistes auraient de légitimes raisons de changer l'institution ». Ceux-ci, s'ils le peuvent, ne s'en priveront pas. Le rapport des experts du PS prévoit la mise en place rapide d'un conseil supérieur de la communication « avant toute autre intervention du législateur dans le système audiovisuel ». Une manœuvre qui n'est pas sans risque : changer pour la deuxième fois en six ans l'autorité régulatrice peut en créditer le principe et apparaître aux yeux de l'opinion comme une manœuvre revancharde. Pour écarter ce danger, les experts socialistes suggèrent de réunir, comme pour le financement des partis politiques, « une conférence des chefs de parti afin d'établir les bases d'un consensus ou à défaut d'une majorité élargie ». Le principe de ce conseil serait alors « fixé dans la Constitution qui renverrait à une loi organique la détermination de sa composition et de sa compétence ».

Mais un consensus est-il possible ? A droite comme à gauche, les points de vue sont légitimes. La composition ? Les uns ne jurent que par les magistrats, les autres par les professionnels. Les nominations ? Certains les veulent politiques, d'autres issues, par élection, des grands corps de l'Etat. Tous tombent d'accord pour réduire le nombre des « sages », mais sans s'accorder sur le chiffre idéal.

L'équilibre public-privé

Sur ce point, gauche et droite font des concessions. Réalisme économique oblige. Pour les barbares, comme pour les partisans de M. Chirac, il n'est plus question de privatiser une grande chaîne. Et si les socialistes annoncent « le retour de TF1 dans le service public », ils laissent largement ouvert l'éventail des solutions : des simples obligations de service public jusqu'au contrôle total du capital par l'Etat. Seul point de fixation de la gauche : la diffusion des chaînes, assurée par

Télédiffusion de France, doit rester un monopole public.

Sur le délicat problème de la répartition des ressources, c'est aussi le statu quo. Personne ne songe, dans l'immédiat, à supprimer aux chaînes publiques le bénéfice de la publicité comme le réclament les dirigeants de TF1. A droite, on se contente de vouloir limiter la part des ressources publicitaires d'Antenne 2 à 50%. Une mesure qui implique une augmentation de la redevance. « Le service de la redevance emploie 1 800 personnes et coûte 10% de ce qu'il perçoit, explique M. d'Aubert. On peut faire des économies en couplant abonnement au téléphone et perception de la taxe ».

Gauche et droite se retrouvent au coude à coude pour souhaiter un service public fort, chargé de « tirer la qualité des programmes vers le haut ». Pour y parvenir, les partisans de M. Chirac comme les experts socialistes ont une recette miracle : une holding regroupant Antenne 2 et FR3 (avec la SFP et la SEPT en plus, pour la gauche) qui gèrerait le service commun avec des économies d'échelle. Les barbares, quant à eux, n'y croient pas. Ils préfèrent donner aux chaînes publiques un statut de fondation à l'américaine, une autonomie de gestion et des dotations en capital suffisantes.

Le sort de FR 3

Avec sa faible audience et son énorme structure, FR 3 est l'épine de toute réforme. Que faire de la troisième chaîne ? « Poursuivre le mariage région-culture », propose le conseiller de M. Chirac. « Confler le programme national à Antenne 2 et les régions à des sociétés d'économie mixte », plaide M. Pécresse. « La spécialiser dans l'information », suggèrent MM. d'Aubert et de Villiers. « Privatiser la production en région », tranche un conseiller de M. Léotard. « Regrouper FR 3 et la SEPT dans une chaîne plurithématique à vocation forte, culturelle et secondairement régionale », écrivent, avec un louable souci d'accumulation, les experts du PS. « Je ne sais pas bien », avoue simplement le directeur de cabinet du ministre de la culture.

Les chaînes privées

Face aux opérateurs privés, les hommes politiques se font plus prudents. Les amis de M. Chirac souhaitent que les actuels propriétaires restent en place. Le barbare François d'Aubert estime qu'il faut « laisser les choses se décanter économiquement » tout en soutenant les opérateurs à la stricte contrainte des cahiers des charges. Des obligations que le rapport de M. Fillioud désire « assouplir » pour les cinquième et sixième chaînes.

Publicité

et concentrations

Si les experts socialistes menacent M. Francis Bouygues d'une « nationalisation » rampante, ils resserrent également l'étau autour des actuels propriétaires de la 5 et de la 6. « L'application de nouveaux dispositifs législatifs plus contraignants aux opérateurs privés nécessitera une renégociation des autorisations accordées et d'éventuelles compensations. A défaut d'accord, elles devront pouvoir être annulées et les investisseurs indemnisés ». En clair, sous la pression de l'arme législative, MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et la Lyonnaise des eaux sont invités à la table des négociations.

La réglementation de la concurrence

Malgré tout ce qui les sépare, la droite et la gauche se retrouvent sur un constat commun. Le marché de la télévision, définitivement libéralisé par l'arrivée des chaînes privées, a besoin d'être assaini par une régulation de la concurrence. Pour les socialistes, le problème le plus urgent est celui des concentrations sur le marché publicitaire, qui affecte aussi le sort de la presse écrite. Ils souhaitent que la puissance publique donne une suite au rapport de la Commission de la concurrence (le Monde du 24 décembre 1987), s'oppose aux abus de position dominante et rétablisse la transparence du marché. Pour les barbares, il faut aussi séparer dans l'audiovisuel les fonctions de producteur de celles de diffuseur, en empêchant toute intégration verticale. Plus favorables aux concentrations, les conseillers de M. Chirac s'en remettent aux lois du marché et au bon vouloir de la CNCL.

Dans ces ébauches de réforme souvent contradictoires, la protection du cinéma français reste le seul point de consensus profond entre toutes les familles politiques. On lui garantit sa réglementation, élaborée par la loi de 1982, confirmée par celle de 1986. On espère même, à droite comme à gauche, l'étendre au niveau européen. Le septième art, lui, est intouchable.

PIERRE-ANGEL GAY
et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Publicité)

JUDICIAIRE

répartiteurs et conseil de l'ordre

Le temps et l'espace que la dignité des prix à l'industrial d'une même marque ait totalement disparu dans le secteur pharmaceutique, alors qu'en 1982, 1986, le président du conseil central des pharmaciens d'officine déclarait au rapporteur du Conseil de la concurrence : « La parapharmacie ne peut faire l'objet de publicité ou de promotion commerciale par des procédés contraires à la dignité de la profession car ces pratiques nuisent au sérieux et à l'indépendance de l'officine » ; qu'entendait les 24 et 25 juin 1986 (rapport, annexe 90) les représentants des grossistes répartiteurs OCP et GRP qui indiquent qu'ils continuaient à diffuser auprès de leurs clients pharmaciens les prix publics indicatifs des fabricants ou ceux résultant de coefficients multiplicateurs ;

Considérant que la clause des contrats conclus par la société Vichy interdisant au pharmacien agréé de revendre à un autre distributeur agréé des médicaments de concurrence au droit interne, même si elle autorise expressément la cession à un autre distributeur implanté dans la CEE, ce qui n'est donc à juste titre que le Conseil de la concurrence a enjoint à la société Vichy de supprimer cette clause ; que la société Goupil, visée par la même injonction, n'en a demandé pas la réformation ;

Considérant qu'il ressort de ce qui précède l'existence d'entraves injustifiées à la concurrence sur les réseaux de distribution existants en pharmacie ; que ces entraves ne sont pas suffisamment compensées par d'autres facteurs de concurrence ou par une concurrence intermarquée ;

B. - Les actions concertées

1) Entre les fabricants et les organisations de pharmaciens.

Considérant qu'il résulte des pièces annexées au rapport et contradictoirement versées aux débats que de nombreuses réunions communes ont été tenues ;

a) Pour la défense du système de distribution exclusive et la mise en place de contrats ;

- le 6 juillet 1983 (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France et Syndicat national de la dermopharmacie) (annexe 30) ;

- le 27 février 1984 (Vichy, Fédération) (annexe 85) ;

- le 29 février 1984 (Fabre, pharmaciens de Seine-et-Marne) (annexe 85) ;

- le 18 avril 1984 (CIPRO, organisme créé par la Fédération, fabricants) (annexe 33) ;

- le 9 mai 1984 (Monot, pharmaciens de la Côte-d'Or) (annexe 86) ;

- le 27 septembre 1984 (ordre, syndicats de pharmaciens, Fabre, Roc, Monot, Lachartre, Ruby, d'Anglais, Expanscience, Vichy) (annexe 93) ;

b) Pour organiser le refus de vente aux centres Leclerc, après l'ouverture en février 1983 à Dijon de la 1^{re} ligne d'un magasin vendant à des marges réduites des produits fabriqués en cause ;

- le 5 septembre 1983 au Syndicat national de la dermopharmacie (Fabre, Expanscience, Lutsia, Roc, Vichy) (annexes 79 et 107), chacun des participants affirmant sa volonté de refuser de vendre aux centres Leclerc ;

- le 20 décembre 1983 au conseil central de l'ordre, section A (Expanscience, Fabre, Goupil, Monot, Roc, Ruby d'Anglais, Vichy) au vu de faire le point sur les moyens pour justifier le refus de vente et sur la détermination respective à cet égard des fabricants et des pharmaciens (annexe 62) ;

- le 22 février 1984 (Fabre, Fédération des syndicats pharmaceutiques) (annexe 85) ;

- le 27 février 1984 (Vichy, Fédération) (annexe 85) ;

c) Pour la maintenance, sous la pression des pharmaciens, de prix uniques dans toutes les officines ;

- les 23 février et 15 mai 1984 (Fédération des syndicats pharmaceutiques, chambre syndicale des répartiteurs) (annexes 35 et 36) ;

- le 20 septembre 1984 (Fédération des syndicats pharmaceutiques, Fabre, Lutsia, Roc, Ruby d'Anglais, Vichy) (annexes 39, 76, 111) ;

- le 27 septembre 1984 (ordre, Syndicats de pharmaciens, Fabre, Roc, Monot, Lachartre, Ruby d'Anglais, Expanscience, Vichy) (annexe 83) ;

- le 30 janvier 1985 par la Fédération des syndicats pharmaceutiques (annexe 75) ;

2) Par l'ordre national des pharmaciens

Considérant que les organes constitutifs de l'ordre ont joué un rôle actif dans l'organisation de réunions et la mise en œuvre de pressions, ainsi ;

- le 20 décembre 1983, réunion mise en œuvre par le conseil central, section A, avec la plupart des fabricants, pour organiser le refus de vente aux centres Leclerc (annexe 62) ;

- le 5 avril 1984, déclaration du président du conseil central à un représentant de Fabre Cosmétiques, selon laquelle dès qu'il aura les noms des pharmaciens « fusions », il les livrera aux centres Leclerc ; il les livrera devant le conseil de discipline (annexe 87) ;

- le 6 juin 1984, lettre du même président à un grossiste selon laquelle le conseil régional serait amené à exercer des pouvoirs disciplinaires contre les confrères qui procéderaient à des ristournes sur les prix (annexe 18) ;

- le 27 septembre 1984, organisation, sous la présidence du président du Conseil national de l'ordre, d'une réunion pour la mise en place de contrats de distribution « flexibles », au cours de laquelle l'ordre a affirmé sa volonté de prix uniques (annexe 83) ;

- le 11 février 1985, lettre du président du Conseil national de l'ordre au président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques, exprimant le souhait que le circuit officiel continue d'être choisi exclusivement et que cette décision inspire le comportement de ses confrères ;

Considérant que, contrairement à ce que soutient l'ordre national des pharmaciens, ces pratiques anti-concurrentielles ne peuvent être justifiées par les règles déontologiques de la profession, dont l'interprétation ne saurait permettre de provoquer ou de renforcer des effets contraires au droit de la concurrence ; qu'en la présente espèce, qui ne concerne pas les médicaments, le moyen tiré de la protection de la santé publique au droit communautaire est sans portée ; que ces pratiques illégitimes, qui engagent l'ordre national des pharmaciens, qu'ils aient été commises par l'un ou l'autre de ses organes, appellent l'injonction justifiée prononcée par le Conseil de la concurrence, lequel en a expressément exclu l'application au pouvoir disciplinaire de l'ordre.

3) Par les organismes répartiteurs

Considérant que, par circulaire du 9 mars 1984, OCP Répartition, à la suite de l'ouverture du magasin Leclerc, a demandé à ses distributeurs d'établir, d'être « excessivement attentifs aux commandes importantes » de produits cosmétiques et d'hygiène corporelle vendus exclusivement en pharmacie, et d'en informer le « siège » avec toute la rapidité et la discrétion possibles ; qu'OCP Répartition : « il est de notre intérêt, de nous servir les commandes avec nos clients et nos fournisseurs dans cette affaire » (annexe 90) ;

Considérant que, par lettre du 3 janvier 1985, le président-directeur général de GRP, rappelant qu'il avait déjà refusé de vendre à une pharmacie de Vente pourvue disciplinairement pour vente à prix Leclerc, se déclarait à l'entière disposition de Fabre Cosmétiques pour apporter son aide dans la direction de la vente des approvisionnements aux centres Leclerc, et confirmait sa totale détermination en faveur de circuit officiel traditionnel, ainsi que sa volonté de combattre les pharmaciens qui joueraient un jeu équivoque et « douteux » (annexe 90) ;

Considérant que, lors de son audition le 27 juin 1986, le représentant de GRP a précisé que sa société diffusait aux pharmaciens les prix publics indicatifs des fabricants, ou ceux résultant de l'application, au prix d'achat hors taxes du pharmacien, du coefficient multiplicateur tel qu'il était à l'époque où étaient diffusés des prix conseillés (annexe 90) ; que le directeur des achats d'OCP, entendu le 24 juin 1986, a indiqué que cette société opérait de la même manière (annexe 90) ;

Considérant que ces actions concertées des grossistes répartiteurs, menées à l'intérieur du réseau de distribution exclusive dont ils font partie intégrale, constituent des pratiques anticoncurrentielles visées par les articles 85 (1) du traité de Rome et 50 de l'ordonnance du 30 juin 1945 ;

Considérant qu'en outre les sociétés OCP et GRP ne sont pas fondées à soutenir que l'injonction prononcée à leur égard un caractère discriminatoire en ce qu'elle ne vise pas d'autres grossistes présents sur le marché ; qu'en effet, la décision touchant une situation litigieuse ne saurait, quant à présent, s'appliquer qu'aux parties en cause.

C. - L'application des dispositions de l'article 31 de l'ordonnance du 30 juin 1945

Considérant que les fabricants font valoir que la distribution exclusive des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle en pharmacie a une influence bénéfique sur la qualité de ces produits, la formation des revendeurs, le conseil, l'innovation et la promotion ; qu'ils prétendent que le système favorise les progrès économiques et les besoins des consommateurs ;

Mais considérant que le Conseil de la concurrence a exactement relevé que la législation relative à la protection des consommateurs est applicable à tous les revendeurs, qu'ils soient ou non pharmaciens d'officine ; que la remonte de l'information de l'utilisateur au fabricant, ainsi que la fonction de conseil au client, peuvent être organisées de manière adéquate en dehors de l'officine ; qu'il n'est pas établi que l'ouverture par les sociétés en cause de nouveaux réseaux répondant aux critères

ci-dessus définis ne permettraient pas le lancement de produits innovants ou la promotion des marques ; que les conditions auxquelles l'article 51 subordonne la validation des aménagements anticoncurrentiels ne sont pas réunies ; que se sont eux-mêmes ces points posés par l'article 10 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986.

III. - LES MESURES A PRENDRE

Considérant que le Conseil de la concurrence a justement estimé que les entraves et actions concertées ci-dessus relevées tombaient sous le coup des dispositions des articles 85 du traité de Rome et 50 de l'ordonnance du 30 juin 1945, sans pouvoir être justifiées par les dispositions de l'article 51 de ladite ordonnance ; et qu'elles étaient également visées par l'article 7 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 ; que les injonctions que le Conseil, faisant application des pouvoirs à lui conférés par l'article 59, alinéa 2, de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986, a prononcées à l'égard des sociétés demandereses aux recours, ne peuvent qu'être confirmées ;

Considérant qu'il convient cependant, en vue de permettre aux destinataires de ces injonctions la mise en place d'une nouvelle politique de distribution, selon les critères ci-dessus définis, de leur accorder un délai ainsi qu'il est prévu par l'article 13 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 ;

Considérant que, conformément au même texte qui permet d'assouplir la décision de justice particulière, il y a lieu de faire vérifier l'exécution des injonctions dans les termes du dispositif ci-après et de surseoir au prononcé des sanctions jusqu'à cette vérification ;

Par ces motifs, et sous les conditions du Conseil de la concurrence :

Joint les instances inscrites au répertoire de la cour sous les numéros 87-1182, 87-11519, 87-12668, 87-12704, 87-12703, 87-13055, 87-13102, 87-13283, 87-13282, 87-13285, 87-13391, 87-13475, 87-14044, 87-14154, 87-14311 ;

Statuant dans les limites des recours dont elle est saisie ;

Reçoit l'intervention volontaire de la société Deucry ;

Dit n'y avoir lieu à annulation de la décision du Conseil de la concurrence ;

Confirme cette décision en ce qu'elle a enjoint aux sociétés Biopha, Expanscience, Goupil, Pierre Fabre Cosmétiques, Lachartre, Lutsia, Monot, Pharmyglobe, Ruby d'Anglais et Vichy de cesser de subordonner l'agrément de leurs distributeurs à la qualité de pharmacien d'officine ; constate que ce chef de la décision n'est pas frappé de recours par la société Goupil ;

Confirme la décision en ce qu'elle a enjoint à la société Vichy de modifier ses contrats de distribution par la suppression de la clause interdisant aux revendeurs de procéder des produits à un autre revendeur agréé ; constate que ce chef de la décision n'est pas frappé de recours en ce qu'il concerne la société Goupil ;

Confirme la décision en ce qu'elle a enjoint aux sociétés Lachartre, Monot, OCP - Répartition et GRP de cesser de diffuser auprès des pharmaciens des indications directes ou indirectes de prix conseillés ; constate que ce chef de la décision n'est pas frappé de recours par les sociétés Expanscience, Fabre, Goupil, Lutsia, Pharmyglobe, Roc, Ruby d'Anglais, Vichy et Biopha ;

Confirme la décision en ce qu'elle a enjoint à l'ordre national des pharmaciens, dans l'exercice de ses compétences, de s'abstenir de toute ingérence dans le comportement des fabricants et des pharmaciens en matière de prix et d'agrément des distributeurs ;

Ajoute le prononcé de toute sanction pécuniaire : dit qu'afin de vérifier l'exécution des injonctions ci-dessus énoncées, l'affaire sera à nouveau appelée devant la cour à l'audience de jeudi 1^{er} décembre 1988, à 9 heures, au vu d'un rapport que le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes voudra bien communiquer aux parties en cause, et déposer au greffe de la cour avant le 1^{er} novembre 1988 ;

Dit que dans le délai d'un mois après la notification du présent arrêt, le texte intégral de celui-ci sera publié dans les journaux Le Monde des pharmaciens, Les Echos et Le Monde, sur l'initiative de M. le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

Dit que les frais de publications seront supportés in solidum par les parties ci-dessus condamnées aux dépens ;

Condamne les sociétés Biopha, Expanscience, Pierre Fabre Cosmétiques, Goupil, Lachartre, Lutsia, Monot, Pharmyglobe, Roc, Ruby d'Anglais, Vichy, OCP - Répartition et GRP ainsi que l'ordre national des pharmaciens, le solidum aux dépens.

Prononcé à l'audience publique de la cour d'appel de Paris, première chambre, le 28 janvier 1988, par M. Desl, premier président, qui a signé avec M^{me} Renouf, greffier.

(1) Décision du 9 juin 1987 (BOCCRF du 17 juin 1987).

En lançant une OPA sur Grolier

Hachette brigue le troisième rang mondial de l'édition

Le numéro un français de l'édition, le groupe Hachette, vient de lancer une offre publique d'achat (OPA), qualifiée « d'amicale », sur la maison d'édition américaine Grolier, l'une des dix plus importantes d'outre-Atlantique qui, en plus de ses célèbres encyclopédies, produit des jouets et des livres pour enfants. L'OPA, ouverte le 14 mars, devrait se clore le 8 avril à minuit, à moins que les dirigeants du groupe Hachette décident de la poursuivre pour des « raisons juridiques ».

La maison d'édition présidée par M. Jean-Luc Lagardère, possède déjà moins de 5 % du capital de Grolier. L'OPA déclarée porte sur le reste des parts de l'éditeur américain réparties pour 40 % dans le public, pour 5 % entre les cadres du groupe et pour 50 % entre des banques. Cet achat représente 2,3 milliards de francs, soit la plus grande part du « trésor de guerre » constitué par le groupe Hachette lors de sa tentative d'achat de TF 1 l'an dernier (environ 3 milliards de francs auxquels s'ajoutent une ligne de crédit multi-options concédée par un pool de banques). Dans un communiqué publié simultanément à Paris et à New-York, le dimanche 13 mars, Hachette précise que l'offre publique d'achat est faite sur la base de 21 dollars l'action, alors que Grolier était cotée 15,8 dollars à la clôture du New York Stock Exchange, le vendredi 11 mars.

« Nous offrons un prix juste et complet », a indiqué M. Yves Sabourat, vice-président-directeur général du groupe Hachette, et nous espérons que le conseil d'administration de Grolier recommandera aux actionnaires d'accepter cette proposition. Depuis jeudi dernier, M. Jean-Claude Latès, directeur du groupe

« livres » chez Hachette, négociait cette transaction avec le président de Grolier, M. Robert B. Clarke. L'acquisition de Grolier permettrait au leader français de l'édition, déjà numéro un européen de l'encyclopédie grâce à sa filiale de vente par courrier Le livre de Paris et ses collections (Tout l'univers, l'Encyclopédie générale Hachette, etc.), d'occuper le premier rang mondial dans le domaine de l'encyclopédie. Fondée en 1936, Grolier vend en effet cinquante millions de volumes par an aux Etats-Unis, au Canada et dans une vingtaine d'autres pays.

Avec cette prise de contrôle, le groupe Hachette renforcerait aussi son activité à l'étranger, qui représente déjà 40 % de son chiffre d'affaires (17 milliards de francs en 1987 - notamment en Europe et en Amérique du Sud. L'éditeur français possède déjà aux Etats-Unis, en association avec M. Rupert Murdoch, l'édition américaine de Elle (un million d'exemplaires), avec son autre partenaire Time Inc. le magazine Première (400 000 exemplaires), ainsi que le réseau de distribution de magazines Curtis.

Si l'OPA sur Grolier réussit, le groupe Hachette se classera au troisième rang mondial de l'édition derrière le géant ouest-allemand Bertelsmann et l'américain Simon and Schuster. Ce retour au livre du groupe de communication de M. Lagardère lui permet aussi de damer le pion à son challenger, le groupe de Cité créé en février par la Générale occidentale et CEP Communication, dont la branche Larousse-Nathan, axée elle aussi sur l'encyclopédie, veut intensifier son développement international.

VVES-MARIE LABÉ

مقدون الاصل

Sports

FOOTBALL : les 32^{es} de finale de la Coupe de France

Nantes : un sursaut pour un sursis

Les trente-deuxièmes de finale de la Coupe de France de football ont provoqué l'élimination des entrées en lice de sept équipes de première division. La plus grosse surprise a été causée par l'AS Endoume-Catalans, une équipe de quartier de Marseille qui évolue en division d'honneur et qui a battu l'AS Cannes (2-1) après prolonga-

LYON
de notre envoyé spécial

Même le visage austère de Jean-Claude Suaudeau s'est fendu d'un sourire. Signe que le futur entraîneur du FC Nantes ne se tenait plus de joie après la qualification de son équipe. Comme ses joueurs, il restait sourd au mécontentement des douze mille spectateurs lyonnais qui réclamaient en toute impartialité d'être remboursés après deux heures d'un spectacle au rabais. Les Nantes avaient un motif de se réjouir : ils tenaient leur premier succès depuis le 31 octobre dernier.

C'était contre Cannes. Nantes occupait alors la deuxième place du classement et enchantait le public par la qualité de son jeu collectif. « Depuis, nous sommes enfoncés de manière catastrophique », admet Robert Budzinski, le directeur sportif du FC Nantes, aujourd'hui treizième. Cette spirale de l'échec l'amène à un amer constat : « Nous restons de loin l'équipe française qui pratique le meilleur football, dit-il. Mais le beau jeu ne suffit plus aujourd'hui ; on peut même s'asseoir dessus au profit des résultats. » Suivent son regard. Face à Bordeaux, un modèle d'efficacité, les Nantes ont choisi de jouer contre nature, avec des calculs d'épicerie et une tactique hermétique. Et ils ont gagné. CQFD ?

Ce style de jeu en forme de reniement n'est que purement conjoncturel dans l'esprit de dirigeants soucieux de « perpétuer une tradition ». Selon Suaudeau, les joueurs avaient besoin d'être « délivrés ». C'est d'ailleurs dans la tête que Robert Budzinski, en psychologue averti du football, situe l'essentiel des maux nantais : « Manque de rigueur, de volonté de se sublimer. Le sportif français se satisfait facilement de ce qu'il a acquis. La douceur de vivre, d'Angers à Nantes, ne serait

pas étrangère aux déboires actuels des Canaris dans l'univers impitoyable du football réaliste. Pour Robert Budzinski, les prémices de la crise actuelle remontent à 1983. Champion de France et finaliste de la Coupe de France, le FCN perd l'âme des parties de son centre de formation. Thierry Tusseau, attiré à Bordeaux par les liasses de billets de Claude Bez, Poullain, Bibard, Ayache, Touré et quelques autres allaient suivre l'exemple, sans compter la mort de trois espoirs du club dans un accident de la circulation. « En trois ans, nous avons perdu une douzaine de joueurs, tous internationaux, qui formaient la base du club et sur lesquels nous comptions pour former l'ossature de notre équipe 1985-1986 », dit Robert Budzinski.

Le FC Nantes était tellement sûr de posséder tous les atouts de son proche avenir qu'il avait refusé à l'époque dans son centre de formation des candidats comme Boli, Passi ou Péan. « La révolution financière du football nous a précipité dans le trou », résume Robert Budzinski. La relève maison n'étant pas prête, le FCN dut se résoudre à recruter, mais avec les moyens précaires d'un budget en déséquilibre.

Maintenir
le standing du club

« J'aurais pu attendre l'éclosion des jeunes en faisant l'impasse sur deux ou trois saisons. Mais j'ai décidé de tout tenter pour maintenir le standing du club », explique Max Bouyer, nouveau président du FC Nantes depuis fin 1986. Chef d'entreprise de trente-cinq ans, rompu aux techniques des écoles de commerce, il a décidé d'appliquer au club, géré « à la papa » par Louis Fonteneau, pendant un quart de siècle, des méthodes de développement plus modernes. « En nous appuyant sur l'histoire brillante du club, nous avons mis sur pied une politique de communication en direction du

public, des collectivités locales et des entreprises régionales », dit-il. Résultat : la subvention municipale est passée cette année de 6 à 10 millions de francs et les différents systèmes de partenariat ont procuré au club des ressources supplémentaires de 6,3 millions de francs sur un budget de 55 millions. Malheureusement, les investissements en joueurs n'ont pas eu le rendement escompté. L'amalgame ne s'est pas fait sur le terrain. Tirailleur entre son désir de maintenir une qualité de jeu nantaise et l'impératif des résultats à tout prix, Jean-Claude Suaudeau vient de décider de tirer sa révérence à la fin de la saison.

« Nous sommes dans un système économique exigeant, regrette Robert Budzinski. Ceux qui acceptent de mettre de l'argent dans le football ne sont pas patients. » Or, les promesses du centre de formation nantais sont à moyen terme seulement. « Je ne suis pas inquiet pour le club », rassure Max Bouyer, persuadé que les dix entreprises partenaires du club ont compris sa démarche. Le travail en profondeur, fondé sur un centre de formation dont l'agrandissement vient d'être voté, sera poursuivi. Probablement par Jean-Claude Suaudeau lui-même, à qui le club a proposé un poste original, proche du chargé de recherches dans un bureau d'études.

Le stress de la compétition et l'obsession du résultat seront réservés, d'après Max Bouyer, à « un grand entraîneur européen lié au club par un contrat de courte durée ». Hormis ce meneur d'hommes, Nantes ne fera pas de folies de recrutement à l'international. « Je veux rééquilibrer mon budget », affirme le président nantais, qui a hérité d'un passif de 20 millions de francs. Cette qualification face à Bordeaux fait le plus grand bien au moral des troupes, mais aussi aux finances d'un club écartelé entre un passé glorieux et un avenir prometteur.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

CYCLISME : Paris-Nice

Sean Kelly sur grand braquet

Sean Kelly vient d'obtenir une septième victoire consécutive dans Paris-Nice, qu'il a remporté devant le Français Roman Pensec, le dimanche 13 mars, au terme d'une brillante ascension du col d'Eze.

NICE
de notre envoyé spécial

L'exploit est sans précédent, mais le résultat sans surprise. Le routier irlandais abordait en position de favori cette épreuve très particulière — la première épreuve par étapes importante de la saison — dont il est devenu au fil des années le spécialiste incontesté.

Instruit par une longue expérience, il en maîtrise toutes les subtilités, ayant appris avec le temps à déjouer les pièges éventuels. On le savait déterminé — surtout en l'absence de son compatriote Stephen Roche, convalescent — et en parfaite possession de son sujet. La tactique à adopter ne lui posait guère de problèmes. Il lui suffisait de contrôler la course dans la traversée de la Provence et de libérer la totalité de ses forces lors du final de 10 kilomètres contre la montre pour être pratiquement assuré de terminer une fois de plus vainqueur sur les hauteurs de la Grande Corniche.

Les choses ne furent cependant pas aussi simples. A 5 kilomètres du but, Roman Pensec le précédait de 9 secondes ; 9 secondes à déduire de son retard initial de 16 secondes au classement général. Rien n'était donc joué. D'autant que le Breton escaladait le col d'Eze sans faiblir.

Là encore, le métier, la clairvoyance et les qualités physiques de l'Irlandais ont prévalu : « Je me méfiais de Pensec, car il m'avait produit une très forte impression dans la montée du Faron, expliqua Sean Kelly. Seulement, je me sentais capable de finir très fort et sa menace m'a stimulé. »

Au cours des cinq derniers kilomètres, Kelly a repris 11 secondes à son rival et il a creusé cet écart décisif en utilisant, malgré la pente, un braquet de 53 x 15, puis de 53 x 13, en d'autres termes un développement supérieur à 8 mètres pour négocier le kilomètre de faux plat qui précède la ligne d'arrivée. La



précision technique est révélatrice de sa puissance et de ses ressources.

Quelle signification faut-il accorder à ce nouveau succès qui ajoute une ligne supplémentaire au registre du champion d'outre-Manche sans ajouter vraiment à son prestige ? Kelly est l'homme du début de saison, et il s'accroche remarquablement des épreuves par étapes de moyenne distance. Sa réussite systématique dans un Paris-Nice aux difficultés modulées obéit par conséquent à la logique.

On aimerait que ses aptitudes à s'exprimer sur des terrains variés lui ouvrent de plus larges horizons. On pense tout naturellement au Tour de France, la faculté de routier sprinter qui le destine en priorité aux

classiques n'exclut pas de bonnes dispositions de grimpeur. Bref, il possède dans son jeu les atouts multiples pour atteindre le plus haut niveau.

Kelly gagnerait sans doute à s'inspirer des méthodes de Jean-Marie Lango : elle vient de s'adjuger, pour la deuxième fois, la Tour de Colombie. La championne du monde est parvenue à remporter le Tour de France féminin grâce à une préparation spécifique sur les routes de haute montagne. Ce qu'elle a fait est de toute évidence à la portée d'un athlète du vélo comme Kelly, à la condition qu'il consente aux sacrifices nécessaires.

JACQUES AUGENDRE.

Les résultats

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE (deuxième journée)

Poule 1

* Lourdes b. Saint-Jean-de-Luz... 27-12
* Tarbes b. Pau... 19-13
* Toulon b. Grenoble... 23-13
* Béziers b. Agen... 22-18

Classement. — 1. Toulon, 34 pts ; 2. Agen, 28 ; 3. Grenoble et Tarbes, 26.

Poule 2

* Grasse b. Bègles-Bordeaux... 26-15
* Perpignan b. Valence... 34-12
* Tulle b. Dax... 11-9
* Aurillac b. Auch... 21-12

Classement. — 1. Dax et Grasse, 29 pts ; 2. Bègles-Bordeaux, 28.

Poule 3

* Bayonne b. Bourgoin-J... 10-9
* Racing-CP b. Biarritz... 14-9
* Montferrand b. Romans... 15-12

* Toulouse b. Moulins... 58-12

Classement. — 1. Toulouse et Racing-CP, 30 pts ; 2. Montferrand, 28.

Poule 4

* Marmande b. Nice... 29-27

* Bagnères b. Hyères... 31-6

* Tressac b. Narbonne... 15-9

* Brive b. Mont-de-Marsan... 13-10

Classement. — 1. Brive, 30 pts ; 2. Narbonne, 28 ; 3. Mont-de-Marsan, 27.

SKI ARTISTIQUE : Coupe du monde

Les pitreries de Gropiron

Après avoir conquis quatre médailles lors des Jeux olympiques de Calgary où le ski acrobatique a fait son entrée comme sport de démonstration, les skieurs français semblent avoir perdu de leur panache.

A La Clusaz (Haute-Savoie), où avait lieu, du jeudi 10 au dimanche 13 mars, l'avant-dernière

LA CLUSAZ
de notre envoyé spécial

Sur la piste glacée du mont Allan, à Nakiska, il a surpris les autres concurrents des Jeux olympiques. Son assise dans les bosses et surtout sa virtuosité lorsqu'il s'agit d'effectuer une figure dans l'air entre deux rebonds ont passionné les spectateurs. Mais ce qui a véritablement provoqué l'enthousiasme des quinze mille Nord-Américains venus assister à l'épreuve de bosses, ce fut de voir Edgar Gropiron se muer en rocker endiablé à peine la ligne d'arrivée franchie. « J'ai senti que les gens aiment le spectacle pendant les 250 mètres de la descente. Alors, une fois en bas, j'ai voulu poursuivre en faisant semblant de jouer de la guitare pour donner une note fun. Cela m'a pris comme ça. »

Voilà « Gagar », médaillé de bronze et enfant chéri du public pour sa prestation improvisée. Le benjamin de l'équipe de France de ski acrobatique est récompensé pour son talent et son humour. Edgar le pitre, Edgar le virtuose des « hélicos » (sauts en vrille). Les deux images se confondent. Coiffures extravagantes et tenues provocatrices ne l'empêchent pas, à dix-

huit ans, de se classer parmi les meilleurs skieurs sur bosses du monde. « J'aime m'amuser », assure celui qui en a fait voir de toutes les couleurs à son entraîneur avant de le séduire définitivement.

L'enfant d'Anney prétend qu'il est « tombé très tôt dans le free style ». Grâce à un père moniteur de ski, il a surtout commencé à glisser avant de se spécialiser. Mais le « sérieux de la formation » ne lui convient pas. Il a du mal à supporter une ambiance qu'il juge « trop tendue vers les résultats ». D'autant que, juste à côté de la salle du club de La Clusaz où se réunissent « les Alpes », on s'amuse beaucoup dans le local des skieurs artistiques.

Joie
de vivre

A douze ans, il découvre une « super ambiance folk » qui le motive. Il pratique deux disciplines, le saut et les bosses, glissant des trophées lors de tournois avec les camarades de son âge. « Le saut correspondait à mon caractère, explique-t-il. J'adorais faire le pitre en l'air. » Grâce aux stances de trampoline, il acquiert souplesse et agilité qui lui permettent de monter très haut et d'exécuter les « hélicos » qui deviennent sa spécialité.

Une médaille autour du cou, « une vraie, même si elle est d'or », le « bossard » a repris le chemin de la Coupe du monde. Une chute lors des demi-finales l'a écarté du podium de La Clusaz mais n'a pas diminué son envie de vaincre. « Même s'ils sont plus âgés que moi, les autres prétendants ne me font pas peur. On se taquine gentiment mais moi je sais que je peux les battre. »

Les championnats du monde l'an prochain, les Jeux olympiques d'Albertville ensuite, voilà les objectifs du gai huron, qui aspire, pour l'instant, à retrouver le calme de la résidence familiale. « Encore trois semaines de courses et je range les skis pour retrouver ma moto de trial. » Et aussi le golf, son autre passion, qu'il pratique lors de ses loisirs scolaires. Car la fin de la compétition sonne l'heure de la rentrée au ski-étude de La Clusaz.

SERGE BOLLOCH.

GOLF : l'Open des Baléares

Le double jeu de Ballesteros

Le vainqueur du premier Open de golf des Baléares, disputé du 10 au 13 mars à Palma, était aussi l'organisateur de cette épreuve inaugurale du circuit européen, désormais commandité par Volvo : Severiano Ballesteros qui a rendu une carte de 272 (16 coups sous le par) et qui, pour le 51^e titre de sa carrière, a remporté 930 000 F. Et le champion espagnol ne compte pas en rester là.

PALMA-DE-MAJORQUE
correspondance

L'expansion du circuit européen de golf a été déclenchée par l'irruption de Severiano Ballesteros au plus haut niveau. On pourrait donc voir dans ce nouvel Open des Baléares un événement symbolique pour commémorer la nouvelle saison, un retour aux sources pour un circuit auquel le golfeur espagnol a donné son ambition et sa combativité. La portée de l'événement est tout autre. Car au moment où Miguel Nigroza, le président du club de Santa-Ponsa a vendu « son idée d'un tournoi au conseil du tourisme de l'île, il avait déjà pris contact avec les quatre frères Ballesteros, Páldomero, Manuel, Severiano et Vicente. Le conseil a fourni un budget de quatre millions de francs. Amen Corner, chargé de la promotion de l'empire Ballesteros, composé, outre des quatre frères, d'un avocat d'affaires, M. Adolfo Morales, et de Joe Collet, un Américain devenu depuis un an l'agent personnel de « Seve », en est le maître d'œuvre. C'est le premier tournoi organisé par Amen Corner, mais certainement par le dernier.

Pour l'instant, soucieux sans doute de ne pas dévier trop tôt des ambitions qui paraissent démesurées, Ballesteros reste hermétique. Ses projets ? « Essayer d'élargir un peu le circuit européen, en rendre heureux tous ceux qui assistent à mon tournoi, en premier lieu les joueurs. » Anodin. Cela sonne faux.

Entre amis, ses propos sont tout autres. Évoquant les chances malines fois supputées par les vedettes du golf de voir naître un circuit mondial, comme pour la formule 1 et le tennis, Ballesteros confie : « Je prépare actuellement mon avenir. Que cela soit dans la conception et la construction de parcs ou dans l'organisation d'épreuves. Chaque individu ressent

le besoin de créer, de laisser des traces concrètes de son travail derrière lui. » Et il ajoute : « Le jour viendra peut-être où je pourrai dire : c'est moi qui organise le circuit mondial. »

Voilà la véritable ambition de l'Espagnol, toujours impressionné par l'exemple de l'Américain Jack Nicklaus et la capacité de « l'Ours doré » de l'Ohio à maîtriser et gérer une carrière inégale de joueur, une réputation mondiale d'architecte et un talent d'organisateur et d'homme d'affaires tout terrain.

La dernière victoire majeure de Ballesteros remonte à Saint-André, à l'Open britannique, en 1984. Nicklaus avait alors connu une pause de trois ans dans son palmarès, à l'âge de vingt-sept ans. Personne n'imaginait alors que vingt ans plus tard, il serait encore compétitif au plus haut niveau pour gagner encore le Masters, à l'âge de quarante-six ans. Ballesteros, pour sa part, prétend que les échecs répétés subis lors des tournois majeurs n'ont pas entamé sa confiance. « Non, non et non ! ». Il se frotte la poitrine, côté cœur. « Je suis encore fort pour le golf. Au cœur de l'action, mon sang reste chaud. »

En attendant un hypothétique circuit mondial (« Le chef de l'Association américaine des golfeurs professionnels, Deane Beman, se battra à mort contre cela et les Japonais aussi sont fermés sur eux-mêmes et leurs circuits »), Ballesteros essaiera de reprendre au Gallos Woonnam la suprématie européenne. Il visera « surtout une victoire à l'US Open ou à l'US PGA, tournois que je n'ai jamais gagnés ».

Alors que sa deuxième compagnie (Trajectory), spécialisée dans l'architecture golfique, achève son premier parcours, un vingt-sept trous à Saint-Pauli, près de Cadix, Ballesteros a déjà terminé chez lui, à Pedreña, des travaux bien plus modestes mais, dans son esprit, certainement de première urgence.

Il s'agit de bunkers et de greens d'entraînement. L'un des deux greens est la réplique exacte du premier trou d'Augusta où dans un mois, sur un tracé majeur qui lui convient certainement le mieux, il tentera d'enlever son troisième titre du Masters. Réussira-t-il aussi bien son double jeu qui son modèle américain ?

MARC BALLADE.

L'exploit
d'Endoume

C'est un petit quartier, à deux pas du Vieux-Port, accolé au pied de la Bonne-Mère, qui représentera Marseille en seizièmes de finale de la Coupe de France.

Fondée en 1925, l'Union sportive Endoume-Catalans a son siège rue Pignol, sur les pentes du Marseille pittoresque. C'est là que Bernard Tapie, président de l'OM, a fait parvenir un message de félicitations à Francis Di Giovanni, cet homme que qu'il ne connaissait pas la veille.

Équipe de division d'honneur en passe d'accéder à la quatrième division, Endoume jouera le prochain tour au stade vélodrome. Les professionnels de l'OM seront les spectateurs de la gloire soudaine d'un club de trois cent cinquante licenciés dont les dix-sept équipes disposent d'un terrain sans herbe entre deux immeubles HLM.

Ses responsables espèrent que l'exploit d'Endoume attirera un sponsor afin d'arrondir leur budget annuel, alimenté pour l'instant par la vente de gadgets, les licences, les concours de belote et les lotos : 450 000 F au total, une somme comparable au salaire mensuel de certaines vedettes du foot-ball professionnel aujourd'hui éliminées de la Coupe.

RUGBY :
Tournoi des Cinq NationsLafond et Lescarboura
rappelés

Le demi d'ouverture biterrois Didier Camberabero et le trois-quarts ailé agénais Philippe Bérat ne participeront pas à la « finale » du Tournoi des Cinq Nations, le samedi 19 mars, à l'Arm's Park de Cardiff contre le Pays de Galles.

Les deux joueurs, blessés lors de la rencontre de championnat Béziers-Agen, souffrent respectivement d'une déchirure musculaire à la cuisse gauche et d'une fracture de la pommette gauche. Le Dacquois Jean-Patrick Lescarboura, qui a joué au poste d'arrière dimanche, remplacera Camberabero à l'ouverture. Le Parisien Jean-Baptiste Lafond, brillant contre Biarritz, où il a joué en pantalon de pelotari, fera son retour au poste de trois-quarts ailé, qu'il avait déjà tenu à Cardiff en 1984.

Le Monde

DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

Sucrerie Coopérative de Vic-sur-Aisne

1/4 H de SOISSONS et de COMPIEGNE
115 personnes - C.A. 250 MF

Achérent de SUCRE UNION (C.A. 4 MMP),
l'un des tout premiers groupes agro-alimentaires français.

Nous vous proposons le poste :

DIRECTEUR TECHNIQUE

34 ANS MINIMUM DE FORMATION ENSLA, AM, IDN, NEI, ICAM, ECAM, etc. VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE CONFIRMEE DANS UN POSTE ANALOGUE DANS L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE OU DES INDUSTRIES AU PROCESS SIMILAIRES TELLES QUE PAPIETERIE, CIMENTIERIE, ETC.

Relevé du Directeur, vous dirigerez et contrôlerez une équipe d'environ 90 personnes dont 13 cadres et AM. Vous serez notamment responsable des activités de production de sucre (520 000 q/an) et des co-produits, de tous investissements et travaux neufs, de l'entretien de la Sucrerie et de la déshydratation de pulpes.

Vous veillerez à l'optimisation des résultats avec pour objectifs : la meilleure qualité et le moindre coût.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence DTM/M, en indiquant votre salaire actuel, à notre Conseil : Richard BÉVATOU - GROUPE BBC - 1 bis, place de Voltaire, 75001 Paris. Vous êtes assuré d'une réponse et d'une discrétion absolues.

ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

Diriger et développer une société de conseil

Un très grand groupe international recherche le Manager d'une société de conseil, encore PME mais déjà bien implantée en France.

Cette société a actuellement une activité d'études de marchés et de conseil en stratégie de développement dans ce domaine des industries électroniques.

Cette activité sera à accroître, ainsi qu'une activité de conseils et services informatiques, en bénéficiant des produits et méthodes du groupe.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école (ingénieur + MBA ou HEC)

- ayant environ 10 ans d'expérience professionnelle incluant une expérience de marketing dans l'industrie électronique ;
- témoignant de solides qualités de manager : entrepreneur, animateur, développeur ;
- parlant couramment l'anglais.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 450.000 F

Ecrire sous réf. 10 A 899-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Secrétaire général Dolisos

Numéro 2 Français des laboratoires pharmaceutiques homéopathiques, nous poursuivons notre développement notamment à l'exportation. Le succès de notre récente introduction sur le second marché est la confirmation de notre bonne santé industrielle et financière. Nous créons le poste de Secrétaire Général. Ce collaborateur, directement rattaché à notre Président Directeur Général, prend en charge le service juridique (10 sociétés à gérer dont 8 à l'étranger), le service du personnel (effectif 1050 personnes), les relations externes (contacts avec les syndicats professionnels et les universités) ainsi que les services généraux. Il s'appuie sur trois chefs de service (15 personnes). Ce poste convient à un homme ou une femme, de formation juridique (droit des sociétés, droit des affaires) dont le parcours professionnel inclut la double expérience de juriste d'entreprise et de spécialiste de la fonction « personnel », ayant une pratique courante des anglais. Le poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 81928 M à notre conseil, 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron, s.a.

MEMBRE DE SYNTec

Le Monde

CADRES

Directeur d'unité

Cholet (49)

Le GROUPE PRESSE HACHETTE (7 milliards de C.A.) se caractérise par la diversité de ses activités : presse magazine France et internationale, presse quotidienne régionale... et par son dynamisme industriel.

Le secteur de l'imprimerie en continu du Groupe, numéro un en France (12 unités de production, 900 MF de C.A.), a la volonté d'accroître sa part de marché en développant des nouveaux produits.

Directeur de l'unité de Cholet (effectif 48 personnes dont 7 commerciaux) vous en prendrez la responsabilité et interviendrez sur tous les aspects techniques, commerciaux et sociaux.

De formation grande école (HEC, ESSEC, ESC...) ou ingénieur avec une expérience commerciale, vous possédez nécessairement une expérience de ce type de poste. Votre fort potentiel vous permettra d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 756/M à J. Laizet, DRH, GROUPE PRESSE HACHETTE, 6, rue Ancelle, 92525 Neuilly Cedex.



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

Directeur Général d'une moyenne entreprise Equipement de la Maison

Vous prendrez la Direction Générale d'une des filiales (effectif : 350 personnes ; siège dans le Bourbonnais) d'un Groupe d'excellente notoriété.

Vous avez un tempérament d'entraîneur d'hommes, pouvez vous prévaloir, à 45 ans ou plus, d'une expérience de Direction Générale réussie d'au moins cinq ans à dominante gestion de production et commerciale, à la tête d'une unité de taille similaire.

Dans le cadre des politiques définies avec le Président, vous serez responsable devant lui du choix et de la mise en œuvre des décisions conduisant à une amélioration régulière des performances de la filiale.

A tous les dirigeants désireux d'adresser un dossier personnel détaillé, sous référence 16 0414 M, notre Conseil assure une totale discrétion.



EQUIPES ET CARRIERES

4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

Organisation consultative recherche

R esponsable des projets de développement

rattaché au Président

45 ans minimum, école supérieure de commerce ou d'ingénieur. Homme de contact, de communication, rigoureux et constructif. 10 ans d'expérience dans la gestion de projets, expérience internationale. Anglais courant. Connaissance du marketing appréciée. Nord ouest France. 400.000 F.

Envoyez CV et lettre manuscrite s'ilé. 36694 à CONTEXTE PUBLITE 20, av. l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.



GERLAND
Sols et revêtements

La communication de Gerflex/Gerflor

Plus personne en France, n'ignore les qualités adhésives des dalles GERFLOR.

Ce fut une belle campagne et les ventes ont suivi. Et hop !

Voulez-vous prendre la responsabilité de notre communication pour les étapes suivantes ?

Nous vous consacrons un budget important mi-pub/promotion, mi-échantillonnage. Vous le gèrerez et vos fonctions sont très complètes :

- relations avec les agences (pub, RP, relations...) ; Là pas d'improvisation, vous avez appris votre métier en agence et/ou chez l'annonceur, vous connaissez bien la musique,
- collaboration avec les responsables commerciaux et marketing pour leurs activités promotionnelles sur le terrain : ils vous attendent comme un partenaire,
- supervision de la communication de nos filiales étrangères, il s'agit d'assurer la cohérence des actions : anglais indispensable.

Ce métier vous le maîtrisez avec toutes ses techniques. A 30 ans, vous avez envie de faire passer vos idées dans une structure accueillante. Nous sommes des commerciaux. Votre professionnalisme, votre talent doivent nous aider à faire progresser nos produits et nos ventes. Et chez nous, vous pouvez vous épanouir.

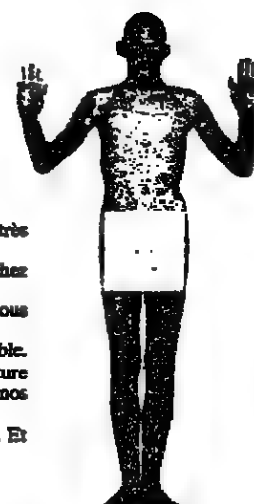
Adresser donc votre dossier sous réf. CGG 333 M à notre Conseil, il nous connaît bien et vous parlera de nos projets. Et n'oubliez pas que le poste à pourvoir est à Lyon et qu'il suppose de fréquents déplacements.



SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec



مقاومة الازم

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CONSULTANT ET RESPONSABLE DE PERSONNEL

(unité industrielle de 500 personnes à Grenoble)

Un rôle de conseil en management et en communication interne, de responsable de projets, de gestion des ressources humaines et d'animation d'un réseau de compétences. C'est une fonction où la crédibilité se gagne mais ne se décrète pas.

Un style observateur et acteur, visionnaire et gestionnaire, l'eau et le feu... bref une personne intouchable.

Une entreprise, une culture très présente où rien n'est durable sauf le changement... un style relationnel, des structures au service des hommes, de l'initiative et de l'efficacité.

Ecrivez à Michel PERRON, sous référence MO/A2S1, HEWLETT-PACKARD - 5 avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

HP EN FRANCE
3300 PERSONNES
3 USINES
43 MILLIARDS DE CA
3° EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE

TOUJOURS AVEC VOUS

hp HEWLETT
PACKARD



MUTUALITÉ DE LA LOIRE SAINT-ÉTIENNE

800 personnes
12 établissements

RECHERCHE

DIRECTEUR DES CLINIQUES (H./F.)

Membre du comité de direction, il dirige l'ensemble des deux établissements hospitaliers de la Mutualité de la Loire : 223 et 131 lits, 550 salariés, en assumant la responsabilité directe de l'établissement le plus important. Il est aidé par les services fonctionnels du siège avec lesquels il devra travailler en étroite collaboration.

De formation ENSP Rennes ou diplôme équivalent, il a une expérience d'au moins dix ans à des fonctions de direction de cliniques ou d'établissements hospitaliers.

Si vous êtes intéressé par ce poste, nous vous remercions d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à :

Monsieur le Directeur des affaires sociales
Mutualité de la Loire
10, rue Elzéar-Richet
42029 SAINT-ÉTIENNE CEDEX 1.

DIRECTEUR REGIONAL

260 KF +

Prenez en mains la moitié de notre réseau

Notre notoriété certaine tient bien sûr à la qualité de nos produits (biens d'équipement de la maison), mais également à leur esthétique toujours en avance. Filiale d'un des 1^{er} Groupes industriels français (26 000 personnes), notre dimension (1 000 personnes) est européenne, et notre Distribution (Grossistes) solidement acquise.

Comme toute situation acquise n'est qu'un point de départ nous faisons ce qu'il faut pour progresser et notre Directeur des Ventes souhaite vous associer à ce développement en vous confiant la moitié Ouest de la France.

Basé à PARIS et encadrant 6 inspecteurs de ventes, vous développerez avec lui notre stratégie. Fortement aidé par un Service Prescription/Promotion et un Marketing performant, vous aurez en mains toutes les cartes pour valoriser votre acquis : la vente en circuit long de produits portant si possible sur le Bâtiment et l'expérience de l'encadrement.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous référence O/DRE/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR.

Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Place Sophie-Lafitte - 06560 SOPHIA ANTIPOLIS

BANQUE WORMS

Avec nous, développez le dynamisme de notre réseau à des postes de second, futurs n°1 d'agence

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et avez acquis une première expérience significative de développement d'une clientèle d'entreprises.

Vous avez un esprit ouvert, un tempérament actif et le goût de la mobilité.

Vous souhaitez valoriser votre pratique commerciale au sein d'une structure vous offrant de réelles perspectives de carrière.

Rejoignez nos équipes de région parisienne et de province à Lille, Reims, Le Havre, Lyon. Vous trouverez dans notre groupe un avenir à la mesure de vos performances.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (en précisant la ville de votre choix), sous réf. FWO/9 M à notre conseil :

INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

IMPORTANTE IMPRIMERIE GRANDE NOTORIÉTÉ

(CA = 120 MF) en forte croissance, recherche :

DIRECTEUR COMMERCIAL

- animation, recrutement, contrôle de la force de vente,
- détermination et répartition des objectifs C.A. et marge,
- orientation de la politique clients/produits,
- mise en place d'une politique de communication externe,
- conception, mise en place de l'informatique commerciale.

Le candidat devra être un professionnel du secteur (arts graphiques, imprimerie, publicité), meneur d'hommes, capable de s'impliquer personnellement, diplômé HEC, ESSEC, SUP DE CO, etc... ou autodidacte d'un très bon niveau.

La rémunération en fonction de la valeur du candidat saura être à la hauteur de l'enjeu.

Lieu de travail : proche banlieue Paris (métro).

Envoyer : lettre + C.V. + photo + présentations à réf. 4389 à PIERRE LICHOU - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Vous aspirez au métier de CONSULTANT en organisation-management développement

... sans avoir pu encore véritablement l'exercer. Sensibilisé aux problèmes d'entreprise par une courte mais intense immersion dans la vie industrielle, vous vous sentez appelé à être bien placé et contacté pour assurer, avec l'appui de plus expérimentés, des missions d'études et de conseil en grandes entreprises. Diplômé d'une Grande École, vous avez enrichi votre formation de compléments sérieux, tels que comptabilité, informatique, bureautique.

Vous recherchez une équipe de haut niveau, où la qualité du travail est de rigueur, où la confiance réciproque va de soi et à laquelle vous pourriez vous intégrer durablement. Les missions que nous confions s'accompagnent d'une formation appropriée, et nous avons le souci de votre développement personnel et professionnel.

Notre base est à Paris.

Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier, qui sera traité confidentiellement, (s/réf.8979) à Adèle, 27 rue Talbott, 75008 Paris.

Exploitants confirmés HF Classes IV - V Marseille

Banque privée à taille humaine présente sur les premières places bancaires françaises recherche pour ses agences 3 exploitants. Familiarisés avec tous les métiers de la banque (crédits comme placements) et disposant déjà d'une expérience commerciale, vous êtes aptes à prendre la responsabilité d'une unité d'exploitation.

Vous gèrerez à ce titre de façon autonome, avec les appuis de notre siège votre clientèle constituée essentiellement d'Entreprises, Commerçants, Professions Libérales et Particuliers fortunés.

Vous animerez et dynamiserez votre équipe dans le souci permanent du service apporté au client.

Si ces offres vous intéressent, veuillez adresser votre dossier complet de candidature sous réf. ECB/44 à notre Conseil Patricia Perona, 10, rue Neuve Sainte Catherine - 13007 MARSEILLE qui permettra d'établir nos premiers contacts.

patricia perona
conseil en recrutement

Moulinex

Leader du petit électroménager, notre groupe - 8 500 personnes, 12 usines - réalise à l'exportation les deux tiers de son C.A. - 3,4 milliards de francs.

Notre Direction Informatique, basée à Paris, recherche son

CHEF DE PROJET Finances-Comptabilité

Responsable de l'évolution des applications et produits relatifs à son domaine, il sera l'interlocuteur privilégié de l'ensemble des services comptables et financiers du groupe.

De formation ESC ou MIAGE, vous avez 5 ans d'expérience en organisation, notamment comptable ou financière, de bonnes capacités de communication et d'animation alliées à un solide sens de l'analyse et vous souhaitez participer à la conception d'une informatique résolument tournée vers les utilisateurs.

Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite + salaire actuel à notre Conseil :

ALCANE 10, rue de la Paix 75002 PARIS

SOCIÉTÉ DE PRÊT-A-PORTER DE LUXE INTERNATIONALE recherche son :

CONTROLLER HF

Sous l'autorité directe du Directeur Financier, il sera responsable :

- du reporting et des relations avec la maison mère anglaise,
- du contrôle de gestion.

De formation comptable et/ou commerciale, type Bac + 2, Bac + 4, il aura eu obligatoirement une première expérience en contrôle de gestion, il parlera couramment l'Anglais et il aura entre 25 et 30 ans.

Réelles possibilités d'évolution pour une personne de valeur.

Merci d'envoyer CV, photo et présentations, sous référence 5952 M, à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

RESPONSABLE COMMERCIAL RÉSEAUX CÂBLÉS

Dans le cadre de son développement national, notre société spécialisée dans la mise en place des réseaux câblés, s'appuyant sur une expérience internationale (plusieurs millions d'abonnés dans le monde), crée le poste de RESPONSABLE COMMERCIAL COLLECTIVITÉS LOCALES.

Ce poste stratégique convient à un véritable professionnel de la commercialisation de contrats avec les collectivités locales. De formation supérieure, il allie un sérieux savoir-faire à celui d'un NÉGOCIATEUR et d'un ENTREPRENEUR.

Merci de faire parvenir votre dossier, C.V. + photo à n° 8445 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeune ingénieur pour carrière en production

Pour une usine de 2200 personnes, filiale d'un des premiers groupes industriels français, utilisant des technologies variées d'un haut degré d'automatisation, nous recherchons un Jeune Ingénieur AM, ICAM, INSA... témoignant d'une solide motivation et de réelles aptitudes pour se former et progresser en production.

Il se verra confier d'emblée des missions variées sur le terrain, tant sur le plan technique qu'au niveau du personnel d'atelier. Ses qualités de dynamisme, d'organisation et d'animation lui permettront d'évoluer vers d'importantes responsabilités d'encadrement.

Poste : ville nord France.

Ecrire sous réf. 108 842 - 7M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Promouvoir un matériau noble

Centre de développement agissant au plan national dans le secteur des métaux destinés au bâtiment recherche

Ingénieur architecte

Dans le cadre de la stratégie globale du centre, il sera chargé de développer les usages du zinc dans le secteur du bâtiment à travers des actions multiples : animation de réunions professionnelles, information, études, assistance technique, expertises... auprès des architectes, prescripteurs, maîtres d'ouvrage, entrepreneurs.

Ce poste conviendrait à un architecte à dominante ingénieur matériaux acquis, soit par formation (ENSAIS, ETP), soit par expérience. Le goût du contact, la capacité de s'adapter à différents publics, l'autonomie grâce à une expérience industrielle (BT, Matériaux...) d'environ 4-5 ans sont indispensables. Anglais ou allemand fortement souhaités.

Perspectives d'évolution à prévoir soit au sein du centre, soit chez un partenaire industriel.

Poste situé à Levallois.

Ecrire sous réf. 10 A 945-8 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Animer et développer la communication interne dans une unité ouverte à l'innovation

CDRA - L'usine de Saint-Gaudens (430 personnes) de la CELLULOSE DU RHONE ET D'AQUITAINE veut renforcer et optimiser ses actions de communication interne en synergie avec sa politique dynamique de formation.

Cette mission s'adresse à un cadre de formation supérieure capable de simplifier dans l'élaboration, la mise en œuvre et la gestion d'une politique de communication grâce à ses capacités d'écoute, de créativité et à une première expérience en unité de production, orientée et possible vers l'animation et la formation. Il accordera une large place aux actions et aux rencontres sur le terrain et la priorité à l'efficacité des outils et des supports plus qu'à leur sophistication.

Un environnement où les performances passent autant par des installations modernes (80 M d'investissements par an) que par des méthodes de travail participatives et par un sens développé de l'équipe, lui permettra de valoriser ses qualités personnelles d'ouverture, de contact, de disponibilité et de dynamisme.

Ecrire sous réf. 10 A 960-8 M à Annie SANTAMARIA

11, rue Calix - 33000 BORDEAUX
Discretion absolue

Membre de Syntec

etap

LE SECOURS CATHOLIQUE
recherche pour son siège à Paris son

Directeur des établissements d'accueil et de réinsertion sociale

Outre la mise en œuvre des orientations et de la politique de l'Association avec les 7 Directeurs des « Châss-Secours », il (ou elle) en assurera la Direction Financière, Administrative et du Personnel (200 personnes).

De formation supérieure, gestionnaire expérimenté(e), dans le domaine social, il (ou elle) possèdera une réelle aptitude à l'animation et à la négociation et le désir de s'investir pleinement dans une mission de charité.

Merci d'adresser votre dossier (curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la référence O/CIT/LM, à Nicole LE BARTZ.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



VOUS ETES EXIGEANT NOUS VOUS REPOUDRONS

Filiale de la Compagnie Générale des Eaux, nous, COTEGA Management, avons acquis dans le domaine de la construction, du management de projets, une réputation de rigueur et d'exigence. Placés au cœur des technologies de pointe (ingénierie, génie civil, génie logiciel, grande informatique spécialisée), nous recherchons pour nos départements Bâtiment un DIRECTEUR ADJOINT.

Agé d'environ 35 ans, ingénieur Grandes Ecoles (type Centrale, Pont, T.P., INSA ou équivalent), vous êtes conscient de vos devoirs : homme de contact, vous êtes rigoureux, concret. Manager de tempérament, vous avez une réelle expérience de la conduite de projets bâtiment.



Notre proposition : assurer la direction de grands projets Bâtiment avec l'aide de votre équipe. Vous serez responsable du management général de l'opération, des relations avec l'ensemble des intervenants et du contrôle budgétaire.

Parlez-nous de vos exigences et contactez pour en savoir plus les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (Précisez la référence 729/L.M.).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à COTEGA MANAGEMENT - Direction Générale - 92-98, bd Victor-Hugo - 92115 CLICHY.

45.02.15.74

**DIRECTEUR
ADJOINT**

INGENIEUR CHEF DU SERVICE Moyens industriels

300 KF

Une société française, 1300 personnes, 2 usines - Filiale d'un groupe industriel du secteur métallurgique, présente dans des secteurs d'activités variées, leader et référence sur certains marchés, crée le poste de Chef de Service des moyens industriels ou services techniques (industrialisation, entretien, maintenance, travaux neufs).

Dans le cadre d'une politique volontariste, vous participerez à l'augmentation de productivité, au développement de nouveaux produits et à la remobilisation des ressources humaines.

Agé de 30/35 ans, ingénieur mécanicien (AM, INSA...), aux connaissances techniques variées (mécanique, automatisation, robotique...), vous pouvez justifier d'une expérience réussie en méthodes industrielles avancées (CAO, CFAO).

Encadrant une équipe de 80 personnes, rattaché au Directeur d'Usine, homme de progrès et de dialogue, vous mettez en œuvre et suivez de près vos actions.

Poste situé dans le Nord de la France.

Adresser dossier + CV + photo (réf. 933/M).

FB Conseil

57 rue des Quatre Eglises 54000 NANCY.

Important holding financier regroupant divers secteurs d'activités tels que l'immobilier, Banque et Sociétés de Crédit, Industrie, Assurances, Gestion Financière, recherche aujourd'hui un

JURISTE EN DROIT DES SOCIETES

Directement rattaché au Secrétaire Général, il sera chargé, au sein d'une petite équipe, de la gestion complète sur le plan administratif et juridique de plusieurs sociétés françaises (cotées, non cotées ou SICAV).

Le poste est basé à Paris.

Vous avez 30 ans environ et une formation DEA ou DESS en droit des affaires. Une première expérience (3 ans minimum) à un poste similaire au sein d'un holding ou d'un grand cabinet de conseil juridique a su éveiller votre sens des responsabilités. Votre maîtrise de l'anglais et une bonne connaissance de la micro-informatique seront des atouts importants.

Cette fonction constitue pour un élément de valeur l'opportunité d'évoluer à moyen terme au sein de notre groupe.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous très rapidement lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo, s/réf. 5250, à

MEDIA BA

53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Société de commerce international
Recherche pour Paris :

Juriste d'entreprise « expérimenté »

Dans le cadre du Secrétariat Général, il sera plus particulièrement chargé des contrats commerciaux, des contrats de distribution et de dossiers particuliers (filiales étrangères, etc.).

La réussite dans ce poste implique :

- Une formation juridique supérieure en droit des affaires.
- Une expérience de 5 à 10 ans dans un service juridique d'entreprise internationale ou en cabinet.
- de parler et de rédiger en anglais.

**RIGUEUR ET ANALYSE,
INITIATIVE ET QUALITES RELATIONNELLES,
sont indispensables.**

Envoyer, sous référence 2674, lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à :

SOURCES

108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

Responsable marketing

ROYAL CHAMPIGNON

3 000 personnes, 850 millions de F. de CA, premier groupe mondial de spécialité (culture, transformation et commercialisation de champignons) souhaite développer fortement sa politique de marque.

Bras droit du Directeur Marketing Commercial, nous souhaitons vous confier la responsabilité de la fonction marketing.

Participer à l'élaboration de la stratégie marketing, la mettre en œuvre et l'animer seront vos missions principales.

Le champ de vos interventions couvrira la communication, les actions de merchandising et de promotion et la politique de prix sur les gammes existantes et leur développement.

Votre formation supérieure (commerciale ou d'ingénieur) et 4 ans d'expérience en marketing grande consommation font de vous un professionnel de la fonction. Nous apprécions particulièrement votre capacité à être autonome et à dialoguer avec des interlocuteurs de cultures différentes (production, industriel, commercial...).

Le poste est situé à Sannois. Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 238, à Agnès Girault, Recrutement Cadres, 127 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne.

**GROUPE
SAINT-LOUIS**

Les hommes de la montagne

مقداد من الاميل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Société française du secteur mécanique

Notre société, filiale d'un important groupe international leader européen dans les fabrications mécaniques-secteur automobile, recherche pour son unité de LORRAINE deux

INGENIEURS INDUSTRIALISATION

Débutants ou 2/3 années d'expérience

Ingenieurs diplômés AM, INSA, HEI, MINES... vous êtes débutants ou possédez 2 à 3 années d'expérience technique dans un secteur industriel.

Vous serez chargés de l'industrialisation des produits dans une fonction évolutive proche de la fabrication.

Possibilités d'évolution dans le groupe.

Rémunération : 150 000 F + en fonction de l'expérience.

Poste basé à Thionville-Metz (57).

Adresser candidature + CV + photo (réf. 939/M) à

FB Conseil

57 rue des Quatre Eglises 54000 NANCY.

CONSULTANT

RECRUTEMENT INFORMATIQUE

SYSECA SELECTION, Département Conseil en Recrutement, connaît une forte croissance qui l'amène, pour répondre à la situation du marché, à s'assurer la collaboration d'un nouveau CONSULTANT.

Déjà expérimenté, doté d'une solide culture informatique, voire électronique, ouvert aux technologies nouvelles et aux métiers qui en résultent, le candidat que nous souhaitons rencontrer possède, en outre, des qualités commerciales et humaines acquises en S.S.I.I. ou dans un Cabinet. Il maîtrise les techniques de l'approche, de la recherche et de la sélection d'ingénieurs et cadres. Il s'organise de façon autonome tout en agissant de façon solidaire et concertée avec l'équipe en place. Sa motivation pour un métier vivant, exigeant mais passionnant, emportera notre adhésion.

Merci d'adresser sous réf. 334/E à R. CUADRADO, 315 bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

Danfoss

LEADER DANS LE DOMAINE DES COMPOSANTS INDUSTRIELS, NOUS RECHERCHONS UN

Ingénieur technico-commercial

DOMAINE CONTRÔLE ET INSTRUMENTATION

pour développer sur PARIS EST et PARIS SUD l'animation et la commercialisation de composants automatisés et d'une gamme d'instrumentation (débitmètre).

Le potentiel clientèle est important et se situe dans des domaines diversifiés : chimie, agro-alimentaire, distribution et traitement des eaux.

La trentaine, de formation BTS Mesures ou équivalent, le candidat devra avoir une grande mobilité ainsi que la connaissance de l'anglais.

Le poste est basé à TRAPPES (78).

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre CV (prétentions, photo) à : DANFOSS - Direction du Personnel - 7, avenue Vladimir Komarov, BP 58, 78193 Trappes Cedex, sous réf. 519.

GFD

Notre société (500 personnes), située en Franche Comté, appartient à un grand Groupe français et développe un C.A. de 380 MF sur le marché de la visserie/boulonnerie standard.

A la suite de la promotion d'un de ses « piliers », notre Directeur Logistique attend un nouveau collaborateur pour prendre en mains :

Une fonction globale au sein de la direction logistique

Ordonner la production de nos trois usines, gérer nos stocks, réguler nos appros, superviser les conditionnements des produits achetés, suivre la distribution et bien sûr vos budgets : nous vous confions en fait l'une des plus importantes composantes de notre logistique.

Et au-delà...

Notre appartenance à un grand groupe industriel et l'intérêt que nous portons à cette fonction vous apporteront, outre les moyens de réaliser les actions que vous entreprendrez, des possibilités d'évolution à la hauteur de votre potentiel.

Agé de 35 ans et plus, 5 à 10 ans d'expérience de ce type de responsabilités, avec analyse et amélioration d'outils informatiques, vous ont prouvé que la logistique plus qu'une fonction est un état d'esprit.

Pour ce poste, la connaissance de l'anglais est recommandée.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), r/rel. O/APP/LM, à notre Conseil Christiane CHARBONNE.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS
Place Sophie-Lafitte - 06560 VALBONNE

ORGANISME NATIONAL PROFESSIONNEL Quartier Etoile

recherche un

Cadre de gestion statistique

De formation ENSAE, ISUP, Ecole d'ingénieur ou équivalent, vous êtes rigoureux et cohérent et avez un goût prononcé pour les chiffres ce qui vous permettra d'évoluer avec aisance dans un environnement technique afin d'assurer le traitement d'enquêtes auprès des entreprises, la mise à jour d'une banque de données, et la prise en charge d'études statistiques thématiques.

Votre maîtrise de l'outil informatique vous permettra de mettre au point et d'assurer la maintenance de logiciels spécifiques d'exploitation et de saisie sur matériel de gestion HP 250 et 3000. Une première expérience serait un atout, mais un débutant motivé et dynamique sera le bienvenu.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 197/M à C.K. - 107, rue Lavoisier - 75116 Paris



Chantal Kenvyn

BASF
Peintures
+ Encres

Notre société : 1200 personnes, CA : 1,1 milliard de francs, 5 sites de fabrication, plusieurs filiales de distribution, crée au sein de son service informatique le poste de

RESPONSABLE DES RELATIONS UTILISATEURS "INFORMATIQUE"

Dans le cadre de notre mutation sur un système compatible IBM 4330, et du développement de notre service informatique, vous serez l'interface privilégiée des services utilisateurs.

Vous interviendrez à tous les niveaux afin :

- d'analyser et exprimer les besoins
- de conseiller et former les utilisateurs
- d'assurer la promotion de l'informatique dans l'entreprise

et plus généralement de permettre une intégration réussie des différents systèmes d'information dans notre société.

De formation supérieure (BAC + 4) vous avez acquis au travers de missions de conseil, d'organisation ou d'audit une parfaite connaissance des fonctions de l'entreprise, l'environnement IBM vous est familier.

Ce poste est basé à Clermont de l'Oise, et de courts déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M 1403, à :

BASF Peintures + Encres S.A.
Service du Personnel - BP 28
60602 Clermont de l'Oise Cedex.

BASF

GROUPE DATAID

Aujourd'hui reconnu comme l'une des entreprises les plus dynamiques et les plus solides du marché, recherche des

TRADUCTEURS TECHNIQUES

Pour traduire des textes variés, dans les domaines suivants : informatique, télécommunications, électronique, etc.

Selon différentes combinaisons linguistiques : anglais-français/français-anglais.

Profil recherché : maîtrise ou école de traduction, 2 à 3 ans d'expérience de la traduction ou de la rédaction technique, goût pour les contacts, capacité d'adaptation, aptitudes rédactionnelles.

Conditions offertes : poste de travail moderne, statut salarié cadre, rémunération en rapport avec expérience, perspective réelle de promotion à des fonctions de réviseur ou de responsable de groupe.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :



DATAID TRADUCTION
10, boulevard de Strasbourg
75010 Paris

TRES IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION RECHERCHE UN



négociateur produits pétroliers

De formation Supérieure, vous avez de 25 à 30 ans et justifiez d'une expérience réussie de quelques années dans le négoce international des matières premières.

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, vous assurez pour mission d'assurer l'approvisionnement des stations service de nos magasins et cela aux meilleures conditions.

Pratiquant un métier à haut risque, il vous faudra posséder le sens de l'anticipation, la maîtrise des problèmes logistiques et une parfaite connaissance des techniques d'arbitrage.

Le poste, basé à Paris, implique de nombreux contacts et une pratique quotidienne de l'anglais.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV avec photo) en rappelant la référence JPD/618 à notre Conseil Jean-Pierre Duvargès qui vous garantira réponse et confidentialité.



STRATOS
60, Chaussée d'Antin
75008 Paris

bip

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

Recherche dans le cadre de son développement

Auditeur interne

Nous sommes une banque de marchés créative leader dans le domaine de l'arbitrage.

Nous vous proposons d'intégrer notre équipe d'Audit Interne.

Vous aurez à formuler des diagnostics et des propositions relatifs à tous les aspects de notre activité : développement commercial, procédures de contrôle interne, sécurité des opérations, rentabilité, informatique.

Vous êtes diplômé d'une grande école scientifique ou de gestion, vous possédez de bonnes bases en informatique et vous êtes attiré par les marchés financiers.

A vos qualités de rigueur et méthode, vous alliez le goût du travail en équipe et la volonté de convaincre.

Une première expérience de l'audit et la pratique de l'anglais constituent des atouts.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et votre C.V. à :

bip - Direction des Ressources Humaines
108, bd Haussmann, 75008 PARIS (RÉF. GM/AJ).

Sous le haut patronage
de Monsieur Alain Madelin,
ministre de l'Industrie,
des PTT, et du tourisme,

Forum 88 des Mines de Paris

16 et 17 MARS 1988

à l'ÉCOLE DES MINES DE PARIS
60, boulevard Saint-Michel, Paris-6^e,
RER Luxembourg.

Jeune directeur export

Nous sommes une importante Société Industrielle (CA : 1 Milliard), leader dans notre secteur d'activités (biens d'équipement du foyer). L'exportation couvre déjà une partie importante de notre chiffre d'affaires. Nous souhaitons encore la développer. Dans ce but, nous recherchons un jeune Directeur Export (33 ans environ) parlant Anglais et Allemand, excellent vendeur international, à qui nous confierons le soin d'animer notre expansion à l'étranger (principalement dans la Communauté Européenne).

La rémunération de départ sera négociée à un niveau très compétitif. Siège PARIS - 50 % du temps en déplacements.

Merci d'adresser votre CV avec lettre manuscrite et prétentions sous référence 1329 à PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris, qui vous assure discrétion et réponse.

PLEIN CADRE
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Rhône-Alpes
Secrétaire général

Groupe professionnel de distributeurs implantés nationalement, nous attendons de notre futur Secrétaire Général :

- Les meilleures conditions d'achat négociées avec nos fournisseurs.
- Un soutien actif sur le plan vente/marketing.
- Des conseils avisés de gestion à nos adhérents.
- Une excellente représentation auprès des partenaires extérieurs.

La recherche de nouveaux adhérents. Vous maîtrisez la gestion financière et les techniques commerciales et de marketing grâce à une formation supérieure (type ESC), et à 10 ans d'expérience en tant que négociateur ou gestionnaire dans la distribution moderne.

Vous savez concilier avec diplomatie et fermeté. Vous présentez les évolutions à moyen terme. Vous êtes, par tempérament, un animateur. Vous êtes doté des techniques de la négociation. Vous déplacez un lieu de votre temps ne vous pose aucun problème.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à notre conseil, Alain ANGELINI sous réf. 906.

HayGroup5, place de la Gare de la Part Dieu,
69428 LYON Cedex 3.**Assistante d'un chasseur de têtes**

Spécialisée dans le recrutement de cadres dirigeants, notre Cabinet, basé à Paris, depuis plus de 12 ans, en fort développement, souhaite intégrer une nouvelle assistante de recherche.

Bras droit d'un de nos associés, elle aura en charge l'ensemble des opérations de documentation, d'identification, d'approche téléphonique et d'information des candidats potentiels, ainsi que la gestion matérielle des recrutements. De formation supérieure (Bac + 4), plutôt jeune (23 ans environ), elle saura mettre la main à la pâte et faire preuve d'un bon sens de l'organisation et d'excellentes qualités de travail.

Envoyez votre CV avec lettre manuscrite et préférence sous réf. 4090 à Lefi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui nous transmettra confidentiellement votre candidature.

**PHARMACIEN
RESPONSABLE QUALITE**

Nous sommes un Groupe pharmaceutique français de dimension internationale (750 personnes - C.A. : 430 MF). Nous occupons une position de leader sur les marchés de l'imagerie diagnostique. Notre forte croissance s'appuie sur la recherche, le développement et le suivi de la gestion des ressources humaines. Nous renforçons notre division Pharmacie, en intégrant un Pharmacien qui y développe la qualité totale.

Rattaché au Directeur, il a pour mission de promouvoir les concepts de qualité, d'assurer la formation et l'animation des personnes concernées à l'utilisation des outils qu'il élabore. Il encadre le contrôle de production (20 personnes) et l'administration de la qualité.

Vous êtes pharmacien, vous avez une expérience réussie de 10 ans dans l'industrie pharmaceutique, dans un contexte international, à des fonctions de contrôle et de fabrication. Vous voulez aujourd'hui franchir une étape.

Si vous êtes créatif et autonome, mais aussi organisateur et proche de l'opérationnel,

merci de nous adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M25767 M à :

EGOR S.A.

8, rue de Belfort - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

BOISSONS**Donner l'essor
à l'exportation****d'une nouvelle gamme de produits**

Groupe international de tout premier plan offre une opportunité particulièrement attractive à un JEUNE RESPONSABLE EXPORT, chargé d'une nouvelle gamme de produits appelée à un fort développement.

Sa mission : il s'agit d'une création de poste qui vise à :

- intensifier la pénétration des marchés européens et à poursuivre la grande exportation déjà amorcée avec le Moyen-Orient ;
- participer activement à la recherche et à la mise en place de nouveaux réseaux de distribution ;
- d'assurer l'ensemble des relations commerciales avec nos interlocuteurs européens et suivre l'évolution de leurs activités.

Son profil :

- diplômé grande école (HEC, ESSEC, ESCP...);
- vous devez disposer d'une première expérience, de 3 ans environ, de l'exportation, acquise dans l'alimentaire (boissons - vins ou spiritueux serait un atout) ;
- vous savez et aimez négocier et vous privilégiez l'action et le challenge ;
- bonne maîtrise de l'anglais, une seconde langue serait appréciée.

Les opportunités d'évolution dans la Société et dans le Groupe sont réelles et nombreuses, votre dynamisme commercial vous permettra d'en bénéficier. Ville sud de la France.

Ecrire sous réf. 10A 946-8M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Une association reconnue d'utilité publique
ayant vocation d'aide à l'enfance sur le plan
national et international recherche

**• Chef de service
administratif et financier**

Il sera un gestionnaire rigoureux, disposant de bonnes connaissances en comptabilité, gestion du personnel, droit administratif, droit social. Il aura autorité dans les domaines qui sont les siens sur l'ensemble des établissements de l'Association et entretiendra avec leur personnel un bon climat de collaboration. Il animera directement une équipe de dix personnes. Une expérience en informatique serait appréciée.

Poste stable et attractif pour un candidat ayant l'esprit d'équipe et disposant de bonnes capacités de contact.

réf. 10A 964-8M

**• Chef de service
relations extérieures**

Il assurera des relations publiques basées sur des contacts avec les médias et le grand public à travers la vie et les actions de l'Association. Il aura également en charge toutes les opérations permettant de maintenir l'audience et de développer les ressources de l'Association.

Ce poste fait appel à de réelles capacités d'imagination, de dynamisme et de communication.

réf. 10A 965-8M

Ces postes conviennent à des candidats à même d'adhérer aux buts et à l'éthique de l'Association et motivés par l'action sociale.
Postes basés à Paris.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de S. n. s.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Ingénieur à haut potentiel
X, ECP, SUPELEC...****ALSTHOM**

Un premier poste dans un grand groupe - Véritable puissance industrielle, ALSTHOM représente aujourd'hui 23 milliards de francs de chiffre d'affaires, 43.000 personnes et 50 établissements. En vue de structurer une équipe de recherche et développement, elle souhaite intégrer, dans l'un de ses établissements, un jeune ingénieur diplômé d'une grande école. Travaillant en synergie avec des spécialistes de haut niveau, il participera à la conception et à l'industrialisation d'une nouvelle gamme de produits électrotechniques. Il sera totalement responsable de la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'avancement des projets. La diversité des interlocuteurs et des techniques abordées (automatisme, robotique, électromagnétisme, thermodynamisme...) exige une grande ouverture intellectuelle et d'excellentes capacités d'innovation. La réussite de ce poste offrira de rapides perspectives d'évolution dans le groupe. La rémunération sera à la hauteur des compétences. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2919M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**UN CHALLENGE POUR UN PROFESSIONNEL
DE GRANDE ENVERGURE**

C'est ce que propose un Groupe de notoriété internationale, environ 19.000 personnes, leader affirmé dans son domaine qui met en œuvre une stratégie offensive et innovante de : développement - réduction des coûts - adhésion, motivation et mobilisation des collaborateurs aux objectifs de l'entreprise - redéploiement des compétences - décentralisation des structures et responsabilités, qui recherche son

**DIRECTEUR
DES RESSOURCES HUMAINES
ET DES RELATIONS SOCIALES**

Dans le cadre du contexte évoqué, il concevra, animera la politique sociale du Groupe et en coordonnera l'application avec les différents responsables de filiales et d'établissements décentralisés. Il aura également à présider et animer les différentes réunions avec les partenaires sociaux et à représenter le Groupe auprès de différentes instances professionnelles.

Le candidat recherché est un : • professionnel expérimenté • vrai généraliste de la fonction • gestionnaire du quotidien et de l'avenir • homme de conseil et d'animation. Une expérience dans une structure type multinationale anglo-saxonne sera particulièrement appréciée.

Les premiers contacts seront pris avec la plus grande discrétion par notre Conseil à qui vous voudrez bien adresser les premiers éléments de votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence DM.1.

ceforpe marc forget et associés

10, rue de la Victoire, 75009 Paris

Maintenance industrielle : faire de vous...**le numéro deux de notre filiale française...**

Vous êtes un Ingénieur Mécanicien (AM, ICAM, ...) ou équivalent et exercez vos talents en qualité de Chef de Projet, d'Ingénieur d'Affaires, ou de Consultant en Maintenance Industrielle. Le Directeur Général de notre filiale française (20 M de F, 40 personnes) vous offre l'opportunité de le seconder en tant que

Chef des services techniques 240 000 F

pour assurer la coordination entre le Groupe anglais (300 M de F, 1 000 personnes) auquel nous appartenons et nos Services Techniques, en France, regroupés en trois régions sur l'ensemble du territoire. Il s'agit donc de juger de l'opportunité d'en appeler à nos ingénieurs R et D du Groupe, de les introduire auprès de nos clients français, et de s'assurer qu'une parfaite identité de vue entre eux, nos clients et nos propres techniciens, permettra d'effectuer des interventions de qualité, propres à maintenir notre image à son meilleur niveau. Le rôle d'interface pertinent vous incitera à développer auprès de nos équipes l'Assurance Qualité. La « fibre technique » est fondamentale, mais l'entregent peut aussi être considéré comme primordial. L'anglais est, bien entendu, impératif. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/CST/LM.

**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**SANOPI**C.A. 20 milliards de francs - 24.000 collaborateurs
Implantation internationale

recherche

AUDITEURS INTERNES CONFIRMÉS

Diplômés de l'enseignement supérieur à orientation financière et comptable (H.E.C., E.S.C., ESSEC) et ayant acquis une première expérience dans la fonction audit interne ou externe.

Ils participeront au sein de la Direction de l'Audit Interne du groupe à diverses missions d'audit financier et opérationnel dans tous les domaines d'activité de la société.

Outre leur compétence technique, ces futurs collaborateurs devront faire preuve d'initiative et présenter une grande capacité d'adaptation et de mobilité. Le groupe offre par la suite de réelles perspectives d'évolution et de carrière. L'anglais courant est indispensable, l'espagnol est fortement souhaité.

Les postes, basés à PARIS, impliquent de fréquents déplacements en FRANCE et à l'étranger.

Adressez C.V. détaillé, lettre de candidature manuscrite, photo et prétention à : SANOPI - Direction de l'Audit Interne - 37, avenue George-V, 75008 PARIS.

**DEVENEZ PROFESSIONNEL (LE)
DE LA COMMUNICATION**

Vous avez fait des études supérieures d'économie, de langues, de lettres... et vous êtes attiré (e) par le domaine de la communication.

I.T.S. vous propose d'intégrer le Programme COM-TEL de l'Institut TELESYSTEMES qui prépare aux fonctions de : **"CONSULTANT EN COMMUNICATION"**

Ce programme est une formation de 7 mois au management à l'organisation et aux techniques informatiques et de communication.

Conditions requises : demandeur d'emploi de plus de 10 mois. Formation rémunérée et partiellement financée par l'Etat.

Participation aux frais de formation demandée.

Envoyez votre CV avant le 17 mars 1988 à l'Institut TELESYSTEMES (Réf. COM-TEL) 11/15, rue Sarrette - 75014 PARIS Tél. : (1) 43.20.14.28

قرا من الامم

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable des Ressources Humaines

Nous sommes un Constructeur Informatique, 300 personnes, réputés pour son dynamisme et sa fantastique croissance. Nous recherchons aujourd'hui un Responsable des Ressources Humaines qui partage notre enthousiasme. Homme de terrain, vous êtes un Professionnel de la fonction, capable d'assumer immédiatement avec une équipe de 6 personnes dont vous aurez la responsabilité, les missions d'administration, de législation sociale, de paie, de recrutement, de politique de rémunérations, de formation et de relations avec les représentants du personnel. Véritable trait d'union entre la Direction, l'encadrement et le terrain, vous accompagnerez de très près notre évolution en catalysant les besoins et en intervenant comme conseil auprès des hiérarchies. Vous implémenterez une politique de personnel à la hauteur de notre développement. Nous souhaitons que vous restiez très sensible aux évolutions et besoins de ce marché HIGH TECH et que vous vous inspiriez des nouveaux concepts de management.

Diplômé d'études supérieures, vous êtes un praticien confirmé, capable de concilier l'administratif et le social car vous êtes un homme d'ouverture, de dialogue, de réalisation, le bâtisseur et le gestionnaire de notre politique sociale.

Notre Conseil établit les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération en précisant la référence 754 M.

ALPHA CDI, 181 AV. CH. DE GAULLE

92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA CDI

Mairie de Ruell-Malmaison
(HAUTES-DE-SEINE) 45 000 HABITANTS

recrute

DIRECTEURS JEUNESSE ET SPORTS

MISSIONS :

- Gestion administrative et financière des équipements collectifs ;
- Encadrement et animation des équipes travaillant dans ces deux secteurs ;
- Relations avec les élus.

PROFIL :

- Une expérience significative de gestionnaire et d'animateur, notamment dans un système administratif ;
- Capacité de contact/dynamisme ;
- Disponibilité.

Adresser c.v. + photo à : Monsieur le Maire, service du personnel, 13, bd Foch, 92501 Ruell-Malmaison Cedex.

CORNING FRANCE

Responsable Export

Vente - Marketing

Fibres Optiques et Composants

CORNING GLASS WORKS est le premier fabricant mondial de verres spéciaux et de fibres optiques. Ce leadership résulte de notre esprit d'innovation et de l'importance que nous attachons à la Recherche et au Développement. C'est un esprit d'équipe que CORNING FRANCE vous propose de partager.

Pour l'un de nos départements en pleine expansion, nous recherchons aujourd'hui un Responsable Vente/Marketing Export. Rattaché au Directeur de ce département, vous orienterez et développerez nos actions commerciales dans le domaine des fibres optiques et des composants passifs en Europe.

De formation scientifique de préférence, vous avez acquis une expérience dans la commercialisation de produits techniquement élaborés - si possible composants électroniques - Doté de réelles qualités commerciales et d'une solide compréhension stratégique des marchés, vous avez un tempérament d'innovateur et un vif intérêt pour les technologies de pointe.

L'aspect très international de ce poste nécessite la connaissance de l'anglais. L'allemand est souhaitable.

Localisation : Fontainebleau.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. RE/M à CORNING FRANCE, Direction du Développement du Personnel, 44 avenue de Valvins, 77211 AVON Cedex.

TELIC

N° 1 européen de la communication d'entreprise

JEUNE RESPONSABLE DE PERSONNEL HF

Filiale de la CGE, le groupe TELIC ALCATEL emploie 14000 personnes et a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de l'ordre de 11 milliards de Frs. L'entreprise renforce sa Direction des Ressources Humaines et souhaite accueillir un jeune responsable de personnel.

Rattaché au Responsable du Personnel de l'établissement de STRASBOURG (1850 personnes), au sein d'une équipe de 5 cadres, le candidat assure la gestion dynamique d'une population de 400 techniciens, employés, jeunes ingénieurs et cadres : recrutement, rémunérations, direction et valorisation des potentiels... De plus, il a la charge de l'élaboration, de la mise en place et du suivi du plan de formation de l'ensemble de l'établissement ; pour ce faire, il est assisté de deux collaborateurs.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'études supérieures (économiques, sociales ou DESS gestion du personnel...). Une expérience de 3 à 5 ans en gestion de ressources humaines, acquise de préférence en milieu industriel, est indispensable. Les qualités humaines privilégiées seront le sens de la communication, de l'équipe et l'aptitude à évoluer dans un contexte très opérationnel.

Le poste est basé à STRASBOURG. Dans un environnement dynamique de technologies de pointe et de politique de management participatif, dans un cadre de travail agréable, l'entreprise propose un poste valorisant et évolutif.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 301182 H à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE-IRLANDE ITALIE PORTUGAL SUISSE CANADA

VINCO



Entreprise Industrielle (600 personnes), filiale d'un groupe anglo-saxon diversifié, notre notoriété et notre sérieux nous permettent de concilier développement et profit.

SECRETAIRE GENERAL

Proche collaborateur du Directeur Général et membre du comité de direction, votre mission englobera tous les aspects d'un secrétariat général (finance, administration, personnel et informatique). Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur possédant au moins 10 ans d'expérience. De bonnes connaissances en finances, comptabilité et informatique sont bien sûr indispensables, mais nous aimerions que vous nous apportiez aussi votre pratique confirmée de la gestion des ressources humaines. Le professionnalisme de notre entreprise crée un environnement stimulant et sécurisant qui sera le gage de votre réussite avec vos 35 collaborateurs. Bon niveau d'anglais souhaité. Poste basé en haute normandie.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence G 8032 à notre Conseil NERVET PONT, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

nervet pont conseil



Côte ATLANTIQUE

Groupe Industriel français leader sur nos marchés - 1 400 p., 1,3 milliard de CA - nous fabriquons des produits de grande consommation destinés à l'habitat. Nous cherchons notre

Chef du Service Etudes Produits

Rattaché au Directeur de la production, vous encadrerez dix agents techniques.

Votre mission :

- concevoir et mettre au point nos nouveaux produits,
- améliorer ceux qui existent.

Notre souci majeur étant la QUALITE, vous devrez, dans un environnement technique de pointe, créer et développer des moyens d'essais encore plus performants.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs : ENSAIS, INSA, ENSMA..., vous possédez de bonnes connaissances en thermique, régulation, travail des métaux et du plastique, procédures de normalisation NF. Votre expérience, de quatre à cinq ans minimum, a été acquise au sein d'un bureau d'études produits d'une entreprise qui fabrique en grande série. Vos qualités d'organisateur et d'animateur enfin, ne sont plus à prouver.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., détaillé et rémunération souhaitée sous réf. 3116/M à Claudine FERRY-CLEMENT, S&L-CEGOS, Tour Chénoua, 92516 BOULOGNE CEDEX.

S&L
CEGOS

Un métier de conseil pour un psychologue sagace et opérationnel

Un des premiers cabinets français de conseil en ressources humaines renforce son équipe et propose à un psychologue confirmé de prendre en charge des bilans professionnels et psychologiques en collaboration directe avec les entreprises.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation de psychologue (maîtrise et/ou psychoprax) et une spécialisation solide dans les techniques projectives ;
- une première expérience de recrutement acquise en cabinet ou en entreprise ;
- de réelles qualités de contact, de bonnes capacités de rédaction, un sens prononcé du travail en équipe et de la disponibilité.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 6661 à YJ Sélection, 1, rue Falguières, 75015 Paris, qui transmettra. Discretion absolue

Vous souhaitez allier réussite professionnelle et qualité de vie, optimiser votre carrière dans la région à laquelle vous êtes attaché. Notre cabinet, leader dans le domaine du conseil juridique et fiscal, vous offre cette opportunité.

Participez à notre développement au sein de l'un de nos bureaux, rattachés à 23 pôles régionaux. Nous recherchons des :

SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIÉTÉS

(réf. : DS)

SPECIALISTES DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES

(réf. : FE)

Expérience minimum de 3 ans.

Pour un poste dans votre région, réhérez pas à contacter Madame LECLERCO, en appelant au 18 (1) 47.58.13.20 (p. 1341) ou en lui adressant votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la référence choisie à :

FIDAL

fiduciaire juridique et fiscale de France

FIDAL - 2 bis, rue de Villiers
92309 LEVALLOIS PERRET

GSM

EXPLOITATION DE CARRIERES FIN NEGOCIATEUR AVANT TOUT...

Premier producteur français de granulats (plus de 1800 personnes, plus de 1,5 milliard de francs de CA), filiale du groupe CEMENTS FRANÇAIS, nous bâtissons notre rapide expansion par croissance interne (diversification, augmentation du CA, des résultats, de l'effectif, du nombre de sites...) et externe (rachat de sociétés).

Intervenez à la source de notre activité, l'acquisition de nouveaux sites d'exploitation, et devenez pour commencer

ADJOINT DE NOTRE CHEF DE SERVICE FONCIER

Vous apprendrez notre métier, exprimerez votre capacité à mener, aussi bien, l'élaboration et la rédaction de dossiers que les contacts à tous niveaux (maîtres, agriculteurs, administrations...). Vous évoluerez au sein d'un groupe "preneur" de véritables potentiels.

Votre profil ? La diversité de vos missions le rend très ouvert : jeune (mais pas débutant), de bon niveau (généraliste, géologue, TP, Droit...), dynamique et mobile, vous avez déjà exercé vos talents de négociateur.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier complet sous la référence AFON/LM à notre Conseil, Michèle DUCHER - RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Assistant Audit
débutant ou 1^{re} expérience

Rattaché directement au Directeur Général, l'Auditeur interne intervient sur mission dans tous les établissements et toutes les filiales du Groupe (3.000 personnes - 4 milliards de Frs de CA).

Au sein de ce service, nous vous confierons des missions variées de révision comptable et d'analyse de gestion mais aussi d'audit opérationnel.

Diplômé d'une école supérieure de commerce avec une spécialisation en comptabilité-gestion, vous êtes débutant ou déjà fort de 1 à 2 ans d'expérience en cabinet d'expertise ou d'audit.

Dans les deux cas vous êtes décidé aujourd'hui à prendre en charge, dans un secteur d'activité dynamique, une fonction diversifiée où vous pourrez valoriser à la fois votre culture comptable, vos qualités d'analyse et de synthèse et votre goût du terrain.

En permettant une connaissance très complète de notre Groupe, ce poste ouvre de réelles perspectives d'évolution.

fnac

Merci d'adresser lettre manuscrite, et CV mentionnant impérativement vos prétentions sous référence 1450, au Service Recrutement - FNAC - 11, bd de Sébastopol, 75001 PARIS.

EDF
GDFJeunes HEC, ESSEC, ESCP, ESCL :
découvrez le marketing commercial
D'EDF-GDF

Vivre le marketing commercial au sein de la première entreprise française, c'est le challenge que nous vous proposons :

- réalisation d'études de marché pour le développement de nos énergies en secteur vigoureusement concurrentiel (Industrie-tertiaire-agro-alimentaire),
- élaboration des stratégies commerciales en fonction de votre marché (promoteurs, fabricants),
- commercialisation et promotion de produits de haute technologie en réponse aux besoins de vos clients,
- aide aux choix d'investissements selon les types d'utilisation,
- prospection et développement de votre activité dans l'univers de concurrence (autres énergies).

Si l'esprit d'initiative, le sens des contacts et la fibre commerciale sont vos qualités premières, nous vous donnerons les moyens d'évaluer et de réaliser un métier passionnant. Merci d'adresser lettre de motivation et CV, sous référence M 143, à EDF-GDF, Division Recrutement 12 place des Etats-Unis, 75016 Paris.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS JURIDIQUES
recherche
POUR RÉGION DE RENNES

FISCALISTE

Expérience dans administration, cabinet ou entreprise souhaitée.

Adressez C.V. sous n° 8 457 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, PARIS-2.

Organiser la comptabilité

Après des études supérieures (Maîtrise de Gestion, DECS, diplôme d'ingénieur...), vous tenez avec succès depuis 3 à 5 ans un poste d'organisateur. Aujourd'hui, vous cherchez des responsabilités plus étendues avec une large autonomie. Nous vous offrons l'opportunité de devenir notre ORGANISATEUR.

Méthodes et Procédures Comptables

Pour :

- participer à la conception, à la mise en place et à la maintenance des systèmes de gestion et d'information,
- assurer l'interface entre les différentes directions de la Société pour l'ensemble des aspects comptables fonctionnels,
- établir toute étude ou analyse nécessaires à la maîtrise des comptes ou des systèmes de gestion.

Pour réussir, vous mettrez en jeu vos qualités personnelles de méthode, de rigueur et de sens critique, ainsi que de réelles capacités relationnelles. Nous sommes un établissement financier, filiale d'un grand groupe industriel français, leader sur son marché. Votre lieu de travail sera situé en banlieue Est de Paris.

Notre Conseil, Denis SESBOÜÉ, attend votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. S/DOC/LM, et vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

NRJ RECHERCHE
UN CONTROLEUR
DE GESTION

Vous avez :

- une maîtrise de gestion ou suivi une formation dans une Ecole de Commerce (Niveau DECS) ;
- Sans d'expérience minimum au sein d'une direction financière d'une entreprise (prestataire de services de préférence) ou en cabinet.

Vous aurez pour mission dans le cadre de nombreux déplacements en Province :

- l'établissement des tableaux de bord et des budgets, l'analyse des écarts ;
- le contrôle des procédures internes ;
- le suivi des délais de règlement clients ;
- le suivi de la trésorerie des filiales, le contrôle des investissements, le montage des demandes de financements.

Adressez CV + lettre manuscrite + photo + prétentions à NRJ, Alain WEILL, 39 avenue d'Iéna, 75016 PARIS



La plus belle radio

Le Monde
CADRESImportant organisme de prévoyance
du Val-de-Loire

RECHERCHE dans le cadre de son expansion au

NÉGOCIATEUR en ENTREPRISES

CHARGÉ DE :

- développer le chiffre d'affaires ;
- fidéliser les adhérents ;
- maintenir les relations avec les partenaires sociaux.

Ce poste s'adresse à un cadre confirmé âgé d'au moins 30 ans, impérativement diplômé de l'enseignement supérieur et ayant au minimum 5 ans d'expérience.

Le candidat sera de préférence issu de l'assurance, du courtage ou d'une institution de prévoyance.

Ecrire avec C.V. + photo et prétentions s/réf. 8475, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75008 PARIS.

Réponse et discrétion assurées.

POPI POMME D'API LES BELLES HISTOIRES ASTRAPI JAIME LIRE

CONTRÔLEUR
DE GESTION
(H/F)

En lien avec le responsable du Département, vous aurez pour mission d'élaborer, de suivre et de contrôler les budgets de ces publications et les projets à l'étude. A partir de l'analyse économique que vous menerez, vous serez force de proposition tant sur le court terme que sur le moyen terme.

Outre des qualités relationnelles, d'analyse et d'organisation, vous devrez faire preuve de pragmatisme, d'ouverture et de souplesse pour évoluer dans le contexte spécifique de la presse.

Vous possédez une formation type HEC, ESSEC, ESCP, IEP Section Eco-Fi., vous avez une première expérience en Gestion, Marketing ou Audit, notre Groupe vous propose aujourd'hui un poste opérationnel et complet, et demain, des possibilités d'évolution à la mesure de votre potentiel.

Merci d'envoyer votre candidature (CV et prétentions), sous réf. MLA/461, à : BAYARD PRESSE, Direction des Affaires Sociales, 3, rue Bayard 75008 Paris.



BAYARD PRESSE

مقداد من الاميل

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La comptabilité
au GAN,
une assurance
de réussite.

Nous gérons plusieurs institutions de retraite : ANEP, IANIS... et un GIE spécialisé dans l'édition d'un journal. Renforçant nos structures de gestion, nous recherchons un

Responsable des comptabilités générale et analytique

Coordinateur d'une équipe de 15 personnes, vous :

- prenez en charge l'ensemble de la comptabilité générale des différentes institutions gérées,
- développez la comptabilité analytique,
- mettez en place la comptabilité budgétaire.

Élément moteur du développement informatique du secteur, vous êtes responsable de l'évolution de nos outils de gestion.

Votre formation supérieure (ESG ou équivalent + DECS) et votre expérience comptable (4 ans minimum) vous permettront de prétendre à des responsabilités élargies, à partir de ce poste basé à Paris (10°).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée au GAN, Emploi et Carrières, 2 rue Piller-Will, 75448 Paris Cedex 9, en précisant la référence M ED/23.

L'énergie
de tous
les projets

gan
assurances

Responsable

Contrôle du crédit

Dans le cadre des activités d'ITT World Directories, un des leaders mondiaux de la diffusion d'informations professionnelles, ITT INDUSTRIES - FRANCE recherche un responsable de haut niveau.

Il sera rattaché au Directeur Financier et travaillera en étroite collaboration avec la Direction Commerciale.

Sa mission :

- le risque clients et l'analyse de solvabilité;
- la facturation;
- le recouvrement;
- les relations avec les banques, le crédit et la trésorerie;
- il dirigera une équipe.

Son profil :

- HEC ou équivalent.
 - Minimum 5 ans d'expérience, de préférence dans un groupe international.
 - Une bonne connaissance de l'anglais.
 - Le sens des réalités commerciales et la rigueur financière.
- Poste à Paris ou proche banlieue.

Vous êtes intéressé et vous pensez avoir le profil idéal pour ce poste ? Dans ce cas, nous vous remercions d'envoyer votre C.V. à Monsieur E. Doan

ITT INDUSTRIES - FRANCE 9, rue de Madrid 75008 Paris.

ITT

COTESSE



SOPHIA ANTIPOLIS
amadeus
Global Travel Distribution

Le Groupe AMADEUS implante à Sophia Antipolis sa société de développement du système global de distribution et de services pour l'industrie du voyage

Chef du Personnel

Responsable de l'ensemble de la fonction, à créer, il(elle) gèrera jusqu'à 300 personnes et de la fiscalité, participe au reporting au Groupe, basé à Madrid. CA prévu de l'ordre de 100 millions pour la société française en 1989. Ce poste intéressera un(e) diplômé(e) ESC ou équivalent(e) d'études supérieures en droit ou sciences humaines, ayant l'expérience de responsabilités équivalentes et la pratique courante de la micro-informatique, bilingue français anglais (impératif), maîtrisant si possible aussi la langue allemande ou espagnole.

ref. 25788/88

Responsable Financier

Il établit les budgets, contrôle la gestion, gère la trésorerie, est en charge de la comptabilité et de la fiscalité, participe au reporting au Groupe, basé à Madrid. CA prévu de l'ordre de 100 millions pour la société française en 1989. Ce poste intéressera un(e) diplômé(e) ESC ou équivalent(e) d'études supérieures en droit ou sciences humaines, ayant l'expérience de responsabilités équivalentes et la pratique courante de la micro-informatique, bilingue français anglais (impératif), maîtrisant si possible aussi la langue allemande ou espagnole.

ref. 25788/88

Ces postes conviennent à des cadres familiers avec la micro-informatique, motivés pour être parmi les pionniers de la construction de l'Europe de 1992. Les entretiens auront lieu à Nice ou à Paris. Adresser lettre man. et CV détaillé, sous réf. choisie, à Marie José FOURNIAT

Séle-CEGOS Méditerranée 36, rue Pasteur 06000 NICE.

séle
CEGOS

Créer votre poste

Contrôle - Organisation

Rattaché au responsable contrôle de gestion-audit-organisation, vous allez nous aider à améliorer nos systèmes d'informations, augmenter l'efficacité administrative et le contrôle interne.

Après une analyse de l'existant, vous allez concevoir et progressivement mettre en place une organisation, des procédures, des outils intelligents et leur informatisation, un plan d'audit.

Nous sommes une société de 1200 per-

sonnes dans le domaine de la santé et des

Bio-Technologies.

Avec une formation supérieure de type ESC, DECS, IEP, votre expérience de 3/4 ans a nécessairement porté sur des fonctions variées (organisation, audit, analyse informatique, contrôle de gestion...). Vos qualités de rigueur et de diplomatie, de dialogue à tous niveaux d'interlocuteurs, votre force de proposition et de réalisation, donneront à cette fonction, qui se développera du fait de l'entreprise, sa réelle dimension.

Le poste est basé à ORSAY (91)

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous la réf. MNT 7 R, à Christian BANG-ROUHET, OC CONSEIL, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

PARIS LYON

Créateur

Nous sommes la filiale française du groupe britannique Legal & General, l'un des leaders européens dans la diffusion et la gestion de produits financiers, de fonds de retraite et d'assurance-vie.

Nos objectifs de croissance sont ambitieux, les moyens pour y parvenir importants. Notre gamme de produits (notamment OPCVM) et services est large, moderne et compétitive aussi bien sur le marché des Entreprises et des Institutionnels que sur le marché des Particuliers. Pour notre Etablissement Financier nous recherchons un :

Spécialiste titres

Il sera chargé de définir et de mettre en place les procédures de comptabilité des titres, de traitement des coupons et des opérations sur les valeurs mobilières (en étroite liaison avec notre service informatique). Professionnel expérimenté, il connaîtra l'ensemble des opérations administratives des titres (France et Étranger) pour le compte d'Institutionnels et de Particuliers.

Écrire lettre manuscrite et joindre C.V. à l'attention de la Direction Générale (référence : CEF 2) à :

Compagnie Eurofinancière
58, rue de la Victoire, 75009 PARIS
(la plus grande confidentialité est garantie à toute candidature)

Legal &
General

jeune cadre de gestion

INDUSTRIE CHIMIQUE

PARIS

Nous sommes la filiale française (chiffre d'affaires : 2 milliards de France en France) d'un grand groupe chimique américain. Nous produisons et vendons des produits chimiques pour l'industrie et l'agriculture.

Pour l'analyse financière et l'assistance auprès des services commerciaux, notre Directeur Financier recherche un jeune cadre de gestion pour l'aider dans des domaines variés, tels que :

- justification des investissements
- élaboration des prévisions à court et long termes
- analyse des performances par rapport aux prévisions et au budget
- analyse de la rentabilité par lignes de produits
- relations avec les autres filiales et la maison mère
- relations avec les départements commerciaux

Jeune diplômé (HEC, ESSEC, SUP DE CO, MBA ou équivalent) vous disposez d'une première expérience financière réussie et vous êtes attiré par ce poste qui vous permettra d'évoluer vers d'autres fonctions, soit financières soit commerciales, au sein de notre grand groupe. L'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence G610 à notre Conseil qui vous garantira d'une stricte confidentialité.

COGEPLAN
2, rue Louis-David - 75016 PARIS

COGEPLAN



1er

GROUPE

FRANCAIS

D'ASSURANCES

MUTUELLES

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de formation supérieure (ESG, DESS Gestion) ayant acquis une expérience professionnelle d'environ 3 ans en Gestion de personnel et maîtrisant tous les aspects de la conduite de Projets.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec un CV détaillé et vos prétentions sous réf. LHM/AFS à : A. PUCCINELLI LES MUTUELLES DU MANS IARD & VIE 19-21 rue Chanzy - 72030 LE MANS CEDEX.

CHARGE D'ETUDES
EN RESSOURCES
HUMAINES

Nous sommes un puissant groupe du secteur tertiaire (5400 personnes) largement implanté en France et à l'étranger (16 pays). Notre Direction du Personnel et des Relations Sociales recherche un

CHARGE D'ETUDES EN RESSOURCES HUMAINES. Votre mission : "Éclairer les choix d'aujourd'hui et préparer l'entreprise de demain", fera de vous un véritable consultant interne auprès des différentes Directions du Groupe.

À ce titre, vous devrez imaginer, concevoir, vendre et mettre en place les outils, piliers de notre politique sociale.

Adjoint à la Responsable des Etudes, vous serez maître d'œuvre de projets ambitieux, qui exigent de vous de réelles qualités d'analyse et de synthèse, ouverture d'esprit et capacité de dialogue.

CHEF
COMPTABLE
ADJOINT

Après une période d'intégration et de formation aux procédures du Groupe, vous prendrez en charge la comptabilité générale et animerez une équipe de 7 personnes.

Pour réussir votre mission, vous avez déjà fait la preuve de votre professionnalisme, de votre dynamisme et de votre sens de l'animation et des contacts.

Vous possédez une formation supérieure de type DECS ou équivalent.

Le poste est basé en Touraine, à proximité de grandes villes universitaires renommées et à deux heures de Paris. Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 3253/LM, à

MEDIA PA

53, av. Victor-Hugo - 78116 PARIS, qui transmettra.

Gestionnaire
de Patrimoine
Banque

REGION OUEST - Cette banque appartenant à un Groupe national, fortement implantée sur la région Ouest, connaît une importante croissance tant auprès d'une clientèle de particuliers que d'entreprises. Elle se fixe pour les prochaines années des objectifs ambitieux qui nécessitent l'intégration de nouveaux collaborateurs et notamment de gestionnaires de patrimoine. Responsables d'un portefeuille constitué par les clients les plus importants de leur secteur (particuliers, entreprises et associations...), ils le développeront par prospection directe. Ils animont et assisteront sur le plan technique et commercial les conseillers d'agences de leur secteur (8 à 10 personnes). Ces postes font appel à des professionnels confirmés, ayant l'esprit d'équipe, capables de s'imposer à une clientèle de haut niveau et à une équipe interne. La politique menée par cette institution et les moyens mis en oeuvre peuvent permettre un plein épanouissement professionnel et des évolutions de carrière. Le salaire annuel de départ sera fonction des compétences acquises et comprendra un intéressement sur les résultats.

Ecrire sous la référence A/1038/M à :

Jean-Bernard FOURNIER et Associés
Conseil en recherche et recrutement de cadres
3, rue Racine - 44000 NANTES

JB
Associés

1^{er} Adjoint d'attaché principal pour missions financières, secteur financier du groupe international UNISABI - 1.110 personnes, 85 ans d'âge moyen, 5 salaires, 2,1 milliards de francs de CA, 10% à l'épargne, croissance annuelle : 10%.

PLANIFIANT NOTRE AVENIR FINANCIER

Nous recherchons pour notre service planification de la Direction Financière

CONTROLEUR DE GESTION ET ACTIVITES PRODUITS-CLIENTS

Vous souhaitez être associé à la marche de l'entreprise en participant une communication étroite avec les départements opérationnels. Responsable de la valorisation des plans dans le cadre de la stratégie définie, vous en assurez le suivi et les corrections nécessaires. Vous utiliserez des méthodes et des outils financiers de pointe. Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez 5 à 4 ans d'expérience du contrôle de gestion, de l'audit, du marketing ou de la vente, soit dans une entreprise aux techniques financières anglo-saxonnes soit en cabinet. Vous parlez couramment l'anglais. Vos qualités de manager, votre aptitude à convaincre à tous niveaux, votre sens de l'initiative vous permettront d'évoluer rapidement au sein de la société où du groupe en France ou à l'étranger. Le poste est à pourvoir dans un environnement agréable, proche d'Orléans, à 1h 30 de Paris.

Envoyez-nous : UNISABI, Service du Personnel, 68100 St-Denis-de-Tourville.

unisabi

Au sein d'un établissement financier français, nous sommes le service chargé de gérer les titres étrangers d'une clientèle de Place. Avec un volume de transactions en 1987 de l'ordre de 8 milliards de dollars de titres toutes devises confondues, nous occupons un des tout premiers rangs de la Place. Nous recherchons un

Gestionnaire de titres étrangers établissement financier parisien

Vous intervenez pour un secteur géographique déterminé - pays européens, pays anglophones hors U.S.A. - et assurez la gestion de l'interface entre - les intervenants agréés du marché français qui vous communiquent les opérations à effectuer - les correspondants étrangers, 60 répartis sur plus de 20 pays, qui interviennent pour vous sur leurs marchés respectifs.

Pour cette mission, nous recherchons des candidats jeunes, d'un niveau de formation Bac + 3 minimum - écoles de commerce, licence sciences économiques... Nous souhaitons une première expérience en environnement bancaire mais nous saurons privilégier le potentiel, les motivations, le sérieux. Anglais parlé, écrit, plus autre langue appréciée.

Solange ARMAND étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez : sous la référence RH03.107 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Chef du service international

Banque

Lille - Cette banque régionale occupant une place de premier choix, recherche, dans le cadre du développement de ses activités, un chef du service international. Rattaché au chef du département entreprises et des opérations internationales et à la tête d'une équipe spécialisée, il prendra en charge la responsabilité des opérations internationales des entreprises clientes qu'il aura à conseiller et à assister. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans au moins, diplômé d'études supérieures commerciales ou économiques, et possédant une expérience d'au moins cinq ans acquise de préférence au sein d'un service international d'un établissement bancaire. La rémunération annuelle de départ sera fixée en fonction des compétences. Ecrire à JB DE GANDT en précisant la référence A/4921M. (PA Minut 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable inspection

Banque - 250/300.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire international recherche son responsable inspection - services du siège et agences. Basé à Paris et placé sous l'autorité du directeur de l'inspection-contrôle, il dirigera, à Paris et en province, les missions d'inspections sur le terrain dans le domaine des opérations (caisse, chèques de banque, traveller's...). Il rédigera les rapports. Il mettra à jour les procédures de contrôle. Assisté d'une équipe de 3 personnes, il définira le programme d'inspection, constatera les anomalies et assurera le suivi des régularisations. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire (classe V, VI ou VII), âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent), possédant une expérience d'au moins 3 ans de l'inspection dans un établissement bancaire à réseau. La candidature d'un responsable administratif agencé de bon niveau pourra être examinée. De bonnes bases en anglais sont souhaitées. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9364M. (PA Minut 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargés d'affaires

200/250.000 F

Financement d'entreprises - Un groupe financier professionnel, réputé dans son secteur d'intervention (transport et tourisme) et ayant pour vocation de concevoir et de vendre des produits financiers (gros à moyen et long termes, crédit-bail, caution...) à une clientèle d'entreprises sélectionnées, recherche deux nouveaux chargés d'affaires. Basés à Paris, ils seront chargés, sous l'autorité du responsable du secteur "tourisme", de la gestion et du développement d'un portefeuille clients et responsables de la négociation et du suivi des contrats de financement. Ces postes, qui supposent une réelle disponibilité, s'adressent à des cadres âgés de 29 ans minimum, diplômés de l'enseignement supérieur commercial ou de gestion (type ESC, Sciences Eco, Gestion...) et dotés d'un réel sens commercial. Ils doivent justifier d'une première expérience (2 ans minimum) qui leur ait permis de mettre en pratique leurs connaissances comptables et financières, soit en tant qu'exploitant "entreprises" dans une banque ou une société financière, soit en tant que contrôleur financier ou de gestion dans une entreprise industrielle. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ pourra atteindre 250.000 francs (+ intéressement après un an d'ancienneté). Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R9365M. (PA Minut 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur d'agence

Banque - 250.000 F +

Fréjus (83) - Crédits promoteurs-crédits acquéreurs - Une banque à taille humaine, spécialisée dans le crédit immobilier recherche un directeur pour son agence de Fréjus. Placé sous la responsabilité du directeur de la succursale de Nice, il organisera sa propre stratégie commerciale afin de développer la clientèle (promoteurs, locataires, marchands de biens, acquéreurs...). Il sera responsable de l'organisation et des résultats de son agence. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 28 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience commerciale dans le domaine du crédit promoteur. Il aura le sens du risque et le potentiel pour animer une équipe de 6 personnes. De réelles perspectives d'évolution existent pour un candidat de valeur. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9291M. (PA Minut 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

JEUNE

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Groupe Expansion

Avec un CA de 1 milliard de francs, 700 personnes et une trentaine d'activités différentes (presse et hors presse), nous détenons le leadership de la presse économique et financière.

Intégré au service contrôle de gestion, il sera chargé, pour plusieurs produits Presse, d'élaborer les budgets annuels, de suivre en liaison avec les responsables de ces produits les résultats mensuels, d'assimiler rapidement les différentes techniques propres à la Presse. Il devra en outre réaliser les études qui lui seront confiées et faire preuve d'initiatives pour en proposer lui-même. Il doit devenir l'interlocuteur de la direction et des responsables de département pour tous les problèmes de gestion concernant les produits dont il aura la charge.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'études supérieures commerciales ou de gestion, débutant ou ayant un an d'expérience, motivé par une activité d'analyse rigoureuse des chiffres et leur interprétation et souhaitant rejoindre un groupe où le travail en équipe et les contacts humains sont primordiaux.

Merci d'adresser votre candidature avec CV et photo, sous réf. CBM3, à Nicole Jolivet, Groupe Expansion, 2 rue Béranger, 75139 Paris cedex 3.



(Groupe BOUYGUES)

Spécialiste du Service aux Collectivités Locales, nous sommes le troisième distributeur d'eau mondial, et le 1er en milieu rural.

JURISTE

VOUS SECONDEREZ NOTRE RESPONSABLE JURIDIQUE

Vous prendrez directement en charge le droit des Sociétés en France et à l'étranger, la gestion des assurances, la rédaction des baux, le contentieux.

Vous intervenerez dans la rédaction de contrats et marchés publics et privés.

Pratique de l'anglais et de l'espagnol souhaitée.

Vous assurerez le conseil de nos opérationnels et aurez en charge le suivi de la législation.

Votre profil : âgé d'environ 30 ans, possédant une Maîtrise en Droit et un DESS au minimum, vous avez occupé pendant plus de 5 ans une fonction similaire et vous êtes autant à l'aise en Droit Public qu'en Droit Privé.

Pratique de l'anglais et de l'espagnol souhaitée.

Le poste est basé à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

Faites nous connaître vos motivations en nous adressant votre C.V., photo et prétentions à :

SAUR, DRH,

Challenger,

1, avenue Eugène Freyssinet, 78064 St-Quentin-en-Yvelines.

سأكون في العمل

Analyser - Conseiller - Agir

Groupe Industriel Implantation Internationale
CA 6 milliards F. 40 sociétés

Maîtriser l'existant, anticiper l'avenir, améliorer ce qui peut l'être en faisant preuve de créativité et de bon sens, c'est l'objectif que s'est fixé notre nouvelle équipe de Direction Générale et le challenge auquel nous associerons notre

Chef de Mission Audit Interne

Standardiser les méthodes comptables, concevoir et mettre en œuvre des procédures et un reporting «groupe», en assurer le contrôle, mettre en place les outils indispensables à la gestion prévisionnelle et de façon plus générale faire toute proposition d'amélioration que vous jugerez nécessaire et en tout domaine, telle sera votre mission.

Environ 30 ans, de formation supérieure à dominante Finance-Comptabilité, vous êtes autonome, dynamique, et justifiez d'une expérience d'environ 5 ans acquise pour partie en cabinet d'audit. Une bonne connaissance du secteur industriel est indispensable. Le poste, basé à Paris, nécessite de courts mais fréquents déplacements.

De nombreuses opportunités d'évolution au sein du groupe seront offertes à tout terme à un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV), sous référence C139M, à Ernst & Whinney Conseil, 150 bis Hausmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

ESC + DECS

Filiale de multinationale anglaise, notre société française, unit à taille humaine commercialisée sur la métropole et l'Afrique francophone des moteurs. Nous recherchons notre

Responsable Administratif et Financier 250 +

Nous vous confierons la supervision de la comptabilité bien sûr (2 personnes), mais aussi l'établissement des situations périodiques, des bilans, des déclarations fiscales, le reporting et même l'informatique et l'administration des ventes... Vous l'avez compris, votre rôle chez nous est très complet et primordial, aussi attendons nous un collaborateur lui-même très complet.

Trente ans environ, Sup de Co + DECS, vous êtes déjà un bon professionnel de la fonction mais avant tout homme d'entreprise, autonome, rigoureux mais souple, votre sens de la communication fait de vous un vrai partenaire reconnu des opérationnels... Pour ce poste basé en banlieue Nord, vous parlez bien sûr très bien l'anglais.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, sous référence 1058/M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79-83, rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES
Membre de Syntec

BRETAGNE

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
C.A. : 1 Milliard de francs, engagé au sein de l'une de ses Unités de Production (1 500 salariés)

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION «USINE»

Mission : outre le contrôle de la bonne application des procédures comptables et des systèmes de gestion du Groupe, vous animeriez une équipe de 4 collaborateurs et serez responsable des prévisions à court, moyen et long terme, du contrôle budgétaire de l'unité de Production, du suivi et de l'analyse des coûts de revient, de l'amélioration des outils de gestion etc... de plus vous assisteriez et conseilleriez la Direction de l'Usine.

Profil : Ces fonctions évolutives (au niveau d'une D.A.F.) conviendraient à un candidat d'environ 30 ans, de formation H.E.C., E.S.C. ou équivalent, maîtrisant parfaitement les procédures de contrôle de gestion, les techniques de comptabilité générale (D.E.C.S. apprécié) et pouvant justifier d'une expérience réussie d'au moins 3 ans en milieu industriel.

Son autonomie, son sens des relations lui permettront de prendre initiatives et responsabilités dans un groupe en pleine évolution.

Réponse assurée par notre Conseil aux dossiers comprenant lettre manuscrite, C.V., photo et présentations si tel. 8875 RCG, Alain KERVADÉC - 5, place de la Liberté 22000 SAINT-BRIEUC - Tél. : 06.36.22.08

Discrétion assurée

RESPONSABLE DU SERVICE PAIE

Avec une équipe de deux personnes, il assurera la préparation et le contrôle de la paie pour 700 personnes. Il aura également en charge le suivi des contrats de travail, la tenue des registres, les déclarations...

Le candidat titulaire d'un DUT Gestion du Personnel justifiant d'une expérience réussie d'au moins 5 ans dans un poste similaire au sein d'une unité industrielle de plus de 500 salariés.

La pratique de l'informatique et la connaissance de la Convention Collective de la Métallurgie et de l'Anglais seraient des atouts supplémentaires.

Poste à pourvoir rapidement.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et présentations à EATON CONTROLS S.A. - DRH - 37, boulevard du Chevalier BP 43 - 74301 CLUSES Cedex.

EATON Controls Division

Nous sommes l'un des tout premiers cabinets d'audit internationaux et nous recherchons des

auditeurs chefs de missions

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce et vous avez :

- 2 à 4 ans d'expérience en cabinet d'audit,
- une bonne connaissance de l'Anglais.

Nous vous proposons :

- des missions variées auprès d'entreprises très diverses, nationales et internationales,
- une formation de pointe aux techniques internationales d'audit,
- des opportunités diversifiées d'évolution de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), sous réf. 10.505-M à H. CARON, Ressources Humaines, 56, rue de Ponthieu, 75008 Paris.

C&L Coopers & Lybrand associés

COMPAGNIE TRANSCONTINENTALE DE REASSURANCE

Filiale du GAN
développe ses activités en France et à l'Étranger, recherche

JEUNE DIPLOMÉ

MAÎTRISE ÉCONOMIE
avec spécialisation
Statistiques ou équivalent

Vous participerez notamment au sein de la

DIRECTION DES ÉTUDES TECHNIQUES

- A la définition et mise en place des instruments de suivi et d'évaluation des résultats

- Aux études sur prévisions de chiffre d'affaires

- A la tarification des contrats

- Aux études actuarielles portant sur l'évaluation du risque.

Pour ce poste basé à PARIS, vous êtes débutant et motivé par ce secteur d'activité, vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et l'utilisation de la micro-informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence R.G. 8808 à : CTR - SERVICE DU PERSONNEL

15, rue Louis-le-Grand - 75002 PARIS

Entreprise d'Importance Nationale
Installations Électriques
recherche pour sa
Direction Régionale de Marseille

Responsable Comptable

(30-35 ans DECS Minimum, 5 ans expérience)

Vous aurez à prendre en charge un service comptable de 6 personnes environ qui traite avec une large autonomie l'ensemble des opérations de nos activités de la région Sud-Est (CA 250 MF).

Homme «de dialogue», de rigueur et d'organisation, vous aurez comme objectif l'amélioration du niveau de votre équipe pour la préparer à l'évolution future de

décentralisation, tout en ayant à l'esprit la notion de «Service» vis-à-vis des responsables d'affaires.

Vous serez rattaché à la Direction de l'Agence.

Poste à pourvoir à Marseille.

Merci d'adresser dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations) sous n° 1055 à PARFRANCE

ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra. Confidentialité assurée.

LA NORMA
LE CRÉATEUR DE LA TIGRE

MONTAGNE HIVER ETE

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour notre station Savoyarde un

DIRECTEUR

Vous avez l'expérience de la gestion de centres de profits et vous avez l'habitude de l'action commerciale. Vous serez responsable du développement et de la rentabilité financière de la station et vous travaillerez en étroite collaboration avec les élus locaux.

Faites parvenir votre candidature à notre conseil : COREFOR - M. Pagnon, 574 rue de Chantabard - 73000 CHAMBERY - Tél. 79 82 52 14

Importante société de services aux collectivités locales recherche pour sa Direction Régionale de LILLE un

Conseiller de gestion

200 000 F +

Il devra assurer des missions de conseil et d'audit auprès des sociétés du groupe (organisation et procédures de gestion et de comptabilité, audit, conseil financier). Il est de formation école de gestion ou universitaire et/ou DECS, complétée par une expérience dans une direction financière ou en cabinet.

Connaissances souhaitées de l'aménagement urbain. Adresses CV, prétentions, lettre manuscrite, sous référence 27619/M, à Média System, 6-8 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

Agence Maritime

cherche

CHIEF COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Niveau DECS, Service de 7 personnes. Connaissances informatiques/social/fiscalité. Expérience maritime souhaitée. Anglais apprécié. Sans des responsabilités.

Merci envoyer vos réponses avec C.V. et présentations à notre adresse : A.M.A. CHCI - Quai George-V, 76600 LE HAVRE. A l'attention de M^{me} CARFANTAN.TRANSITAIRE DE TAILLE INTERNATIONALE
grand groupe privé Français de Services Industriels
crée pour son siège à MARSEILLE le poste de

TRESORIER

Responsable de l'organisation et de la mise en place de la gestion de trésorerie (siège, agences, filiales) vous êtes chargé du contrôle des flux et de l'établissement de situations journalières.

Vous êtes l'interlocuteur privilégié des exploitants et des banques et vous participerez à la mise en place d'une gestion de trésorerie informatisée.

La trentaine, vous êtes de formation Supérieure Comptable avec une première expérience en gestion trésorerie et comptabilité. Vous faites preuve de réalisme et d'un bon esprit d'équipe.

Merci d'adresser : réf. 204/88 M, lettre manuscrite + C.V.

à notre Conseil

INNOVATION CONSULTANTS

34 cours Gouffé, 13006 MARSEILLE

Cedex 06.

JEUNE ANALYSTE FINANCIER

BESANÇON

La BANQUE POPULAIRE DE FRANCHE-COMTÉ (820 personnes) s'appuie sur un réseau de 47 agences et détient une part de marché remarquable dans sa région, notamment en PME - PMI.

Elle consolide son action de conseil en gestion et recherche un analyste pour réaliser l'évaluation globale d'entreprises, notamment en vue de l'attribution de concours financiers.

Cette fonction s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur de 25/30 ans (MSTCF, DECS...) apportant une première expérience diversifiée d'approche financière et économique de PME - PMI, acquise de préférence en milieu bancaire ou en cabinet d'expertise comptable. Des connaissances techniques complémentaires en financement des exportations ou produits financiers seront appréciées.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8473 B, à REUSSITES groupe AVISO - 2, quai du Commerce - 69009 LYON.

Membre de Syntec

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS recherche pour développer la distribution de ses produits d'information économique (notamment publications et banques de données) un

CHARGE D'ETUDES MARKETING

DIPLOMÉ D'UNE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

ayant l'expérience de la réalisation d'études de marché.

Outre l'élaboration et la mise en œuvre de plans de promotion, le poste comporte également des contacts commerciaux avec le public.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations à



C.C.L.P. - D.P.R.S. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS

Analyste F
Bilingue Anglais

EQUIPES ET CA

LYO

CHEF D'AC

lp.conseil

CONSOLIDATION DU GROUPE

CADRE COMPTABLE

H/F

Dans le cadre d'une création de poste, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche pour sa DIRECTION DES AFFAIRES COMPTABLES (110 pers. environ) un CADRE COMPTABLE.

Au sein du service consolidation vous assisterez, sur le plan technique, le Responsable du Service :
- vous étudierez des schémas comptables de consolidation, pour des opérations complexes,
- vous participerez, en liaison avec les Filiales, à l'application des normes de consolidation du groupe,
- vous contribuerez à enrichir les informations contenues dans les états financiers consolidés.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce... et d'un DECS, vous aurez acquis, lors de vos 2 à 3 ans d'expérience en cabinet d'audit, une bonne pratique de la révision.

comptable (et si possible de la consolidation).

Connaître l'activité bancaire est souhaitable.

Maîtriser l'anglais et être intéressé par le micro-informatique seront des atouts supplémentaires.

Vos qualités nécessaires pour réussir à ce poste : un esprit ouvert, des facultés d'analyse de problèmes complexes, un bon sens relationnel et un goût certain pour un travail autonome et organisé.

Doté d'un bon potentiel, vous évoluerez à terme, au sein de notre Direction des Affaires Comptables ou de la Banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, s/réf. CD, à Jean-Michel PIADÉ - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

"JE SAIS OÙ JE VAIS"

800 millions de francs de chiffre d'affaires, 10 millions d'actifs gérés, 200 000 clients confiants et solidaires, 90% de performances, la B.P.ROP figure parmi les premières banques populaires.

45.02.15.74

B.P.ROP

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Jeune diplômé BAC + 4 (Economie, Gestion), j'ai de grands projets et le bon profil pour évoluer. A la B.P.ROP, ma première année de formation me permet de renforcer mes compétences dans des filières variées au sein de l'Exploitation Commerciale. Progresser, assurer des responsabilités croissantes, avec la B.P.ROP, je sais où je vais. Mon contact : ALLO-CARRIERES (1) 45.02.15.74 (9 h - 17 h) - 53, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS (Réf. 730).



Pédiculaire LA BERTHE (182)

Filière de services, 130 succursales, 500 personnes, de l'un des trois premiers Groupes Industriels U.S., solidement implanté en France avec un taux d'expansion de 35 %, nous renforçons notre gestion en environnement fortement informatisé (IBM 36 + réseau PC). Pour compléter notre équipe, nous recherchons un :

Analyste Financier H/F
Bilingue Anglais

2/3 ans d'expérience confirmée du reporting anglo-saxon. Vous maîtrisez bien les aspects comptables, budgétaires, provisionnels de la gestion, vous pratiquez le Lotus 123.

Intégré dans l'équipe de la direction financière, vous participerez à l'analyse des performances et assurerez le reporting correspondant en anglais. Homme (ou femme) de dialogue, votre esprit d'initiative, votre sens de la méthode et vos qualités d'organisation seront les atouts de votre évolution et d'évolution au sein de notre société.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 58 8612 M, à notre Conseil qui garantira la confidentialité.

EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

L'un des premiers groupes français de négoce international de produits agro-alimentaires, implanté mondialement, nous recherchons pour l'une de nos sociétés (120 p., siège Paris)

un jeune assistant de gestion, H/F, 170 000 F/an

Venez analyser nos opérations sur les marchés à terme des matières premières, en relation avec nos services commerciaux et nos filiales étrangères, établir des situations provisionnelles, interpréter les écarts et faire les rapports de synthèse.

Diplômé d'études supérieures, vous vous êtes déjà frotté à l'entreprise avec une première expérience en contrôle de gestion : vous souhaitez travailler dans un groupe très formateur. Votre connaissance de l'anglais et vos qualités de communication faciliteront votre intégration.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5217 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
18, RUE ROYALE - 75002 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

camif

Notre métier : La Vente Par Correspondance. Nos moyens : des Catalogues et des Magasins. Notre dimension : 1 440 salariés pour un C.A. de 3,6 milliards. Nos partenaires : plus de 900 000 clients. Sociétaires et 5 500 fournisseurs. Notre projet, nos politiques privilégient l'innovation technologique, la qualité totale et les femmes et les hommes, acteurs de notre réussite. Le défi consiste à distribuer d'aujourd'hui.

CONTROLEUR DE GESTION EXPERIMENTE H/F

Rattaché au Directeur Financier, il se verra confier la responsabilité de l'élaboration et de la gestion des coûts analytiques et budgétaires de l'entreprise. Il développera les outils informatiques, assurera la diffusion des informations dans les différents services et réalisera des analyses de gestion spécifiques. Il animera une équipe de 4 personnes. Agé de 30 ans minimum, de formation supérieure (ESC, DECS ou équivalent), vous justifiez d'une expérience de contrôle de gestion d'au moins 5 ans en entreprise ou cabinet. Rigoureux, organisé, vous aimez le travail en équipe, avez le goût du contact et de la négociation, votre efficacité et vos résultats vous permettront d'évoluer au sein de la société.

Ce poste est à pourvoir à NIORT, ville où les secteurs tertiaires et informatiques sont en expansion.

Adressez lettre de candidature (C.V., photo et prétentions) à la Direction du Personnel - Trévis de Chauray 79045 NIORT Cedex.

Notre client, une société française (CA 3 Milliards de Francs) de grande renommée, leader sur son marché, recherche :

Responsable Financement Export

Paris Nord 230 KF

Au sein du département Trésorerie de la Direction Financière, vous aurez pour mission : la recherche et le montage des financements de contrats commerciaux export, la gestion des risques de change et l'assurance des créances (COFACE), et ceci en relation permanente avec les entités commerciales.

De formation supérieure de type Ecole de Commerce, âgé d'environ 28 ans, vous aurez 2 à 3 ans d'expérience, de préférence dans un service export d'entreprise. Un anglais courant, un excellent sens du contact et de la négociation sont des atouts indispensables.

Adressez CV + n° tél + rémunération actuelle à Christophe Aubry, Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1160 MD.

MP

Michael Page Finance

Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Un très important organisme financier recherche pour accompagner le développement de ses activités de Banque d'Affaires un

FISCALISTE

Paris Réf. FF135MO

Au sein d'une petite équipe de haut niveau rattachée à la Direction, il assurera une mission de Conseil Fiscal en matière de prêts à long terme et sur des dossiers d'ingénierie financière de type haut de bilan (fusions, acquisitions, LBO...).

En relation directe avec les différents intervenants, il construira des schémas destinés à optimiser sur le plan fiscal les opérations de l'Établissement et de ses clients Entreprises.

A 30/38 ans, de formation juridique générale, maîtrise / 3ème cycle, complétée par une spécialisation fiscale ou des connaissances acquises au cours de votre expérience de plusieurs années du Conseil Fiscal, vous souhaitez valoriser vos qualités de rigueur et d'innovation dans un environnement financier de premier plan. Rémunération motivante et perspectives d'avenir pour un candidat de valeur. Anglais souhaité.

Contactez Frédéric Foucard au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

MP

Michael Page Banking

Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

Abeille ASSURANCES

Devenez le partenaire actif de nos agents commerciaux

Après une formation théorique et pratique rémunérée, vous aurez un rôle :

- d'animation et de formation techniques et commerciales.
- de conseil dans le domaine de la gestion (portefeuille et comptable).

JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
(Ecoles de Commerce, maîtrise de gestion Sciences Eco, droit)

Ayant le goût du terrain, motivé par un groupe susceptible de vous offrir des perspectives de carrières intéressantes et variées ; Venez renforcer notre équipe d'inspecteurs du cadre IARD.

Postes à pourvoir dans différentes régions de France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 217 E/NC à Mme IMBERT, 52, rue de la Victoire, 75009 PARIS.

مقداد من الاصل

L'IMMOBILIER

MONTARGIS (45)

In Paris direct. seul. Sud au sud de la forêt, à prox. de comarçay, anc. r-vie de l'ant. rom. sur site. Parc planté 000 m². Vous offre une vue unique d'une demeure sans confort et raffinée selon style d'époque. Sd. chm., sal., sdb., 3 ch., bns. w.c. + maison d'amt. sep., 3 ch., w.c., communs. Terr., golf, jardin, 3 piscinées. Rénov. complète comme un neuf. Turpin Relais Montargis (18) 38-85-92, et après 20 h (18)

viagers

T-CLOUD BEL APPT.

mt. moderne 80 m², terrasse, box, pr. gara, Val-Or, occupé, 500 000 + mts. Tél. : 48-08-56-70.

94 CHARENTAIS
METRO LIBERTÉ

mont 90 m² + 50 m² jardin, livrés, box, occupé 1 ét., a 3 600 F. 45-87-86-18.

CRUZ 42-66-19-00

r. La Bodrie, particulière votre dossier viager, réservation gratuite, 49 ans expér., Garantie financière 3 000 000 F.

individuelles

PROJET: ÉGLISE secteur
environ. 8 p. cult. et ch.
150 m² env. 100 m² env.
complet. 2 045 000 F.
LES IMMOB. 43-45-22-82.

propriétés

act. p'tés ad terrains
000 m² env. Bry-s/
sme ou env. 43-22-41-50.

les maisons d'archt. jardin
150 m² env. 100 m² env.
en 5 000 m², prix 2,3 m.
m.
Tél.: 83-22-20-80.

terrains

RECHERCHONS AU MAROC

TERRAIN
pour protection immobilier
et tourisme pour groupes
INVESTISSEURS
basés en Suisse.
Ecrire S/nr 8 441
LE MANAGER PUBLI-MAT.
r. Montcaussey, Paris-7.

hotels particuliers
LA MALETTE
DÉAL AMBASSADE
Les bel hôtel particulier utilis-
able bureau et habitation.
100 m² env. services. Prix en cap-
ital, disponible de suite.
s. a/ré. B71 à FRANCA-
IS, rue, de la Banque,
5002 Paris, qui s'arrête.

bureaux
Locations
OMNICATION OCALE S
URX. SECRÉT. TELEX.
ELECTRO. TRAIT. TEXTES.
GECO 42-94-95-28.
OMIC. DEPUIS 80 F MS.
Paris 1^{er}, 9^h, 9^h, 12^h et 18^h.

SIÈGE SOCIAL
Directeurs, secrétaires, sténos
CONSTITUTION STÉS
Très compét. Délais rapides.
SPAC 42-93-60-50 +

NOTRE SIÈGE SOCIAL
A L'ÉTOILE
10^{es} CHAMPS-ÉLYSÉES
RÉUNION VICTOR-HUGO
10^{es} ét. secrét. stén. téléphone
Dom. Tél. : 170 & 390 F/m.
42-93-60-50

BOMCIFICATIONS
Tout du Maille - Bureau
constitution de sociétés
Rég. - Société
ACCES 40-28-15-12.

SIÈGE SOCIAL
Secrétaires & bure. nat.
dimanche P.C. et R.N.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
constitutions de sociétés,
marchés et tous serv.
annon. téléphoniques.
43-55-17-50.

**locaux
commerciaux**

entes

500 m² couverts + bu-
xoux, terrain 2 500 m² +
cadrans PER, RN14 + lo-

100

LES GRANDS TRAVAUX AU JAPON

Un sanctuaire bien gardé

Peu de firmes étrangères
pénètrent l'énorme marché
de la construction

L'ARCHIPEL nippon ne forme désormais plus qu'une seule île. Les détroits et bras de mer qui séparaient Hokkaido, Honshu, Shikoku et Kyushu — les quatre principales îles — ont été en quelques sortes abolis. L'inauguration, le 13 mars, du tunnel sous-marin de 53 kilomètres unissant l'Hokkaido au Honshu, puis, le 10 avril, du gigantesque pont reliant le Shikoku à l'île principale font dans pour les habitants de régions qui se considéraient doublement insulaires : par rapport au continent, comme le reste de l'archipel, mais aussi par rapport aux régions de Tokyo et d'Osaka. Le Honshu étant déjà depuis plusieurs années relié par un pont au Kyushu, il n'y a plus désormais aucune entrave à la communication entre les quatre îles de l'archipel.

Ces travaux sont titanesques : pour le tunnel sous le détroit de Tsugaru, ils ont coûté près de 1 000 milliards de yens (40 milliards de francs) et pris un quart de siècle ; quant au pont Seto Ohashi, d'une longueur de 10 kilomètres, saut d'un flot à un autre au-dessus de la mer intérieure et comportant une portée de plus de 1 kilomètre qui en fait un des plus audacieux du monde, son coût aura été d'un montant égal (1 300 milliards de yens).

Il s'agit en tout cas significatifs de la formidable frénésie de bâtir qui anime le Japon, largement soutenue au demeurant par les pouvoirs publics.

L'industrie de la construction a traversé ce que l'on nomme dans la profession sa « période d'hiver » : au cours de la première moitié des années 80, les grands travaux ont stagné en raison de la politique d'austérité budgétaire. Depuis la fin de 1987, grâce aux mesures de relance de la demande (6 000 milliards de yens) et aux dispositions du budget 1988, il est prévu une augmentation de 19 % des travaux publics.

« C'est la renaissance », nous dit M. Takehiro Hara, directeur de la Fédération des constructeurs. L'arrivée au pouvoir de M. Takeshita, très lié au lobby de la construction, n'est sans doute pas étrangère à cette euphorie. En

1988, le chiffre d'affaires de l'industrie japonaise de la construction s'élève à 63 000 milliards de yens (2 500 milliards de francs).

Les constructeurs japonais sont engagés dans une série de grands projets d'aménagement du territoire. Pour certains, les travaux ont déjà commencé : c'est le cas du pont-tunnel au-dessus de la baie de Tokyo (coût : 1 150 milliards de yens (1), du nouvel aéroport d'Osaka (1 000 milliards), d'un nouveau pont, celui d'Akashi, sur la mer intérieure (1 000 milliards) et de quelques deux cent cinquante projets régionaux : au total, quelque 30 000 milliards de yens (1 200 milliards de francs).

L'attrait des profits

La municipalité de Tokyo a de son côté donné son accord pour le développement d'un nouveau « centre » sur une île artificielle au milieu de la baie. D'une superficie de 440 hectares, il aura 44 000 habitants, et 115 000 personnes viendront chaque jour y travailler. A l'est de la baie, à 25 kilomètres de Tokyo, doit aussi être créée sur des terrains conquis sur la mer une nouvelle ville-satellite, Makuhari Business District (coût : 1 200 milliards de yens), qui sera achevée au début de la prochaine décennie. L'architecte Kisho Kurokawa nourrit, quant à lui, l'ambitieux projet de combler pratiquement toute la baie d'ici à l'an 2025 pour y bâtir une « Island City » de 30 000 hectares. Le coût est de 230 000 milliards de yens.

Si les utopies ne sont pas absentes, les perspectives de profit offertes par des opérations plus réalistes — rien que le plan routier 1988-1993 dispose d'un budget de 53 000 milliards de yens — attirent les constructeurs étrangers : non seulement les Américains, mais aussi les Européens, les Coréens et les Chinois veulent entrer sur le plus grand marché de la construction du monde. Mais celui-ci reste un « sanctuaire » difficilement pénétrable.

La construction est traditionnellement au Japon un secteur hypertrophié comparé à ceux des autres pays de l'OCDE : il représente de 15 à 20 % du PNB. La faiblesse en infrastructures (en 1982, seulement 52 % des routes étaient asphaltées), la durée de vie réduite des bâtiments et la fonction « électoraliste » de beaucoup de travaux publics en sont les causes principales. Il s'en outre toujours été étroitement lié à l'Etat et au monde politique (qu'il finance), et il continue à fonctionner comme une sorte de cartel.

Les investissements publics

Le littoral du Pacifique entre Tokyo et Kitakyushu est un « modèle » de ce type d'industrialisation s'opérant à partir de quatre grands pôles (Tokyo, Osaka, Nagoya et Kitakyushu) par l'intégration dans les circuits de sous-traitance de l'arrière-pays. Ce processus est assorti d'une dévastation effrénée de l'environnement (50 % des côtes ont été transformées par l'homme et 25 % sont désormais entièrement artificielles : combles, bétonnées, etc.) et d'une formidable spéculation foncière alimentée par l'étroite connivence entre les pouvoirs publics, les constructeurs et les politiciens qui ont joué les

nouveaux concurrents entrer sur leur marché ; mais c'est peut-être moins une volonté délibérée de fermeture qui rend celui-ci « opaque » aux étrangers que les lois secrètes qui le régissent et préexistaient à tout souci protectionniste.

La construction au Japon compte 520 000 entreprises : l'écrasante majorité (90 %) est formée de PME, dont le capital ne dépasse pas 10 millions de yens. Et elle emploie 5,3 millions de travailleurs (soit 9 % du total), dont 80 % sont des journaliers, composant l'essentiel de l'emploi précaire. Dans ce « tiers-monde » du système productif nippon, le taux de syndicalisation est faible et la main-d'œuvre très mobile.

Une organisation pyramidale

La Fédération des constructeurs, principal lobby du secteur, regroupe les cinquante-trois principales entreprises, dont les six géants. L'organisation du travail est toujours pyramidale : le contractant principal utilisant une cascade de sous-traitants. L'un des rouages occultes de régulation du marché est le système des ententes préalables aux appels d'offres, le *dango*, qui a toujours existé, bien qu'il soit interdit par la Fair Trade Commission.

Régulièrement, des scandales sont dénoncés par la presse : ce fut le cas en janvier dernier pour la construction d'une île artificielle à Osaka, une opération de 140 milliards de yens. Un coup de téléphone anonyme avait révélé au quotidien *Asahi* la liste des entreprises qui seraient choisies. Il en avait été de même, en décembre, dans un appel d'offres pour la construction du nouveau bâtiment du ministère de la justice.

L'entente entre les constructeurs suppose aussi des connivences avec le donneur d'ordre, ou l'occurrence souvent l'Etat. Celles-ci sont facilitées par les parachutages d'anciens fonctionnaires du ministère de la construction dans les sphères dirigeantes des entreprises de la branche. La Cour des comptes, qui a procédé à une enquête sur un millier de réalisations de travaux publics, a découvert que, dans la majorité des cas, le montant des devis cotait, à 1 ou 2 % près, avec le budget prévu. La plupart des scandales de corruption de fonctionnaires dont est saisie la justice

sont liés à des affaires de construction.

M. Hara, de la Fédération des constructeurs — lui-même un ancien fonctionnaire du ministère de la construction, — répond en souriant qu'« à sa connaissance, le *dango* n'existe pas ». M. Chiba, rédacteur du journal de la Fédération des syndicats de la construction, est plus direct : « C'est un secret de Polichinelle. Le *dango* permet une répartition sans doute peu démocratique mais réaliste du gâteau. Aussi notre syndicat n'a-t-il jamais dénoncé ces pratiques ».

« Le *dango*, explique pour sa part un constructeur de taille moyenne, est un mécanisme régulateur de la concurrence : il évite que celle-ci ne fasse tomber les prix à un point où le travail n'est plus rentable, sauvant ainsi de la faillite beaucoup d'entre nous ».

En ce qui concerne d'autres aspects encore plus obscurs du monde de la construction — les pots-de-vin politiques, — les syndicats préfèrent aussi se tenir cois : « C'est une nécessité : sinon il n'y a pas de travail », nous dit sans ambages M. Chiba.

Des ramifications ténébreuses

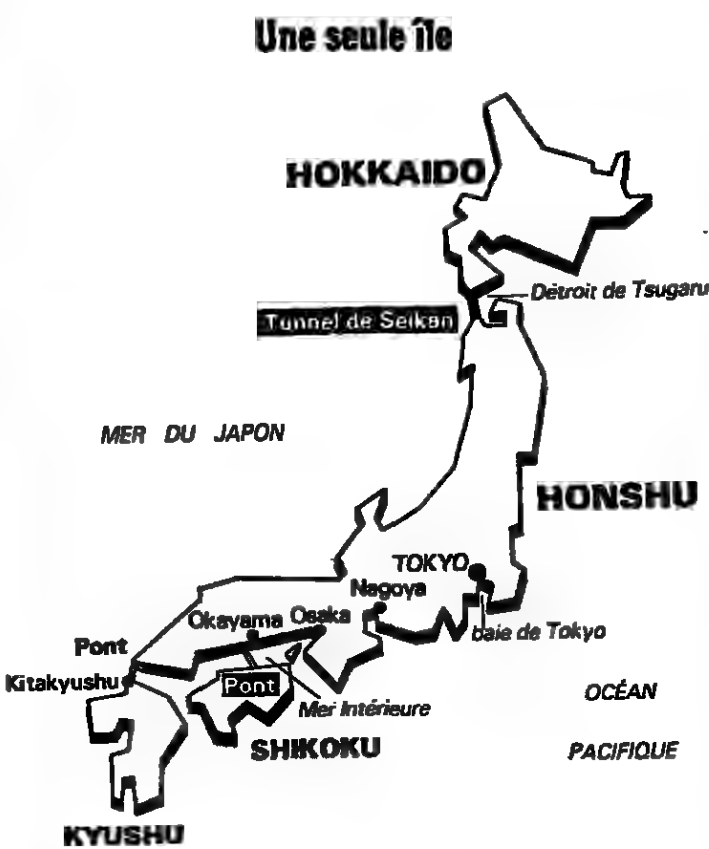
Pour asseoir son pouvoir local, le député ou le conseiller municipal doit avoir son « sabre d'or » qui lui permet de donner du travail à une entreprise plutôt qu'à une autre. Si on refuse cette règle du jeu, on se retrouve vite hors du marché.

« Les commissions », souligne cependant M. Chiba, créent un problème. Le travail à exécuter ne correspond pas au budget, car il faut prendre sur celui-ci le montant du pot-de-vin. Cette ponction sera répercutée sur le sous-traitant, mais on lui promet que, la prochaine fois, il y retrouvera son compte ».

Encore plus ténébreuses sont les ramifications de certaines entreprises de construction avec la police. Selon la police, un millier d'entreprises de la branche sont dirigées ou contrôlées par les truands, les *yakuza*. La police gère en effet une bonne partie du marché de la main-d'œuvre journalière.

de Tokyo,
PHILIPPE PONS
(Lire la suite page 38.)

(1) 1 yen = 0,04 franc.



jouèrent un rôle majeur dans la naissance de la grande industrie au siècle dernier. Depuis la guerre, les équipements publics à vocation industrielle, ou la mise à profit par le capital privé des investissements publics, ont été la règle de la période de haute croissance économique des années 60. L'usine avant la ville, la production avant l'aménagement urbain : c'est ainsi que routes et voies ferrées se sont bordées d'un double liseré d'usines et d'ateliers.

intermédiaires et empêchent les commissions.

Contrairement aux conceptions qui prévalurent au cours de la période de haute croissance, les nouveaux grands projets ne sont plus directement destinés à accroître la production. En outre, un souci de régionalisation est plus sensible qu'auparavant. Mais le fonctionnement interne de l'industrie de la construction n'a guère changé. Assurément, les Japonais ne souhaitent pas voir de

POINT DE VUE

Rompre pour une autre stratégie

par PAUL BOCCARA (*)

« Si le conformisme du parti de la conservation se montrait fondamentalement hostile, celui du parti du mouvement n'était pas mieux disposé [...] Pour faire tête au malheur, il est fallu qu'il se renouvelât, qu'il rompt [...] avec des conceptions, un rythme, des procédés [...] ». Charles de Gaulle (l'Appel 1940-1942).

En considérant les faiblesses économiques persistantes de la France, on a été jusqu'à parler de « déclin ». Mais les « redressements » proposés ne rompent pas fondamentalement avec les pratiques en cours. Il s'agit toujours de faire plus pour l'investissement productif, la recherche et la formation, l'organisation des entreprises : de s'appuyer sur le « grand marché européen » de 1992 et une coopération plus étroite avec nos partenaires de la CEE.

En réalité, ce dont souffre le plus la France, c'est, par la conjonction des conformismes de droite et de gauche, du refus de rompre avec les enchaînements des « actes successifs d'une seule et même tragédie », en roulant

« sur la pente » où l'on engage, depuis longtemps, un système d'actions déphasé (l'Appel).

Même certaines prises de conscience suggestives d'études récentes se refusent à des ruptures fondamentales. Dans les limites de cet article, j'évoquerai quatre comportements économiques interdépendants formant « système ».

● Rompre avec le traitement « social » du chômage. — On commence à admettre le lien du traitement dit « social » du chômage : les aides publiques ou les détaxations au bénéfice des employeurs, pour certaines catégories sociales comme les jeunes, en vue notamment de stages ou de « petits boulots » très mal payés et précaires. On peut citer l'article « Une stratégie contre le chômage », de Jean-Louis Beau, qui souligne : « On ne fait que déplacer le problème d'une catégorie à une autre sans jamais s'attaquer à la question de fond » (Futuribles, novembre 1987).

En fait, le traitement social du chômage sert d'alibi et d'anesthésie

sant pour les amputations et les non-crétions d'emplois, tout en stimulant leur précarité. Il ne s'agit pas de le détruire brutalement, mais d'en sortir résolument et au plus vite pour un traitement « économique » de l'emploi.

Cependant, l'article cité critique, à juste titre, les thèses selon lesquelles le démantèlement des lois sociales, la diminution du déficit public et la réduction de la demande intérieure augmenteraient la compétitivité et, finalement, l'emploi. Il insiste sur la nécessité d'un traitement très différencié des divers secteurs d'activité, notamment pour l'investissement.

En dépit de certaines inflexions, il considère toutefois que la réduction des charges sociales, la stimulation de l'investissement industriel et des mesures favorisant sa rentabilité, tout particulièrement dans les secteurs dits offensifs, où le com-

(*) Maître de conférences en sciences économiques à l'université de Picardie ; membre du comité central du PCF.

merce extérieur de la France est déjà exodant, sont des axes d'une autre stratégie. Mais il s'agit en fait de processus déjà à l'œuvre aujourd'hui, selon les lignes de plus grande pente du système existant, complémentaires d'ailleurs des efforts d'austérité et de flexibilité régressives critiquées comme pesant sur le débouché et l'efficacité.

● Rompre avec l'utilisation de l'investissement productif contre l'emploi. — Même quand on admet, surtout après le krach, ce qui n'est pas le cas général, la gravité de la croissance financière contre l'investissement productif et la production réelle, l'idée demeure de la solution simpliste par la stimulation de l'investissement productif.

On néglige ainsi un processus fondamental. L'investissement productif est devenu principalement un investissement de productivité, et non de capacité. Il se fait en remplaçant des travailleurs par des machines et en faisant peu ou pas croître la masse des salaires et de l'emploi afin d'élever le profit, dans une valeur ajoutée en prix croissant peu.

(Lire la suite page 38.)

MBA
University

L'excellence Franco-Américaine

Programme 3^{ème} cycle créé en 1986 et développé par l'Institut Franco-Américain de Management (I.F.A.M.) en association avec PACE UNIVERSITY (New York).

11 mois d'études (7 à Paris, 4 à New York) Octobre à Août
Deux diplômes : Master of Business Administration (M.B.A.) de Pace University, Certificat I.F.A.M. 3^{ème} cycle

Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur et/ou expérience professionnelle.

Réunions d'information

LILLE	Mardi 15 Mars à 18 h 30. Hôtel Carlton, 3, rue de Paris
TOULOUSE	Mercredi 16 Mars à 18 h 30. Hôtel Alton Wilson, 7, rue Labadie
BRUXELLES	Lundi 21 Mars à 18 h 30. Hôtel Métropole, Place de Brouckère 31
PARIS	Jeudi 24 Mars à 18 h 30. I.F.A.M. 16, bd Garibaldi (16 ^{ème})
GENÈVE	Lundi 28 Mars à 18 h 30. Noga-Hilton, 19, quai du Mont-Blanc
LYON	Mardi 29 Mars à 18 h 30. Hôtel Sofitel, 20, quai Gallieni

Admission : I.F.A.M. UNIVERSITY I.F.A.M.
18, rue Copré 75015 Paris (France) Tél. : 42 73 26 53

LES GRANDS TRAVAUX AU JAPON

Un sanctuaire bien gardé

(Suite de la page 37.)

Tous ces rouages font certes du Japon un secteur peu transparent pour les étrangers. Ils concourent aussi à en faire un marché cher puisque aucun mécanisme ne favorise la baisse. Quant aux pouvoirs publics, ils n'interviennent pratiquement pas sur des prix dont tout le monde sait qu'ils sont gonflés par les prélèvements politiques ou par des contrats allant à des entreprises locales qu'il faut soutenir.

La privatisation (par exemple celle des chemins de fer) introduit sans doute des évolutions. Mais, héritier du « système Tanaka » (l'ancien premier ministre qui bâtit sa fortune grâce à la spéculation foncière et aux travaux publics), M. Takeshita ne semble pas être celui qui va bouleverser un système où tout le monde retrouve son compte — du moins parmi les Japonais. Cependant le gouvernement a promis à ses partenaires étrangers un assouplissement des règles de participation aux appels d'offres.

Je considère le marché relativement ouvert. On peut certes faire des améliorations, mais on ne va pas changer notre système pour faire plaisir aux Américains, nous dit M. Hara. Il n'y a pas de discrimination de notre part, mais les constructeurs étrangers ne sont pas assez forts sur ce marché.

La coopération envisagée avec des étrangers reste du domaine de la conception ou de la fourniture de matériel, mais les Japonais ne s'attendent guère à ce qu'ils puissent prendre une grande part à la réalisation des projets. Ils redoutent surtout que les étrangers veuillent utiliser leur propre main-d'œuvre et faire sous-traiter les commandes par des Coréens ou des Chinois. Sur cette question, les syndicats de construction font parfaitement confiance à leur patronat pour s'y opposer farouchement.

Dans les années 60, des firmes américaines furent chargées de la construction de l'autoroute Tomei (Tokyo-Nagoya), financée par des prêts de la Banque mondiale. Mais incapables de s'entendre avec les sous-traitants, elles durent renoncer au projet. Les Japonais évoquent souvent le manque d'expérience pour justifier que peu de firmes étrangères pénétrèrent le marché de la construction.

Cercle vicieux : car si personne ne peut commencer, personne n'aura jamais l'expérience requise. Un premier test de l'ouverture sera donné par l'appel d'offres pour le pont-tunnel de la baie de Tokyo, auquel participent dix entreprises coréennes, cinq françaises, quatre anglaises, deux américaines et une chinoise.

de Tokyo,
PHILIPPE PONS.

POINT DE VUE

(Suite de la page 37.)

Stimuler simplement l'investissement productif serait favoriser encore ce processus qui est une des bases du chômage, de la limitation du débouché intérieur captif, de la réduction d'efficacité de l'investissement, des limites renouvelées de la rentabilité dans la production réelle et de la relance de l'accumulation proprement financière au plan international.

Il faut donc oser instaurer des stimulations très fortes du financement public et du système de crédit pour faire croître directement la masse de l'emploi véritable. C'est seulement dans ce cadre qu'il conviendrait de stimuler des investissements matériels plus importants et plus efficaces en produits, tout en pénalisant en outre la croissance financière persistante de l'efficacité productive des investissements en France est d'ailleurs une question primordiale.

On attire certes de partout l'attention sur l'importance nouvelle des investissements dits immatériels, les dépenses de recherche-développement, de formation, d'organisation qui accusent un retard sensible en France. Mais ici encore la question cruciale est d'oser solidariser un développement massif de ces dépenses avec une croissance

réelle importante de la masse de l'emploi.

Seule une croissance massive de l'emploi national étalera les coûts de recherche-développement, de logiciels, d'éducation et de formation, etc., sur un nombre suffisamment important de producteurs, tout en fournissant des recettes publiques et des incitations de gestion nouvelles pour la croissance et l'efficacité des dépenses de développement des ressources humaines de notre pays. L'étalement des dépenses de recherche-développement par la coopération internationale est indispensable. Mais il tend à développer des insuffisances et des dominations graves si l'on ne valorise pas à fond la population du pays.

Rentabilité
contre efficacité

● Rompre avec nos relèvements de marges dans nos échanges, contre nos ressources humaines. — Le déficit de nos échanges de produits manufacturés est grave. Dans le cadre de nos importations excessives de la RFA, des États-Unis et du Japon et des difficultés de nos exportations vers les pays en voie de développement, il s'agit plus particulièrement du déficit commercial permanent et grandissant avec la République fédérale d'Allemagne.

gée, depuis 1967 jusqu'en 1987 où il dépasserait 40 milliards de francs. Avec ses corollaires monétaires et financiers (le deutsche-mark a vu son cours en francs presque tripler de 1967 à 1987), ce déficit commercial est devenu intolérable, non seulement pour la France, mais pour toutes les relations économiques dans la CEE.

La recherche actuelle d'une coopération plus étroite avec la RFA sur la base de l'acceptation d'une telle défaite commerciale et monétaire et dans le cadre d'un marché encore mieux ouvert, est pleine des illusions dangereuses d'une fuite en avant dans un jeu international mené par des courants qui ne sont pas maîtrisés.

Une étude de Michèle Debonneuil et Michel Delattre sur « les pertes de parts de marché » de la France (*Économie et Statistique*, octobre 1987) rappelle comment la « dévaluation (du franc) — permet au producteur d'augmenter ses prix (en francs) pour rétablir le rapport entre les revenus nationaux qu'il verse et le prix auquel il vend sans pour autant augmenter son prix en monnaie étrangère ». Elle souligne en outre l'insuffisance relative des dépenses de recherche-développement en France.

Mais aussi, elle dénonce, selon le consensus dominant, « l'indexation des revenus sur les prix » qui « viendra renouveler à terme la tension initiale » entre revenus nominaux versés et prix. Elle ne voit pas que les augmentations de prix entraînent des relèvements de marges de profit (en pourcentage de la même production) contre les dépenses pour les facteurs humains de production et de productivité : salaires, formation, recherche, organisation, etc. Cette pression sur nos facteurs humains est au fondement des différences de productivité et des cercles vicieux des dominations commerciales et financières qui pèsent sur la France, tandis que nos propres dominations des pays en voie de développement se retournent désormais contre nos débouchés.

En même temps, le profit ainsi rehaussé sans relèvement de la production réelle tend à être davantage accumulé dans les opérations commerciales d'importations de marchandises et dans les opérations financières y compris les exportations de capitaux, plus rentables.

S'opposer aux dévaluations du franc ne doit pas se faire en vue de faciliter des exportations de capitaux et grâce à une attaque sociale et politique frontale des dépenses pour les facteurs humains. Il ne s'agit pas non plus de quémander un fallacieux soutien allemand du franc, contre le bradage de nos atouts et la collaboration du travail français dévalorisé pour l'expansion économique de la RFA à l'Est.

Un rééquilibrage de nos relations, tout particulièrement dans la CEE, et une maîtrise de notre création monétaire à travers la coopération supposent des ruptures avec la pression de la rentabilité financière contre la croissance massive de nos ressources humaines. Cette rupture est aussi nécessaire pour d'autres rapports avec les pays en voie de développement et des pays socialistes, en vue de relations non de domination commerciale, mais de promotion en commun de productions,

de recherches et d'emplois efficaces, avec des coproductions.

La France ne peut se rétablir en Europe occidentale qu'en changeant de stratégie à l'échelle du monde (et non en redoublant d'exportation de capitaux aux États-Unis), y compris pour sa participation originale aux coopérations de recherche-développement dans la CEE et à la réorganisation de la CEE.

● Rompre avec la dictature de la rentabilité pour une autre efficacité des entreprises publiques. — Dans les conditions de la révolution technologique informationnelle, les coopérations internationales intimes et sans domination nécessaire, exigent des coopérations « franco-françaises » très hardies entre entreprises de productions et de services ainsi qu'avec les services non marchands. Cela suppose une gestion nouvelle décentralisée du secteur public, industriel, financier et non marchand, faisant intervenir les travailleurs et les usagers.

On assiste à une crise d'efficacité du secteur public, tandis que les solutions keynésiennes révèlent leurs limites et leurs points aveugles. L'expérience montre qu'il ne suffit pas d'étendre le secteur public. Il ne s'agit pas de revenir en arrière par des privatisations, et il faut au contraire rationaliser. Mais la question décisive est celle de l'efficacité sociale des gestions autonomes et concertées des entreprises du secteur public ou mixte, ainsi que de leur coopération avec les entreprises privées.

Nouveaux
rassemblements

C'est à cette fin que nous avons proposé de nouveaux critères d'efficacité sociale des gestions opposées aux gâchis de la rentabilité financière. Ils sont fondés non seulement sur l'efficacité sociale « valeur ajoutée/capital matériel et financier », mais en relation avec elle, sur la croissance de la « valeur ajoutée disponible » pour développer les travailleurs et la population : emploi, qualification, formation, recherche, conditions de travail et de vie. De nouveaux rassemblements seraient possibles sur ces questions vitales dans les entreprises et dans les régions.

La France, de par sa situation dans le monde — dominant des pays en voie de développement, mais de plus en plus dominée — comme de par sa situation en Europe, peut jouer un rôle important dans la nouvelle phase de la crise de structure qui s'annonce après le krach boursier et la nouvelle perturbation des changes. Elle peut ouvrir à une vaste entente non alignée pour d'autres types de coopération.

Il est aussi conforme à sa vocation de se redresser en contribuant au redressement universel. De toute façon, elle ne peut limiter ses ambitions au rôle de suppléant — grâce au travail français devenant bon marché et à ses atouts technologiques ou militaires — de l'expansion commerciale de la RFA à l'Est, ou du repliement de l'hégémonie américaine. Au contraire, le redressement national et la maîtrise de notre destin supposent une grande ambition, indissociablement sociale et internationale.

PAUL BOCCARA.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

This announcement appears as a matter of record only.

January, 1988



U.S. \$ 20,000,000

Clothing Export Finance Facility

Provided by

BRED-Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts, Paris

Banco de Bilbao S.A.

Banco di Napoli

Banque Nordeurope S.A., Luxembourg

National Bank of Fujairah, Fujairah

Oesterreichische Laenderbank Aktiengesellschaft, Wien

Banque Algerienne de Commerce Extérieur S.A., Zurich

Commonwealth Bank of Australia

Copenhagen Handelsbank A/S Singapore Branch

Sanpaolo Bank (Austria) AG, Wien

Security Pacific International Bank, New York

Société Bordelaise de Credit Industriel et Commercial, Bordeaux

Union de Banques à Paris, Paris

Agent



BRED, Paris

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES
extension de délai

Avis d'appel de déclaration d'intérêt pour la traduction de propositions de réglementation et de normes techniques (avis publié au Journal Officiel des Communautés européennes C/14 du 10/01/1988, p. 3, ainsi que dans notre édition du 8/2/1988).

Vu l'intérêt suscité par l'avis publié au J.O. C/14 du 10/01/1988, la Commission a décidé de prolonger le délai pour les déclarations d'intérêt jusqu'au 25 mars 1988 inclus et de reporter la date de clôture de l'appel d'offres au 29 avril 1988 (extension du délai également publiée au Journal Officiel des Communautés européennes C/62-5/3/1988).

Les bureaux de traduction et autres entreprises qualifiées, qui n'ont pas encore manifesté leur intérêt par écrit et qui souhaitent participer à cet appel d'offres sont invités à expédier leur déclaration d'intérêt par télex, téléfax ou lettre recommandée de cachet de la poste faisant foi à l'adresse suivante, au plus tard le 25 mars 1988 :

Commission des Communautés européennes
Direction de la Traduction, ORBN 4/7,
rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES.

La chronique de Paul Fabra

Le futur roi d'Amérique

PRATIQUEMENT aucun économiste américain n'attend une récession pour cette année. Même les plus portés d'entre eux à mettre l'accent sur les éléments de fragilité de la situation économique voient celle-ci sous un jour favorable. Souvent qualifié de pessimiste, Henry Kaufman prévoit la continuation de la croissance au moins pour le deuxième et le troisième trimestre (au premier trimestre le taux de croissance aura été encore de 2,5 % après les 4,2 % du quatrième trimestre 1987).

Signe des temps, Henry Kaufman quitte définitivement à la fin de ce mois Salomon Brothers où il était entré en 1962. Départs volontaires et démissions, dont celle du célèbre économiste, ont fait aussi mauvais effet pour la réputation de la grande firme de courtage et de placements que les licenciements qui les avaient précédés. Mais si Wall Street continue à être un lieu de frustration, l'Amérique continue à connaître le quasi-plein emploi (le taux de chômage est tombé à 5,6 % au mois de février).

Economiste de la jeune génération, Steve Hanke fut conseiller de Ronald Reagan pendant la première année du premier mandat présidentiel de celui-ci, pense qu'on a interprété à tort comme un facteur négatif pour la conjoncture le gonflement des stocks constaté au cours des derniers mois de l'année dernière. Le marché reste porteur, selon Hanke : l'écoulement des marchandises en magasin sera aisément moyenné des rabais de prix. Les entreprises peuvent se le permettre sans dommage, leurs profits restent élevés.

Dans toute autre circonstance, de pareilles perspectives seraient considérées comme autant de facteurs de réduction des incertitudes politiques, surtout après les résultats du genre de ceux qui viennent de se dégager des élections du « super Tuesday ». Jusqu'à ce jour, le principal atout électoral du vice-président George Bush est de pouvoir se draper dans le manteau du président sortant. C'était le cas en 1960 pour Richard Nixon, alors vice-président de Dwight Eisenhower. Il fut pourtant battu par John Kennedy. Cette compe-

raison ne vaut évidemment prévisions ni de près ni de loin.

Mais il existe un paradoxe de l'actuelle campagne présidentielle américaine. Celle-ci ne passionne apparemment pas l'opinion publique et pourtant l'opinion publique est travaillée par des passions partiales. A cela s'ajoute une autre considération, composante essentielle du climat marse qui règne ici aux Etats-Unis. Malgré cinq ans et quatre mois de croissance presque ininterrompue de l'activité économique, l'inquiétude est un sentiment très répandu du bas en haut de l'échelle des revenus et des conditions sociales. Le souvenir toujours vivace du 19 octobre n'en fournit sans doute qu'une explication partielle.

D'incessants et insolites témoignages sur l'état de pauvreté d'une importante fraction de la population, le flottement des mœurs (à force de s'écarter sur les durables manifestations du puritanisme américain, on risque de ne pas voir à quel point une société d'indépendance s'est substituée à une société pudibonde), les progrès de la méfiance (dans les hôtels il faut payer d'avance), de la lassitude (ou sont passées la courtoisie et les votes enjoués des téléphonistes de naguère ?), beaucoup de choses concourent — même sans rappeler les récents scandales politiques — à alourdir le climat d'un pays où la prospérité est pourtant l'obsession.

Bien que les chefs d'entreprise et, d'une façon générale, les milieux économiques et financiers comme on dit n'aient guère à se plaindre de la présidence de Reagan, c'est parmi eux qu'on peut découvrir le plus facilement les causes objectives de la fièvre entre d'une part les appréhensions devant l'avenir proche et lointain et d'autre part le discours officiel sur les succès (indéniables) de l'économie déréglée, libéralisée, allégée du poids de certains impôts décourageants pour l'activité.

De nouvelles réformes favorables au développement des affaires sont pourtant envisagées dans ce domaine. Saluons à cet égard le passage du courage du candidat Bush pour braver certains préjugés antibusiness aussi forts aux Etats-Unis qu'en France. Le vice-président annonce qu'il est partisan d'une diminution de l'impôt sur les plus-values du capital afin de promouvoir les investissements à hauts risques dans les industries de pointe où la concurrence des Japonais est la plus pressante.

Parmi les données du marché propres à illustrer le mieux les hauts et les bas de la confiance des entrepreneurs, et surtout la rapidité avec laquelle celle-ci refait surface avant de replonger pour émerger à nouveau plus impatiente que jamais de profiter du bon temps dont la durée est comptée, figurent précisément les taux d'intérêt des émissions obligataires à haut risque (junk bonds). C'est ce genre d'opérations qui financent un bon nombre des OPA qui ont redonné depuis le début de cette année vie à Wall Street. A la fin de février, un emprunteur du secteur spéculatif au crédit par conséquent discuté (ce qui ne veut pas dire mauvais) devait offrir 4,57 points de plus que le taux des obligations du Trésor à huit ans d'échéance. Si le taux de ces dernières était aux alentours de 8 %, cela signifie que notre émetteur devait proposer un taux de 12,57 %.

DANS le courant de l'été dernier, quand le Bourse était au plus haut répandant un faux sentiment de sécurité, l'écart était tombé à 3,82 points (soit 3,82 % au-dessus des obligations du Trésor). En octobre, en pleine déprime, il était monté à 5,56 points. Pendant les années 30, les taux étaient tombés très bas (moins de 2 % pour les bons du Trésor). Mais les signatures à risque devaient payer très cher pour emprunter. La prospérité

d'aujourd'hui se perpétue sur fond de dépression, à cause de l'endettement sous-jacent.

On peut ajouter pour préciser : le capitalisme financier fait ses affaires sur fond de garanties publiques. C'est le mérite des Etats-Unis que de laisser encore apparaître au grand jour ces choses (en France, l'Etat est tellement présent et puissant que le coût de ses interventions et de ses garanties n'est connu que des spécialistes, trop contents d'en profiter pour faire partager leur secret au grand public).

Exemple : sept mois après que le Congrès lui ait attribué 10,8 milliards de dollars pour compenser ses pertes, l'organisme fédéral (Federal Savings and Loans Insurance Corporation) chargé de garantir les dépôts auprès des institutions d'épargne, dont une bonne partie sont en faillite, est lui-même incapable de faire face à ses obligations. Sans de nouveaux subsides de l'Etat, les épargnants seraient perdants.

Selon certaines estimations, il en coûtera aux contribuables entre 20 et 40 milliards de dollars pour renflouer le réseau des institutions d'épargne. De même, parce qu'il bénéficie indirectement de la garantie de l'Institut d'émissions (Système de réserve fédérale), des millions d'Américains continuent à entretenir des comptes auprès des grandes banques du pays. Celles-ci seraient bien incapables d'attirer encore des dépôts qu'elles rémunèrent du reste faiblement en l'absence de cette garantie publique.

Pareille situation est devenue un fait de société. Mais ce n'est pas parce qu'elle est permanente et tacitement acceptée par tous les partenaires qu'elle a cessé de miner en profondeur le terrain sur lequel se meut l'économie dite libérale. La vérité est que la majorité des établissements financiers et une fraction importante du secteur privé industriel ont cessé d'être autonomes à cause de

la détérioration de leur bilan respectif. Comment des sociétés vulnérables pourraient-elles résister à la forte récession que beaucoup d'économistes annoncent pour 1989 ou 1990 ? Pareille situation ne pourrait que donner des ailes à un futur gouvernement pour rétablir les réglementations s'il le juge nécessaire.

En attendant, ce n'est pas sur ce terrain que le débat politique se déroule même si la fragilité des bases du système explique que rien n'apparaît comme à l'abri d'une remise en cause. Si les propos et les programmes, du reste très vagues, des candidats en présence tendent à passer au second plan tandis que l'image et les symboles attirent toute l'attention, c'est peut-être pour la raison que l'essayiste Michael Novak (auteur de plusieurs livres visant à démontrer que le capitalisme est le système le mieux accordé à la vision catholique de la société) résume dans les termes suivants : en choisissant son futur président, le peuple américain non seulement s'approprie à dire le chef de l'exécutif chargé d'appliquer telle ou telle politique, mais aussi à nommer un roi temporaire.

Si un citoyen ne se reconnaît pas dans le roi installé à la Maison Blanche, il est véritablement malheureux et son malheur peut durer huit ans ! « Si les démocrates présentaient Mickey Mouse, je voterais demain pour Mickey Mouse. » Cette boutade d'un membre du parti en question n'est pas totalement gratuite. Est-ce la raison pour laquelle un haut dignitaire du Parti républicain m'assure de sa « profonde conviction » que les candidats du parti adverse seront Michael Dukakis comme président et le révérend Jesse Jackson comme vice-président (la photo de celui-ci en compagnie de Fidel Castro n'a pas été oubliée par tout le monde) et que ce « ticket » gagnera.

A son tour, l'Amérique conservatrice joue à se faire peur, mais est-elle vraiment rassurée ?

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

MOHKTAR LAKEHAL

L'Optimum d'injustice sociale

Déjà remarqué pour ses études d'histoire économique (y compris le présent), le jeune professeur de Paris-XII n'hésite pas à se lancer dans le redoutable problème social, le véritable objectif étant moins le système sans défaut que celui qui présente le minimum (et non l'optimum) d'injustice sociale.

Une excellente introduction nous rappelle le chemin parcouru, de l'assistance morale au droit protecteur. Quel bond, en effet ! Mais encore... Pourtant sur les risques créateurs de besoins sociaux, la première partie tombe sur l'inévitable innovateur Bismarck, tout en rappelant la lâcheté qui, en France, a pour résultat un nombre anormal de tués sur la route. Revenant dans le champ des doutes cruels de Beveridge et les contradictions d'un régime démocratique qui interdit à chacun de disposer de sa propre santé.

Dans un ordre, qui pourrait être plus logique, nous trouvons une bien opportune histoire de l'assurance et particulièrement des assurances sociales en France, jusqu'au code de la famille de juillet 1939, repris en 1946 dans la loi de Sécurité sociale. Après la troisième et la quatrième parties, nous voilà engagés à fond dans le système et ses contradictions ou paradoxes. Souvent cités, Johanet, Laroque et Foucault, mais aussi Dupuyroux, Illich et, plus encore, Rosanvallon.

Quelques ingénuités, telles que « certains médecins pensent que l'allongement de la vie a été obtenu grâce à la diminution de la mortalité infantile », mais documentation sûre et position sans ménagements contre l'alcool. Remarquables découvertes du redoutable CERC, nouvel Aarodde, et allusions, qu'on ait sou-

haité plus précises, à la isotrognèse. Si cruel qu'il ait été, un coût plus précis de l'allongement de la vie n'aurait pas été moins utile, ainsi qu'un compte de la « remise à plat », disons plutôt de la remise du compte à zéro. Mais quel « sage » ira jusqu'à ce degré de folie ?

Il n'y a pas, disait Henri Poincaré, des problèmes résolus et des problèmes non résolus, mais celui-ci est-il vraiment posé ?

★ Larmises, 10, rue Enard, Paris, 1988, 22 cm, 180 pages, 80 F.

MAKOTO ITOH

La Crise mondiale
Théorie et pratique

Ce professeur de Tokyo est-il un marxiste orthodoxe ou... personnel ? A tout le moins considère-t-il la doctrine du matérialisme historique comme un utile instrument d'analyse, sinon de prévision.

Ce qui n'est pas contestable, c'est la tendance (non certes monopolisée des marxistes, mais fréquente chez eux) à la primauté permanente de la doctrine, disons du raisonnement, sur cet éternel gène qui est le fait. Dès la préface, ne lions-nous pas : « Depuis dix ans, les conditions de vie des classes laborieuses se sont profondément détériorées ? A tout le moins, quelques données auraient été utiles.

Nous arrivons, d'ailleurs à la troublante « baisse fondamentale du taux de profit », qui a fait couler tant d'encre et le fera encore, mais qui serait peu en faveur au Japon. Nous voici maintenant devant le déroulement historique : nous suivons sans difficulté la description des crises cycliques du dix-neuvième siècle, tout en constatant, une fois de plus, le peu d'attention accordée à la période 1880-1900, pendant laquelle la production a eu l'audace de croître, malgré la baisse des prix. Malheur aux faits en contradiction avec les orthodoxes ! Ils seront, pour la peine, plongés dans le noir.

Plus étonnante est la non-constatation de l'effondrement des prix pendant la grande dépression des années 30. Six pages solides de texte, sans un chiffre à l'appui. Un tour de force.

Nous voyons cependant quelques nombres, lors de la description sur la « crise inflationniste du système mondial », notamment les dépenses militaires au Vietnam, ainsi que le rappel des calculs de l'américain Sweezy. Mieux décrit aussi les effets de deux hausses du pétrole. Le déroulement de la « crise » actuelle est plus fidèle, disons plus plausible, que le reste de l'ouvrage. « Victimes, notamment, est-il dit, les ouvriers japonais, dont les syndicats, en difficulté d'ailleurs, inclinent vers la droite. »

Du reste, les vues optimistes sur l'économie japonaise sont inspirées, est-il ajouté, par l'idéologie nationaliste. Devons-nous être rassurés ou inquiets ?

★ Etudes et Documentation internationales, Paris, 1987, 22 cm, 259 pages, 95 F.

MARC HILLEL

La Fièvre européenne
20 millions d'immigrés

Il est fâcheux que, dès le titre, l'auteur de *O laréti*, trente ans d'humour reprenne l'erreur linguistique populaire et même officielle : un enfant, né en France de parents étrangers, est parfois étranger, mais il n'est pas immigré. En revanche, les Français revenus d'Algérie sont des immigrés, tout en étant français.

Nous nous trouvons devant un récit — le plus souvent fidèle et, à l'occasion, pittoresque — des migrations contemporaines, portant en particulier sur les enfants de couleur nés en Europe, notamment en Allemagne. Les faits sont rassemblés ici ou là, l'accent étant mis sur le racisme, ne disons pas logique, mais à peu près inévitable, manifesté, surtout en Angleterre

et en Allemagne. Bien qu'antiraciste, l'auteur cite les chiffres de criminalité concernant les diverses nationalités, sans faire la correction élémentaire de la classe sociale.

Riche en documents, plus soucieux de susciter l'intérêt que de respecter l'ordre chronologique, l'auteur nous promène de pays en pays, d'époque en époque, manquant, cependant, l'occasion d'évoquer la reine Victoria et Disraeli appartenant, aux Enters, la venue en masse de Pakistanais, de Jamaïcains, de Kenyans dans les beaux quartiers de Londres, devenus difficiles à habiter bourgeoisement.

Quelques allusions à de Gaulle et aux « 12 millions de beaux bébés en dix ans », au Haut Comité de la population, à l'Office national d'immigration, aux réfugiés vietnamiens etc., plus savoureuses que documentées : nous menons à la guerre d'Algérie et au jugement : « La barge est pleine ». Quelques jugements incertains, tel l'usage du terme « insertion », qui, si officiel qu'il soit, est ici dépourvu de signification.

Pas d'étude économique et, en particulier, aucune vue sur l'avenir ni sur la menace qui pèse sur les retraites. Bien évoqué, par contre, le cas classique du père musulman qui refuse sa fille à un autochtone. Conclusion, en somme peu optimiste, malgré l'appel classique à l'espoir.

★ Plon, Paris, 1987, 22,5 cm, 270 pages, 85 F.

FRANÇOIS SEUROT

Le Commerce Est-Ouest

Ce n'est pas sa situation dans une ville de l'Est qui a orienté le jeune professeur vers les pays socialistes, mais le souci de connaître et d'enseigner un ensemble de relations, quelque temps tenues des deux côtés pour sacrées, mais adoptées aujourd'hui par une évidence nécessaire. Laissons de côté les débats sur les opinions de Marx en matière de commerce extérieur ou, plus précisément, sur celles qui peuvent lui être attribuées ; les doctrines sont, d'ailleurs, en continue évolution.

L'importance politique des échanges Est-Ouest dépasse de loin leur volume (3 % du commerce mondial), nous fait observer l'auteur dans l'introduction. Des trois parties, « Structures des échanges », « Déterminants de l'échange », « Déséquilibres monétaires et balance des paiements », la troisième est, sinon la plus digne d'intérêt, du moins la plus concrète et la plus ouverte vers l'avenir.

Intense est le transfert des techniques (et non « des technologies ») : en vingt ans, de 1960 à 1980, l'Union soviétique a acheté 700 licences à l'Ouest, payées d'un prix fort modeste ; un progrès néanmoins. La vente de licences ne fait que suivre celle d'un produit. Ces licences sont parfois revendues à des pays du même régime. D'autre part, sans être un organisme national, le CAEM est un ensemble dont l'Occidental, fournisseur de technologie, ne peut ignorer l'existence.

Le transfert ignore parfois — restez sans émotion — les tensions politiques. Selon les experts américains, cent cinquante systèmes d'armement soviétiques reposent sur des techniques occidentales, mais le mode de ces transferts n'est pas révélé ici. Le stock de capital soviétique, directement venu de l'Ouest, avoisinerait 10 % du total.

La Banque internationale de coopération économique (BICE) possède sa propre unité de compte, le rouble transférable, monnaie de compte mais non monnaie convertible. Le CAEM nourrit, cependant, des projets de monnaie convertible. L'objectif est d'éviter la théorisation privée en dollars. Le dernier mot est loin d'être dit.

★ Economica, Paris, 1987, 21,5 cm, 174 pages, 58 F.

Signalons enfin la parution des volumes VII et VIII des œuvres complètes de Léon Walras : *Mélanges d'économie politique et sociale* et *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*.

★ Economica, 573 et 588 pages, 330 F. chacun.

C.Q.F.D.

C'est le train
C.Q.F.D.
Qu'il faut prendre
Forcément en 1^{re} classe
Dans vos déplacements d'affaires

SNCF
C'EST POSSIBLE!

BILLET

la Confédération internationale des syndicats libres, s'est ouvert lundi à Melbourne. Il doit examiner la position de ses membres face au « défi du changement » (lire page 43).

■ La Confédération internationale des syndicats libres, s'est ouvert lundi à Melbourne. Il doit examiner la position de ses membres face au « défi du changement » (lire page 43).

■ L'exploitation du gisement de gaz naturel de Camisea, au Pérou, a été confiée à Shell (lire page 44).

■ Yves Flornoy, ancien syndic des agents de change, est mort (lire page 46).

■ Suzuki installera une usine d'assemblage automobile en Honarie (lire page 44).

Renforcer la sécurité des marchés financiers

Analysant d'abord les événements boursiers de l'automne dernier, la commission relève que « l'observation des différents marchés au cours du mois d'octobre 1987 ne permet pas d'établir une différence significative entre ceux des pays qui étaient dotés d'instruments à terme sous forme d'indices boursiers tels que les États-Unis et la Grande-Bretagne et ceux qui n'en disposent pas comme la France, l'Allemagne fédérale, la Suisse ». Mais, à part le Japon, dont le comportement est particulier, la correction enregistrée semble avoir été aussi brutale sur l'ensemble des marchés, et les mouvements de cours importants, dans presque tous les pays, en raison de l'inquiétude

D'autre part, des dysfonctionnements sont provoqués par l'absence de communication entre les chambres de compensation. Ces dernières jouent un rôle essentiel en s'assurant à tout moment qu'acheteurs et vendeurs sont en mesure de faire face à leurs engagements et en exigeant le

Ces remarques constituent une allusion directe non seulement aux incidents qui ont secoué récemment les marchés, mais aussi aux risques encourus par les directeurs financiers d'entreprises et les gestionnaires de SICAV dans leurs opérations, avec la possibilité de dissimulation de pertes et les surprises désagréables qui peuvent survenir.

Ce constat effectué, la commission formule des propositions autour de quatre thèmes. Tout d'abord, il faut développer les marchés à terme organisés qui « répondent à de réels besoins : une place financière ayant l'ambition de se tenir aux premiers rangs dans le monde ne peut s'en dispenser ». Dans cette perspective, il est donc « souhaitable d'accroître

» Que l'étalement des résultats dégagés par les opérations de couverture soit entouré de conditions strictes.

» A titre de conclusion, la commission constate l'intervention croissante des banques sur l'ensemble des marchés de l'argent et suggère la constitution d'un comité de liaison entre les autorités du marché (Banque de France, Trésor, Commission des opérations de Bourse, Conseil des Bourses de valeurs, Conseil du marché à terme) destiné à assurer une concertation permanente, notamment en période de crise ».

FRANÇOIS RENARD.

La Régie Renault peut-elle être une entreprise ordinaire ? C'est la question que posent les conflits qui ont lieu dans plusieurs usines du groupe, et qui inquiètent la direction de la firme. Alors que la Régie mène une politique très proche de celle de PSA — réduction des emplois, médiation forcée des salariés et, sur un autre plan, rigueur à l'égard des filiales et des fournisseurs, amenés donc à adopter la même ligne de conduite qu'elle, — elle doit affronter des oppositions parfois très dures, alors que la « paix sociale » règne chez l'autre constructeur.

semaines à Cergy, dans la région parisienne, menée par la CPDT appuyée par le CGT : une situation qu'on retrouve aujourd'hui chez Chausson, filiale commune de Renault et de Peugeot, où le mouvement dure depuis la mi-février (*Le Monde* du 10 mars). Depuis plus de trois semaines, une autre filiale, la SBFM (Société bretonne de fonderie et de mécanique), qui fabrique notamment des éléments de suspension, a son activité réduite de moitié, avec des phases de blocage complet.

Sur l'emploi, l'usine de Cléon, après une longue lutte sur le plan juridique et judiciaire pour bloquer cent cinquante licenciements, est touchée depuis le mardi 8 mars par des grèves tournantes. La direction a contre-attaqué en mettant en garde les salariés contre les conséquences « au plan de la responsabilité civile » de « certaines modalités » de ces grèves, qu'elle juge « illusoires ».

Ces conflits tiennent pour une part à une certaine « raideur » de Renault. Ayant tardé à supprimer des emplois, la firme met les bouchées doubles depuis 1985 (et l'arrivée de Georges Besse), puisqu'elle a supprimé quelque 25 000 emplois. Mais cette attitude, peut-être un peu plus dure aujourd'hui que celle de PSA, est aussi le résultat d'une politique salariale. Après une pitoyère politique salariale peu généreuse dans le passé (qui fait que les salaires ouvriers de Renault sont considérés comme supérieurs de 15 % en moyenne à ceux de Peuvent la nôtre, d'avoir lui

Ce conflit « d'appareils » prend des aspects politiques, le PC, auquel appartiennent la plupart des militants licenciés, prenant le relais de la CGT, voire la précédant dans sa campagne réclamant, depuis le début de l'année, le départ de M. Lévy, le PDG. Mais le Régie doit affronter des conflits plus traditionnels avec les colonies et avec l'Armée.

est mal vécue. Alors que Deputat réussit à obtenir des départs volontaires, que Citroën, après le grand conflit de 1984 (près de deux mille licenciements dans la région parisienne), a pu fermer les usines de Nanterre, Clichy, et maintenant Levallois sans trop de difficultés, Renault ne parvient pas à passer en douceur : tout se passe comme si l'on attendait davantage de la Régie, et qu'on ne lui pardonnait pas de décevoir.

GUY HERZLICH

Les contrats, à termes constituant des engagements fermes qui portent, à l'achat et à la vente, sur des lots de devises ou de valeurs mobilières. Les conditions de règlement à échéance peuvent prévoir, soit le paiement d'une somme fixe en ou en moins suivant l'évolution des marchés (méthode retenue pour la cotation d'indices boursiers aux Etats-Unis), soit la raison de titres physiques.

Couverture d'une « position » : l'opération consiste à effectuer un dépôt de garantie (de 5 à 15 %), et, pendant toute durée du contrat, les variations des marchés par rapport au prix conclu a été conclue la transaction initiale donnent lieu à l'imputation journalière d'un crédit ou d'un débit.

des renversements imprévus et des risques certains.

● Les opérations de gré à gré s'effectuent en dehors des marchés organisés, sans les garanties qu'ils offrent, et entre personnes privées, ce qui les rend dangereuses.

La motivation des opérateurs est triple :

● Les opérations de « couverture » sont celles par lesquelles un opérateur ou un investisseur se charge des risques qui pèsent sur son actif ou son passif en achetant ou en vendant à d'autres intervenants qui acceptent de prendre en charge ces risques, parce que soit leurs besoins de couverture, soit leurs anticipations sont inverses à la

- **Les contrats d'option** consistent à l'opérateur le droit, mais non l'obligation, d'acheter (ou de vendre) (« put » ou « call ») à un prix convenu à l'avance, en payant une prime. Le droit peut être exercé à tout moment jusqu'à la date d'expiration, appelée le terme. Le risque de l'acheteur est limité au montant de la prime, qu'il abandonne si les cours baissent, au contraire de ce qu'il espérait, avec l'espoir de revendre plus cher. En revanche, le risque du vendeur est « illimité », la perte pouvant être forte si les cours montent au lieu de baisser comme anticipé. On parle, dans ce cas, d'effet de levier *à*, avec
- **L'arbitrage** consiste à tirer parti de distorsions temporaires entre les cours de différents termes pour en obtenir un profit en principe sans risque, c'est-à-dire indépendamment des variations ultérieures du marché. Il a pour fonction fondamentale de maintenir une cohérence constante entre le marché au comptant et le terme, en les rééquilibrant.
- **Le spéculisme** consiste à prendre position sur le marché sous le simple espoir d'une amélioration fondamentale, d'une anticipation de la hausse ou de la baisse. Elle assume, ce faisant, un risque et contribue à la liquidité des marchés.

Le pouvoir politique très connue prévus (*le Monde*) date 13-14 mars) la leçon des problèmes soulevés en France par la récente vague d'offres publiques d'achat (OPA). Le ministre de l'économie a décidé, le lundi 14 mars, de prendre un certain nombre de mesures afin d'améliorer la transparence du marché et de limiter le caractère « sauvé » de certaines opérations. M. Balladur a annoncé que les agents de change et le président de la Commission des opérations de Bourse de mettre en œuvre les dispositions nécessaires « pour que, d'une part, les intentions de l'initiateur d'une offre publique d'achats ou d'échange soient mieux connues et que, d'autre part, tout actionnaire dont la participation viendrait à dépasser 10 % du capital d'une société soit tenu de déclarer ses

Ce type de procédure existe déjà dans les pays anglo-saxons. Aux Etats-Unis, un investisseur ayant pris une participation de 5 % dans une entreprise se tenu de déclarer ce qu'il a l'intention de faire : le nombre de titres qu'il veut acheter, pendant combien de temps, à quel prix, comment il finance... Si ses déclarations ne sont pas conformes à sa pratique, il encourt des sanctions.

En Grande-Bretagne, au-delà de 15 %, un acheteur doit indiquer si l'entente se situe dans une catégorie inférieure à 30 % ou si au-delà ce qui l'oblige alors à acheter 100 % du capital.

Par ailleurs, M. Edouard Balladur a « invité les autorités boursières à lui faire part de leurs réflexions sur la possibilité, pour une société visée par une offre publique, d'effectuer des actes allant au-delà de la gestion courante et notamment de

convoquer une assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires. Cette dernière mesure, si elle est finalement prise, est extrêmement importante car elle ouvrirait à la société attaquée la possibilité de se défendre, par exemple en faisant convoquer par une assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires une augmentation de capital réservée à un groupe allié (« chevalier blanc »). Il est probable toutefois qu'il faudra prévoir un raccourcissement des délais nécessaires à la convocation d'une AGE (un mois actuellement), faute de quoi une telle mesure ralentirait considérablement le processus des

Pour M. Balladur, les OPA ne sont pas un phénomène nocif, mais un phénomène naturel de sélection par le marché des meilleurs. Mais il souhaitait en adapter les règles en les durcissant : l'agresseur aura plus de difficultés tandis que l'agressé devrait pouvoir mieux se défendre.

Le Conseil régional Rhône-Alpes réalise une étude concernant la politique régionale de soutien à l'innovation technologique en milieu industriel. Cette étude devra analyser les programmes et les procédures mis en place par la Région Rhône-Alpes et les autres partenaires du développement technologique, et comment ces actions sont avec les politiques d'autres régions, en particulier en Europe.

Eile formulera des propositions d'actions concrètes pour élever le niveau technologique, autour de deux thèmes principaux : le premier est consacré à la recherche et à privilégier en Rhône-Alpes et la mise en œuvre de technologie vers les PMA.

Adressez candidature et références à Monsieur le Président du Conseil Régional, Direction des Industries, 10 rue de la République, 69600 St EPHRE, 69 100 LYON, France.

Les candidatures sont acceptées jusqu'au 15 septembre 1988, à 16 h.

Si vous devez vous déplacer
pour vos affaires,
prenez le train, en première classe.
Votre vie sociale et professionnelle n'en sera
que plus satisfaisante.

SNCF
C'EST POSSIBLE!

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

مقداد من الاميل

7 JOURS QUI COMPTENT

DU 15 AU 21 MARS
CHEZ RENAULT

CREDIT TOTAL

Pour les véhicules neufs V.P. et les véhicules d'occasion Garantie O.R. et Garantie O.R. PRIVILEGE, de moins de 3 ans, sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A.

REPRISE 5.000 F

Pour tout achat d'un véhicule neuf ou d'un véhicule d'occasion, marqué d'un point rouge, reprise 5.000 F minimum de votre ancien véhicule quel que soit son état, si vous le possédez au moins depuis 6 mois. Offre réservée aux particuliers.

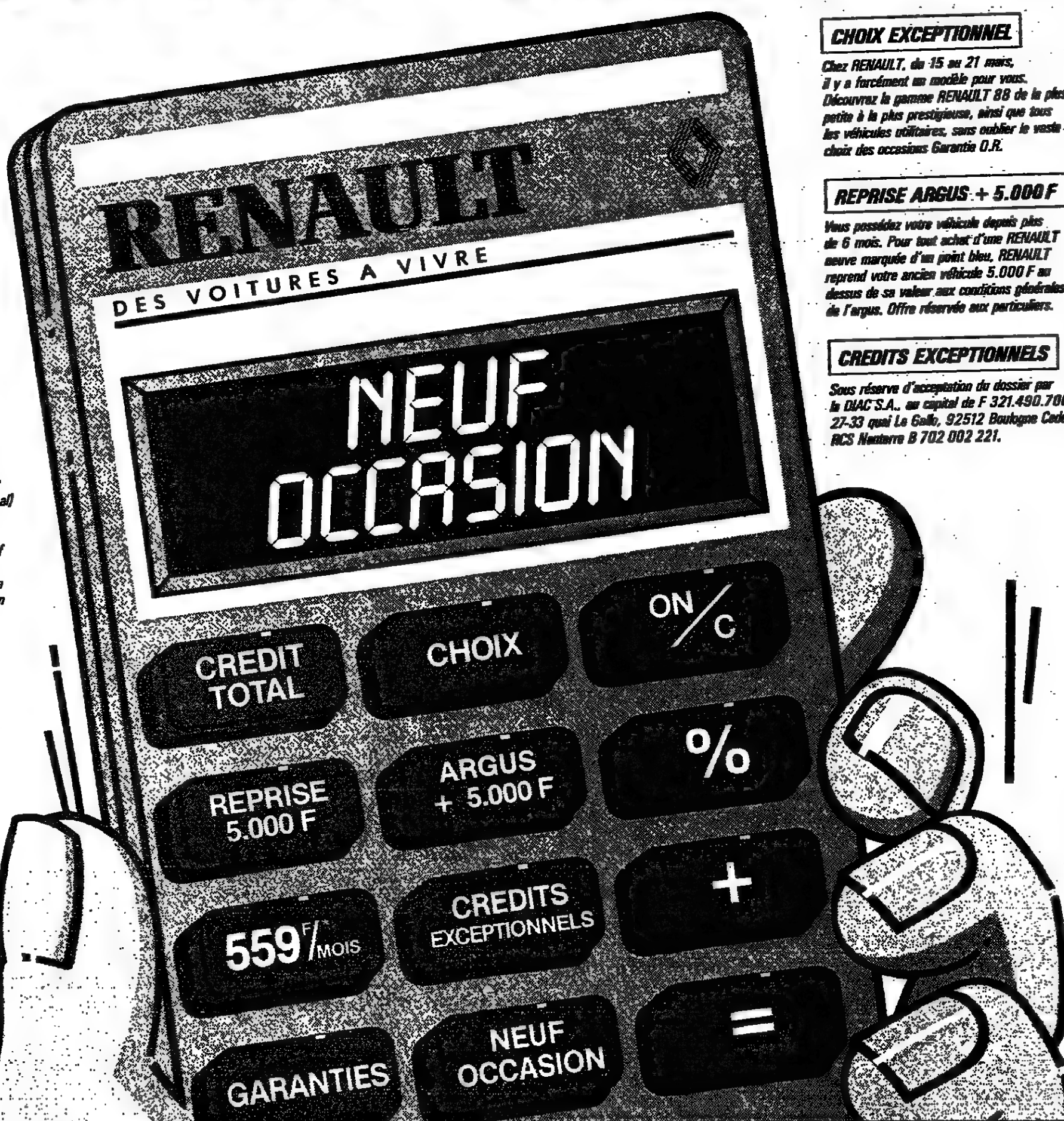
L.O.A. 60 MOIS

Location avec option d'achat sur 60 mois, moyennant un versement initial de 17.800 F (dont 11.125 F de 1^{er} loyer majoré et 6.675 F de dépôt de garantie égal à l'équation d'achat final) et 59 loyers de 559 F. Coût total en cas d'acquisition 50.781 F. SUPERCINQ FIVE 3 portes : prix tarif au 8/02/88, 44.500 F TTC, offre valable jusqu'au 21 mars sur toute la gamme VP sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A.

TAPEZ
3614



RENAULT présente eif



CHOIX EXCEPTIONNEL

Chez RENAULT, du 15 au 21 mars, il y a forcément un modèle pour vous. Découvrez la gamme RENAULT 88 de la plus petite à la plus prestigieuse, ainsi que tous les véhicules rétro, sans oublier le vaste choix des occasions Garantie O.R.

REPRISE ARGUS + 5.000 F

Vous possédez votre véhicule depuis plus de 6 mois. Pour tout achat d'une RENAULT neuve marquée d'un point bleu, RENAULT reprend votre ancien véhicule 5.000 F au dessus de sa valeur aux conditions générales de l'Argus. Offre réservée aux particuliers.

CREDITS EXCEPTIONNELS

Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A., au capital de F 321.490.700, 27-33 quai La Galle, 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221.

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

Économie

SOCIAL

Ouverture du 14^e congrès de la CISL à Melbourne

Le « mouvement syndical libre » veut « relever le défi du changement »

MELBOURNE
de notre envoyé spécial

Le quatorzième congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui s'est ouvert le lundi 14 mars au Southern Cross Hotel à Melbourne en Australie, en présence de 850 délégués, compte un absent de marque : M. Lech Walesa. Le dirigeant de Solidarité, dont l'organisation s'est affiliée en novembre 1986 à la CISL, en même temps qu'à la Confédération mondiale du travail (CMT), souhaitait répondre positivement à l'invitation de cette organisation syndicale internationale, mais les autorités polonaises lui ont refusé son visa, jugeant cette réunion « contraire aux intérêts majeurs de la Pologne ».

En signe de protestation, des Australiens ont manifesté devant l'ambassade polonaise à Canberra. Coïncidant avec le bicentenaire de l'Australie, le 14^e congrès de la CISL devrait cependant être le cadre d'une importante réunion syndicale. Née en 1949 d'une scission de la Fédération syndicale mondiale (FSM), dominée par les pays communistes, la CISL revendiquait, au 1^{er} janvier 1988, 87 millions d'affiliés dans 141 centrales nationales de 97 pays. Sortie en 1969 en raison de son opposition à l'oppression ouest-allemande, l'AFIL-CIO (1) est revenue lors du précédent congrès d'Oslo fin 1983, mais elle ne menait plus vraiment le jeu. Elle doit compter avec le poids de plus en plus important des syndicats européens (du

DGB allemand au TUC britannique en passant par les syndicats scandinaves), mais aussi des syndicats des pays asiatiques et du Pacifique.

La France est représentée essentiellement par FO, qui a envoyé à Melbourne une délégation comprenant deux membres de son bureau confédéral, MM. Bernard Mourgeon et Jean Doriat. La centrale de M. Bergeron (lui-même vice-président de la CISL) joue un rôle important, faisant souvent le lien entre les syndicats européens et l'AFIL-CIO, avec laquelle elle a des relations étroites. Mais elle va devoir compter à court terme avec la présence, comme à la Confédération européenne des syndicats (CES), de la CFDT. La centrale de M. Edmond Maire a quitté la CMT en 1979 et son conseil national a décidé en octobre 1986 de faire la proposition au prochain congrès confédéral — en novembre 1988 à Strasbourg — de ne proposer pour une adhésion au mouvement syndical international qu'à la CISL. A Melbourne, la CFDT figure parmi les invités avec une délégation conduite par M. Albert Mercier, secrétaire national.

L'indépendance de la Nouvelle-Calédonie

Dans l'immédiat, la délégation FO risque d'avoir à faire face à Melbourne à quelques opposants hostiles à la politique française — tant à propos des essais nucléaires à Mururoa que de la Nouvelle-Calédonie, — qui sont devenus traditionnelles dans le Pacifique. Ainsi, la quatorzième conférence syndicale du Pacifique sud de la CISL et de son organisation régionale pour l'Asie ont demandé à la CISL de soutenir leur appel au gouvernement français pour qu'il « accorde avec effet immédiat l'indépendance totale à la Nouvelle-Calédonie ».

En revanche, il est peu vraisemblable, comme à Oslo en 1983, que le congrès soit le théâtre de nouveaux affrontements sur le désarmement. Il y a près de cinq ans, la CISL avait demandé « en même temps » le retrait des SS-20 soviétiques et l'abandon du déploiement des Pershing-II et des missiles Cruise américains. L'AFIL-CIO et FO avaient alors mis en garde les congressistes contre toute concession au pacifisme. Depuis, il y a eu l'accord signé à Washington entre les Etats-Unis et l'URSS. Mais FO pourrait toutefois « entendre » sur ce sujet sa différence. Elle avait ainsi refusé de se joindre à la délégation conduite par le président de la CISL, M. Narayanan (Malaisie), et son secrétaire général, M. John Vanderveken (Belgique), qui a rencontré successivement M. Gorbatchev, le 9 octobre 1987 à Moscou, et M. Reagan, le 21 janvier 1988 à Washington. FO ne veut pas entendre parler, à la diffé-

rence du DGB ou du TUC, du moindre contact, proche ou lointain, avec l'URSS et les pays de l'Est.

Les effets de l'internationalisation

L'essentiel des débats à Melbourne devrait être consacré à la discussion d'un rapport de 145 pages intitulé « Relever le défi du changement », qui souligne « la nécessité pour les syndicats de prendre pleinement en considération les effets profonds de l'internationalisation ». « Le but fondamental du mouvement syndical libre, proclame-t-il d'emblée, est d'arriver à la justice sociale et à la prospérité économique par une extension de la démocratie ». Tout en réaffirmant qu'il n'y a « pas de modèle unique de syndicat », ce document souligne le rôle de la CISL pour « aider les syndicats à s'adapter à un monde rapidement changeant ». « L'absence d'une organisation syndicale parmi la grande majorité des plus pauvres dans les zones rurales et les bidonvilles des pays en voie de développement, note le rapport, est le défi le plus important ».

Ce rapport passe longuement en revue la situation de l'économie mondiale, en affirmant que, « si des changements de politique importants interviennent pas pour promouvoir la croissance dans les pays en voie de développement comme dans les pays industrialisés, la stagnation persistera ». Il estime que la « crise de la dette » a révélé un « profond sentiment d'injustice » dans de nombreux pays en voie de développement et qu'elle « impliquera des réformes du système

monétaire international et la démocratisation du processus d'élaboration de politiques dans les pays développés ». Réserve faite aux privatisations, critique sur la flexibilité — utilisée dans certains cas « pour défaire les droits fondamentaux de l'organisation syndicale et de la négociation collective », — la CISL demande, comme à Oslo, des discussions tripartites gouvernements-employeurs-syndicats pour participer au « processus d'ajustement aux nouvelles circonstances économiques » nationales et internationales.

La grande variété des pratiques syndicales de ses affiliés conduit la CISL à une approche prudente de l'adaptation du syndicalisme. Si elle reconnaît un certain déclin des syndicats dans l'industrie, elle l'impute pour l'essentiel à la récession générale et au chômage, les femmes venant renforcer les effectifs syndicaux dans d'autres pays.

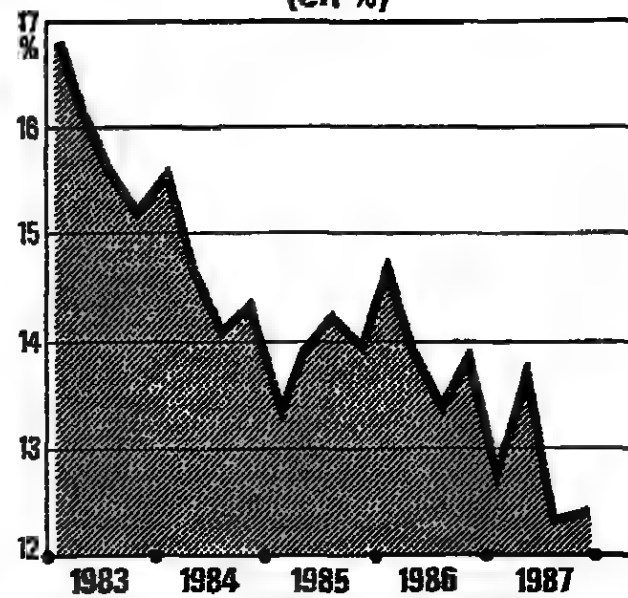
Le rapport invite les syndicats à présenter de « nouveaux sujets » à la table de négociation, à planifier « soigneusement » la grève, à développer « une participation active informée » de leurs adhérents, à « s'accommoder aux besoins diversifiés » des nouveaux adhérents, à s'implanter dans les secteurs non organisés et les PME sans délaisser des groupes comme les cadres, les étudiants, les chômeurs et les retraités, voire à défendre les « services spécialisés ». Autant de sujets sur lesquels différentes approches pourraient apparaître...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) American Federation of Labour - Congress of Industrial Organizations.

FINANCES

TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES (en %)



Le taux d'épargne dans les ménages recule de plus d'un point en 1987, pour s'établir à 12,5 % du revenu disponible des particuliers après 14 % en 1986. Ce taux est le plus bas enregistré depuis très longtemps, et il se situe à plus de 5 points au-dessous des niveaux d'il y a dix ans. Une baisse considérable dans un pays où traditionnellement l'épargne était l'une des plus dévies du monde. Ce mouvement est inquiétant, puisque jusqu'à la fin des années 70 l'épargne des ménages était suffisante pour financer les besoins des entreprises.

● RECTIFICATIF. — Deux lignes intermédiaires ont rendu incompréhensible un passage de l'article intitulé : « La programme Eureka : la mort des projets de recherche européens impliquent des sociétés françaises » (Le Monde daté 13-14 mars). Il fallait lire, au 2^e paragraphe : « Lors de la prochaine réunion à Copenhague, une vingtaine de nouveaux projets au moins, à participation française, seront approuvés... »

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

en mars dans

Ordinateurs & BANQUE

BANQUE LA HENIN
BARCLAYS BANK
CREDIT IMMOBILIER
CREDIT LYONNAIS
MANTIS
OM FRANCE
SOCIETE GENERALE

le numéro 35 FF

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Simco UNION POUR L'HABITATION

Le conseil d'administration, réuni le 10 mars 1988, a arrêté le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 1987.

Les comptes de l'exercice font apparaître, après dotation aux amortissements et provisions, un bénéfice de 259 825 057 F, dont 32 803 821 F de plus-values nettes sur cessions d'immobilisations, contre un bénéfice de 221 759 591 F, dont 18 512 556 F de plus-values au titre de l'exercice 1986.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 23 juin 1988 de distribuer un dividende de 25,30 F par action, dont 0,30 F sera versé à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, contre 24,20 F au titre de l'exercice 1986.

Après avoir acquis définitivement le centre de distribution à l'enseigne « Unies Center » à Evry pour 138 000 000 F HT, la société a décidé d'acheter l'immeuble de bureaux de 6 000 m² situé 20, rue de la Ville-Évêque à Paris-8^e, ce qui porte à 900 000 000 F environ le programme d'investissement initié en 1986.

Tous les immeubles en cours de construction seront achevés et mis en exploitation d'ici à la fin de l'année en cours ; une partie des surfaces est déjà louée ou réservée.

Les ventes par appartements réalisées au cours de l'exercice 1987 ont porté sur sept ensembles d'habitation : 194 appartements ont été cédés pour un montant total de 60 800 000 F, et l'entrepôt situé à Villeneuve-Loubet a été vendu pour une somme de 8 600 000 F ; en outre, la société a décidé la mise en vente des deux immeubles de Massy comportant 101 appartements.

L'emprunt convertible de 300 000 000 F émis par la société, en février 1988, a rencontré un vif succès tant auprès des actionnaires que du public.

BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de M. Charles Delamarre a arrêté les comptes de l'exercice 1987, qui seront soumis à l'assemblée générale du 18 avril prochain.

Le résultat net de la société BAC, maison-mère, est de 47 553 000 FF contre 43 831 000 FF en 1986.

Le bénéfice net consolidé est de 61 392 000 FF, montant supérieur de 11 % aux prévisions établies au 1^{er} janvier. Il est rappelé que le résultat consolidé de 1986 (56,3 millions de FF) comprenait des profits exceptionnels de 12 millions de FF environ.

Le chiffre d'affaires a atteint 1 868 millions de FF (+ 72 %), le total du bilan s'élevait à 4 758 millions de FF contre 2 905 millions de FF en 1986.

Il sera proposé à l'assemblée générale un dividende global de 4,50 FF (3 FF net + avoir fiscal) contre 1,50 FF l'année précédente.

Dans son allocution, M. Sartis Bedoin, vice-président-directeur général, a expliqué que ce résultat avait été obtenu par le développement des activités d'ingénierie financière qui ont plus que compensé la diminution des marges sur les opérations d'arbitrage.

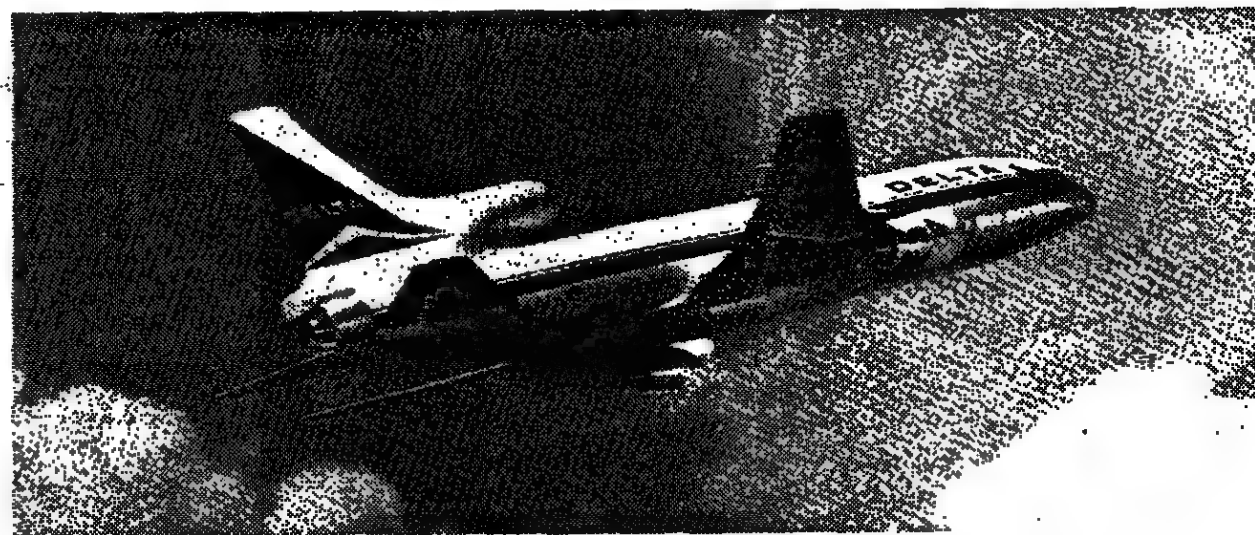
La BAC a sensiblement augmenté ses interventions sur le marché immobilier et développé sa SICOMI BAC-BAIL, dont le capital a été porté à 650 millions de FF et qui doit être introduite en Bourse dans deux ans.

Le volume des capitaux confiés à la BAC par sa clientèle institutionnelle a par ailleurs fortement augmenté, notamment avec le développement des OPCVM (+ 190,4 %).

M. Bedoin a également annoncé la création d'une nouvelle société BAC-FINANCES pour intervenir sur les marchés internationaux. La BAC accorde ainsi sa vocation de spécialiste de l'ingénierie financière auprès des entreprises et des investisseurs institutionnels.

Depuis le début de 1988, le développement de l'activité se poursuit à un rythme élevé ; il est prévu une augmentation de résultat de 15 à 20 %, pour l'exercice en cours.

Qui Met l'Amérique À Votre Portée?



Delta, Bien Sûr

Delta, c'est - avec le réseau Delta - plus de 3.900 vols quotidiens vers 240 destinations. Et, au départ de Paris, un vol direct pour Atlanta, avec des correspondances pour toutes les grandes villes des Etats-Unis. Y compris Orlando, la ville de Walt Disney World® et d'Epcot Center. Mais Delta, ce sont aussi des tarifs particulièrement avantageux.

Les Tarifs Visit USA* moins 25%

25% de réduction sur les vols intérieurs (et 25% de réduction supplémentaire pour les enfants de 2 à 11 ans accompagnés d'une personne payant le tarif adulte Visit USA). Achetez votre billet 7 jours au moins avant le départ (les réservations peuvent être modifiées, au plus tard 24 heures avant le départ), et restez autant que vous le souhaitez : pas de minimum ni de maximum de séjour. Tarifs valables jusqu'au 31 mars 1989.

Les Coupons Discover America* à partir de \$ 247 (U.S.)

Avec votre billet transatlantique, vous pouvez acheter de 3 à 12 coupons, valables 60 jours sur tout le réseau Delta des Etats-Unis et du Canada (supplément éventuel pour le Grand Canyon, Hawaï et l'Alaska). Tarif valable du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989.

Le Stand By Pass* \$399 (U.S.)

Vendu en conjonction avec un billet transatlantique, c'est un pass adrien sans réservation, qui vous donne la possibilité de voyages illimités pendant 30 jours sur tout le réseau Delta du continent des Etats-Unis.

Pour plus d'information, consultez votre agent de voyages, ou appelez Delta à Paris : (1) 43.35.40.80. N'hésitez pas : l'Amérique est à vous. Bureau de vente : Delta Air Lines, 24 bd. des Capucines 75009 Paris.

DELTA
We Love To Fly And It Shows.



Commandant Wayne Cossar
Ces tarifs s'appliquent à des vols au départ des villes des USA desservies par Delta Air Lines (Prix du billet transatlantique et taxe fédérale non inclus). Les billets doivent être achetés hors des Etats-Unis.

هنا من الاصل

Économie

AFFAIRES

Les Japonais passent par l'Est

Suzuki installera une usine d'assemblage automobile en Hongrie

Selon un accord préliminaire hungaro-japonais, conclu début mars à Budapest, le constructeur japonais Suzuki installera une usine d'assemblage d'une capacité de 50 000 voitures (de type Alto, voitures de 800 centimètres cubes de cylindrée) en Hongrie d'ici à 1990, dont la moitié sera exportée. L'assemblage d'une voiture familiale (avec une capacité également de 50 000 véhicules par an) est envisagée dans un second temps.

Le projet, d'un montant de 225 millions de dollars, doit être financé par la création d'une société mixte hungaro-japonaise, qui pourrait intervenir avant la fin de l'année, selon le directeur général de l'Institut de développement d'Etat, membre du comité directeur du consortium hongrois composé de vingt-cinq banques, compagnies d'assurances et entreprises industrielles, composé pour ce projet. Ce consortium détiendrait 60 % du capital de la société mixte, le reste serait aux mains des Japonais - le constructeur Suzuki, la société de commerce Itoh et des banques japonaises.

La Hongrie ne dispose pas d'usine automobile et importe 120 000 voitures par an venant des pays du COMECON, généralement des modèles fabriqués sous licence occidentale. Le parc automobile hongrois s'élève à 1,6 million de voitures particulières, dont un tiers a plus de dix ans. — (AFP.)

Le projet, d'un montant de 225 millions de dollars, doit être financé par la création d'une société mixte hungaro-japonaise, qui pourrait intervenir avant la fin de l'année, selon le directeur général de l'Institut de développement d'Etat, membre du comité directeur du consortium hongrois composé de vingt-cinq banques, compagnies d'assurances et entreprises industrielles, composé pour ce projet. Ce consortium détiendrait 60 % du capital de la société mixte, le reste serait aux mains des Japonais - le constructeur Suzuki, la société de commerce Itoh et des banques japonaises.

La Hongrie ne dispose pas d'usine automobile et importe 120 000 voitures par an venant des pays du COMECON, généralement des modèles fabriqués sous licence occidentale. Le parc automobile hongrois s'élève à 1,6 million de voitures particulières, dont un tiers a plus de dix ans. — (AFP.)

Le gouvernement arrête une série de mesures en faveur de Saint-Pierre-et-Miquelon

Le gouvernement vient d'arrêter une série de mesures en faveur de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont l'économie subit les contrecoups de la crise de la pêche, qui envenime les relations entre la France et le Canada.

Au cours des trois derniers mois, les captures des Saint-Pierrais, qui ne peuvent plus accéder aux eaux canadiennes, ont baissé de 50 %.

Les mesures financières concernent l'indemnisation du chômage partiel, l'engagement de travaux d'infrastructure et des concours de trésorerie pour les entreprises de pêche. En outre, l'archipel a été déclaré zone sinistrée.

Le comité économique et social de l'archipel a proposé la mise en vigueur, par Paris, de mesures de rétorsion à l'égard des produits de la mer canadiens importés en France. Ces importations ont représenté 430 millions de francs en 1987.

ÉTRANGER

Pendant quarante ans

Shell exploitera le gisement de gaz péruvien de Camisea

LIMA
de notre correspondante

L'énorme gisement de gaz naturel de Camisea, d'une valeur de 20 milliards de dollars, susceptible d'approvisionner en énergie le Pérou pendant tout le vingt et unième siècle, sera exploité par le consortium anglo-néerlandais Shell qui en avait fait la découverte en février 1987.

Le gouvernement péruvien et la Shell ont en effet souscrit, le 10 mars, un accord de base pour l'exploitation du gaz et des condensés de Camisea. Le contrat - contrat de service - sera signé en août prochain. La Shell sera responsable, pendant quarante ans, de l'exploitation de 333 millions de mètres cubes de gaz, permettant d'obtenir 80 000 barils de condensés par jour.

L'investissement initial estimé par les experts est de 1 290 millions de dollars (environ 7,3 milliards de francs). Une somme importante qui s'explique par le fait que le gaz, qui se trouve dans la forêt amazonienne du département de Cuzco, doit traverser les Andes pour être acheminé vers Lima, la capitale, située sur la côte. A lui seul, le gazoduc de 580 kilomètres de long coûtera 700 millions de dollars.

Cette infrastructure devrait fonctionner en 1993. L'utilisation du gaz, après reconversion de l'industrie, permettra d'économiser jusqu'à 53 000 barils de pétrole par jour, et de supprimer des importations de pétrole.

Depuis 1981, la Shell explore une aire de 2 millions d'hectares dans le département de Cuzco. Elle avait investi près de 200 millions de dollars dans la prospection du pétrole, sans en découvrir en quantité suffisante. Mais elle a finalement enlevé le contrat d'exploitation du gaz, devant la Mobil Oil de New-York et la Junior Oil de Californie, et bénéficie d'une législation sur les hydrocarbures particulièrement libérale depuis que le régime social-démocrate présidé par Alan Garcia l'a modifiée, le 26 décembre dernier.

Cet accord de base entre la Shell et le gouvernement péruvien va raviver la polémique entre l'APRA, le parti au pouvoir, et la deuxième force politique

du pays, le gauche unie, qui avait présenté un recours en référé pour que les gisements de Camisea soient exploités par l'entreprise d'Etat Petroperu.

En effet, les réserves nationales pétrolières ont accusé une brusque chute depuis 1986. Elles sont actuellement estimées à 450 millions de barils et cessent de décroître. L'Occidental Petroleum Company, qui assure la plus grande partie de la production, a investi dernièrement 35 millions de dollars pour forer sept puits sans valeur commerciale.

Or le pétrole a une importance capitale dans l'économie péruvienne. Il constitue les deux tiers de la consom-

mation énergétique, le dixième du PIB, le cinquième des exportations, et couvre aussi le cinquième des dépenses de l'Etat.

C'est d'ailleurs parce que le budget de l'Etat est tellement tributaire du pétrole que l'entreprise d'Etat, Petroperu, enregistre une perte journalière de 1,5 million de dollars.

Les prix du pétrole et de ses dérivés ont été majorés le 8 mars de 60 % à 115 % (les prix n'avaient augmenté que de 35 % depuis 1985 contre une inflation de 232 % ; l'essence minérale coûtait plus cher que l'essence...), mais c'est une fois encore pour renforcer les caisses de l'Etat.

NICOLE BONNET.

Le Brésil dans une mauvaise passe

La production chute, l'inflation s'accélère

Seule une aide du Fonds monétaire international (FMI) évitera au Brésil d'être frappé par la récession, a déclaré dimanche 13 mars le ministre brésilien des finances, M. Malleson da Nobrega.

M. da Nobrega a fait cette déclaration après la publication des chiffres de l'Institut de la statistique faisant état d'une chute de 8,6 % de la production industrielle au cours des douze derniers mois.

Pour le ministre, « le Brésil est entré dans un processus de récession évident », et la seule solution pour éviter au pays une chute de sa croissance économique est de signer un nouvel accord avec le FMI.

La récession actuelle est d'autant plus préoccupante que la brutale baisse de la consommation également enregistrée durant les deux premiers mois de l'année n'a pas été accompagnée d'un ralentissement de l'inflation comme logiquement l'escomptaient les experts.

On s'attend à une hausse des prix pour le mois de février de l'ordre de 18 %, contre 16,75 % en janvier et 14,14 % en décembre. La valeur du cruzeiro ne cesse de suivre une

courbe descendante depuis juillet 1987.

Excluant désormais tout blocage des prix en raison de l'inflation avérée de ce moyen, le gouvernement brésilien se prépare à un plan pour combattre l'inflation en s'attaquant au déficit public, qui correspond à plus de 5 % du PIB, et ce conformément aux souhaits du FMI. Pour ce faire, la mesure essentielle viserait à une compression importante de la masse salariale de la fonction publique. Déjà, les tarifs publics ont été fortement augmentés depuis fin 1987 (90 % entre décembre et février).

Le FMI peut, selon M. da Nobrega, attirer de nouveaux investissements étrangers, comme ceux qu'a favorisés le Club de Paris, qui finance 40 % des importations de capitaux du pays. Il peut également faciliter les négociations avec le Japon, qui se prépare à devenir « un important exportateur de capitaux » vers le Brésil.

Le ministre des finances a ajouté que le retour du Brésil au sein du FMI a été compris aussi bien par la classe dirigeante que par la classe ouvrière, dont plusieurs de ses responsables l'ont déjà assuré de leur soutien. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Republic National Bank of New York (France)

R.N.B.

Le Conseil d'Administration de la Banque, réuni le 3 Mars 1988 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1987. Le total du bilan ressort à 3.773.000.000 de Francs. Après amortissements, provisions et impôts, le bénéfice net de l'exercice 1987 atteint 8.471.000 Francs, chiffre inférieur aux résultats de l'exercice 1986 en raison d'importants investissements et des efforts de recrutement de personnel liés à la création de nouvelles activités.

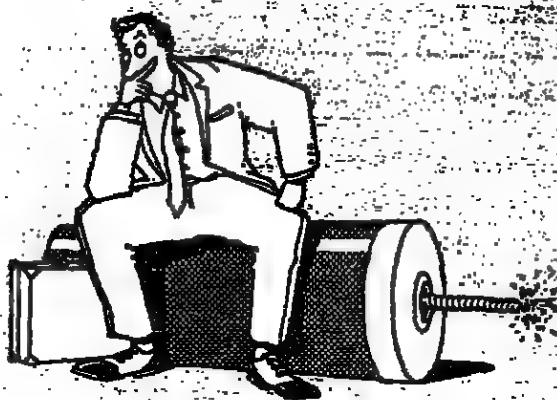
Les comptes seront soumis à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Au cours de cette même séance, le Conseil d'Administration a coopté Monsieur Gilbert Lasfargues en qualité d'Administrateur de la Société et, sur proposition du Président, l'a nommé Directeur Général-Vice Président.



Siège social: 20, place Vendôme - 75001 PARIS
Tél.: 42.60.38.64.

QUI CONNAÎT VOS CLIENTS ?



SFAC VOTRE PARTENAIRE ASSURANCE CREDIT.

EN 1987, IL Y A EU 30708 DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES. L'UNE DES CAUSES PRINCIPALES DE CE PHÉNOMÈNE EST LE DÉPÔT DE BILAN D'UN OU DE PLUSIEURS CLIENTS DE L'ENTREPRISE. MAIS COMMENT RECONNAÎTRE UN CLIENT À RISQUES ? OÙ TROUVER LES MOYENS D'APPRÉHENDER LES RISQUES DE DÉFAILLANCE DE VOTRE CLIENTÈLE ? LES ANALYSTES DE LA SFAC ÉTUDIENT ET SURVEILLENT EN PERMANENCE LA SITUATION FINANCIÈRE DE 75000 ENTREPRISES PARMI LESQUELLES FIGURENT VOS CLIENTS ACTUELS ET FUTURS. EN DEVENANT VOTRE PARTENAIRE, LA SFAC SE PROPOSE ÉGALEMENT DE GÉRER EN TOTALITÉ LE RECOURS DE VOS CRÉANCES. ET SI MALGRÉ TOUT, CERTAINES DE VOS FACTURES SE RÉVÉLAIENT IRRÉCUPÉRABLES, VOUS SERIEZ INDEMNISÉS. CONTRACTER UNE ASSURANCE-CRÉDIT À LA SFAC, C'EST LIBÉRER DE L'ÉNERGIE, C'EST DONNER À VOTRE ENTREPRISE LES MOYENS D'ALLER DE L'AVANT. POUR TOUT RENSEIGNEMENTS, PRENEZ CONTACT AVEC NOUS.

SFAC
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT
1, RUE ÉLIEUR - 75008 PARIS. TEL. (1) 40.70.80.80

L'ASSURANCE D'ENTREPRENDRE

Économie

Le dixième anniversaire du FIDA

Cent dix pays bénéficient des aides du Fonds international de développement agricole

D'après les dernières statistiques publiées le 8 mars par la Banque mondiale, les revenus ont chuté en moyenne de 25% dans les pays d'Afrique noire en cours de la décennie écoulée. Le Nigeria, victime de la chute des prix pétroliers, et les pays touchés par la guerre civile — Éthiopie, Angola, Mozambique — figurent parmi les plus mal lotis. A ces difficultés économiques s'ajoutent une crise financière d'ampleur croissante en Afrique et s'ajoutent de nouvelles contingences agricoles.

Selon un rapport de la FAO publié récemment à Nairobi, quarante-cinq pays d'Afrique subsaharienne devront importer en 1988 9,3 millions de tonnes de céréales, soit 1,8 million de tonnes (25%) de plus que l'année précédente. Cette dépendance accrue vis-à-vis des approvisionnements extérieurs est la conséquence directe d'une chute de 15% des récoltes en 1987. Le même document précise que, pour l'année en cours, les besoins d'aide alimentaire de l'Afrique devraient, dans quarante-deux pays sur quarante-cinq, pro-

gresser de 40%. L'Angola, le Bénin, le Botswana, le Tchad, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, le Niger et, bien sûr, l'Éthiopie comptent parmi les plus fragiles. Si la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) connaît une crise financière grave due notamment aux retards de versement des cotisations des États-Unis, le FIDA (Fonds international pour le développement agricole) semble en mesure de surmonter ses problèmes budgétaires pour s'atteler à la lourde tâche du développement des cultures en Afrique.

ROME
de notre correspondant

Le Fonds international de développement agricole vient de passer le cap de la décennie. Né à Rome de la décision des puissances industrielles de l'OCDE, et des États membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de conjuguer leurs efforts pour aider des projets de développement ruraux dans les pays les plus pauvres de la planète, le FIDA avait, au début des années 80, connu bien des difficultés et paru même menacé. La baisse des revenus pétroliers et la méfiance de l'administration Reagan (mal disposée par principe envers toutes les institutions multilatérales) ont, deux années durant, en 1984 et en 1985, fait craindre le pire.

La dotation initiale du Fonds — 1 milliard de dollars pour trois ans — a été maintenue à des conditions exceptionnelles (1) — n'avait déjà été reconstruite que péniblement en 1981, après que les pays industrialisés eurent accepté d'en prendre en charge 58%, alors que la répartition initiale était de 50%-50%.

La deuxième dotation a été effectuée après plus de trois ans de négociations. Le FIDA ne fut sauvé in extremis qu'après la Visite à Rome de plusieurs commissions parlementaires américaines confirmant

son efficacité, et au prix d'une « astuce » financière défendue par son président, l'Algérien Idriss Jazairi : la création d'un « programme spécial pour l'Afrique subsaharienne », dont les contributions (300 millions de dollars), toutes fournies sur une base volontaire par les « industrialisés », servaient à garder une certaine consistance au FIDA, tandis que le fonds proprement dit demeurait, quoique fortement réduit (à 480 millions de dollars), paritaire ou quasi paritaire OCDE-OPEP.

110 bénéficiaires

C'est donc dans une certaine sérénité que les responsables du Fonds ont pu récemment accueillir le pays, hôte d'honneur des célébrations du dixième anniversaire (2). Jean-Paul II y a rendu hommage à l'une des caractéristiques les plus originales du FIDA au-delà de son mode de financement : la participation des bénéficiaires à sa gestion (3). Près de cent dix pays en voie de développement, en sont, en effet, membres de plein droit — ce qui ne laisse hors du FIDA que le bloc des pays de l'Est, la Chine figurant dans le groupe asiatique des bénéficiaires. Plus de trois cents projets dans les domaines de l'élevage, de la pêche, de l'irrigation et, plus généralement, du développement agricole et rural ont été financés en dix ans : 40% en

Asie, presque autant en Afrique et le reste en Amérique latine.

Pour la troisième reconduction du Fonds, à quoi l'on travaille déjà à Rome, l'hypothèse est de maintenir un tronc central (toujours environ 450 millions de dollars, selon une répartition approximative 60%-40% entre l'OCDE et l'OPEP) et d'établir une nouvelle contribution volontaire fondée non sur la poursuite d'un programme pour l'Afrique subsaharienne, mais sur un modeste apport des plus riches parmi les pays bénéficiaires (on songe à 75 millions de dollars) et sur un effort d'environ 150 millions de dollars des pays développés. Ainsi serait une nouvelle fois sauvé le principe de (quasi-) parité OPEP-OCDE, qui est la raison d'être du FIDA, et l'efficacité de l'institution, qui suppose une certaine masse de manœuvre financière. Des pays comme l'Inde, le Mexique, le Brésil, l'Argentine, la Chine, la Corée du Sud se sont ainsi montrés plutôt réceptifs à l'hypothèse de modestes contributions (de 5 à 10 millions de dollars chacun) sur une base volontaire.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Les prêts les plus favorables sont à cinquante ans avec dix ans de délai de grâce et un taux d'intérêt de 1%.

(2) La France est devenue, grâce à un nouveau taux annoncé à l'occasion du dixième anniversaire, le principal

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LA HÉNIN



FORTE CROISSANCE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le conseil d'administration de la Compagnie La Hénin s'est réuni le 10 mars 1988, pour arrêter les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 1987.

M. Dominique Châtillon, président, au nom de tous les membres du conseil, a accueilli M. Jacques Vincent, président directeur général d'EXOR, en tant que nouvel administrateur.

La conséquence de la politique mise en œuvre depuis 1984 (cessions d'actifs non rentables ou à rentabilité différée et restructuration des fonds propres), il est constaté que pratiquement toutes les filiales sont en position bénéficiaire en 1987 et à même de distribuer au titre de cet exercice un dividende en 1988.

Le résultat social courant s'élève à 39,1 millions de francs et, après des produits exceptionnels de 34,1 millions de francs, à 73,2 millions de francs (contre 70,1 millions de francs en 1986).

Le résultat net consolidé total atteint 295,4 millions de francs, dont 116,2 millions de francs représentent la part de la Compagnie La Hénin (contre 42,6 millions de francs en 1986). Cette forte croissance résulte principalement du fait qu'il avait été nécessaire de constater des provisions importantes en 1986.

Le conseil décide de proposer à l'assemblée générale, qui se tiendra le jeudi 28 avril 1988, la distribution d'un dividende de 14 F par action assorti d'un avoir fiscal de 7 F. Il est rappelé qu'un acompte de 14 F par action a été réglé en décembre 1987.

Le conseil a d'autre part décidé de réunir le même jour une assemblée générale extraordinaire en vue de modifier la dénomination sociale de la Compagnie La Hénin en « C.L.H. - Compagnie La Hénin ». Cette modification a pour motivation essentielle l'utilisation du sigle « C.L.H. » afin de mieux développer la perception de la Compagnie dans sa communication. Cette assemblée procédera également à diverses modifications statutaires.

Le Président de la BNP en Australie

Une délégation conduite par le Président de la BNP, M. René Thomas, accompagné par M. Jacques Henri Wahl, Directeur Général, vient de se rendre à Sydney, Canberra et Melbourne.

Au cours de ce séjour, elle a été reçue par le Premier Ministre, M. Robert Hawke, le Ministre des Finances, M. Paul Keating, ainsi que par le Gouverneur de la Reserve Bank of Australia, M. Robert Johnston.

Ces personnalités ont commenté la politique économique actuellement menée et souligné la contribution du groupe BNP au développement de l'économie australienne depuis plus d'un siècle. Le Président Thomas a également rencontré les dirigeants des principales entreprises et des banques, tant à Sydney qu'à Melbourne.

Rappelons que le groupe BNP, présent en Australie depuis 1881, couvre une gamme d'activités très large, allant de la banque commerciale à la banque d'affaires. Il dispose d'un réseau de six agences, ainsi que d'une filiale de banque d'affaires BNP PACIFIC et a pris, en 1987, le contrôle d'une charge d'agents de change, A.B.S. WHITE.



LA BANQUE EST NOTRE MÉTIER

100.000 F au 1-1-77
= 341.014 F au 1-1-88
définitivement acquis
(quelle que soit l'évolution de la Bourse)

afer

"Nous restons uniques"

En 1987, malgré la crise boursière, nous avons rémunéré l'épargne de nos adhérents au taux brut de 10,88%, soit 10,36% net.

Très imité parce que réussi, le Compte à Versements Libres AFER reste vraiment différent. Il est le seul pouvant à la fois :

- offrir une liberté totale de versements et de retraits,
- démontrer son efficacité par 12 années de performances,
- séparer loyalement les fonds des assurés des fonds de l'assureur,
- répartir 100% des bénéfices financiers réels,
- publier plusieurs fois par an un bulletin "La lettre de l'AFER" offrant une information détaillée,
- expliquer clairement l'origine de ses résultats,
- publier la totalité des comptes, y compris le montant exact de ses frais généraux,
- ne pas avoir dopé ses performances de manière artificielle.

- compter bientôt 100.000 adhésions,
- gérer plus de 10 milliards au bénéfice des épargnants-associés,
- avoir attribué une rentabilité moyenne de 12,60% net sur les cinq derniers exercices connus,
- consolider définitivement les résultats acquis,

1987
10,88%
brut

pratiquer une gestion authentiquement paritaire appuyée sur des Assemblées Générales et Régionales qui, chaque année, réunissent plusieurs milliers de participants dans toute la France,

avoir servi de modèle à une assurance épargne-retraite moderne qui met la France à la pointe du progrès dans l'Europe de 1992.

L'original valant mieux qu'une copie,

pour votre épargne-retraite :
afer

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE
74, rue St Lazare-75009 Paris
Téléphones au 05.05.05.74 de 8h à 20h
du lundi au samedi. L'appel est gratuit.

M. : _____ PRENOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

souhaite recevoir, sans engagement de sa part et gratuitement, une information sur le Compte à Versements Libres AFER.

88028

En mars 1988
la BFCE émet
2,5 milliards de francs
d'obligations
à taux fixe
avec la garantie
de l'Etat

MONTANT DES OBLIGATIONS	5000 francs
PRIX DE L'ÉMISSION	97,84% soit 4892F par obligation
TAUX D'INTÉRÊT	9,10% l'an
JOISSANCE ET RÈGLEMENT	28 mars 1988
DURÉE	13 ans
AMORTISSEMENT NORMAL	au pair, en deux tranches, le 28 mars 2000 et le 28 mars 2001
AMORTISSEMENT ANTICIPÉ	possible par rachats en Bourse
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL	9,40% au règlement
ASSIMILATION	éventuelle d'emprunts ultérieurs

Une fiche d'information (voir COB n° 86-76 du 8 mars 1986) est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE, 21, bd Haussmann, 75009 Paris, Bolo du 14 mars 1988. L'émission sera close sans préavis.

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

مقدون الاصل

Marchés financiers

Ancien syndic des agents de change
et président des caisses d'épargne

Yves Flornoy est mort

Yves Flornoy, décédé le samedi 12 mars à son domicile, à l'âge de cinquante-neuf ans, était un agent de change qui sortait de l'ordinaire et qui aura marqué durablement les métiers de l'épargne. « Un homme actif, qui se dépense sans compter pour sa profession et dont les résultats personnels sont brillants. » Tel était le jugement formulé autour de la « corbeille » et qui émanait de ses pairs au moment où ils le réalisaient comme syndic de leur compagnie, et cela pendant huit années consécutives, malgré le ressentiment que soulevait parfois son réformisme jugé trop dérangeant et trop activiste.

A ce titre, se départant de la réserve dont faisait preuve habituellement ses prédécesseurs, M. Flornoy avait, dès le départ, décidé d'être un « syndic de combat » et d'utiliser les médias. Si, d'ailleurs, il avait entrepris de réagir contre les graves sauvegarde qui faisaient de la Bourse de Paris la seule au monde à suspendre périodiquement ses cotations (quatre semaines en 1979 notamment). A cet effet, il avait instauré un « service minimum » dans des circonstances souvent acrobatiques. Parallèlement, il s'était attaqué à la réforme de cette Bourse de Paris, qui fonctionnait comme au siècle dernier. Fin 1976, il mit en route l'étude du marché unique, terme et comptant, qui aboutit sept ans après.

A défaut d'avoir pu établir la cotation continue, en fonctionnement depuis l'an dernier, il tint sur les fonts baptismaux le second marché, ce vivier des sociétés régionales nouvellement introduites dont le succès initial fut spectaculaire.

Homme public enfin, M. Flornoy avait publié de très nombreux articles dans la presse, notamment, dans nos colonnes. Une lettre à un futur ministre sur la simple survie de l'état d'actionnaire au lendemain du 10 mai 1981. Il s'exprimait souvent à la radio et apparaissait fréquemment à la télévision sur les sujets intéressant l'épargne et la Bourse.

Il alliait une forte intelligence à une grande capacité de travail, qui l'avait poussé à accepter de nombreuses fonctions, que ce soit à la chambre de commerce de Paris, dont il présidait la commission des finances, au Conseil économique et social ou à l'Agence d'évaluation financière (ADEF). Depuis mai 1987, M. Flornoy présidait le conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de pré-

voyance (CENCEP) et celui de la SOREFI Ile-de-France, abordant ainsi, après la vente de la majorité du capital de sa charge d'agent de change (Nivard-Flornoy) à la Banque Morgan, une seconde série d'activités que la mort est venue interrompre. Musicien averti, il était chef d'orchestre et de chœurs (il avait créé la chorale Montjoie).

Homme de foi et homme de cœur enfin, dont la convivialité lui ouvrit bien des portes, il avait consacré une partie de son temps aux handicapés.

F. R.

[Né le 9 mars 1929 à Paris, diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales, Yves Flornoy était agent de change près la Bourse de Paris depuis 1962. Syndic de la Compagnie nationale des agents de change de 1976 à 1984, membre de la commission des opérations de Bourse de 1977 à 1985, il avait présidé la Fédération internationale des Bourses de valeurs mobilières puis le Comité de Bourse de la Communauté européenne.]

IBM s'allie
pour imposer ses nouveaux
micro-ordinateurs

IBM cherche à éviter que l'histoire ne se répète : plutôt que de risquer de voir sa nouvelle gamme de micro-ordinateurs copiée sauvagement, comme le fut son PC, le géant américain a choisi de s'allier à d'autres constructeurs, auxquels il vendrait le « cœur » de ses nouvelles machines, les PS (Personal System).

Un contrat spécial, dit OEM (Original Equipment Manufacturer), a ainsi été conclu avec le groupe électronique britannique Ferranti.

Vendredi 11 mars, IBM indiquait que d'autres négociations de ce type étaient en cours avec des constructeurs informatiques européens, sans toutefois préciser leurs noms. Ceux d'Olivetti et de Siemens ont été avancés, mais les groupes italien et allemand ont tous deux démenti. Cette démarche montre en tout cas la volonté du géant américain d'imposer en Europe son nouveau standard, lancé il y a un an d'une façon nouvelle.

La prolifération d'ordinateurs personnels produits à bas prix en Asie du Sud-est — les « clones » — avaient en effet empêché ces dernières années le géant d'Armonk d'asseoir sa domination sur les micro-ordinateurs PC de la première génération.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE
HERVET

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 26 février 1988 sous la présidence de Monsieur Jean-Baptiste PASCAL, pour prendre connaissance des comptes provisoires de l'exercice 1987. Les comptes définitifs seront arrêtés et approuvés le 25 mars 1988.

En dépit de la diminution des marges, les accroissements obtenus au cours de l'exercice sur les volumes de dépôts et de crédits et le développement des nouvelles activités ont abouti à une progression du bénéfice, tant social que consolidé.

En moyenne annuelle, on constate une croissance des dépôts clientèle pour la banque de 12 % à 5 000 MF et pour le groupe de 9,75 % à 5 580 MF. Dans le même temps, et toujours en moyenne annuelle, les concours à la clientèle augmentent de près de 12 % pour la banque à 3 320 MF et de 13 % pour le groupe à 5 010 MF. Les concours du groupe constatés en fin d'exercice sont respectivement de 6 410 MF pour les dépôts et 5 440 MF pour les emplois.

Parallèlement, l'effort de placement de produits financiers fourni par le groupe s'est poursuivi : l'encours total des ressources de toute nature collectées par le groupe dépasse les 10 milliards eu 31.12.87.

Les différents objectifs que s'était fixés le groupe ont été atteints ou dépassés.

Le résultat brut d'exploitation de la banque, en termes économiques (123 MF) est en progression de 23 %, tandis que le bénéfice net comptable (67 MF) augmente de 20 %. Le résultat consolidé net après impôts et provisions marque un accroissement de 10,5 % en se situant à un montant supérieur à 80 MF.

Le Conseil a été informé que ces résultats ont été déterminés selon les mêmes méthodes qu'en 1986. Ainsi, les possibilités offertes par la Commission Bancaire dans son instruction relative au provisionnement de portefeuilles obligataires n'ont pas été utilisées. Ces performances ont été obtenues sans produits exceptionnels significatifs. De même, le groupe n'a pas eu à supporter de pertes, ni de provisions particulières, au titre de ses activités bancaires, monétaires et financières.

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1987

4 mars 11 mars

Valeurs	4 mars	11 mars
Valeurs françaises à rev. variable	107,1	108,9
Valeurs étrangères	108,5	106,7
Valeurs étrangères	106	107,8
Pétrole-Energie	107,7	107,8
Chimie	102,8	102,7
Métallurgie, mécanique	107,1	106,9
Electronique, électronique	116,3	116,2
Electronique et matériel	107	107,9
Ind. de construction, non édif.	105,5	102,7
Agr. alimentaire	106,7	106,1
Distribution	97,6	96
Transports, télécom, services	110,8	110,8
Assurances	101,8	111,8
Crédit bancaire	106,1	106,7
Social	90,7	90,9
Immobilier et portefeuille	91,1	89,9
Indice général	106	105,7

Base 100 : 28 décembre 1984

Valeurs	28 décembre 1984	28 décembre 1987
Valeurs françaises à rev. fixe	102,8	102,7
Emprunts d'Etat	104,8	104,4
Emprunts garantis et assimilés	103,4	102,3
Sociétés	102,9	103,3

Base 100 en 1982

Valeurs	28 décembre 1982	28 décembre 1987
Valeurs françaises à rev. var.	278,3	357,3
Valeurs étrangères	472,1	486,7

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs	31 décembre 1980	31 décembre 1987
Indice des val. franç. à rev. fix.	130	118,8
Emprunt d'Etat	118,4	118,8
Emprunts garantis et assimilés	119,9	118,8
Sociétés	121	120,3

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Valeurs	31 décembre 1981	31 décembre 1987
Indice général	258	294,8
Produits de base	196,7	196,1
Construction	317,4	310,8
Ind. d'équipement	228,3	227,2
Ind. de consommation	288,5	287,7
Ind. de services, non durable	402,8	352,8
Ind. de services, durable	371,7	387
Services	278,9	278,3
Sociétés financières	361,9	378
Sociétés de la zone	361,9	378
exploitant principalement à l'étranger	300,8	294,2
Valeurs étrangères	288,4	282,5
Indice général	258,3	294,2

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Valeurs	31 décembre 1981	31 décembre 1987
Indice général	258,3	294,2

Japon

Le krach d'octobre pèse
sur les profits du courtage

Les quatre plus grandes firmes de courtage japonaises devraient enregistrer des baisses de plus de 30 % de leurs bénéfices (avant impôts) pour le semestre s'achevant le 31 mars prochain par rapport à la même période de l'an passé en raison du krach boursier d'octobre. Les conclusions des analystes occidentaux sur les perspectives économiques du Japon sont donc négatives.

Toutefois, sur l'ensemble de l'année, l'actuelle remontée des cours des actions corrigeait cette baisse.

Les quatre grandes firmes — à savoir, Nomura, Yamachi, Daiwa et Nikko — accusaient une baisse de 16 % de leurs bénéfices pour l'ensemble de l'année (qui se terminera fin septembre), ajoute-t-on de même source.

Les bénéfices avant impôt pour le semestre devraient, selon les estimations, se situer à 170 milliards de yens (1,33 milliard de dollars) pour Nomura (en baisse de 30 %), à 110 milliards de yens (866 millions de dollars) pour Daiwa (en baisse de 27 %), à 60 milliards de yens (629 millions de dollars) pour Nikko (en baisse de 39 %), et à 75 milliards de yens (590 millions de dollars) pour Yamachi (en baisse de 10 %).

Les résultats de ces sociétés se sont donc nettement dégradés à la suite du krach d'octobre, si on les compare aux chiffres fournis pour l'année 1986-1987 par la Tokyo Data Bank.

FAITS ET RESULTATS

● **Jacobs-Suchard** : 39 % de profit net. Le groupe suisse Jacobs-Suchard (chocolats, café) a enregistré pour 1987 un bénéfice de 265 millions de francs suisses (FS), en hausse de 39 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 16,4 % pour atteindre 6,10 milliards de francs suisses. Les dividendes seront augmentés pour la sixième fois consécutive. Ils seront portés à 165 FS par action au porteur (160 FS en 1986), à 33 FS par action nominale (32 FS) et 16,50 FS (16 FS) par bon de participation.

L'année 1987 a été faste pour les chocolats suisses. Lindt et Sprüngli ont également annoncé, il y a quelques jours, des bénéfices en hausse de 43 %.

● **Colt** racheté par ses dirigeants. — Colt Industries Inc., le célèbre fabricant américain de pistolets, va être acheté pour 661 millions de dollars (17 dollars par action) par ses dirigeants et par la firme d'investissements Morgan Stanley. L'annonce de cette nouvelle a fait monter l'action de 38 % en deux jours à Wall Street. Colt, un groupe diversifié engagé dans la fabrication d'équipements aéronautiques pour le Pentagone et de pistolets ainsi que de matériels industriels pour l'automobile, a déposé l'année dernière un bénéfice net de 75 millions de dollars sur un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de dollars.

Afin de défendre l'offre, qui sera réalisée en empruntant sur les résultats futurs de la firme ou sur les cessions d'actifs, le président directeur général de Colt, M. David Margolis, a souligné qu'après la restructuration du capital de sa société en 1986 l'action Colt « n'a jamais dépassé le niveau de 16,25 dollars ». Lors de la débâcle boursière d'octobre 1987, le titre Colt était

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipales postes sujets à variation
(en millions de francs)

Au 3 mars

ACTIF	Au 3 mars
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	301 506
dont :	
Or	223 347
Disponibilités à vue à l'étranger	32 821
ECU	57 531
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 865
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	58 940
dont :	
Concours au Trésor public	48 840
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	171 704
dont :	
Effets acceptés	56 720
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FOMC	75 911
5) DIVERS	11 825
Total	709 948

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION	216 931
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 501
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	30 468
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	102 895
dont :	
Comptes courants des établissements agréés à la constitution de réserves	88 549
5) ECU À LIVRER AU FOMC	74 073
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	258 363
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 332
8) DIVERS	11 483
Total	709 948

TOKYO, 14 mars ↓

La baisse reprend

Amorçé ces derniers jours après six semaines de hausse, le mouvement de baisse a repris lundi à Tokyo. Il s'est accéléré en cours de la journée si bien que le Nikkei, en repli de 37,95 points en fin de matinée, accusait à la clôture une perte de 110,22 points à 2 543,51.

Cette baisse a été pour l'essentiel alimentée par des ventes bénéficiaires. Les grands investisseurs, nationaux comme étrangers, sont restés à l'écart. Tous attendent la publication jeudi aux États-Unis des chiffres sur le commerce extérieur américain pour janvier avant d'établir leur stratégie.

Ce qui n'a pas empêché ce marché d'être actif avec plus de 1,3 milliard de titres échangés contre moins de 1 milliard vendredi.

Certains valeurs fortement capitalisées, concernant notamment l'industrie de l'acier et les chantiers navals, ont continué de progresser.

VALEURS	Cours du 11 mars	Cours du 14 mars
Akt...	187	180
Bridgeport...	1310	1320
Celanese...	1120	1130
Fujitsu...	2430	2430
Heads Motors...	1680	1680
Mitsubishi Electric...	2550	2530
Mitsubishi Heavy...	563	558
Sanyo Corp...	5190	5140
Toyota Motors...	2380	2350

PARIS :

Second marché (addition)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
A.E.P. SA	233	226	La p. l'ère de moie	230	220 80
Amat & Associés	360	360	Lois Investissement	248	251
Asymet	325	325	Locat	160	160
B.A.C.	480	440	Martin Investiment	269 80	269 70
B. Dumas & Assoc.	375	377	Metallurg. Méta	58 50	58 50
B.I.C.M.	620	620	Métallurgie Incont.	206	203
B.P.	485	470	Métallurgie	135	135
Bullfin Technologies	755	764	M.M.M.	440	430
Bulfin	745	755	Molles	240	235
Chânes de Lyon	916	907	Molles-Editions	546	524
Culturem	625	618	Olivier-Lapelle	200	152
CustPha	442	438	On. Gas-Fin	300 10	306
Custif	1221	1205	Pratigny (C. In. & F.)	700	100 10
C.A.I.-de-R.E.C.U.	255	255	Rand	170	770
C.A.T.C.	127	127	St-Gobain Endologie	1184	1140
C.D.M.E.	802	834	St-Henri Metallurg	148 90	154 70
C. Equip. Elect.	236	236	S.C.E.P.M.	133 70	133 70
C.E.A.L.D.	323	305	Sagat	272	265
C.E.G.E.P.	180	180	S.E.P.	1180	1170
C.E.P. Communication	1176	1185	S.E.P.N.	1080	1050
C.S.I. International	676	690	Sigat	1196	1200
Civitas d'Origny	447	458	S.M.T. Equip	228 80	230
C.N.I.M.	280	278 40	Stadling	872	870
Concept	210	212	Syst	270	270
Continuum	455	473 20	TF 1	190	185
Dalor	150	148	Union Financ. de la	116	116
Daphin	3080		Valco	430	435
Dorval	1227	1180	Valeurs de France	305	305
Drelin	640	640			
Edition Bédier	126	123			
Elect. S. Dumas	400	400			
Elyse Invest.	21 90	21 10			
Fineor	419	418			
Gaillard	627	602			
Gay Diagram	748	818			
I.C.C.	230	230			
IDA	148	147			
I.S.F.	108	112 30			
IC	124	124			
Ind. Nord-Sud	188	188			
La Comédie Elect.	225	220			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables

le 11 mars 1988

Nombre de contrats : 6 540					
VALEURS	PRIX cotee	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	juin	Mars	juin
		denier	denier	denier	denier
EF-Aquitaine	288	1,30	12	28	33
Leclerc-Copie	1 288	15,58	79	57	97
Microlife	140	21	32	1	9,10
Midi	1 100	128	—	5	70
Parifin	330	2,50	18,50	27,70	45
Poupart	920	29	90	22	75
Saint-Gobain	400	16	38	3,40	—
Thomas-CSF	152	10,50	22	3,50	11,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 mars 1988

Nombre de contrats : 53 000

COURS	ECHÉANCES			
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88	
Dernier	102,65	101,05	100,50	
Précédent	102,60	101	100,55	
Options sur nominal				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 88	Sept. 88	Juin 88	Sept. 88
100	2,16	2,56	1,15	2,24

Options sur notionnel

INDICES	
CHANGES	BORSES

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,6350 F ↓

L'effacement du dollar a repris lundi 14 mars sur toutes les places financières internationales. L'activité a été généralement assez faible. Les opérateurs attendent la publication jeudi des résultats du commerce extérieur américain pour janvier avant d'établir leur stratégie.

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (14 mars) : 7347/13/95

New-York (11 mars) : 6594/10/95

BOURSES

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

10 mars 11 mars

Valeurs françaises : 186,3 184,7

Valeurs étrangères : 189,6 197,5

C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général : 381 294,8

NEW-YORK

هَذَا مِنْ الْأَمَلِ

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La visite de M. Shamir à Washington. 5 Confusion à Genève autour de la négociation sur l'Afghanistan. 7 Le gouvernement panaméen reporte le versement des salaires des fonctionnaires.	8-9 La « primaire » dans la majorité et le poids de l'extrême-droite. 12 Cinq élections cantonales. DÉBATS 2 « L'enjeu du premier tour », par Maurice Duverger.	14 Le « grand rancard » de SOS-Racisme à Paris. — La convention socialiste sur le droit des femmes. 15 Scandale financier en Seine-Maritime. 16 Le CNAL ne veut plus réduire la félicité à la seule question scolaire. 24 Sports.	18 « Le Ring », mis en scène par Daniel Mesguich. 19 Théâtre : « Anacosta » à Chaillot. — La XIII ^e Nuit des césars. 23 Communication : les partis politiques préparent le paysage audiovisuel de l'après-mai.	41 Le rapport de la commission De Guen. 43 Ouverture du quatorzième congrès de la CIGL à Melbourne. 44 Shell exploitera le gisement de gaz péruvien de Camisea. 48-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 25 à 36 Campus 15 Carnet 16 Loto 21 Météorologie 21 Mots croisés 21 Radio-télévision 21 Spectacles 20	● ONISEP : la quinzaine de l'orientation. ONI ● A six semaines de l'élection présidentielle. ELEC ● Chaque matin : le mini-journal JOUR Actualité, International, Sports, Campus, FNAIM, Télévision. 3615 Taper LEMONDE

Sur les marchés des changes

Retour au calme sur le franc et glissement inquiétant du dollar

Le marché du franc était redevenu calme lundi 14 mars en fin de matinée, après l'accès de faiblesse à la fin de la semaine dernière. A Paris, le mark se traitait à 3,40 F, contre plus de 3,41 F jeudi après-midi et vendredi matin, mais, faisaient observer les opérateurs, n'est pas revenu à son cours d'il y a huit jours, soit

3,38 F. Cette dépréciation rampante du franc, d'environ 0,6 %, est à mettre au compte des turbulences pré-électorales, que l'on escomptait plus précoces et qui sont apparues tardivement.

De l'avis du marché, le cours du mark pourrait, dans les semaines qui viennent, évoluer entre 3,3950 F et 3,4150 F, cours auquel la Banque de France intervient discrètement (elle l'a fait à la veille du week-end) pour éviter d'approcher de trop près le cours plafond de la devise allemande, 3,4305 F.

Le dollar a poursuivi son lent glissement, retombant à 1,6575 DM et contre 1,6630 DM vendredi à 126,60 yens contre 127,80 yens et 5,6325 F contre 5,658 F. Ce glissement qui inquiète reflète les doutes des opérateurs sur le redressement rapide de la balance commerciale américaine dont le déficit pour le mois de janvier, connu le 17 mars prochain, pourrait, après sa diminution de novembre et décembre, augmenter de 1 à 2 milliards de dollars, à 13 ou 14 milliards de dollars contre 12,2 milliards en décembre.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 14 mars

Résistant

Encore en baisse à l'ouverture, le marché en continu s'est progressivement montré beaucoup plus résistant. A 11 heures, l'indicateur instantané, qui une heure et demi auparavant accusait un recul de 0,47 %, était presque revenu à l'équilibre (-0,08 %).

Les hausses étaient même plus musclées que les baisses. Parmi celles-ci, relevons : Géophysique (+7,5 %), Facon (+7,3 %), Crouzet (+6,5 %), SGE (+5 %), Penhoët (+4,2 %), Sommer (+4 %), Schneider (+2,7 %), Michelin (+2,2 %), Carrefour (+2 %).

Mort du chorégraphe Hideyuki Yano

Le chorégraphe japonais Hideyuki Yano est mort dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 mars à Paris. Il était âgé de quarante-trois ans.

[Cet élève de Hijikata, le fondateur du Buto, avait créé en 1976 le groupe MA, axé sur la théâtralité et le sacré. Il avait quitté le Japon en 1970 et vivait à Paris depuis 1973. François Verret, Karine Saporta, Elsa Wolfstien ont notamment travaillé à ses côtés ainsi que les musiciens Michel Cluon et Michèle Bokanowski. Depuis 1986, Hideyuki Yano animait un centre de recherches théâtrales et chorégraphiques à Besançon.]

Après le succès du lancement d'Ariane

Le satellite Télécom 1 C a déployé ses panneaux solaires

Télécom 1 C gravite désormais en orbite géostationnaire, tout panneau solaires déployés. Lancé par Ariane dans la nuit du 11 au 12 mars, le satellite français de télécommunication avait été placé sur une orbite de transfert (200 kilomètres de périgée, 36 000 kilomètres d'apogée).

Après l'allumage réussi, dimanche 13 mars à 13 h 30, heure fran-

Les indépendantistes de l'Union calédonienne veulent empêcher l'organisation des élections régionales du 24 avril

NOUMÉA

de notre correspondant

Résolu à s'opposer à l'application du statut d'autonomie mis au point par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, le mouvement indépendantiste prépare sa campagne de boycottage des élections régionales du 24 avril. L'Union calédonienne (UC), principale composante du FLNKS, réunie en comité directeur le samedi 12 mars à Saint-Louis, dans la banlieue de Nouméa, a mis la dernière main à son programme d'action avant de le soumettre à ses partenaires du Front lors d'une convention prévue début avril qui arrêtera un scénario définitif. M. Léopold Jorjé, secrétaire général de l'UC, a rappelé que l'objectif des indépendantistes est de « faire échec au statut Pons, c'est-à-dire faire en sorte que les élections n'aient pas lieu », en mettant « le maximum de pression sur le terrain ». « Nous allons arriver, a-t-il poursuivi, à une glissade de type algérien dans un mois, et le gouvernement devra prendre toutes ses responsabilités face à ce qui va se passer sur le territoire. » Il n'a pas

précisé la nature des actions envisagées, mais a déclaré que « ce serait plus dur » qu'à la fin de 1984 lorsque le territoire connu, lors des élections régionales, une situation quasi insurrectionnelle et l'instauration de l'état d'urgence.

Le hasard du calendrier a voulu que la tribu de Saint-Louis enclavée indépendantiste dans la zone urbaine de Nouméa, soit à nouveau le théâtre d'incidents quelques heures à peine avant la tenue du comité directeur de l'UC. Une fusillade a opposé à deux reprises vers minuit puis vers 2 heures du matin (heure locale) dans la nuit de vendredi à samedi, des jeunes de la tribu aux forces de l'ordre qui tentaient d'interpeller Camille Mapéri, impliqué dans diverses affaires de droit commun et recherché pour sa participation aux incidents armés de novembre dernier où deux gendarmes avaient été blessés par balles. S'ils n'ont fait aucun blessé, ces affrontements illustrent le pourrissement de la situation à Saint-Louis où les gendarmes éprouvent beaucoup de difficultés à neutraliser un noyau de jeunes irréductibles.

F. B.

Sur le vif

Circonstance exceptionnelle

Ce matin, coup de téléphone :

— Allô, c'est toi ? C'est moi, c'est ton Mimi. Je suis embêté, tu peux pas savoir. J'ai l'impression que les Français vont finir par se douter de quelque chose.

— Qu'est-ce que tu racontes ?

— Si, si, je te jure. Je me représenterais que ça les étonnerait qu'à moitié.

— Ça va pas la tête ? Ils seraient scies, les mecs. Ils tomberaient à la renverse. Enfin, réfléchis, qui aurait pu leur donner une idée pareille ?

— Pas moi, toujours. Moi, je m'arrange pour entretenir la suspense. Je veux leur faire la surprise. T'as vu le plan des voyages présidentiels ? Là, je file en Allemagne, chez mon copain Kohl, on a arrangé le coup à Bruxelles. Madrid, j'y vais à la fin de la semaine, Gonzalez pouvait pas me refuser ça. Luxembourg, ça marche pas. Je devais y coucher une nuit, et puis la grande-duchesse m'a fait dire qu'elle avait la migraine. Mais, bon, demain j'ai un truc en banlieue avec les militaires.

— Alors, où est le problème ?

— Dans la presse et les médias. Vous, les journalistes, vous arrêtez pas de lâcher des petites suppositions, des incrédules minables sur mon état-major de campagne, sur mes affiches électorales, c'est vraiment dégueulasse.

— Allez, dramatise pas ! Personne n'y croit. On t'aime bien trop pour ça. On te vénère, t'es Dieu le Père, on peut pas imaginer une seconde que tu fais ta coquette rien que pour foutre la merde entre mon Jacquot et mon Babar.

— Tu le sais bien, toi, que c'est pas vrai ?

— Mais oui, mon Mimi, t'inquiète ! On sait tous très bien qu'il aurait fallu des circonstances exceptionnelles pour t'obliger à rester sur le trône jusqu'à près de quatre-vingts berges. Et comme il n'y en a pas l'ombre d'une...

— Bon si, justement, Rocard a dit à quelqu'un, qui me l'a répété, que, décidément, non, il veut pas faire candidat.

— Oh là là ! c'est une catastrophe, dis donc, ça.

— C'est bien pour ça que t'appelle.

CLAUDE SARRAUTE.

EN BREF

● **URSS** : Les Arméniens de Moscou manifestent. — Un millier d'Arméniens se sont rassemblés le dimanche 13 mars au cimetière arménien de Moscou, à l'appel de leur comité moscovite — créé à la suite des manifestations de masse en Arménie et du massacre de Soumgaït, en Azerbaïdjan. Lors du précédent rassemblement, le 8 mars, des réfugiés de Soumgaït avaient raconté les atrocités commises contre des Arméniens de cette ville et estimé que le nombre des morts était bien supérieur aux trente-deux annoncés officiellement. Ce nouveau rassemblement a été plus houleux. Ceux des membres du comité qui appelaient à la « retenue » et à la « patience », dans l'attente de la « décision équilibrée » promise, selon eux, par M. Mikhaïl Gorbatchev sur la question du Nagorny-Karabakh, ont été fréquemment interrompus. — (AFP.)

● **Le Parti communiste guadeloupéen pour l'indépendance**. — Le neuvième congrès du Parti communiste guadeloupéen (PCG), qui s'est terminé, dimanche soir 13 mars à Pointe-à-Pitre, s'est prononcé pour un nouveau mot d'ordre : « Vers une indépendance nationale à orientation socialiste selon les étapes démocratiquement choisies par le peuple guadeloupéen ». Le projet de résolution politique

soumis au congrès avait proposé un mot d'ordre d'« indépendance nationale à orientation socialiste ». Celui qui a été adopté par le Congrès a été qualifié dimanche de « mot d'ordre de compromis » par M^{me} Monse Cadoca, chargée des relations avec la presse durant le congrès.

Un nouveau secrétaire général, M. Christian Céleste, un employé de quarante ans, a été élu en remplacement de M. Guy Daninthe, un avocat de soixante-trois ans qui était à ce poste depuis 1969, et qui demeure membre du bureau politique du PCG.

Le mot d'ordre issu de ce congrès remplace celui de l'« autonomie démocratique et populaire, étape vers une indépendance à contenu socialiste », adopté en 1958.

● **Alerte à la bombe dans un avion d'Air-France**. — A la suite d'une alerte à la bombe, un Boeing 747 d'Air-France qui effectuait le vol Paris-Tokyo via Anchorage, en Alaska, a dû se poser le dimanche 13 mars sur l'aéroport de décollage de Thulé au Groenland. Les recherches se sont révélées négatives, et l'appareil a pu reprendre sa route.

● **Un cyclone fait 57 morts en Mozambique**. — Le cyclone Filao qui s'est abattu au début du mois de mars sur le Mozambique, dans la province du Zambeze, aurait fait au moins 57 morts et 1 million de dollars de dégâts selon les premières estimations officielles. La ville d'Inhassunge aurait particulièrement souffert, ainsi que la capitale provinciale de Quelimane, où 800 habitations auraient été détruites, faisant quelque 4 000 sans abri.

Révélation du président des Tzans Rodin :

ENFIN UN "RAIDER" DANS LA DECORATION !

Il faut toute l'audace, toutes les relations internationales, toute l'habileté d'un "raider" pour pouvoir vous offrir ce que les femmes veulent : la décoration. Toutes les décorations, aux prix qui vous conviennent.

Les femmes exigent la création, l'originalité, la qualité. Elles refusent les étiquettes insensées et la banalité. Voilà notre nouvelle "ODE" (Offre Publique de Vente) sur les valeurs de la décoration : des milliers de mètres de tissus, de soies imprimées, d'unis, de jacquards à des prix "raiders".

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS

LATREILLE
SPECIALISTE DU MER BEAUVEUVENT

QUINZAINE DE L'IMPERMEABLE
jusqu'au 26 mars.

62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél : 43.29.44.10
Catalogue sur demande

PCS PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976

- Taux confirmé de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission : sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classe "pilote" HEC

(ouverture septembre 1988)

- Pour bacheliers C avec mention et/ou redoublants admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de mars.

PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
tél. (1) 45 66 59 98
établissement d'enseignement supérieur

AMÉRIQUE



LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE

est paru (et il est gratuit)

IL COMPREND :

- Tous les vols à prix réduits (exemples au 1-1-1988)

NEW YORK	1.980 F A/R.
LOS ANGELES	3.300 F A/R.
MIAMI	2.900 F A/R.
MONTREAL	2.200 F A/R.
HONOLULU	5.680 F A/R.
MEXICO	4.685 F A/R.

- La location de voiture et camping-car.
- Les transports intérieurs.
- Les tarifs d'hôtels.
- Des circuits à la carte et en groupe.
- Des tours insolites.
- Des renseignements pratiques.

Recevez notre brochure contre 8 F en timbres

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58

34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris - M^o Mouton-Duvernet

Le numéro du « Monde » daté 13-14 mars 1988 a été tiré à 486 988 exemplaires

DOMICILLIATIONS COMMERCIALES

conformément à la loi du 21/12/84 destinée à faciliter la création d'entreprise, nos bureaux du 10^e arrondissement nous permettent d'accueillir :

SIÈGE SOCIAL et FOYER FISCAL

nombreux autres services dont

LOCATION D'UNE SALLE DE RÉUNION (équipée d'un rétroprojecteur et d'un écran pour les stages de formation)

GEICA - 42.96.41.12 + Téléc : 212 859 F
56 bis, rue du Louvre - 75002 Paris

EUROPE 1992

ASSUREZ VOTRE COMPÉTENCE EN LANGUES

Pour opérer à l'échelle européenne, il faut savoir parler plusieurs langues professionnellement une langue étrangère (idiomes à l'appui) et en connaître au moins une autre.

Comment vous former tranquillement, à votre rythme, à votre niveau ? Quelle(s) langue(s) étudier et quelle(s) diplôme(s) préparer pour assurer votre compétence et votre avenir ?

Pour tout savoir dans la documentation complète (en français) : LANGUES ET AFFAIRES - service 4723 - 35, rue Chaligny - 92303 PARIS (LEVALLOIS) - Tél. (1) 42.70.81.88 - 42.70.74.63

A B C D E F G H

Le Monde sur minitel

TOUS LES SONDAGES

IPSOS

36.15 TAPEZ LEMONDE